

HISTOIRE

DE LA

GAULE MÉRIDIONALE

SOUS LA DOMINATION

DES CONQUÉRANTS GERMAINS.

IMPRIMERIE DE E. DUVERGER,
rue de Verneuil, 4.

HISTOIRE

DE LA

GAULE MÉRIDIONALE

SOUS LA DOMINATION

DES CONQUÉRANTS GERMAINS,

PAR M. FAURIEL,

PROFESSEUR A LA FACULTÉ DES LETTRES DE PARIS.

TOME TROISIEME.



PARIS

PAULIN, LIBRAIRE-ÉDITEUR,

RUE DE SEINE, N° 33.

1836

HISTOIRE

DE LA

GAULE MÉRIDIONALE

SOUS LA DOMINATION

DES CONQUÉRANTS GERMAINS.

XXII.

AFFAIRES DE L'AQUITAINE ET DE LA VASCONIE. — FILS DE CHARIBERT. — LE DUC LUPUS. — RÉVOLTE DE LA SEPTIMANIE CONTRE LES VISIGOTHS. — EUDON DUC DES VASCONS ET DES AQUITAINS. — LE SUD-EST DE LA GAULE DÉTACHÉ DE LA MONARCHIE FRANKE.

Je viens de toucher en passant un fait qui en implique beaucoup d'autres sur lesquels il est temps de revenir. J'ai nommé un duc souverain de la Vasconie et de l'Aquitaine; on a vu d'abord le roi et le maire de Neustrie, battus à Vincy, re-

courir à l'appui de ce duc comme à leur dernier espoir, et Charles-Martel victorieux conclure ensuite avec lui un traité qui n'est, au fond, rien autre ni rien moins qu'un partage de la monarchie entre eux deux. L'existence d'une telle puissance en Aquitaine, en 719, n'y peut être que le produit d'un grand changement politique opéré depuis 638, époque où nous avons laissé ce pays divisé entre plusieurs ducs, tous plus ou moins dépendants des monarques mérovingiens, tous également incapables d'intervenir dans les querelles de la Neustrie et de l'Austrasie, et de rien tenter de pareil à ce que nous voyons faire par le duc Eudon. L'état de ce dernier est donc un état tout nouveau, dont il faut, autant que possible, démêler l'origine et marquer les progrès.

On ne saurait dire en quel temps précis les deux fils de Charibert, Boggison et Bertrand, entrèrent, comme ducs, en jouissance de la portion de l'Aquitaine que leur père avait possédée à titre de royaume; mais ils ne purent guère être quelque chose par eux-mêmes avant leur dix-huitième ou vingtième année, c'est-à-dire avant 648 ou 650. Les deux frères vécurent, à ce qu'il paraît, dans une grande union, et jouirent par indivis des domaines qui formaient leur duché; il n'existe du moins aucun vestige d'un partage entre eux. Ils durent se marier vers la même époque, et leurs femmes étaient sœurs, l'une nommée Aude, et l'autre Phigberte, d'une famille puissante de Franks austra-

siens. Aude, la femme de Boggison, lui donna deux fils, Imitarius, dont on ne sait rien de plus que le nom, et Eudon, destiné à devenir célèbre comme duc d'Aquitaine. De Phigberte, Bertrand n'eut qu'un seul fils nommé Hubert, qui fut par la suite évêque de Liége et se fit un renom de sainteté encore aujourd'hui populaire [1].

On ignore jusqu'à quel temps vécurent les deux frères. Plusieurs érudits s'autorisent de la chronique de Sigebert pour affirmer que Boggison mourut en 688; mais en consultant cette chronique, je n'y ai rien trouvé de pareil. Le biographe de saint Hubert, qui parle indirectement de Boggison, le donne pour mort à une époque qu'il ne précise pas, mais antérieure à l'assassinat du maire du palais, Ebrouin, c'est-à-dire à 681 [2]. Quant à Bertrand, on n'a aucune donnée sur le temps où il mourut; on croit seulement que ce fut avant son frère.

On se rappellera que le royaume de Charibert ne comprenait guère, en Aquitaine, que la moitié occidentale de cette contrée. Le pays de Bourges, l'Arvernie, le Velai, le Gévaudan, le Rouergue, l'Albigeois, et peut-être le Cahorsin, étaient restés sous la dépendance immédiate des rois d'Austrasie ou de Neustrie, car peu importe désormais à cet

(1) Vita S. Huberti. Surius. 3 nov. — Duchesne Scriptor. rer. francicar. tom. I. p. 648.

(2) Duchesne. loc. cit.

égard une distinction souvent incertaine et parfoi impossible. Cette portion orientale de l'Aquitain formait d'autres gouvernements indépendants di grand-duché de Toulouse, et dont celui des Ar vernes et du Velai était le principal.

On croit que les fils de Charibert possédèren divers pays hors de l'Aquitaine proprement dite et notamment la moitié occidentale de la Provenc et la Vasconie entière. Ces deux contrées furent ef fectivement comprises parmi celles que Dagober céda à son frère; et quant à la Vasconie en parti culier, Charibert l'avait en quelque sorte possédé à double titre; car l'ayant reçue en don et comme déjà conquise, il avait été obligé de la conquérii de nouveau. De plus, il est très naturel de penser qu'Amandus, duc des Vascons sous Dagobert et probablement encore après, laissa ses Etats à Boggison et à Bertrand, ses petits-fils; c'est ce qu'ont expressément affirmé des historiens judicieux, et entre autres les savants auteurs de l'Histoire de Languedoc[1].

Ces faits et les témoignages qui s'y rattachent prouveront, si l'on veut, que les fils de Charibert, Boggison et Bertrand, avaient des droits sur la Provence et principalement sur la Vasconie; mais, aux temps et dans les pays dont il s'agit, de pareils droits n'étaient rien sans la force matérielle de les faire valoir. Il s'agit ici d'une pure question de fait, de

(1) Tom. I. p. 338.

savoir si les deux successeurs immédiats de Charibert eurent effectivement quelque pouvoir en Provence et en Vasconie. Pour la Provence on l'ignore; quant à la Vasconie, il est constaté que Boggison et Bertrand n'y eurent jamais la moindre autorité et ne prirent jamais aucun titre dérivé de quelque prétention à cet égard. Il est certain qu'après comme avant le règne de Dagobert, les Vascons continuèrent à avoir des ducs à eux, distincts de tous les gouverneurs de l'Aquitaine, quels que fussent le titre et l'origine de ceux-ci. Amandus, en reconnaissant la suprématie de Charibert comme roi d'Aquitaine, et les droits de Bertrand et de Boggison sur la Vasconie, avait bien donné lieu à une sorte d'union politique entre les deux pays; mais cette union avait été interrompue par la mort ou par la retraite d'Amandus, et la Vasconie était rentrée dans la plénitude de son indépendance sous ses ducs particuliers.

De ces ducs Vascons, contemporains de Boggison et de Bertrand, le premier connu est un Gallo-Romain, un citoyen de Toulouse nommé Félix, personnage qualifié d'illustre et noble patricien, « qui, dit un auteur contemporain, avait obtenu le commandement sur toutes les villes jusqu'aux montagnes des Pyrénées et sur la méchante race des Vascons [1]. » On ne sait du reste ni par qui ce Félix avait été promu à ce gouvernement, ni au

(1) Miracula S. Marticalis ap. Scriptor. rer. francicar. III.

nom de qui, encore moins de quelle manière il l'exerça. Tout ce qu'il est possible de conjecturer de plus vraisemblable sur son compte, c'est qu'il succéda immédiatement au duc Amandus, vers 640, qu'il vécut jusque vers 660, et n'eut rien à démêler avec aucun des rois mérovingiens.

Son successeur n'est guère plus connu que lui et mériterait bien davantage de l'être. Ce fut aussi un Gallo-Romain, nommé Lupus, jeune aventurier qui, selon l'expression d'un contemporain, voulut être l'auteur de sa renommée[1]. Attaché d'abord au service de Félix, il s'y était sans doute distingué, puisqu'il fut choisi pour lui succéder après sa mort; et le même écrivain cité tout à l'heure parle de ce choix de manière à faire supposer qu'il fut fait dans le pays et par les Vascons eux-mêmes.

Si Lupus reconnut parfois la suprématie des rois franks, il paraît que ce ne fut guère que dans des choses indifférentes ou qui ne lui disconvenaient pas. En 674, par exemple, il fit exécuter l'ordre donné par Childéric II pour la tenue d'un concile à Bordeaux. Quant à ses actions les plus importantes et les mieux constatées, ce sont celles d'un chef aventureux et ambitieux, aux aguets de toutes les occasions d'accroître sa puissance et avide de l'exercer. C'est dans un événement qui tient par divers côtés à l'histoire du midi de la Gaule qu'on

(1) Tunc surrexit puer unus qui et auctor nominis sui adesse voluit. *Id.* loc. cit.

le voit d'abord paraître, événement important dont je ne puis me dispenser de parler, ni parler ailleurs qu'ici.

J'ai dit comment, en 587, la Septimanie s'était soulevée, sous prétexte de mécontentement religieux, à l'occasion de la conversion de Reccarède au catholicisme, et en effet pour se soustraire à l'autorité des rois visigoths de l'Espagne. Depuis lors cette province était paisible, mais sans perdre le désir ni l'espoir de se détacher un jour ou l'autre d'un gouvernement qui siégeait si loin d'elle, au-delà des Pyrénées. Elle avait continué à participer plus ou moins à cette tendance continue de l'Aquitaine et de la Vasconie à s'affranchir des conquérants germaniques pour former de petits Etats indépendants. Plus ces dernières semblaient près d'échapper à la domination mérovingienne, plus l'autre était devenue impatiente de secouer celle des rois de Tolède. En 672, Receswinde étant mort et Wamba élu à sa place, les gouverneurs visigoths de la Septimanie les plus éloignés des Pyrénées crurent l'occasion favorable; ils se révoltèrent contre le nouveau roi [1].

Hilderic, comte de Nîmes et de la Septimanie orientale, fut le principal auteur de cette conspiration. Comme rien, même de politique, ne se fai-

(1) Tous les détails de cette révolte sont tirés du récit diffus et ampoulé qu'en a laissé Julien, archevêque de Tolède, contemporain du fait. Ce récit a été inséré dans le recueil des Histor. de Fr. tom. I. p. 404 - 409.

sait alors sans l'intervention des évêques, Hilderic chercha d'abord à gagner celui de Nîmes; mais Aregius, ainsi se nommait l'évêque, rejeta toute proposition de révolte. Là-dessus le comte, prenant aussitôt le parti de se débarrasser de lui, l'exila sur les frontières de la Gaule franke, où il paraît qu'il fut arrêté et maltraité par des hommes avec lesquels son persécuteur était probablement d'intelligence.

Ranimire, abbé de je ne sais quel monastère du diocèse de Nîmes, parut à Hilderic l'homme qui lui convenait; il le fit sacrer évêque par deux autres évêques d'une nation étrangère, dit Julien de Tolède. Il ne peut être ici question que d'évêques de la Gaule méridionale, nouvel indice d'un concert entre le conspirateur visigoth et ses voisins gallo-romains ou franks.

Fait évêque de Nîmes, Ranimire seconda avec ardeur tous les plans du comte Hilderic, et Gumilde, évêque de Maguelone, y prit de son côté une part non moins active. Les trois chefs conjurés s'empressèrent de circonscrire et de se partager le territoire qu'ils prétendaient soustraire au royaume des Visigoths, d'y lever une force armée et des tributs que l'historien espagnol qualifie de pillages.

Informé de la révolte de la Septimanie, Wamba y envoya aussitôt le duc Paul avec une armée; mais le duc Paul était un de ces officiers, presque aussi nombreux chez les Visigoths que chez les Franks, qui se piquaient peu de fidélité pour leurs rois, trouvant plus de profit ou plus de gloire à leur ré-

sister qu'à les servir. Dans la mission de réprimer la conspiration de Hilderic, Paul ne vit que l'occasion d'en tramer une plus complète et plus décisive.

Au lieu de mener rapidement contre les révoltés des soldats braves et dévoués comme l'étaient les siens, il les fatigua, les refroidit par des lenteurs, par des stations incommodes, par des privations de toute espèce, et multiplia tellement pour eux les tentations de déserter qu'il arriva presque seul à Barcelone. Là, son unique soin fut de se chercher des auxiliaires. Il en trouva beaucoup et de puissants : Ranosinde, le duc de la province, et Hildeghise, le gardingue ou commandant militaire de la frontière des Pyrénées, sans compter une foule d'autres moins considérables, les uns laïcs, d'autres ecclésiastiques. Après s'être bien entendu avec eux, Paul leva dans le pays de nouvelles troupes, moins attachées au roi Wamba que les premières, et avec lesquelles il passa les Pyrénées, laissant croire encore qu'il marchait contre les rebelles de la Septimanie. Argebaud, évêque de Narbonne, qui avait eu vent de ses intrigues dans la Tarraconaise, parut d'abord vouloir lui fermer les portes de sa ville; mais, soit impuissance, soit qu'il se fût ravisé, il finit par le recevoir, lui, son armée et plusieurs de ses complices d'outre-monts, à la tête desquels se trouvait le duc Ranosinde.

Ce fut à Narbonne que le comte Paul arrêta définitivement le plan de sa rébellion et en leva l'éten-

dard. Il commença par jeter dans son armée et dans le public des bruits et des propos défavorables à Wamba; après quoi, rassemblant ses compagnons d'armes, il leur déclara solennellement sa résolution de ne plus obéir à un roi qui ne méritait pas de l'être et leur proposa d'en désigner eux-mêmes un autre plus digne d'eux et qu'il serait le premier à reconnaître. Le duc Ranosinde élève alors la voix pour déclarer qu'il choisit Paul pour roi; le même vote est à l'instant répété par quelques autres assistants, affidés ou non, sur quoi Paul s'empresse d'accepter le titre de roi, comme s'il lui était déféré par l'armée entière; et l'armée de lui jurer fidélité comme si elle l'avait élu d'une voix unanime. Il avait besoin d'un trésor et s'en fit un de la dépouille des églises; il enleva, entre autres choses précieuses, une couronne d'or que le noble et vaillant roi Reccarède avait offerte autrefois à l'église de Saint-Félix de Narbonne, et en fit sa couronne royale. C'était une profanation à justifier par des victoires.

Jusque là la conjuration de Paul à Narbonne se trouvait, pour ainsi dire, en conflit avec celle du comte Hilderic à Nîmes, et il fallait que ces deux conjurations se conciliassent ou se combattissent. Il semblerait, d'après l'historien espagnol, que les deux chefs révoltés n'eurent aucune peine à s'entendre, et que Hilderic subordonna aisément tout ce qu'il avait fait aux projets plus vastes du duc Paul. Cependant les événements prouvèrent que cette

fusion des deux conspirations en une seule n'avait pas été aussi complète qu'il l'aurait fallu pour leur commun succès.

Ce qui est sûr, c'est que le peuple de la Septimanie embrassa vivement le parti ou les partis des conjurés, et prit les armes pour les soutenir. Et il n'est pas indifférent de noter ici, relativement à ce peuple, que l'historien espagnol le désigne constamment par le nom de Gaulois, avec l'intention expresse de le distinguer à la fois et des Gallo-Romains de son voisinage qu'il appelle Franks, et de ses propres conquérants, auxquels il conserve le nom de Visigoths. Ainsi donc le mouvement des Septimaniens était bien, de leur part, la réaction d'une masse d'hommes conquis contre le gouvernement de la conquête.

Le dernier but de Paul était de passer en Espagne, d'y détrôner Wamba de vive force, de se mettre à sa place et de récompenser alors de son mieux ses auxiliaires de toute espèce. Mais en attendant d'avoir réuni des forces suffisantes pour cette fin, il devait se fortifier en Septimanie, à peu près comme s'il n'avait eu d'autres projets que de régner sur ce pays et de s'y mettre en sûreté contre Wamba. En conséquence, il fit occuper les forteresses bâties sur la ligne des Pyrénées pour en garder les défilés, entre autres Livie, capitale de la Cerdagne, dont la défense fut confiée à un prêtre, à Hyacinthe, évêque d'Urgel, et le fort important de Cluses, où il mit une garnison d'élite commandée par le duc Ranosinde.

Il s'empara également d'une autre citadelle à laquelle les anciens avaient donné un nom équivalent à celui de fort des Vautours (Oltrera), et enfin de Caucoliberis, sur la plage étroite qui serpente entre la mer et les saillies orientales des Pyrénées.

Cela fait, il garnit de troupes les principales villes de la Septimanie, Agde, Beziers et Maguelone. Hilderic avait déjà pourvu à la défense de Nîmes; mais Carcassonne n'est point nommée parmi ces villes révoltées; c'est une présomption qu'elle était demeurée fidèle au gouvernement de Tolède. Le duc resta de sa personne à Narbonne, avec la partie disponible de son armée, à peu près également à portée de tous les points où il pouvait devenir nécessaire qu'elle se portât.

Le plus important pour lui était de renforcer cette armée le plus possible, et c'est à quoi il s'attacha par-dessus tout. Il y appela les hommes de guerre aventuriers, alors nombreux dans toutes les parties de la Gaule franke, et particulièrement les Vascons montagnards qui, comme nous l'avons vu, étaient alors soldats de profession et dans l'usage de se louer, soit par tête, soit par bandes, aux seigneuries de leur voisinage.

Enfin, pour se donner toutes les chances possibles de succès, Paul entra en négociation avec les chefs déjà plus ou moins indépendants du midi de la Gaule franke, afin de s'assurer leur appui à des conditions que l'histoire ne dit pas et impossibles à deviner. Il est sûr qu'il traita avec plusieurs de

ces chefs, et avec un entre autres, que les événements subséquents nous feront reconnaître pour Lupus, pour ce même duc de Vasconie dont il a déjà été question.

Wamba apprit la trahison du duc Paul en Cantabrie, où il était venu faire la guerre aux Vascons des bords de l'Ebre alors révoltés. Ce roi était homme de résolution et d'humeur guerrière; il prit sur-le-champ son parti; il entra avec son armée dans la Vasconie ibérienne, se mit à la parcourir, à la traverser, à la fouiller en tous sens, le fer et la flamme à la main, et y fit en sept jours de si horribles dégâts que les Vascons furent réduits à se soumettre et à donner des otages. Cette paix faite, Wamba prend aussitôt le chemin de Narbonne par le centre des Pyrénées. Arrivé à Osca, il y divise son armée en trois corps, à deux desquels il donne l'ordre de forcer les défilés gardés par les troupes de Paul, tandis que lui-même, avec le troisième, enveloppera dans sa marche les villes révoltées de la Tarraconnaise, et remontera vers les Pyrénées, en reprenant ces villes l'une après l'autre.

Toutes ces opérations réussirent à l'armée royale, quoique probablement avec plus de fatigues et plus de pertes que ne le dit l'historien espagnol, adulateur ampoulé du roi Wamba. Au bout de peu de jours, Barcelone, Ausone, Girone étaient rentrées dans l'obéissance; Livie, Caucoliberis et les autres forts des Pyrénées orientales étaient repris, et les

différents corps de l'armée royale réunis en-deçà des Ports, marchaient sur Narbonne, tandis qu'une flottille remontait, de concert avec eux, le long de la côte pour seconder leurs opérations, tant contre cette ville que contre les autres places maritimes de la Septimanie.

Paul avait été informé des premiers succès de Wamba avant de l'avoir si près de lui. Witimir, l'un de ses principaux officiers et de ceux auxquels il avait confié la défense de la frontière, était accouru lui annoncer le passage et l'approche de l'ennemi. Sur cette nouvelle, Paul s'était retiré à Nîmes avec son armée, laissant seulement à Narbonne une garnison dont il partagea le commandement entre Witimir et Ranimire, cet abbé que le comte Hilderic avait nommé évêque. Il y a apparence que, volontairement ou par force, Ranimire et Argebaud avaient fait un échange de leurs siéges, car nous retrouverons bientôt à Nîmes ce dernier, que nous avons vu d'abord à Narbonne.

Un départ si précipité avait tout l'air d'une fuite causée par une surprise pusillanime, et là-dessus l'historien de Wamba n'épargne pas les mépris au duc rebelle. Cependant, quelques circonstances, dont cet écrivain tient à peine compte et qu'il laisse comme dans l'ombre, malgré leur importance intrinsèque, renferment peut-être la vraie raison et une raison plausible de ce mouvement rétrograde. Les conjurés attendaient à Nîmes des renforts étran-

gers, et dès lors il n'est plus si sûr que Paul fit une lâcheté ou une faute en se portant à la rencontre de ces renforts.

Quoi qu'il en soit, il y avait déjà quelques jours que Paul avait quitté Narbonne quand le roi Wamba arriva sous les murs de cette ville avec une armée que l'on ne peut guère évaluer à moins de quarante mille hommes. Le lieutenant de Paul, Witimir, sommé de rendre la place, répondit à la sommation par des menaces et des injures, et Wamba donna aussitôt l'ordre d'un assaut général.

L'assaut fut long, sanglant et vigoureusement soutenu; mais la supériorité du nombre assurait la victoire aux assaillants. Les uns atteignent le haut des remparts d'où ils s'élancent dans la ville; d'autres y pénètrent à travers les débris embrasés des portes.

Les défenseurs de la place sont partout enveloppés, poursuivis et faits prisonniers. Leur chef Witimir se réfugie en combattant dans une église, où il est suivi par un flot de l'armée victorieuse. Seul contre une multitude, il résiste en désespéré; mais à la fin, pressé de toutes parts, terrassé et désarmé, il est chargé de fers.

Wamba, maître de Narbonne, ne s'y arrêta point; il savait que son adversaire attendait des renforts, et il lui importait de l'attaquer avant qu'il les eût reçus. Il prit donc en toute hâte la route de Nîmes, enleva en passant Agde et Beziers, et s'avança sur Maguelone. Gumilde, évêque de cette ville, essaya

de la défendre; mais, la voyant investie par mer e par terre, il désespéra de s'y maintenir et s'évad pour aller joindre le quartier-général des révoltés Abandonnée par lui la ville se rendit aussitôt.

Il ne restait plus à Wamba que Nîmes à prendre mais ici la lutte semblait devoir être plus égale l'intérêt de la défense était plus urgent, et rien n'était encore décidé. Les forces militaires des conjurés enfermées dans la ville étaient nombreuses, mais composées d'éléments fort hétérogènes. Il s'y trouvait d'abord une troupe auxiliaire de Franks ou de Gallo-Romains, qui n'y étaient probablement pas venus de plus loin que de l'Aquitaine ou de la Burgondie. Les Tarraconésiens arrivés avec Paul d'outre les Pyrénées formaient une autre partie et une partie considérable de ces forces, dont les Septimaniens faisaient le reste, et, je crois, le gros. Enfin, comme je l'ai dit, les conjurés étaient dans l'attente immédiate de milices auxiliaires qui venaient de la Gaule franke. Des messagers avaient été expédiés pour presser l'arrivée de ces secours, et on les espérait d'un jour ou d'une heure à l'autre.

Aussitôt après l'occupation de Maguelone, l'armée de Wamba se dirigea sur Nîmes, divisée en plusieurs corps échelonnés l'un sur l'autre à petits intervalles. Le premier composé de guerriers d'élite, après une marche sans halte, arriva avant l'aurore du second jour sous les remparts de la place, avec les machines pour en commencer le siége, et au lever du soleil les deux partis étaient déjà aux prises.

L'avant-garde des assiégeants attaqua la ville avec autant d'ardeur que si elle eût résolu de l'emporter ce jour même et sans le concours du reste de l'armée; mais elle fut accueillie rudement par les assiégés et poussée à distance des murs. Vers le milieu du jour, après six ou huit heures de combat, se reconnaissant trop faible pour ce qu'elle avait tenté, et craignant aussi quelque surprise de la part des bandes étrangères qu'elle savait ou croyait en marche pour venir au secours des assiégés, elle envoya demander du renfort au gros de l'armée. Wamba lui détacha dix mille hommes sous le commandement de Wandemir; mais à la distance où le camp royal était encore de la ville assiégée, les dix mille hommes, tout en forçant leur marche et en ne prenant aucun repos, ne purent joindre leurs compagnons que le lendemain au lever du jour. Ils les trouvèrent encore endormis et accablés du combat de la veille, qui s'était prolongé jusqu'à la nuit; mais la présence d'un tel renfort leur rendit leur première ardeur, et tous s'apprêtèrent à une nouvelle attaque.

Au lever du soleil, les assiégés, voyant, du haut de leurs murailles, les assaillants de la veille doublés en nombre, conjecturant, à l'absence des enseignes royales, que le corps principal de l'armée, celui où le roi Wamba se trouvait en personne, n'était pas encore arrivé, et surpris du retard de leurs auxiliaires de Gaule, se préparèrent au combat avec un peu de trouble et de mauvais pressenti-

ments. Cependant le duc Paul les ayant passés en revue, exhortés et rassurés de son mieux, ils s'affermirent à leurs postes et attendirent bravement le nouvel assaut.

Il dura depuis le soleil levé jusque vers les deux tiers du jour, avec un égal acharnement et sans avantage marqué pour l'un des deux partis; mais à la fin, l'ardeur des assiégés parut se ralentir, et la plupart de leurs auxiliaires étrangers grièvement blessés s'étaient retirés du combat, étonnés de trouver les Goths plus braves qu'on ne les leur avait dépeints. Ceux-ci alors d'un effort décisif s'approchent des portes auxquelles ils mettent le feu, battent les murs avec une force redoublée et pénètrent dans la ville par plusieurs brèches. Les assiégés abandonnent en foule les remparts; les uns se cachent ou fuient irrésolus et dispersés par la ville; d'autres se retirent en combattant, aux aguets des pillards isolés ou égarés de l'ennemi, sur lesquels ils tombent avec fureur. La plupart se heurtent aux portes de l'amphithéâtre et s'y jettent comme dans une enceinte où ils pourront se défendre encore. Ce grand monument romain, dès lors nommé *les arènes*, servait aussi dès lors, par occasion, de forteresse aux Nemausiens.

Du milieu de ce tumulte, de cette désolation des vaincus, dont la foule grossit à chaque instant et se presse de plus en plus dans les rues, sur les places, à la porte des églises, aux entrées des arènes, naissent bientôt un autre tumulte, une désolation

plus grande. La conjuration du duc Paul était, comme nous avons vu, la combinaison de deux conjurations distinctes, de celle même du duc et de celle du comte Hilderic; et chacune des deux entreprises avait, dans la ville assiégée, ses propres partisans, ses propres soldats. Les Tarraconésiens formaient la milice du duc, les Septimaniens et les Némausiens soutenaient la conjuration du comte Hilderic. Aussi long-temps que les deux partis avaient eu la chance et l'espoir de battre ensemble l'ennemi commun, il y avait eu assez d'union et de concert entre eux; mais, dans la crise d'une défaite irréparable, les défiances, les jalousies, les préventions réciproques, jusque là contenues par l'intérêt, éclatèrent brusquement. Les Septimaniens, et en particulier ceux de Nîmes, craignirent que Paul et ses hommes d'outre les Pyrénées n'eussent le projet de faire à leurs dépens une paix séparée avec Wamba; Paul et les siens appréhendèrent de même quelque trahison de la part des Némausiens qui les accusaient de leurs revers.

Se pressant et se heurtant dans le désordre de leur fuite ou de leur entrée aux arènes, les soldats des deux factions s'adressaient réciproquement des injures, des reproches, des bravades, et s'enflammèrent bientôt les uns contre les autres de plus de fureur qu'ils n'en avaient eu contre l'ennemi commun. Nîmes offrit alors un spectacle étrange autant qu'horrible, celui d'une armée de vaincus s'entr'attaquant et s'entr'égorgeant sous le glaive

même du vainqueur qui les poursuit, qui est là pour achever de les exterminer. Déjà, en effet, les soldats de Wamba, désormais maîtres des portes et des remparts, inondaient les divers quartiers de la ville, et partout ils rencontraient des Septimaniens et des Tarraconésiens aux prises entre eux; partout ils voyaient les rues et les places jonchées de cadavres des uns et des autres; jusque dans les réduits les plus écartés et dans l'intérieur des maisons ils trouvaient des révoltés égorgés par d'autres révoltés. C'étaient pour eux autant d'ennemis de moins à frapper, et ils en avaient d'autant plus de sécurité et de loisir pour le pillage et les autres excès de la victoire dans une ville prise d'assaut.

La nuit seule mit fin à une partie de ces horreurs. Les vainqueurs, maîtres de la ville, s'y reposèrent de leurs fatigues; les débris de l'armée vaincue, ralliés dans l'enceinte des arènes, y étaient, pour le moment, en paix entre eux et à l'abri de l'ennemi. Il s'y trouvait plusieurs chefs des deux conspirations, entre autres le duc Paul et deux évêques, Argebaud, celui de Narbonne, et Gumilde, celui de Maguelone. Le comte Hilderic était sans doute parvenu à se sauver, puisqu'il n'est plus question de lui dans la suite de l'histoire et qu'il n'est point nommé parmi les morts.

Le lendemain, au point du jour, ces chefs se réunirent pour se compter et pour délibérer sur leur position. Elle était des plus fâcheuses; on n'avait de nouvelles d'aucun des renforts attendus.

Les débris des divers corps de troupes réfugiés dans les arènes, bien que peut-être encore assez forts par le nombre, étaient trop découragés, trop mal disciplinés et trop désunis pour tenter une sortie, et manquaient de vivres pour soutenir un siége. D'ailleurs le duc Paul n'était pas de ces hommes qui trouvent toujours quelque chose à faire dans les revers ou savent y mourir avec fierté. La seule pensée qui lui vint fut celle de demander grace au roi Wamba, et à cette pensée se rallièrent aussitôt celles de tous ses compagnons. En conséquence, Argebaud, le moins compromis d'entre eux, et celui d'ailleurs à qui sa dignité d'évêque métropolitain donnait le plus d'assurance, fut chargé de se rendre sur-le-champ auprès du roi et de solliciter sa clémence pour eux tous. Le roi n'était point encore arrivé; mais l'évêque ne l'attendit pas; il s'achemina à sa rencontre et le trouva à la distance de quatre milles en marche vers la ville avec le reste de son armée. A la vue du roi, Argebaud mit pied à terre et se prosterna devant lui dans l'attitude d'un suppliant; Wamba arrêta aussitôt son cheval, regarda l'évêque avec plus de compassion que de surprise, sachant déjà tout ce qui s'était passé à Nîmes, et lui ordonna avec douceur de se relever.

Argebaud obéit, et, debout en face du roi, lui fit humblement l'aveu du crime des conjurés, sans chercher à faire cause à part d'eux. Il lui représenta en termes touchants leur détresse actuelle, lui dit combien de milliers d'entre eux avaient péri

de leurs propres mains ou de celles des invincibles Goths, et demanda pardon pour les restes d'une double guerre et d'un double carnage. Le roi fut touché des paroles de l'évêque, auquel il accorda une grace pleine et entière. Quant aux autres coupables, il déclara ne pouvoir laisser leur crime sans punition ; mais il promit que cette punition ne serait capitale pour aucun d'eux. L'évêque fit encore une tentative pour leur obtenir un pardon complet ; mais cette fois ses prières furent perdues; le roi lui imposa silence avec colère et poursuivit sa marche vers Nîmes.

Il y arriva au bruit des trompettes, enseignes déployées, avec des forces et dans un appareil de guerre qui auraient suffi pour épouvanter les rebelles, s'ils n'eussent été déjà vaincus. Ayant trouvé sous les armes, hors des remparts, la portion de son armée qui les avait forcés la veille, il rangea en bataille la masse alors réunie de ses forces, donna sur chaque point ses ordres, ses consignes, ses instructions, en un mot, disposa tout comme pour livrer un combat décisif à un ennemi qu'il supposait encore redoutable. Il s'attendait d'un moment à l'autre à voir paraître quelqu'un de ces renforts partis de la Gaule franke au secours des assiégés, et mit, en conséquence, de forts détachements en observation, les uns sur les hauteurs qui dominent la ville vers le nord, les autres au midi sur la lisière de la plage qui s'étend jusqu'au delta du Rhône et jusqu'à la mer. Ces précautions démontrent qu'une

partie des renforts en question devait arriver par la plaine et peut-être de la Provence, une autre partie par les Cévennes, et que Wamba craignait d'être surpris par l'une ou l'autre au moment où il serait engagé avec l'ennemi présent.

Cet ennemi, c'étaient les restes de l'armée rebelle retirés dans les arènes. De tels préparatifs contre eux font naturellement supposer que les Visigoths s'attendaient encore à une vive résistance de leur part. Il paraît en effet que Paul et ses compagnons, informés sans doute de la décision de Wamba à leur sujet, refusèrent de se rendre à lui à des conditions qu'ils trouvèrent ou équivoques ou trop dures, et persistèrent à se défendre dans l'amphithéâtre. Il est dit que Wamba envoya contre eux ses ducs les plus braves et ses meilleures troupes, et tout porte à croire que les arènes furent attaquées militairement et prises de force. Mais l'historien espagnol a passé sous silence toutes les particularités qui pouvaient donner à cette action la moindre apparence d'un fait de guerre. Il ne peint que les suites de l'entrée victorieuse des Visigoths dans l'amphithéâtre, Paul et vingt-sept de ses principaux complices arrêtés dans les réduits les plus sombres de ce vaste édifice, où ils se cachaient en vain, et une multitude de Septimaniens ou de Franks, échappés aux combats des deux jours précédens, rendant à la fin les armes au vainqueur.

Paul fut amené devant le roi Wamba et devant l'armée entière, marchant à pied entre deux ducs

visigoths à cheval, dont chacun lui tenait de haut une main dans les cheveux. Les vingt-sept autres conspirateurs le suivaient escortés et conduits de la même manière. Amené en présence du roi, il fut saisi d'effroi, se prosterna, se dépouilla lui-même de son baudrier et attendit son sort avec plus de signes de faiblesse qu'il n'en fallait pour faire pitié à ses ennemis même. Le roi ordonna qu'il fût mis sous bonne garde avec ses complices. Trois jours se passèrent au bout desquels tous les coupables arrêtés, tant ceux de Nîmes que des autres villes, furent de nouveau amenés devant le roi et devant l'armée pour être jugés solennellement. L'armée prononça contre eux tous la peine de mort que Wamba, selon la parole qu'il en avait donnée, commua aussitôt en une peine moindre ou réputée telle. Les condamnés en furent quittes pour la perte de leurs yeux, de leurs biens, et, pour ne rien omettre, de leurs cheveux. Quant aux simples soldats prisonniers, ils furent relâchés sans autre punition que le mal qu'ils avaient enduré. Wamba montra surtout beaucoup d'égards pour les Franks, auxiliaires des rebelles; il les renvoya tous sans rançon, et les plus distingués avec des présents.

Nîmes était déjà depuis plusieurs jours au pouvoir du roi Wamba; ses portes brûlées avaient été refaites, ses remparts, ses tours réparés, et les Visigots en avaient repris la garde. Il n'y avait plus dans toute la Septimanie un mécontent qui osâ lever la tête; en un mot la double conspiration d

duc Paul et du comte Hilderic, frappée dans la plupart de ses chefs visigoths ou gallo-romains, ecclésiastiques ou laïcs, unis ou divisés, était complètement anéantie; et cependant l'expédition de Wamba en Septimanie ne semblait pas terminée. Son armée, campée dans la plaine de Nîmes, à peu de distance des murs, y restait en attitude de guerre et sur ses gardes, ayant de tous côtés des sentinelles, envoyant çà et là des messages comme dans l'attente immédiate d'un ennemi. Wamba avait poussé les précautions contre une surprise jusqu'à faire élever, en toute hâte, un mur solide en pierre autour de son camp.

C'était contre les Gallo-Romains ou les Gallo-Franks du Midi que les Visigoths se tenaient ainsi en garde et prêts à combattre. Loin de s'affaiblir depuis la prise de Nîmes, les bruits d'armées auxiliaires, accourant au secours des Septimaniens, avaient pris au contraire plus de consistance. On s'attendait à chaque instant à voir paraître quelqu'une de ces armées, sans savoir quelle ni de quel côté. On disait dans tout le camp que cette armée venait délivrer le duc Paul des mains de son vainqueur et le remettre à la tête de son parti. Le roi Wamba était, plus que personne, préoccupé de ces bruits, sachant sans doute mieux que personne ce qu'ils avaient de positif ou de probable; et ce qu'il en savait était pour lui un grave motif de ne pas précipiter sa retraite. Son panégyriste insinue que c'était par une sorte de point d'honneur qu'il

persistait à attendre les Franks et pour venger sur eux plus d'une vieille injure des Visigoths; mais cette détermination avait un autre motif bien plus direct et plus sérieux. Il était à craindre qu'une force un peu considérable, paraissant en Septimanie aussitôt après que les Visigoths l'auraient évacuée, n'y réveillât tout à coup des troubles à peine apaisés ou ne s'emparât du pays. Il ne suffisait donc pas d'avoir vaincu les conjurés, il fallait de plus vaincre ou du moins effrayer leurs alliés étrangers.

Mais craignant que ces alliés ne se fissent trop attendre, Wamba eut un moment la pensée d'aller au-devant d'eux dans la Gaule franke. Julien de Tolède prétend que le bruit seul de ce projet, parvenu jusqu'aux frontières des pays menacés, y causa tant de terreur que les habitants des villes les quittèrent pour fuir au loin ou pour chercher les repaires les plus sauvages. Que ces détails soient exacts ou non, il est certain que les Visigoths n'auraient pu choisir un moment plus propice pour envahir l'Aquitaine ou les pays Outre-Rhône. Les rois ou les maires d'Austrasie et de Neustrie, absorbés comme ils l'étaient alors par leurs discordes mutuelles, avaient totalement perdu de vue les affaires du Midi, et parmi les divers seigneurs du pays déjà émancipés de la monarchie mérovingienne, il ne s'en était point encore élevé d'assez puissant pour tenir tête aux rois visigoths. Quoi qu'il en soit des chances probables de ce projet, les généraux de Wamba le désapprouvèrent comme hasardeux; il fut donc aban-

donné aussitôt que conçu, et le roi s'en tint au parti d'attendre encore quelques jours dans son camp retranché ces adversaires inconnus et tardifs, auxquels il craignait de livrer la Septimanie.

Il ne s'était passé que sept jours depuis la première attaque de Nîmes, et cinq seulement depuis la prise des arènes, et déjà l'impatience et l'ennui commençaient à gagner les Visigoths, chefs et soldats, lorsqu'un messager accourut annoncer à Wamba qu'une armée ennemie, commandée par un duc de la Gaule franke, venait de paraître aux environs de Beziers. Charmé de cette nouvelle, le roi donne aussitôt l'ordre de lever le camp; le camp est levé, et l'armée s'achemine joyeusement à la rencontre de cet ennemi si désiré.

C'était Lupus, le duc de Vasconie, qui venait de descendre par la vallée de l'Aude sur le territoire de Beziers, avec une armée de Vascons, au secours de Paul et des autres conjurés de la Septimanie. C'était là, sinon l'unique, au moins probablement le principal renfort sur lequel les assiégés de Nîmes avaient compté, et dont ils avaient menacé les Visigoths. Ce renfort arrivait cinq ou six jours trop tard, puisqu'il y en avait autant que la ville était prise et l'armée des conjurés battue, faite prisonnière et dispersée. Mais, selon les probabilités ordinaires de la guerre, le duc Lupus devait se flatter d'être parti et d'arriver à temps, en supposant, comme il le pouvait avec toute raison, qu'une ville aussi forte que Nîmes et défendue par des troupes

nombreuses tiendrait huit ou dix jours, au lieu de deux ou trois.

De Beziers, Lupus, poursuivant sa marche, se porta à Asperian, petite ville ou bourgade, sur la rive droite de l'Herault, à deux marches de Nîmes. Ce fut probablement là qu'il apprit tout ce qui venait de se passer dans cette ville et que Wamba le cherchait à la tête d'une armée victorieuse. Dès ce moment, non-seulement son but était manqué; il était en péril d'être attaqué par des forces, selon toute apparence, très supérieures aux siennes. Il battit donc précipitamment en retraite, par la même route par laquelle il était venu, et déjà poursuivi par Wamba qui avait forcé sa marche pour le joindre. Il en fut quitte pour la perte de quelques traînards et du plus lourd de son bagage qui fut pris par l'avant-garde des Visigoths. Wamba jugeant sans-doute que cette armée, une fois dispersée, et sachant la défaite de ceux qu'elle allait secourir, ne songerait plus à envahir la Septimanie, poursuivit sa route vers Narbonne, où il avait besoin de s'arrêter pour régler les affaires bouleversées de la province.

Sa conduite après la victoire fut aussi sage et aussi modérée qu'elle avait été énergique et brillante dans la guerre. Il fit restituer aux églises les objets précieux qui en avaient été enlevés, dédommagea autant qu'il le put les particuliers de leurs pertes, et fit soigneusement réparer les places de guerre. Il voulait surtout prévenir le retour d'un

soulèvement pareil à celui qu'il venait de réprimer, et ses mesures révèlent indirectement quelques-unes au moins des causes de la dernière insurrection. Par exemple il chassa les Juifs de Narbonne, et peut-être de quelques autres villes de la Septimanie, ce qui prouve que cette classe d'hommes était déjà en voie d'obtenir, dans le midi de la Gaule, cette grande influence sociale au comble de laquelle nous la verrons s'élever plus tard, et qu'elle avait favorisé les projets des ambitieux qui venaient de conspirer contre le gouvernement de Tolède. Mais ce que Wamba fit de plus significatif en cette occasion, fut de donner aux villes des comtes ou des juges plus humains et plus équitables que leurs devanciers, dont il paraît que la vénalité et l'arbitraire avaient été une des principales causes des mécontentements populaires. Peut-être, en un mot, Wamba fit-il alors pour le bien de la Septimanie tout ce qui dépendait du pouvoir royal; mais rien ne pouvait compenser, pour ce malheureux pays, la misère produite par le pillage général et complet qui marqua partout le passage et les stations de l'armée d'outre-monts. Les Septimaniens ne furent donc pas réconciliés à la domination des Visigoths d'Espagne par cette expédition de Wamba; il paraît au contraire qu'ils en conçurent des ressentiments qui, quarante six-ans après, n'étaient pas encore bien dissipés, et ne furent probablement pas sans influence sur de grands événements qui seront racontés en leur lieu.

L'expédition de Wamba en Septimanie finit au mois d'octobre de l'année 673; elle avait duré six mois. Wamba ne s'était point trompé en conjecturant que le duc Lupus, une fois chassé de la Septimanie, ne songerait plus à l'envahir; mais ce ne fut ni par timidité, ni par circonspection, que celui-ci s'abstint de reporter les armes dans cette contrée; ce fut parce qu'il trouva ailleurs un théâtre et des occasions plus dignes de son génie aventureux.

Ebrouin venait d'être rétabli dans le poste de maire du palais de Neustrie, et les leudes ruinés, humiliés, épouvantés, fuyaient de toutes parts devant ce redoutable ennemi, les uns pour sauver au moins leurs têtes, d'autres pour lui susciter des obstacles. Plusieurs de ces fugitifs, traversant la Loire et la Garonne, coururent chercher un refuge en Vasconie auprès de Lupus, circonstance qui, pour le noter en passant, prouve que la renommée de ce duc s'était répandue fort au loin[1]. D'autres vagabonds, d'autres aventuriers de toute condition et de tout pays, mais surtout beaucoup de Vascons espagnols ou gaulois, étaient accourus de même sous son drapeau, et avaient fini par former autour de lui une armée vaillante et nombreuse, prête à tout tenter sous sa conduite[2]. Un écrivain déjà cité

(1) Fredeg. Chron. XCVI.

(2) Omnes vagi profugique ad eum adhæserunt, et tanta turba apud eum assistebat, et ex diaboli consensu illatio irreperet, ut

ne lui attribue rien moins que le projet de renverser l'un des rois franks, sans doute celui de Neustrie, et de régner à sa place; mais le peu que l'on sait de ses entreprises militaires n'a pas l'air de tenir à des plans si ambitieux. A une époque impossible à fixer avec précision, mais très voisine de 675, il passa la Garonne à la tête de ses bandes d'aventuriers, envahit l'Aquitaine et s'avança jusqu'à Limoges, où il fit acte de conquérant en exigeant le serment de fidélité de l'évêque et des habitants[1]. Ce sont là les seuls détails connus de la guerre de Lupus contre les Mérovingiens.

A en juger par ces détails et d'après la vraisemblance, le but de cette expédition était renfermé dans les limites de l'Aquitaine. Il n'y a aucun fait positif à raison duquel on puisse soupçonner qu'il visât à rien de plus qu'à la conquête de ce pays, et il en conquit en effet toute ou presque toute la moitié occidentale qui formait le duché de Toulouse. La possession de Limoges, où il est sûr qu'il établit sa domination, oblige à présupposer celle des pays intermédiaires, de cette ville à la Garonne. D'un autre côté, l'invasion de la Septimanie par Lupus, telle que je viens de la raconter, est difficile à concevoir, à moins que l'on ne se figure le duc maître

regem Francorum debellaret, et in sedem regiam se adstare faceret, et cum universo exercitu iter arriperet, et in illis partibus festinanter incederet. Mirac. S. Martialis, loc. cit.

(1) *Id.* loc. cit.

de la ville de Toulouse et en contact avec la Septimanie par la vallée de l'Aude. Or ces conquêtes ne purent être que le fruit d'une guerre avec les ducs d'Aquitaine Boggison et Bertrand. C'est là tout ce que l'on peut affirmer de moins vague de cette fameuse expédition de Lupus, duc des Vascons, présentée par des écrivains contemporains comme une rébellion contre les rois franks, et susceptible en effet d'être considérée comme telle d'après les idées de l'époque.

Du reste, si peu connus qu'en soient les incidents, cette expédition n'en reste pas moins un fait important dans l'histoire du midi de la Gaule; elle est une nouvelle preuve, une nouvelle manifestation de ce mouvement d'opposition, et, si l'on pouvait le dire, de contre-conquête, que nous avons vu commencer au pied des Pyrénées, se renforcer peu à peu, se propager ensuite à travers la Vasconie entière, et de là, gagnant l'Aquitaine, y réveiller partout l'ancienne énergie, abattue ou déjouée par l'horrible régime des fils de Clotaire, et raviver enfin la vieille lutte des Aquitains contre les Franks.

On ignore l'époque précise de la mort de Lupus; on peut seulement présumer qu'elle est de peu postérieure à 681, date de l'assassinat du maire de palais Ebrouin, puisque la période où gouverna celui-ci est expressément donnée pour celle où fleurit le premier. On ne sait pas davantage de quelle manière se termina la guerre de Lupus avec Bog-

gison et Bertrand; mais il est constaté que, vers la même époque où l'on peut admettre qu'elle eut lieu, la famille de ces derniers fut dispersée par quelque événement violent, peut-être par cette guerre elle-même.

Aude, la femme de Boggison, et Phigberte, celle de Bertrand, se retirèrent dans le nord de la Gaule franke, où elles vécurent encore long-temps et moururent sans avoir revu l'Aquitaine. Phigberte emmena avec elle en Neustrie Hubert, l'unique fils qu'elle avait eu de Bertrand, et qui lui-même ne reparut plus dans les pays Outre-Loire. On suppose qu'il renonça volontairement, en faveur de son cousin Eudon, à ses droits sur le duché de Toulouse; mais cette supposition n'est appuyée sur aucun fait et n'a rien de vraisemblable en elle-même. Il y a beaucoup plus d'apparence qu'il fut écarté de force des États de son père. Devenu évêque et saint, il put sans doute mépriser les grandeurs temporelles; mais avant d'être évêque et saint, il vécut quelque temps comme simple leude à la cour de Thierry III, passa ensuite avec les mécontents de la Neustrie dans le parti de Martin et de Pepin, et combattit avec eux à Loixi contre le maire Ebrouin[1]. Or il n'est pas probable qu'il eût renoncé volontairement au titre de duc souverain d'un grand pays, pour la condition précaire d'un simple leude de palais, à une époque des plus orageuses pour cette classe.

(1) Vita S. Huberti, loc. cit.

Quoi qu'il en soit, Eudon, le fils de Boggison, entra immédiatement en possession, non-seulement du duché d'Aquitaine ou de Toulouse, tel que l'avaient possédé son père et son oncle, mais du duché de Vasconie, tel que le jeune aventurier Lupus l'avait obtenu ou conquis. Il est le premier chef de la Gaule méridionale qui ait réuni sur sa tête les titres jusque là séparés de duc des Aquitains et de duc des Vascons, et décidément rapproché les deux peuples sous un même gouvernement et dans un même intérêt politique. Comment s'opéra cette réunion ? De qui le jeune Eudon reçut-il le duché d'Aquitaine ? L'eut-il de son père ou le reprit-il sur Lupus ? Les mêmes questions se présentent relativement au duché de Vasconie ; Eudon l'obtint-il pacifiquement, en vertu de quelque droit, par suite d'une cession, d'un traité, ou bien par voie de conquête ? Tous les faits où se trouverait la réponse à ces questions ont échappé à l'histoire, et l'on n'a à mettre à leur place que des conjectures vagues et sommaires ; je ne m'en permettrai qu'une seule qui me paraît à la fois et plus nécessaire et plus plausible que les autres.

De quelque manière qu'Eudon eût acquis le duché de Vasconie, par conquête ou par traité, il me paraît qu'il le posséda de bonne heure et avant d'avoir fait encore aucune tentative pour s'agrandir en Aquitaine. Toute la partie certaine et connue de son histoire autorise à supposer qu'il eut, dès les premiers temps de son avénement au pouvoir,

une grande influence dans les pays Outre-Garonne et une grande popularité parmi les Vascons, non-seulement parmi ceux des Pyrénées gauloises, mais parmi ceux des Pyrénées espagnoles.

Les chroniques de Biscaye sont remarquables en ce qu'elles contiennent de relatif à Eudon. Ce ne sont guère que des fables, mais des fables nationales qui ont certainement un motif réel et un motif qui est à lui seul et par lui-même un fait intéressant et curieux. Ces chroniques font Eudon Biscayen, fils d'un certain duc de Cantabrie nommé Andeca, également de race vascone, tué en 712 à la fameuse bataille de Guadalète. Andeca mort, ajoutent ces chroniques, Eudon lui succéda comme duc de Cantabrie et fut de plus le premier seigneur particulier de la Biscaye. Quant à son titre de duc d'Aquitaine qu'elles admettent, elles le concilient aisément avec ceux de duc de Cantabrie et de seigneur de la Biscaye dont elles le gratifient, en supposant qu'Eudon avait épousé une princesse franke, la fille du dernier duc d'Aquitaine auquel il succéda du droit de sa femme.

Ces fables me paraissent des fables suggérées et accréditées par un esprit de vanité nationale, c'est-à-dire ici de vanité biscayenne. La haute renommée du personnage auquel elles se rapportent ne les explique qu'en partie. Pour concevoir aisément qu'une peuplade d'outre les Pyrénées ait eu la tentation de faire un héros national d'un chef gallo-frank, il faut supposer entre ce peuple et ce chef

une certaine communauté de gloire, d'intérêts ou d'affections; et tout porte à croire, en effet, dans ce qui nous est connu de l'histoire d'Eudon, que ce nouveau duc de Vasconie eut des relations plus intimes qu'aucun de ses prédécesseurs avec les populations vascones des deux côtés des Pyrénées, et en fit plus particulièrement encore le noyau et comme le nerf de ses forces militaires.

Eudon était indubitablement fort jeune lorsque vers l'année 681 il entra en possession de la Vasconie et de l'Aquitaine, et il y a tout lieu de supposer que les progrès de sa puissance furent des plus rapides. Avant l'époque où les chroniques et les documents contemporains commencent à tenir compte de lui, il possédait déjà, outre la Vasconie et le duché de Toulouse, le pays de Bourges, l'Arvernie, le Velai, le Limousin, le Rouërgue, le Gévaudan, l'Uzèges, en un mot, toute l'Aquitaine orientale jusqu'à la Loire.

Au-delà de ce fleuve, il occupait cette portion de la Neustrie qui fut depuis la province du Nivernais.

Sur la rive gauche du Bas-Rhône il possédait, sinon toute la Provence, du moins sa moitié occidentale, la Provence arlésienne.

On retranche ordinairement des Etats d'Eudon cette portion montagneuse de l'ancien royaume de Burgondie, située sur la rive droite du Rhône et qui fut depuis le Vivarais; mais on a peine à concevoir comment il aurait pu dominer sur la Provence, s'il n'avait possédé au moins en partie la

seule contrée par laquelle l'Aquitaine pouvait communiquer avec la rive gauche du Rhône.

A l'exception de la Provence, dont il est probable qu'il avait hérité à raison des droits paternels, Eudon avait conquis tous les pays qui viennent d'être nommés. Il avait enlevé les uns aux rois de Neustrie, les autres aux rois d'Austrasie, et tout cela dans l'intervalle de la bataille de Testri (687) à l'avénement de Charles-Martel (715).

Il ne fut pas aussi heureux contre les rois visigoths que contre les rois franks. La Septimanie appartenait naturellement par son voisinage et par sa position à l'Etat fondé par Eudon; aussi ce chef en tenta-t-il la conquête aussitôt qu'il s'en trouva la force et le loisir. Dès l'année 688 il envahit cette province à la tête d'une armée, y exerça divers ravages, et selon toute apparence s'y établit passagèrement. Mais Egika, le roi visigoth alors régnant à Tolède, envoya aussitôt en Septimanie des troupes qui la reprirent. La guerre ne finit pas là; elle dura encore plusieurs années avec des alternatives réitérées de succès et de revers pour les deux partis; mais, en définitive, et malgré tout ce que put faire Eudon pour s'emparer de la Septimanie, cette province resta aux Visigoths.

Le moment où ce chef intervint dans la querelle de Charles-Martel avec Chilpéric II (718-719) peut être regardé comme celui de sa plus haute puissance. Quand le maire de Neustrie, Ragenfried, recourut à lui pour en obtenir des secours contre

le parti austrasien, il le traita comme souverain absolu de tous les pays qu'il possédait à quelque titre que ce fût; il lui donna le nom de roi et lui prodigua les marques extérieures de respect attachées à ce nom[1]. Un peu plus tard, lorsque Charles-Martel s'allia à son tour avec Eudon, il ne le traita point autrement qu'il n'eût fait un roi de vieille date. On peut en dire autant des chroniqueurs et des biographes contemporains qui n'ont pas écrit sous l'influence immédiate des Carlovingiens et en adulateurs de ces rois nouveaux; ils donnent indifféremment à Eudon les titres de duc, de prince ou de roi. En un mot rien n'est mieux constaté, relativement à tous les pays sur lesquels ce chef dominait dès 718, que leur complet affranchissement de la domination mérovingienne; c'est ce qui est particulièrement incontestable de l'Aquitaine et de la Vasconie.

Du reste ces deux contrées ne furent pas les seules du midi de la Gaule qui mirent à profit le relâchement extraordinaire des pouvoirs de la conquête franke, durant la dernière lutte de la Neustrie et de l'Austrasie, pour se soustraire à cette conquête. Il y en eut plusieurs autres qui, dans la même période et par un mouvement analogue, se détachèrent de même des divers royaumes franks

(1) Chilpericus et Raganfridus legationem ad Eudonem Ducem dirigunt, ejus auxilium postulantes rogant, *regnum et munera tradunt.* Fredeg. CVII.

dont elles avaient fait partie, avec cette différence toutefois qu'elles s'en détachèrent par moindres portions, avec plus de désordre et de violence, et sous des chefs qui, n'ayant ni la capacité ni les antécédents favorables d'Eudon, n'avaient pas non plus les mêmes chances de succès.

Il y a apparence que dès les commencements de la seconde mairie d'Ebrouin, par conséquent dès l'an 674, Lyon et tout le pays qui formait le district de cette ville avaient cessé d'obéir aux maires et aux rois de Neustrie. Un des biographes de saint Léger raconte que l'armée envoyée par Ebrouin en Burgondie pour soumettre le pays et pour y prendre l'évêque, ayant terminé cette première partie de ses opérations, continua sa marche vers Lyon, où elle avait à faire quelque chose de pareil.

Elle avait reçu l'ordre de s'emparer de la personne de Genêt, évêque de Lyon, ami de saint Léger, et comme lui, sans doute, partisan de l'indépendance des hommes puissants, ecclésiastiques ou laïcs. Adalric, l'un des chefs de cette armée et des agents les plus dévoués d'Ebrouin, avait été par celui-ci investi du comté, ou, comme on disait, du patriciat de Lyon; il ne lui restait plus qu'à s'y installer de force; mais l'armée neustrienne rencontra sur sa route des obstacles auxquels elle ne s'attendait pas. Les habitants de Lyon et du pays environnant, organisés en milices, vinrent bravement au-devant d'elle, l'arrêtèrent tout court dans sa marche et l'obligèrent à s'en retourner comme elle était ve-

nue. Si le fait est vrai, comme on doit l'admettre, il en résulte clairement que la ville de Lyon et son territoire s'étaient constitués dès lors en État indépendant, sous des chefs qui ne reconnaissaient plus la souveraineté des rois franks [1]. Du reste, que l'événement date de 674 ou de quelques années plus tard, peu importe; toujours est-il certain que Lyon et son district ne reconnurent point la domination de Charles-Martel.

Il en fut de même de toute la portion de l'ancien royaume de Burgondie située au midi de Lyon, entre le Rhône et les Alpes. Sous prétexte de résistance à l'usurpation de Charles-Martel, elle se détacha en effet de la monarchie franke. Du reste il est impossible de dire en détail comment s'opéra cette espèce de dislocation; on ne sait point de quelles portions de territoire se composèrent les seigneuries indépendantes qui se formèrent alors; on ignore les noms des seigneurs, leurs titres et leurs relations entre eux. La Provence seule peut être regardée comme faisant exception à cet égard.

Des deux moitiés de ce pays dont chacune continuait à faire une province séparée, la moitié arlésienne appartenait, comme j'ai dit, à Eudon, duc d'Aquitaine; la moitié orientale ou marseillaise, qui comprenait les diocèses d'Aix, de Marseille et d'Avignon, avait, au commencement du

(1) Vita S. Leodegarii. ap. Scriptor. rer. francicar. I. p. 616 et 619.

huitième siècle, comme auparavant, des gouverneurs qui prenaient le titre particulier de patrices et que l'on continuait à choisir parmi les restes des grandes familles du pays.

A l'époque dont il s'agit ici, c'est-à-dire vers 715, c'était un Gallo-Romain, nommé Mauronte, qui exerçait les fonctions de patrice dans la Provence marseillaise; peut-être était-il soumis nominalement au duc Eudon qui, outre ses droits particuliers sur la Provence arlésienne, paraît avoir joui d'une sorte de suprématie sur la totalité du pays. Mais les événements subséquents démontrent que Mauronte était, par le fait, un chef aussi indépendant que possible, en relation d'ambition et d'intrigues avec d'autres chefs qui avaient rompu comme lui toute espèce de lien avec les rois franks d'Austrasie ou de Neustrie.

Et dans la Neustrie même, il y eut des tentatives faites pour en isoler certaines parties de la monarchie franke. Il n'y a rien de plus frappant, à cet égard, que ce qui nous a été transmis par le biographe des évêques d'Auxerre au sujet de l'un de ces évêques, nommé Savaric, qui siégea de 710 à 715. Il était Frank comme son nom l'indique, et homme de guerre comme ses actions l'annoncent encore mieux; il leva des troupes, chose facile dans un temps de bouleversement et d'anarchie; et à la tête de ces troupes il envahit, l'un après l'autre, tous les pays autour d'Auxerre, les soumit et s'en fit un petit Etat qu'il gouverna comme sa con-

quête, le biographe ne dit point sous quel titre, mais cet Etat aurait bien pu s'appeler un royaume; sans y comprendre le diocèse d'Auxerre qui en était le noyau, il était composé des diocèses ou des comtés d'Orléans, de Nevers, de Tournus, d'Avalon et de Troies.

Encouragé par ses premiers succès, l'évêque guerrier résolut d'étendre au Midi le cercle de sa domination; il assembla une armée plus forte que la première et marcha droit à la conquête de Lyon; il ne la fit point, mais ce n'est pas par le gouvernement de Neustrie qu'il en fut empêché; il fut tué en route d'un coup de foudre, et son armée se dispersa, épouvantée d'une mort qui avait l'air d'un châtiment du ciel[1].

A sa mort les pays qu'il avait contraints à lui obéir rentrèrent sous la domination neustrienne, en attendant de passer sous celle de Charles-Martel. En général, toutes les tentatives alors faites pour détacher de la monarchie franke des pays appartenant à la première conquête de Clovis n'eurent aucun succès et ne laissèrent point de trace; elles n'aboutirent à quelque chose que dans les parties de la Gaule conquises les dernières, soit par Clovis lui-même, soit par ses fils.

(1) Scriptor. rer. francicar. tom. III. p. 639.

XXIII.

LES ARABES EN ESPAGNE. — LEURS PREMIÈRES IRRUPTIONS EN SEPTIMANIE. — PRISE DE NARBONNE. — BATAILLE DE TOULOUSE. — LA SEPTIMANIE PROVINCE ARABE.

A peine la Vasconie, l'Aquitaine, la Provence et d'autres parties du midi de la Gaule s'étaient-elles affranchies, l'une après l'autre, de la domination des conquérants germains, qu'elles se virent menacées d'une nouvelle domination et d'une nouvelle conquête, en apparence plus terribles et probablement aussi plus redoutées que ne l'avaient été celles d'Ataulphe et de Clovis.

Entrés en Espagne en 711, les Arabes en étaient déjà les maîtres en 714; ils occupaient déjà l'issue méridionale de tous les défilés des Pyrénées. Du haut de ces montagnes, ils avaient aperçu les riches plaines traversées par l'Adour et la Garonne, les plages renommées de la Septimanie, et, du premier regard jeté par eux sur ces belles contrées, ils en avaient pour ainsi dire pris possession comme d'une conquête résolue et certaine.

Ils firent en effet de grands efforts pour s'en emparer; mais ils y rencontrèrent des obstacles auxquels

ils ne s'étaient pas attendus, et leurs établissements au nord des Pyrénées ne furent ni étendus ni durables. Cependant la lutte qui s'engagea dès lors entre eux et les peuples de la Gaule n'en est pas moins un des principaux événements du moyen-âge; elle n'en eut pas moins sur les Gallo-Romains méridionaux diverses influences qui n'ont point encore été assez nettement démêlées, et que je voudrais par la suite mettre en un plus grand jour. Mais il me paraît indispensable, avant de m'engager dans le tableau de cette lutte, de dire quelque chose du caractère des Arabes, de donner une idée du but et du mode de leurs conquêtes, d'expliquer leurs relations avec les peuples vaincus. Je chercherai de préférence les traits de cette esquisse préliminaire dans la conquête même de l'Espagne qui, plus que toute autre conquête des Arabes, doit être regardée comme le type de celle qu'ils firent d'un coin de la Gaule, et que l'Europe put craindre un moment qu'ils ne fissent de la Gaule entière.

La possession de la Péninsule hispanique ne fut pour les Arabes qu'une extension de celle de l'Afrique septentrionale. Ce dernier pays ayant été le foyer des forces employées à conquérir l'autre, l'histoire des deux conquêtes est indivisible.

Celle de l'Afrique, commencée l'an de notre ère 643, par Abdallah ben Saad, fut poursuivie, pendant un demi-siècle, par plusieurs autres chefs, et avec des armées considérables, fréquemment recrutées des pays qui les avaient fournies, de l'Egypte,

de la Syrie et de l'Arabie. L'intervalle de 697 à 710 peut être marqué comme l'époque où cette conquête fut achevée et définitivement organisée.

Les conquérants, dont la masse totale n'est pas susceptible d'être exactement évaluée, mais ne put guère être moindre de cent cinquante mille hommes, s'étaient successivement établis sur la terre conquise et y avaient formé le noyau de la population arabe qui, durant soixante-sept ans à dater du début de la conquête, s'était considérablement accru par la double voie des mariages et des immigrations.

Les naturels du pays, les Berbères, étaient comme les Arabes du Nord des peuples nomades; ils étaient divisés, comme eux, en tribus nombreuses, indépendantes les unes des autres, sous le commandement de chefs peu absolus. Ils étaient, comme eux, amoureux de la vie libre et fière du désert, et d'autant plus difficiles à conquérir qu'ils ressemblaient davantage à leurs conquérants; aussi opposèrent-ils partout à ceux-ci une longue et vive résistance. Lors même qu'ils eurent commencé à embrasser l'islamisme, leur soumission politique ne cessa point d'être incomplète et précaire, et ils firent payer cher par leurs fréquentes rébellions les services passagers qu'ils rendirent à leurs vainqueurs, en se joignant parfois à eux pour la propagation de la croyance commune.

Ce fut Moussa ben Nossaïr, l'un des héros de l'islamisme, gouverneur musulman de l'Afrique, de

697 à 710, qui rallia le premier à la conquête arabe un fort parti de Berbères. En dépit de la diversité totale des langues et des traditions des deux peuples, il persuada à ce qu'il paraît aux vaincus qu'ils étaient primitivement de la même race que les vainqueurs, et il leva dans les vallées de l'Atlas douze mille hommes d'excellente cavalerie qu'il incorpora dans son armée. Ce fut ce même Moussa qui, ayant ainsi organisé et accru les forces de l'Afrique musulmane, conçut le projet de les employer à la conquête de la Péninsule hispanique.

Personne n'ignore qu'il chargea d'abord de cette entreprise un de ses plus braves capitaines, nommé Tarik; que celui-ci, ayant battu à Guadalète une grande armée de Visigoths commandée par le roi Rodrigue, s'avança sans obstacles dans l'intérieur du pays. On sait que le vieux Moussa, enflammé d'une jalousie guerrière contre Tarik, sur le rapport de ses succès, ne voulut point le laisser achever sans lui une si belle entreprise, et qu'il accourut y prendre part, suivi de près par un de ses fils, nommé Abdelaziz. On sait enfin que la conquête de la Péninsule fut terminée de concert par ces trois chefs réunis.

Deux choses frappent surtout dans cette conquête, son extrême rapidité et le petit nombre des vainqueurs relativement à celui des vaincus. Tarik avait gagné la bataille de Guadalète avec une armée dont les historiens ne donnent pas exactement la force numérique, mais que l'on ne peut évaluer à

plus de vingt mille hommes, dont douze mille étaient Berbères. Moussa amena avec lui dix-huit mille Arabes, et Abdelaziz environ dix mille, ce qui porte à cinquante mille au plus la masse des conquérants. Les seuls débris de l'armée visigothe battue à Guadalète devaient être beaucoup plus nombreux.

Le débarquement de Tarik se fit au printemps de l'an 711, et au commencement de 713 il y avait des gouverneurs arabes dans toutes les villes espagnoles voisines des Pyrénées, à Girone, à Barcelonne, à Livia, à Sarragosse, à Calahorra, à Pampelune.

Le pays conquis si vite et par des armées si peu nombreuses était un pays vaste et populeux, couvert de grandes villes fortifiées, coupé en tout sens de hautes et longues chaînes de montagnes dont chacune s'élève comme un rempart opposé par la nature elle-même aux invasions hostiles. Ce pays abondait en ressources de tout genre, et ces ressources étaient à la disposition d'un seul et même gouvernement, et d'un gouvernement bien établi. Il n'est pas vrai, comme on l'a tant dit, que les Visigoths fussent alors une race amollie et dégénérée de son antique bravoure. Leurs dernières guerres contre les Franks et l'expédition récente du roi Wamba en Septimanie sont des preuves évidentes du contraire. Les villes principales opposèrent presque toutes plus ou moins de résistance, et quelques-unes firent une défense glorieuse, au risque

d'être anéanties par le vainqueur irrité. La conquête de l'Espagne par les Arabes est donc un fait remarquable en son espèce. Toutes les particularités qui le caractérisent et peuvent servir à l'expliquer sont donc dignes d'attention.

Le zèle religieux de l'islamisme n'avait encore presque rien perdu de sa ferveur primitive au temps de l'entrée des Arabes en Espagne. Toute guerre entreprise contre un peuple non musulman continuait à être qualifiée de guerre sainte et d'être sincèrement réputée telle; les braves qui y étaient tués continuaient à être honorés du nom de martyrs. Peut-être le désir et la recherche des avantages matériels de la victoire se mêlaient-ils un peu plus que dans les premiers temps à l'impulsion guerrière du zèle religieux; mais ils ne la dominaient pas. La soumission de l'ennemi à l'islamisme ou tout au moins aux Musulmans était toujours le but immédiat et principal de la guerre, et cette guerre avait ses règles, ses lois dictées au nom du ciel par une politique austère et superbe; mais du moins constante et franchement proclamée.

Le guerrier arabe en campagne n'était dispensé d'aucun des devoirs essentiels de l'islamisme, il était tenu de prier au moins une fois le jour, le matin, en se levant, au poindre de l'aube. Le général de l'armée en était le prêtre; c'était lui qui, à la tête des rangs, donnait le signal de la prière, en proférait les paroles, rappelait aux soldats les préceptes du Coran, et leur commandait l'oubli des querelles

personnelles. Dans les grandes difficultés, c'était le zèle religieux de ses compagnons d'armes qu'un chef d'expédition mettait en jeu avec le plus d'assurance d'en obtenir des efforts héroïques. Il n'était pas rare qu'une armée musulmane se préparât par le jeûne à une bataille, à un assaut, et l'invocation du nom de Dieu et du prophète était l'expédient ordinaire dans les périls extrêmes.

Parmi les généraux arabes se rencontraient encore fréquemment des hommes d'un grand caractère, réunissant au plus haut degré l'enthousiasme de la gloire à celui de la foi; généreux, humains, et ne tolérant, des ravages habituels de la guerre, que ceux qu'ils jugeaient indispensables pour la victoire; des hommes aussi attentifs au maintien des croyances de l'islamisme que de la discipline militaire parmi leurs soldats. Et ce côté religieux du caractère des chefs arabes se manifestait quelquefois par des traits sublimes.

Moussa, ce premier gouverneur de l'Afrique dont j'ai parlé, avant de soumettre les Berbères, leur avait fait une guerre pénible. Une fois, au moment de leur livrer une bataille décisive où il fallait périr ou vaincre, il pria, selon l'usage, à la tête des troupes; mais il omit l'invocation du nom du Khalife, formalité respectueuse de rigueur en cette occasion. Les officiers qui se trouvaient auprès de lui s'aperçurent de l'omission, et l'un d'entre eux, persuadé que c'était une distraction de la part de Moussa, se pressa de l'en avertir, pour qu'il se re-

prît. « Sache, lui répondit Moussa, que nous sommes « dans un lieu et dans un moment où nul autre « nom ne doit être invoqué que le nom du Dieu « très haut[1]. »

On a quelques détails sur l'organisation des armées de Moussa et de Tarik en Espagne; ils font honneur à l'un et à l'autre. Il était d'abord sévèrement prescrit à chaque corps d'armée de marcher avec la moindre quantité possible de bagages, et ces bagages devaient être conduits de même par le moindre nombre possible d'hommes; et toujours par les moins vigoureux, par ceux qui auraient le plus mal figuré dans les rangs, un jour de bataille.

Il fallait que le fantassin pût suivre la cavalerie dans les marches ordinaires de celle-ci; en conséquence, il ne devait avoir d'autre charge que ses armes, qui se réduisaient presque à ses armes offensives; car il n'avait qu'une légère cuirasse, et point de cotte de mailles ni rien qui y ressemblât.

Quant au cavalier, outre ses armes il devait porter un sac de provisions pour un nombre de jours déterminé, et une marmite de cuivre, où les faire cuire au besoin. Je soupçonne, quoique l'auteur arabe à qui nous devons ces détails ne le dise pas, que chaque cavalier portait, avec sa part de provisions, celle au moins d'un fantassin.

Rien ne retardait donc le soldat arabe dans sa

(1) El Sedafi, un des auteurs cités dans l'histoire d'Espagne de Ahmed el Mocri. MS. 704. fol. 64.

marché, et il lui était sévèrement interdit de s'arrêter pour faire du dégât, marauder ou piller. Ce n'était pas que le pillage ne fût pour les Musulmans un des bénéfices de la guerre; mais il avait ses règles et sa discipline; il n'était permis qu'en deux circonstances, dans les villes prises d'assaut et dans le camp ennemi, au moment où il venait d'être emporté à la suite d'une bataille, et dans ces cas même il n'avait point lieu sans la permission des chefs [1].

Il y eut en Espagne, surtout dans le Nord, des villes prises d'assaut par les Arabes, et, selon toute apparence, ces villes furent rigoureusement traitées; mais l'histoire n'offre là-dessus aucun renseignement bien positif [2]. La très grande majorité des places espagnoles qui tombèrent au pouvoir des Musulmans se rendirent à eux à des conditions stipulées par des traités en forme.

Ces conditions varièrent à raison de beaucoup de circonstances diverses, mais à raison surtout du plus ou moins de résistance des villes et du plus ou moins d'importance que les chefs arabes trouvèrent à les prendre dans le plus court délai pos-

(1) Conde, Histor. de la dominacion de los Arabes en Espana. tom. I. 15.

(2) Marca (Marca hispan.) affirme que plusieurs villes de la Tarraconnaise furent détruites de fond en comble par Moussa, celles, entre autres, de Tarragone, d'Empories, d'Urgel, d'Ausone. Le fait paraît constaté relativement à cette dernière, à laquelle on peut ajouter Castro-Serra et Cardona.

sible. Voici ce qu'il y eut à cet égard de plus constant.

Toute ville soumise par les Arabes leur payait un tribut de guerre annuel, nommé *kharadj*, tribut qui variait du dixième au cinquième du revenu des terres et des immeubles.

Toutes les armes et tous les chevaux des habitants devaient être aussitôt mis à la disposition des vainqueurs.

Les biens de tous ceux qui avaient fui de la ville assiégée, ou qui avaient été tués à sa défense, étaient saisis au profit du fisc musulman.

Les ornements et les meubles précieux des églises devaient être de même livrés aux conquérants.

Tout individu établi dans la ville au moment de l'occupation était libre de la quitter en renonçant aux biens qu'il y possédait.

Quiconque voulait y rester conservait la propriété de ses terres et de ses maisons.

L'exercice libre de la religion chrétienne était garanti dans l'intérieur des églises.

Toute église actuellement existante devait être conservée; mais il n'en devait point être bâti de nouvelle sans l'autorisation du chef musulman.

Les lois anciennes du pays étaient maintenues et devaient être appliquées par des officiers choisis entre les habitants[1].

(1) Ce point, l'un des plus importants dans les relations entre les

Dans certaines villes, à Tolède par exemple, les conquérants imposèrent aux vaincus, comme une condition spéciale en faveur de l'islamisme, que les habitants ne s'opposeraient point à la conversion des chrétiens à la croyance musulmane.

Le traité de soumission d'une ville une fois conclu, les chefs arabes emmenaient toujours de la ville le nombre d'otages qu'ils jugeaient à propos, et qu'ils ne manquaient pas de choisir dans les familles les plus riches et les plus influentes [1].

En échange et comme pour garantie de ces otages qu'il exigeait des villes soumises, Moussa y laissait d'ordinaire un certain nombre de soldats et une partie de ses malades, sous le commandement d'un chef musulman. Ces espèces de dépôts ou de garnisons formèrent, sur les points principaux du pays, le premier noyau, le premier établissement fixe de la population conquérante au milieu de la population conquise, et par-là commencèrent entre l'une et l'autre quelques relations de société, des relations libres et volontaires [2].

Ce qu'il y eut de difficile pour les Arabes en Espagne, ce fut d'y organiser un gouvernement ré-

conquérants et les vaincus, est aussi l'un des mieux constatés. Voir, entre autres preuves, le traité d'Alboacen avec les habitants de Coïmbre, en 734.

(1) Conde, Histor. de la dominac. etc. tom. I. cap. 12. 13. et passim.

(2) *Id.*, loc. cit.

gulier. Les discordes qui éclatèrent de toutes parts entre eux, dès qu'ils se virent les maîtres du pays, faillirent plus d'une fois leur en faire perdre la possession. Comme ces discordes eurent une influence marquée, non-seulement sur le résultat définitif de leurs victoires dans la Péninsule, mais sur celui même de leurs tentatives contre la Gaule, je crois devoir en indiquer le principe, et c'en est ici le lieu.

Ainsi que je l'ai marqué ailleurs, il y avait, dans les armées musulmanes qui firent la conquête de l'Espagne, des hommes de deux races et de deux langues, des Berbères et des Arabes. Ceux-ci, du reste, avaient la supériorité du nombre aussi bien que celle du commandement; autant qu'il est possible de l'estimer grossièrement par conjecture, ils devaient faire au moins les trois quarts de la masse totale des conquérants. Les deux parties de cette masse ne s'amalgamèrent point; elles restèrent isolées et stationnées, chacune à part, sous le commandement de chefs de leur race.

Or, les antipathies nationales qu'il y avait entre les Berbères et les Arabes d'Afrique accompagnèrent en Espagne les fractions des deux peuples qui y passèrent ensemble pour la conquérir, et dans les deux pays ces antipathies éclatèrent de même en guerres ouvertes et avec le même péril pour la domination musulmane.

Les Arabes eux-mêmes ne formèrent pas en Espagne, durant les cinquante premières années de

la conquête, une masse nationale une et compacte; ils formèrent deux peuples distincts, qui continuèrent, comme nous le verrons un peu plus tard, à être rivaux sur la terre conquise comme ils l'avaient été sur la terre natale.

Indépendamment de ces chances de division et de discorde qu'il y avait entre les différents groupes des conquérants musulmans de l'Espagne, il y en avait d'autres, et de plus pernicieuses peut-être, comme plus journalières et plus prochaines. Les Arabes, que le zèle de l'islamisme avait poussés hors de chez eux, en étaient presque tous sortis par tribus ou par fractions de tribus, qui toutes se fixèrent sur la terre conquise avec les mêmes traditions, les mêmes amitiés, les mêmes haines, avec le même esprit dont elles avaient été animées sur le sol de la patrie. La tribu fut partout en Espagne l'élément de la société musulmane, la base de son organisation militaire et civile. Or, toutes ces tribus furent d'abord comme autant de petites sociétés complètes, ayant chacune ses antipathies, son égoïsme, sa répugnance à se fondre en une seule et même masse nationale, à perdre son vieux nom dans un nom nouveau. De là de fréquentes discordes entre ces tribus, peu d'union entre leurs chefs respectifs, et moins encore entre ceux-ci et le chef commun en qui résidait l'autorité publique.

L'Espagne musulmane, jusqu'au moment où elle se sépara de l'empire des khalifes abassides, ne fut qu'une dépendance, un district de l'Afrique; c'était

le vali, ou gouverneur de celle-ci, qui nommait et révoquait le vali de la première. Du reste, le gouverneur délégué jouissait, dans sa province, d'un pouvoir aussi absolu que son supérieur dans la sienne; il décidait de toutes les affaires publiques, après en avoir délibéré avec des conseillers de son choix, dont la réunion formait ce que l'on nommait le divan du pays.

Les Arabes maintinrent la division de la Péninsule en cinq provinces que les Visigoths avaient établie. Chacune de ces provinces eut son vali particulier, subordonné au vali général de tout le pays, qui le nommait et le destituait à son gré.

Chacun de ces valis provinciaux, de même que le vali général, réunissait le pouvoir civil et le pouvoir militaire, et avait sous lui divers officiers particuliers exerçant les principales fonctions de l'autorité.

Dans les villes et dans les bourgades il y avait des alcaïdes ou gouverneurs locaux, délégués immédiats du vali provincial et chargés de l'exécution de ses ordres. Indépendamment de ces alcaïdes, il y avait, dans chaque province, des officiers de police armés, dont le titre indique suffisamment les fonctions; ils se nommaient *kachefs* (découvreurs), et leur office était de poursuivre et d'arrêter, sur les ordres du vali, les malfaiteurs et les perturbateurs de toute espèce. D'autres officiers, nommés *moktisèbs* (collecteurs), étaient chargés de la perception et de l'expédition, au vali

suprême de l'Afrique, des sommes provenant du tribut imposé aux pays conquis. Ce tribut, comme je l'ai dit, varia, dans l'origine, de province à province et de ville à ville; dans les unes il n'était que du dixième, dans d'autres il était du cinquième; mais nulle part il ne dépassait ce dernier taux. Cette diversité parut incommode, et de très bonne heure les tributs furent égalisés et partout fixés au cinquième.

De très bonne heure aussi les chefs arabes songèrent à faire dresser des tableaux statistiques et géographiques de l'Espagne, qu'ils appelaient Andalousie, du nom de cette partie du pays qui avait été quelque temps occupée par les Vandales. La première tentative conçue en ce genre est celle d'El Samah, vali de la Péninsule vers l'année 721. Il envoya au vali supérieur de l'Afrique un état descriptif du pays, de ses côtes maritimes, de ses rivières, de ses montagnes, de ses villes, etc.

Cette opération avait peut-être rapport aux partages de terres qui commencèrent vers la même époque à s'effectuer entre les conquérants; du moins l'histoire n'en annonce-t-elle pas de plus ancien. C'était l'usage constant des Arabes de s'approprier pour la cultiver une partie de la terre conquise, et nulle part ils ne suivirent cet usage plus volontiers qu'en Espagne, où tout les avait charmés, le sol, le climat et la beauté des villes. Il paraît seulement que leurs chefs ne pensèrent pas tous de même sur le mode et l'objet des

premières distributions de cette heureuse terre.

El Samah, qui craignait pour l'austère simplicité des Arabes le contact de la population vaincue, eut la pensée singulière de les concentrer dans une portion séparée de l'Espagne et de les isoler ainsi le plus possible des chrétiens; mais il mourut sans avoir pu tenter d'exécuter son projet.

Anbessa, son successeur, prit un parti plus expéditif et mieux adapté à l'intérêt de la conquête; il fit aux soldats conquérants une répartition de terres, par lots détachés, dans toutes les parties du pays. Un écrivain arabe dit expressément que cette distribution ne fut nullement onéreuse aux chrétiens; et il y a un sens dans lequel son assertion peut être admise pour vraie. Le nombre des Espagnols ou des Visigoths qui avaient fui devant les Arabes, ou péri à la défense du pays surpassait, selon toute apparence, de beaucoup celui des conquérants, et ces fugitifs devaient être, pour la plupart, les plus riches personnages de chaque lieu. Il y eut donc partout beaucoup de terres à donner, sans qu'il fût besoin de dépouiller les Espagnols soumis.

Ce qu'il serait le plus intéressant de bien connaître dans les premières tentatives faites pour organiser un gouvernement arabe en Espagne, ce seraient la condition des vaincus et leurs relations avec les vainqueurs. Malheureusement les faits positifs sont plus rares encore sur ce point que sur tout autre.

Il est certain que les Arabes respectèrent l'enga-

gement qu'ils avaient pris envers les chrétiens de les laisser se gouverner librement selon leurs lois civiles et pénales, soit romaines, soit visigothes. L'exécution de ces lois continua à être confiée à des comtes chrétiens; le gouvernement arabe se réserva seulement le droit de revoir et de confirmer les sentences de ces comtes, quand elles prononçaient la peine de mort. Avant de laisser exécuter un chrétien, l'alcaïde du lieu devait s'assurer que le délit pour lequel il était condamné emportait bien la peine capitale. De la part du conquérant, cette espèce de vérification était une marque de respect et d'intérêt pour la vie des sujets conquis.

Il se rencontra parmi les premiers valis de l'Espagne, soit généraux, soit provinciaux, quelques hommes durs et avares qui opprimèrent et spolièrent les vaincus, mais sans épargner les vainqueurs. L'histoire n'offre point d'exemple de persécutions ou d'injustices exclusivement dirigées contre les premiers, et tous les chefs célébrés pour leur équité protégèrent indistinctement tous leurs gouvernés, musulmans ou chrétiens.

Ces faits aident un peu à en expliquer un autre, aussi certain qu'il est remarquable; c'est l'espèce de sympathie et d'intimité sociale qui s'établit de bonne heure et alla toujours croissant entre les Arabes et les Espagnols; c'est la facilité avec laquelle ceux-ci cédèrent au noble ascendant des premiers, se prirent à leur aimable génie, adop-

tèrent leur langue, leurs mœurs, et jusqu'à leur tour d'imagination.

Les guerriers de Tarik et de Moussa n'avaient point amené de femmes avec eux ou n'en avaient amené qu'un très petit nombre; la plupart épousèrent des femmes du pays; Abd el Aziz, le fils de Moussa, leur en donna l'exemple. La veuve du roi Rodrigue, Egilone, étant tombée prisonnière entre ses mains, il fût ravi de sa beauté et l'épousa. Il était jeune, aimable et brave; elle oublia aisément pour lui son époux vaincu; elle alla jusqu'à se faire musulmane, et abjura le nom qu'elle avait reçu au baptême pour prendre celui de Omalisam, la mère des colliers précieux. Il est très probable que la plupart des femmes espagnoles ou visigothes qui, comme elle, prirent des époux musulmans, adoptèrent comme elle la croyance de ces époux. Et ce ne furent pas seulement des femmes qui se convertirent à l'islamisme; il y a des faits pour constater que beaucoup d'Espagnols en firent autant.

Que les Arabes ne fussent point des barbares, presque tout ce que j'ai dit d'eux jusqu'à présent semble le prouver. D'autres particularités de leur conquête et de leur établissement achèvent de démontrer qu'ils en étaient déjà à d'heureux commencements de politesse et de civilisation. Quelque chose de remarquable à cet égard, c'est cette heureuse capacité des émotions des beaux-arts, qu'ils apportèrent avec eux en Espagne, et qui s'y développa avec autant de rapidité que d'éclat.

Ils furent, à ce qu'il paraît, très vivement frappés de la grandeur des monuments romains qu'ils rencontrèrent partout sur leur passage, et qui, selon l'expression d'un de leurs historiens, leur parurent être l'œuvre des génies plutôt que des hommes[1]. C'est peut-être à l'enthousiasme que leur inspira la vue de ces magnifiques restes des arts de Rome qu'il faut attribuer la grandeur et la beauté, quoique diverses, des monuments qu'ils élevèrent en divers lieux dès le début de leur domination. La principale mosquée de Saragosse fut commencée la seconde année de la conquête; le pont renommé de Cordoue, sur le Guadalquevir, fut bâti en 721, par les ordres d'El Samah.

A peine les vainqueurs de Mérida, de Séville, de Cordoue et de Tolède, jouirent-ils d'un peu de loisir dans ces cités fameuses, qu'il s'éleva parmi eux des poëtes ingénieux ou sublimes, qui célébrèrent avec enthousiasme les agréments de la terre conquise, la gloire de ses conquérants, la magnanimité de ses chefs, et des hommes passionnés pour les sciences, dont ils transmirent à l'Europe le dépôt accru de leur propre savoir. En un mot, on reconnaît chez les Arabes andalousiens, dès les premiers temps de leur établissement, tous les germes de cette civilisation si gracieuse, si poétique et si animée à laquelle ils devaient s'élever dans les siècles suivants.

C'est au midi et à l'est de la Péninsule que la

(1) Conde, tom. II. 14.

conquête arabe eut, bien qu'à divers degrés et plus ou moins vite, les caractères et les suites que je viens d'indiquer. Au nord-ouest, les conquérants trouvèrent une barrière et des obstacles; dans leur marche du midi au nord, ils avaient refoulé de toutes parts devant eux des milliers de fugitifs, qui se dirigèrent vers tous les points de la frontière septentrionale, mais plus particulièrement au-delà du Duero, vers le duché de Cantabrie.

Ce duché avait été créé, vers l'an 630, par les rois visigoths, pour des princes de leur famille; il comprenait, outre une partie de la vallée de l'Ebre, cette étroite et longue bande de terre bornée au nord par l'Océan, depuis la pointe orientale du golfe de Gascogne jusque vers le cap du Finistère, et au midi par la chaîne de montagnes qui forme le prolongement occidental des Pyrénées, depuis Victoria jusqu'aux sources du Minho. Quant à la portion de la vallée de l'Ebre annexée à ce duché, elle s'étendait des sources du fleuve jusqu'à Cantabrie, ville aujourd'hui ruinée, sur la rive gauche de l'Ebre, à la hauteur de Logrono. Le duché de Cantabrie comprenait donc la Galice septentrionale, les Asturies, ce qui fait aujourd'hui les provinces de Biscaye et de Guipuzcoa, et une partie de la Vasconie.

Au mois de mai 712, quand la bataille de Guadalète fut perdue par le roi Rodrigue, c'était un cousin de ce roi, nommé Don Pélage, qui était en possession du duché de Cantabrie. Ce duc se trou-

vait être un homme d'un grand cœur; avec l'aide des réfugiés qui l'avaient joint, il repoussa l'invasion de Moussa et de Tarik, et profita pour s'agrandir des désordres qui suivirent le rappel de ces deux chefs. En 717 il se fit proclamer roi des pays qui avaient composé le duché de Cantabrie ou qu'il avait repris sur les Arabes, et fut dès lors reconnu pour le protecteur et le refuge de tous les Espagnols qui se retiraient des lieux soumis aux Musulmans.

Ce petit royaume chrétien, unique débris de la monarchie des Visigoths en Espagne, fut appelé par ses habitants royaume des Asturies, du nom de l'une de ses provinces. Les Arabes l'appelèrent *Djalikia* (Galice), dénomination qui n'était non plus que celle d'un de ses districts.

Ce fut dans ce coin isolé de l'Espagne que s'établit et se localisa, pour ainsi dire, la résistance des chrétiens d'Espagne aux Arabes, et que commença entre les deux nations une lutte qui devait durer huit siècles.

Les peuplades qui furent les premières et longtemps les seules à soutenir cette lutte étaient des peuplades de même race et de même langue que les Vascons, auxquels on commençait alors à donner le nom de Basques. Ainsi la conquête arabe était la troisième qui, depuis la chute de la domination romaine, s'arrêtait au pied des montagnes habitées par les restes des antiques Ibériens.

Mais si glorieuse qu'elle pût devenir à la longue pour les peuples qui en prirent la tâche sur eux,

cette première opposition espagnole à la domination arabe ne fut d'abord que d'une faible importance. Restreinte comme elle l'était, elle inquiéta peu les conquérants, auxquels il convenait même jusqu'à un certain point d'avoir encore près d'eux quelques infidèles contre qui guerroyer. La partie de l'Espagne qui leur appartenait désormais en était de beaucoup la plus vaste et la plus intéressante; c'était une des plus belles provinces de l'Europe entière, de cette portion privilégiée du globe gouvernée par le christianisme et par les traditions de la culture grecque et romaine. Ce n'étaient pas seulement deux peuples rivaux qui s'étaient trouvés en présence sur le Guadalète, c'étaient deux systèmes opposés de croyance et de civilisation : l'Évangile et le Coran, le génie européen et le génie arabe. Celui-ci avait triomphé, et le tour de la Gaule était venu; c'était elle qui se trouvait dès lors sur la voie de l'islamisme; c'était à elle qu'il appartenait désormais de défendre, au cœur même de l'Europe, le christianisme et le génie de la Grèce et de Rome, persistant dans ses traditions, dans ses lois et dans ses monuments de toute espèce. La grande lutte commencée sur les confins de l'Europe et de l'Afrique allait se poursuivre aux bords de la Garonne et du Rhône.

Les premiers Arabes qui s'établirent au pied méridional des Pyrénées ne connaissaient que le nom populaire et local de ces montagnes, celui de Ports ou de Portua, dont ils avaient fait *El Bortat.* En leur

langue, ils désignaient par le nom de *El Abouab* (pluriel de *Bab*, qui veut dire porte, ouverture), les défilés qui en coupent la chaîne, et ces défilés ils les regardaient comme l'ouvrage, non de la nature et du temps, mais des hommes, des Ioniens, voulant désigner par ce nom les anciennes colonies grecques, et particulièrement celles de Phocée, dont ils avaient quelque vague connaissance, et auxquelles il paraît qu'ils attribuaient la civilisation de la Péninsule. Ils se figuraient que ces passages avaient été taillés dans le roc, à l'aide du feu, du fer et du vinaigre, et qu'avant cette œuvre gigantesque il n'y avait point de communication entre la Gaule et l'Espagne[1].

Quant aux pays situés au nord de ces montagnes, ils n'en avaient que les notions les plus imparfaites et les plus confuses; ils les nommaient collectivement la Grande-Terre, et distinguaient au besoin la Gaule par le nom de *Frandjat*, qu'ils avaient fait du latin ou du roman Francia. Pour ce qui est des habitants, ils les nommaient en masse *Efrandj, Frandj*, sans aucune distinction entre les conquérants germains et les anciennes populations, comprenant dans cette dénomination jusqu'aux Septimaniens, qu'ils connaissaient cependant bien pour les sujets de ces mêmes Visigoths qu'ils avaient

(1) Ces traditions ont été recueillies par plusieurs des Historiens arabes cités par Ahmed el Mocri dans son Histoire d'Espagne, qui rapporte, entre autres, un passage d'Ibn Saïd que je n'ai fait que traduire. MS. ar. 704. fol. 39.

vaincus, et dont il est sûr que le nom leur était familier. Cette extension que les Arabes donnèrent de bonne heure au nom par lequel ils entendaient désigner les Franks semble prouver que la renommée de ce peuple était parvenue jusqu'à eux et qu'ils se faisaient une haute idée de sa bravoure, de ses conquêtes et de sa puissance.

Maîtres de tous les défilés des Pyrénées, les Arabes étaient, par tous les points de cette frontière, en contact avec la Gaule. Par les défilés occidentaux ils touchaient aux cantons montagneux de la Vasconie; par ceux de la partie orientale à la Septimanie. Ce fut par ces derniers qu'ils firent leurs premières irruptions dans la Gaule.

Les chroniques chrétiennes font commencer ces irruptions en 719, année de la prise de Narbonne; mais il y a tout lieu de croire qu'elles ne sont pas exactes sur ce point. Les conquérants arabes distinguaient avec précision divers genres d'expédition contre les Infidèles, selon que la guerre avait pour objet de conquérir définitivement, de posséder la terre ennemie, ou seulement de la parcourir en la ravageant. A toute expédition ou série d'expéditions de conquête, ils donnaient un nom équivalent à celui de guerre sérieuse, de véritable guerre (*El djihed*). Ils confondaient, sous la dénomination plus vague de *gazouat*, toute invasion momentanée, toute surprise, tout pillage, toute dévastation du pays ennemi. En général, ce dernier mode de guerre n'était, pour les Arabes, que le prélude du

premier; c'était une manière de tâter l'ennemi et de pressentir son courage, sa force, ou ses côtés faibles. Il paraît constaté qu'ils ne procédèrent point autrement dans la Gaule, et qu'avant de rien posséder dans la Septimanie ils l'avaient plus d'une fois menacée et ravagée.

La plupart des historiens arabes qui ont parlé de Moussa ben Nossair s'accordent à affirmer qu'après avoir pris Barcelonne et occupé l'Espagne orientale jusqu'au pied des Pyrénées, il passa ces montagnes et se répandit dans la Septimanie pour la piller et la dévaster. Or, si cette invasion eut lieu, ce dut être en 712 ou 713 au plus tard, puisque cette dernière année fut celle du rappel de Moussa[1].

C'est aussi très vraisemblablement à cette première campagne de Moussa dans la Gaule que se rapportent, si elles sont vraies, quelques paroles assez curieuses du vieux guerrier lui-même au khalife Ab del Melek. Vers la fin de 713, ce khalife rappela auprès de lui Moussa et Tarik, dont les différends assoupis, mais toujours prêts à renaître, auraient pu, à la longue, compromettre la conquête de l'Espagne. Bien que prévenu contre Moussa, Abd el Melek ne put cependant voir sans curiosité un chef si renommé et qui avait soumis tant de peuples à l'islamisme; il le questionna sur le genre

(1) Voir Conde. tom. I. 16. — et Ahmed el Mocri, qui a recueilli avec soin tous les passages des historiens arabes relatifs à Moussa. MS. 704.

et le degré de courage de ces divers peuples, d'abord des Grecs impériaux, puis des Berbères, enfin des Franks. « Et de ces Frandj, dit le khalife au héros, qu'as-tu à m'apprendre? — C'est, répondit celui-ci, un peuple très nombreux et abondamment pourvu de tout, brave et impétueux à l'attaque, mais lâche et timide dans les revers. — Et comment s'est passé la guerre entre eux et toi, ajouta Abd el Melek? t'a-t-elle été favorable ou contraire? — Contraire! Non, par Dieu et par le prophète! répliqua Moussa; jamais mon armée n'a été vaincue; jamais bataillon de mon armée n'a été battu, et jamais les Musulmans n'ont hésité à me suivre quand je les ai menés quarante contre quatre-vingts.» De ces paroles de Moussa, il semblerait résulter que les Septimaniens ou Gallo-Visigoths lui opposèrent une certaine résistance[1].

Quant aux autres incursions des Arabes en Septimanie antérieurement à 719, l'histoire n'en fait aucune mention expresse, mais elle en offre indirectement des indices.

Il paraît que, dans le courant de l'année 716, toute la Provence fut saisie d'une terreur générale à l'approche d'une armée arabe qui avait sans doute poussé son incursion jusqu'aux bords du Rhône. Chacun se hâta de déplacer, de cacher, d'enfouir les objets précieux qu'il avait le plus à cœur de sau-

(1) On peut voir cette conversation curieuse dans Conde, (tom. I. 17.), qui la rapporte en entier.

ver des mains des infidèles; les églises surtout tremblèrent pour leurs trésors et leurs reliques. Ce fut en cette occasion que le clergé de Marseille, craignant de voir profaner par ces perfides Sarrazins le corps vénéré qu'il croyait être celui de sainte Marie-Madeleine, prit le parti de le transférer de son tombeau connu dans un tombeau secret, et choisit pour cette pieuse translation le silence et l'obscurité d'une nuit de décembre[1].

De telles précautions sur la rive gauche du Rhône font aisément imaginer quels durent être, sur la rive droite, en Septimanie et dans le midi de l'Aquitaine, les alarmes, les terreurs, l'agitation des peuples, des prêtres et des moines. Il y eut probablement dès lors des monastères abandonnés, des églises désorganisées, et, comme en Espagne, des bandes de fugitifs, cherchant un refuge du midi dans le nord, de la plaine sur les montagnes.

Ces premières incursions des Arabes dans le midi de la Gaule y durent avoir aussi de graves conséquences politiques, mais qu'il faut en quelque sorte deviner, tant l'histoire de ces époques est incomplète. J'ai parlé ailleurs des villes et des provinces de ce pays qui avaient profité de l'anarchie des derniers règnes des Mérovingiens pour se constituer en seigneuries indépendantes. J'ai dit qu'il

(1) Tout cela n'a guère d'autre fondement qu'une inscription assez suspecte trouvée, dit-on, en 1279, en Provence, et rapportée par Papon, dans son Histoire de Provence, tom. I. p. 75.

se forma plusieurs de ces seigneuries le long du Rhône, depuis Lyon jusqu'en Provence. A toutes celles-là, il en faut maintenant ajouter une nouvelle, la Septimanie.

Dans l'intervalle qui s'écoula entre l'invasion de l'Espagne par les Arabes et sa propre soumission aux mêmes conquérants, la Septimanie dut nécessairement former un petit Etat particulier, sous le gouvernement de quelque seigneur visigoth ou gallo-romain; et cet État devint, avec le nouveau royaume des Asturies, un des principaux refuges de la population visigothe ou espagnole qui fuyait devant les Arabes.

Toutes ces seigneuries, et en particulier la Provence, la Septimanie, la Vasconie et l'Aquitaine, étaient également menacées par les conquérants de la Péninsule, et il n'y avait que ces deux dernières qui, réunies sous le même chef, et sous un chef vaillant et actif, fussent en état de résister à ces terribles ennemis. La Provence et la Septimanie n'étaient point capables de se défendre seules; elles n'avaient qu'une chance de salut, c'était de s'allier à Eudon d'Aquitaine, de se mettre sous sa protection spéciale. Il ne subsiste aucun vestige d'une telle transaction entre ce duc et les Gallo-Visigoths. Quant aux Provençaux, nous avons vu ailleurs qu'ils reconnurent positivement Eudon pour roi, et il est difficile de leur supposer en cela d'autres motifs que celui de se donner un protecteur et un chef contre les Arabes.

Ce fût peut-être dans la même crise et par les

mêmes considérations que les Vascons d'outre les Pyrénées, et particulièrement les Biscayens, conclurent avec Eudon quelque traité à raison duquel se formèrent entre eux des relations qui, plus tard, purent donner occasion à ces fables que j'ai rapportées ailleurs, sur l'origine biscayenne du duc.

Du reste, abstraction faite de toutes ces relations mal connues d'Eudon avec les seigneurs de son voisinage, il était évident que c'était ce duc qui, à raison de sa position géographique, de sa puissance réelle et de sa renommée, allait naturellement se trouver en Gaule le champion de l'Europe et du christianisme contre les Musulmans. La Vasconie et l'Aquitaine étaient devenues par le fait la frontière de l'Europe et de l'Asie.

Les Arabes n'avaient point trouvé, dans leurs incursions passagères en Septimanie, des obstacles capables de les détourner du projet de conquérir définitivement ce pays et d'y porter une partie de leurs forces, qui en seraient l'avant-garde dans leurs expéditions ultérieures contre ce qu'ils nommaient la Grande Terre; mais les troubles survenus sous le gouvernement d'Abd el Aziz, et qui se terminèrent par sa mort tragique, retardèrent un peu l'exécution de ce projet. Il n'en fut sérieusement question que dans le cours de l'année 718, sous la conduite d'un nouveau vali général, nommé El Haur ben Abd el Rahman (Al Hor). Les écrivains arabes qui ont dit quelque chose de ce chef le représentent comme un guerrier expérimenté, actif et intrépide,

avide de gloire, mais plus avide encore de trésors, cruel, impitoyable, toujours prêt à punir de mort le moindre délit comme le plus grave, et se piquant d'être terrible à tous, aux Musulmans comme aux chrétiens. Ce fut peut-être autant pour sa dureté que pour sa bravoure qu'il fut nommé gouverneur de l'Espagne dans un moment de discorde et d'anarchie. Il crut ne pouvoir mieux rallier les Arabes déjà divisés en factions que par une grande expédition contre les Infidèles de la Gaule. En conséquence il rassembla à la hâte, vers l'extrémité orientale des Pyrénées, toutes ses forces disponibles, franchit à leur tête les défilés de Girone à Elne, et, se jetant dans la Septimanie, parcourut en tous sens les campagnes de Narbonne, de Carcassonne, et peut-être la lisière méridionale de l'Aquitaine, car des auteurs arabes affirment qu'il porta la terreur jusque sur les bords de la Garonne. Du reste, on ignore les particularités des guerres qu'il fit à ces contrées durant près de trois ans que dura son gouvernement; on n'en sait que le résultat. Après avoir ravagé et soumis toute la contrée aux environs de Narbonne, il mit le siége devant cette ville, la prit dans le courant de l'année 719, et en fit le chef-lieu de la domination arabe en-deçà des Pyrénées.

Les chroniques d'Aniane et de Moissac rapportent exactement la date de cette prise; mais il paraît qu'elles se trompent sur le nom du général qui en eut la gloire; elles l'attribuent à El Samah,

dont le gouvernement ne commença qu'en 721. Ces chroniques ajoutent, sur la prise dont il s'agit, des particularités qui, entendues à la lettre, ne sauraient être exactes. Elles disent que les hommes de Narbonne furent passés au fil de l'épée, les femmes et les enfants emmenés captifs en Espagne, de sorte que la ville serait restée déserte aux vainqueurs[1]. C'est une hypothèse aussi contraire à l'ensemble des faits ultérieurs qu'aux procédés ordinaires des conquérants arabes. Tout oblige à croire que Narbonne, après une résistance plus ou moins longue, se soumit à El Haur à des conditions analogues à celles auxquelles s'étaient rendues les villes de la Péninsule, conditions plus ou moins onéreuses en ce qui tenait à la rançon du moment et au tribut annuel, mais à peu près uniformes sur tout le reste.

Il y a seulement beaucoup d'apparence que les dépouilles de Narbonne furent très considérables, cette ville n'étant point encore alors tout-à-fait déchue de son ancienne opulence, et surtout à cause du grand nombre de fugitifs qui avaient dû s'y retirer, avec leurs trésors, de divers points de la Péninsule. Le guerrier musulman regardait comme une espèce de larcin à son préjudice les richesses emportées par des fuyards hors des pays conquis par lui, et les reprenait sans scrupule partout où il les retrouvait.

(1) Chronique de Moissac ad an. 720.

La première spoliation des églises de Narbonne par les Arabes dut avoir lieu à la prise de la ville par El Haur, bien qu'un célèbre historien musulman en fasse un épisode de la première invasion de la Septimanie par Moussa[1]. Ce fut alors, et de l'une de ces églises, que les conquérants enlevèrent ces sept figures ou statues en argent, fameuses chez les historiens nationaux de la conquête, et dont la prise figura long-temps, dans les traditions des Arabes andalousiens, comme l'incident le plus merveilleux de la prise de Narbonne.

El Haur n'eut pas le loisir d'achever la conquête de la Septimanie ni d'organiser définitivement ce qu'il en avait conquis. Il se borna à assurer, par une garnison arabe placée à Narbonne, l'occupation militaire du pays. Sa dureté et son avarice excitèrent contre lui tant de murmures et tant de plaintes, que le gouverneur de l'Afrique se crut obligé de le dénoncer au khalife Yazid ben Abd el Melek. Celui-ci donna aussitôt l'ordre de le déposer, de le renvoyer d'Espagne, et de mettre à sa place El Samah ben Abd el Melek, le même personnage auquel les chroniques chrétiennes donnent le nom de Zama. J'ai déjà eu l'occasion de dire qu'il fut promu au gouvernement de la Péninsule dans le cours de l'année 721.

El Samah, homme d'un noble caractère, avait été l'un des compagnons les plus distingués de Ta-

(1) Nouvaïri. Voir Conde, Histor. de la dominacion, etc., tom. I. 16.

rik et de Moussa. Il est probable qu'il avait déjà fait la guerre en Septimanie, sous les ordres de son prédécesseur El Haur, et qu'il connaissait bien le pays.

Toute son ambition religieuse et guerrière se tourna vers le projet de poursuivre vigoureusement la conquête de la Gaule; mais voulant auparavant mettre un peu d'ordre dans le gouvernement de la Péninsule, il prit dans cette vue des mesures dont j'ai noté ailleurs les plus importantes, et désigna, pour le remplacer en son absence, un chef nommé Anbessa. Cela fait, il passa les Pyrénées avec l'armée arabe la plus forte qui les eût passées jusque là, et se jeta dans la Septimanie.

Il semble, autant que l'on peut aujourd'hui raisonner sur des événements si mal décrits par des historiens venus trop tard, que le meilleur parti pour El Samah était de poursuivre la conquête de cette province et d'y attaquer, l'une après l'autre, les villes où les Visigoths tenaient encore. Il n'y a pas d'apparence que ces villes, déjà effrayées, comme elles devaient l'être, de la prise de Narbonne, eussent opposé une longue résistance à des forces supérieures à celles qui avaient emporté cette dernière. El Samah fit d'autres calculs; il trouva sans doute plus glorieux et plus décisif d'attaquer tout de suite le chef le plus puissant du midi de la Gaule, celui dont la défaite devait entraîner la soumission ou la ruine de tous les autres, le duc Eudon. En conséquence, il s'avança par la

vallée de l'Aude vers les frontières de l'Aquitaine méridionale.

On croit, avec assez de vraisemblance, bien que la chose ne soit nulle part expressément attestée, qu'il prit en passant la place de Carcassonne, sans laquelle ses communications avec Narbonne n'auraient pas été bien assurées. De là, gagnant la vallée de la Garonne, il vint assiéger Toulouse avec toutes ses forces.

Aucun historien ne dit le nombre des assiégeants. A en croire des rapports qui ne peuvent être pris que pour l'écho de rumeurs populaires follement exagérées, l'armée d'El Samah n'aurait pas été de moins de quatre ou cinq cent mille combattants. De tels rapports ne méritent pas que l'on s'y arrête. On peut bien admettre qu'à l'époque dont il s'agit le nombre primitif des Musulmans entrés en Espagne avec Tarik et Moussa s'était accru par le flot continu des immigrations; mais c'est, je crois, supposer beaucoup que le supposer accru de quinze ou de vingt mille individus arabes ou berbères, et porté de la sorte de cinquante à soixante et dix mille hommes en état de combattre. Or, il était indispensable qu'une bonne partie de ce total restât en Espagne à la garde du pays et au service du gouvernement. El Samah n'en avait guère pu emmener avec lui plus de quarante ou quarante-cinq mille.

Le duc Eudon se trouvait dans une autre partie de ses Etats, peut-être à Bordeaux, lorsqu'il fut informé de l'invasion des Arabes et du siége qu'ils

venaient de mettre devant Toulouse. Il s'apprêta de son mieux à les repousser, assembla ses milices, et appela à son aide les populations de tout le pays de la Loire aux Pyrénées. Ces populations répondirent bravement à son appel, et formèrent, sous ses drapeaux, une armée sans doute très nombreuse, mais dont les historiens arabes n'ont pas manqué de faire une de ces armées fabuleuses où les milliers ne se comptent que par centaines. L'important était que Toulouse donnât à ces forces le temps de se réunir et d'arriver.

Cette ville n'avait, à ce que l'on peut croire, d'autres défenseurs que ses propres habitants; mais ils étaient nombreux, accoutumés à la guerre, et décidés à repousser de toutes leurs forces le joug musulman. Ils résistèrent donc vaillamment aux attaques d'El Samah; un historien arabe dit cependant que la place était sur le point d'être emportée au moment où les assiégeants eurent la nouvelle de l'approche d'Eudon à la tête des chrétiens de l'Aquitaine et de la Vasconie[1]. El Samah résolut de les attendre sous les murs de Toulouse et d'accepter la bataille, sûr de tirer le même avantage de la victoire en quelque lieu qu'il la remportât.

L'importance de cette bataille a presque disparu dans les histoires modernes de l'Europe; elle s'est comme perdue dans la renommée de la bataille de Poitiers, avec laquelle elle a été fréquemment con-

(1) Conde, Hist. de la dom. etc., tom I. 21.

fondue. Cependant, à rapprocher le peu que l'on sait de chacune de ces deux journées, on s'assure aisément que la première ne fut pour les chrétiens ni moins glorieuse, ni moins décisive que la seconde.

Les deux armées se rencontrèrent tout près de Toulouse, dans un lieu que les traditions arabes désignent par le nom d'El Balat. Ce nom, qui signifie en général une chaussée, une digue, une route pavée en grandes pierres, semble indiquer que les Musulmans occupaient la route romaine de Toulouse à Carcassonne, qui devait subsister encore alors.

Tout présageait une mêlée des plus sanglantes entre deux armées dont chacune allait combattre pour sa croyance et avec toute l'ardeur d'un zèle religieux exalté jusqu'à l'enthousiasme par les discours et les exhortations de ses chefs. « Ne craignez point la multitude que voici, dit El Samah aux siens, en leur montrant leurs adversaires; si Dieu est avec nous, qui sera contre nous[1]?» Des paroles si simples et si graves suffisaient aux guerriers musulmans. Mais il y avait d'autres moyens d'enflammer le courage des Vasco-Aquitains. Eudon prétendit avoir tout récemment reçu en présent, du pape Grégoire II, trois éponges qui avaient servi à nettoyer la table à laquelle les souverains pontifes avaient coutume de donner la communion, et réputées cho-

(1) *Id.* loc. cit.

ses saintes à raison de cet usage. Au moment d'engager l'action, le duc fit découper ces éponges en menus brins, qui furent aussitôt distribués à tous ceux des combattans qui en souhaitèrent; et là-dessus il fit sonner la charge[1].

On ne sait presque rien des manœuvres, des incidents ni des hasards de cette bataille; ce qu'il y a de très probable, c'est que le duc Eudon, ayant sur les Arabes l'avantage du nombre, manœuvra de manière à les envelopper et y réussit. Ce qui est constaté, c'est que les chrétiens remportèrent une victoire complète; la plus grande partie de l'armée arabe y fut taillée en pièces. El Samah y fut tué avec la plupart de ses plus braves officiers, parmi lesquels on comptait plusieurs des héros du Guadalète. Voilà tout ce qu'il est aujourd'hui possible d'affirmer de cette journée, dont le bruit retentit alors dans tous les pays musulmans et chrétiens. Selon les récits du parti victorieux, il y eut trois cent soixante-quinze mille Sarrazins de tués, et quinze cents hommes seulement de l'armée chrétienne, parmi lesquels ne se trouva pas un seul de ceux qui s'étaient munis d'un brin des saintes éponges. C'est là ce que rapporte le biographe des papes, Anastase, d'après une lettre qu'il cite comme écrite par le duc Eudon lui-même au pape Grégoire II, pour lui rendre compte de sa victoire[2].

(1) Anastasii vitæ pontific. (vita Gregorii II).

(2) *Id.* loc. cit.

Les historiens arabes ne sont pas si précis; ils ne donnent pas le compte de leurs morts, ou, comme ils disent, de leurs martyrs. Mais, du reste, ils s'expliquent sur leur défaite en termes et d'un ton qui en peignent le désastre avec plus de force et de vérité que la relation des vainqueurs; ils en notent soigneusement le jour, comme un jour funèbre; aucun d'eux n'y fait allusion sans la signaler par quelque épithète lamentable, et le meilleur de ces historiens, Ibn Hayan, est celui qui en donne l'idée la plus sombre. Il semble dire que de son temps, c'est-à-dire quatre ou cinq siècles après l'événement elle était encore le sujet d'une commémoration solennelle; enfin il va jusqu'à affirmer que l'armée arabe y périt tout entière, sans qu'il s'en échappât un seul homme[1].

Cette dernière assertion ne doit pas être prise à la lettre; il est certain, même d'après les chroniques chrétiennes, que les débris de l'armée d'El Samah se firent jour, l'épée à la main, à travers les Vasco-Aquitains, et réussirent à gagner Narbonne[2], où il est probable qu'était restée une garnison des leurs qu'ils renforcèrent fort à propos. En effet, au premier bruit de leur défaite, toute la portion déjà conquise de la Septimanie s'était soulevée; Car-

(1) Ahmed el Mocri. MS. ar. n° 705. fol. 3.

(2) Voir, entre autres, la chronique de Moissac, la meilleure de toutes pour ce qui concerne les guerres et les invasions des Arabes en-deçà des Pyrénées.

cassonne, si tant est qu'elle eût été déjà prise par El Samah, rentra au pouvoir des Chrétiens. Tous les cantons montagnards du diocèse d'Elne et de Narbonne cessèrent de payer leur tribut; la plaine suivit l'exemple des montagnes, de sorte qu'il ne resta plus aux Arabes, en Septimanie, que les tours et les remparts de Narbonne.

Isidore de Béja dit expressément qu'Eudon se mit à la poursuite des débris de l'armée vaincue[1]. En ce cas, il faut supposer qu'il les poursuivit mollement ou avec des forces insuffisantes, car il ne retira aucun avantage de sa poursuite, dans des circonstances où il semblait facile de rejeter au-delà des Pyrénées jusqu'au dernier Musulman.

Pour concevoir le peu de parti qu'Eudon tira d'une aussi grande victoire que la sienne, il faut peut-être considérer que le gros de son armée n'était, selon l'usage de ces temps-là, qu'une espèce de levée en masse, qu'une multitude mal organisée, dont il pouvait bien exiger un effort passager dans un cas de péril urgent, mais pressée de se dissoudre, de retourner à ses habitudes et à ses travaux aussitôt le péril cessé. D'un autre côté, il paraît certain que les vaincus montrèrent, dans leur revers, une vigueur de courage, une discipline et une présence d'esprit auxquelles les vainqueurs ne devaient pas s'attendre.

(1) Reliquum exercitum per fugam elapsum sequuntur. ad an. 721.

A peine arrivés à Narbonne, leur premier soin fut de se choisir un vali provisoire à la place d'El Samah, et leur choix, dicté par le sentiment du péril commun, fut le meilleur possible. Parmi les chefs qui leur restaient s'en trouvait un nommé Abd el Rahman el Gafeki; c'était un des vaillants hommes qui avaient suivi Moussa dans son passage d'Afrique en Espagne. Aussi intrépide que modeste et désintéressé, il n'aimait de la guerre que la gloire et le péril, et en dédaignait le profit et le butin, dont il avait coutume d'abandonner sa part aux soldats. Il avait fait des prodiges de valeur à la bataille de Toulouse, et si quelques Musulmans en avaient échappé, c'était surtout grace à ses efforts. Tel fut l'homme que les Arabes de Narbonne élurent pour les commander provisoirement, en attendant les ordres du gouverneur général de l'Afrique [1].

Abd el Rahman envoya en toute diligence à Cordoue des messagers porteurs des nouvelles de tout ce qui venait de se passer en-deçà des Pyrénées, de la défaite et de la mort d'El Samah, du soulèvement du pays, de la position critique de tout ce qui restait de Musulmans en Septimanie. Toute la population arabe de la Péninsule fut consternée de ces nouvelles. Cependant Anbessa ben Sohim, le lieutenant qu'El Samah s'était choisi lui-même en partant pour son expédition, ne perdit pas le temps

(1) Ibn Basqual, ap. Ahmed el Mocri. MS. 705. fol. 3.

en regrets; il rassembla au plus vite le plus de troupes qu'il put et les envoya à marches forcées à Narbonne. Elles y arrivèrent à temps et en nombre suffisant pour permettre à Abd el Rahman d'entrer en campagne contre les révoltés du Narbonnais. Il les contraignit à payer leur tribut et les remit sous la domination arabe; mais ce ne fut probablement pas sans éprouver beaucoup de résistance de leur part et sans être obligé de faire contre eux plus d'une expédition, puisque l'espace de deux ans que dura son gouvernement en Septimanie fut employé tout entier ou en grande partie à cette tâche[1].

Sans lui contester d'avoir fait beaucoup, on trouva qu'il aurait dû faire davantage; on l'accusa de corrompre les mœurs austères et frugales des Arabes par sa libéralité et par son indiscrète condescendance pour tous les désirs des soldats; il fut dénoncé à Anbessa au moment où celui-ci venait d'être confirmé dans le gouvernement général de l'Espagne, et Anbessa lui retira le commandement de la Septimanie, résolu de passer lui-même en ce pays et d'en achever la conquête.

Anbessa était le plus distingué des cinq ou six chefs arabes qui avaient gouverné l'Espagne depuis quatorze ans qu'elle était province musulmane. Dans le peu que l'histoire dit de lui, on entrevoit le plus bel ensemble de qualités et de vertus; il

(1) Conde. tom. I. 21.

contribua plus à lui seul que tous ses devanciers à la fois à l'organisation régulière de la domination arabe en Espagne, et se fit chérir pour son équité par les chrétiens et les juifs, comme par les Musulmans. Religieux et humain, il usa de tout son pouvoir pour faire observer à la guerre le précepte musulman qui interdisait, à moins d'une nécessité extraordinaire, de couper les arbres, de détruire les récoltes, de brûler les maisons, en un mot, de faire aucun dommage gratuit sur les terres de l'ennemi [1].

Il n'est pas aisé de fixer la date précise de l'entrée d'Anbessa en Septimanie; les uns la mettent en 724, d'autres en 725, quelques-uns en 726. Entre ces diverses dates, la moyenne me paraît la plus près de l'exactitude. Quant aux opérations militaires ou politiques de ce chef dans la Gaule, je n'en trouve, chez la plupart des historiens arabes, que des indices si obscurs et si fugitifs, qu'il n'y a pas moyen d'en tirer parti. La précieuse chronique de Moissac est presque aussi sommaire qu'eux à ce sujet; mais, dans le peu qu'elle dit, il y a du moins quelque chose de plus positif et de plus p[illegible].

D'après cette chronique, Anbessa entra dans la Gaule avec une armée immense. Sa première opération fut d'assiéger Carcassonne qu'il prit de force; de là il redescendit dans le bas pays, et s'avançant

(1) Conde. Hist. I. 22.

du couchant à l'est, entre les Cévennes et la Méditerranée, il acheva de soumettre la Septimanie. Il ne trouva plus de résistance nulle part; des bords de l'Aude à ceux du Rhône, toutes les villes épiscopales, Béziers, Agde, Maguelone, Lodève, Nîmes, et peut-être Uzès, traitèrent avec le vainqueur de Carcassonne aux conditions ordinaires établies pour les lieux qui se rendaient avant d'être attaqués; et, selon l'usage constant de ses devanciers, Anbessa prit dans toutes ces villes des otages qu'il envoya, pour plus de sûreté, au-delà des Pyrénées. Tous ces événements se passèrent dans le cours de l'année 725[1].

Il est certain qu'après avoir pris possession de la Septimanie ce brave chef se porta vers d'autres parties de la Gaule, avec le projet de les soumettre ou seulement d'y faire des prisonniers et du butin; mais on n'a sur ces dernières expéditions que des notices incomplètes, confuses et disloquées.

Il y a des historiens qui affirment qu'en 725 Anbessa pénétra dans les montagnes du Rouërgue et s'empara de la ville de Rhodez, dont il fut chassé presque aussitôt par le duc Eudon d'Aquitaine. Je ne connais aucun témoignage historique à l'appui de cette assertion; elle me paraît fondée sur des traditions populaires qui peuvent bien servir à attester le fait vague et général de l'occupation plus

(1) Chron. Moiss. ad an. 725.

ou moins longue du Rouërgue par les Arabes, mais insuffisantes pour établir un fait particulier et précis tel que celui dont il s'agit [1].

Les annales d'Aniane et la chronique de Moissac mettent sous la date de 725 une incursion des Sarrazins jusqu'à Autun, qu'ils pillèrent et détruisirent. A l'époque désignée cette incursion aurait indubitablement été faite sous le commandement ou du moins par les ordres d'Anbessa; mais ce même événement que les chroniques citées rapportent à l'année 725, d'autres chroniques locales et plus circonstanciées le transportent à 731, et cette dernière date me paraît celle des deux qui mérite le plus de confiance.

Il est très vraisemblable que, dans ses irruptions hors de la Septimanie, Anbessa ne s'écarta pas beaucoup de ce dernier pays. Un des historiens arabes employés par Conde, et le plus précis de tous en ce qui concerne les expéditions d'Anbessa

(1) Voir Lecointe, Annal. eccl. ad an. 725.—M. Gaujal, dans ses Essais historiques sur le Rouërgue (tom. I. p. 170), affirme, sur l'autorité du père Lecointe, que les Sarrazins furent effectivement chassés de Rhodez en 725, par le duc Eudon, et il ajoute, sur la foi d'un manuscrit de Bernard, écolâtre d'Angers, que les Arabes se maintinrent dans un château du pays, nommé le château de Balaguier, d'où ils faisaient des excursions pour piller. Encore une fois, ce sont là des autorités très suspectes, qu'il faudrait discuter avec soin avant de les adopter. Cette discussion serait ici hors de place; je m'en occuperai peut-être dans une note de l'appendice.

ttule, dit expressément que ce fut dans le pays
delà du Rhône que ce chef entra avec son ar-
et qu'il souffrit le martyre pour l'islamisme [1].
cette expression de pays au-delà du Rhône est
re bien vague; elle a besoin d'être précisée, et
hésite pas à la restreindre à la Provence pro-
ment dite, en rappelant que la contrée de ce
, alors plus étendue qu'elle ne fut depuis,
prenait des villes et des cantons situés à la
e de la Durance.

toutes les invasions des Arabes en Provence
l'on peut tenir pour constatées, celle-là est la
ière en date. Il n'y a point d'incertitude sur
ssue; les chroniques chrétiennes et musul-
s attestent de concert que les Arabes furent
s et repoussés; mais elles ne donnent, ni les
ni les autres, la moindre particularité sur la
e de ceux-ci; elles ne disent pas même quels
t les chefs chrétiens qui les battirent; on n'a,
suppléer à leur silence sur tout cela, qu'un
document isolé, précieux encore malgré ce
y trouve de faux ou d'équivoque dans les dé-
s, comme je le crois, il se rapporte vérita-
ment pour le fond à cette dernière tentative
essa [2].

[1] Conde. I. 22.

[2] C'est un fragment trouvé dans un ancien bréviaire de l'é-
Maestricht et publié depuis dans divers recueils, et entre

Il paraît, d'après ce document, qu'Eudon n'était point en Provence au premier moment de l'invasion, mais qu'il y accourut en toute hâte, sans attendre d'avoir réuni la masse de ses forces et avec le peu de milices qui se trouvèrent prêtes à le suivre. D'abord trop faible pour attaquer sérieusement l'ennemi, il s'en tint à le harceler, à l'inquiéter, à lui dresser des embuscades. Cependant l'armée chrétienne se grossissait tous les jours de renforts qui lui arrivaient l'un après l'autre; et Eudon, se trouvant enfin en mesure de tenter quelque chose de décisif, livra aux Arabes une bataille générale.

Les deux armées combattirent jusqu'à la nuit avec un acharnement égal et sans avantage marqué pour l'une ou l'autre; elles passèrent la nuit sur le champ de bataille, en attendant le jour pour se mêler de nouveau. Le jour venu, les chrétiens troublés peut-être par les impressions d'une nuit passée au milieu de tous les débris du carnage de la veille, se remirent en rang de bataille, mais avec un peu d'hésitation et en hommes résignés à combattre plutôt que décidés à vaincre. Il leur fallut écouter les exhortations de leurs chefs; il leur fallut prier,

autres dans celui des historiens de France de D. Bouquet. Par une méprise grossière, bien qu'explicable, la victoire remportée sur les Arabes y est attribuée à Charles Martel. Le morceau est d'ailleurs on ne peut plus obscur et plus vague, à force de traits de rhétorique barbare.

invoquer, entendre invoquer le nom du Christ pour retrouver en eux de la confiance et de l'ardeur. Le combat recommença, s'anima par degrés et devint bientôt aussi acharné et aussi sanglant qu'il l'avait été la veille. De quelques traits moins vagues que les autres, jetés par hasard et comme par distraction dans le récit prétentieusement barbare que j'ai ici en vue, on peut conclure, à ce qu'il me semble, que les chrétiens furent à deux reprises sur le point d'être vaincus, ayant fléchi deux fois, la première sur un de leurs flancs, la seconde sur leur front, mais qu'ils furent à chaque fois soutenus et ramenés en avant par des réserves d'élite jetées à propos sur les points entamés.

La victoire resta encore long-temps incertaine, et ce ne fut pas sans d'extrêmes efforts que les chrétiens rompirent enfin les lignes des Arabes. Les chefs de ces derniers et les plus braves d'entre eux arrêtèrent quelques moments les fuyards; mais le torrent de ceux-ci, continuant à grossir devant la masse de plus en plus pressante des chrétiens, finit par entraîner tout ce qui avait encore le cœur et la force de combattre.

Ce fut en se portant où l'appelait le péril des siens qu'Anbessa reçut une blessure mortelle, mais qui devait lui laisser encore quelques jours de vie. Il put donc présider à la retraite des Arabes en Septimanie, où les vainqueurs ne songèrent pas à les poursuivre. On ne sait point où Anbessa mou-

rut, mais ce fut probablement dans quelqu'une des villes de la Septimanie et avant d'avoir pu repasser les Pyrénées. Il choisit pour le remplacer provisoirement dans ses fonctions de gouverneur général de la Péninsule un de ses officiers nommé Hodaïra ben Abdallah[1].

(1) Conde. tom. I. 22.

XXIV.

EUDON ET CHARLES MARTEL. — BATAILLE DE POITIERS.

La défaite d'Anbessa en Aquitaine, s'il est vrai qu'il fut chassé de Rhodez en 725 par le duc Eudon, la déroute plus certaine de son armée au-delà du Rhône, qui eut lieu quelques mois plus tard, ne compromirent en rien la domination des Arabes en Septimanie; mais il s'éleva vers cette époque, en Espagne, des troubles qui ôtèrent pour quelque temps aux gouverneurs musulmans de cette contrée toute idée d'une nouvelle expédition contre la Gaule.

A en juger sur le rapprochement de divers témoignages très vraisemblables, bien que très vagues, ce dut être sous le gouvernement d'Anbessa, et durant ses guerres contre les populations gauloises, que le roi Don Pélage gagna quelque terrain sur les Arabes et recula ses Etats jusque vers le Duero. Les peuplades vascones qui ne dépendaient point du royaume des Asturies, et en particulier celles de la vallée de l'Ebre, avaient, à ce qu'il paraît, également profité de la dispersion des forces des conquérants pour secouer leur joug; et les mêmes troubles qui empêchaient momentanément les Mu-

sulmans d'étendre leurs conquêtes dans la Gaule leur ôtaient aussi le moyen de raffermir leur domination dans les parties de l'Espagne où elle était menacée.

Ces troubles tenaient aux jalousies, aux animosités des généraux de l'armée arabe, soit entre eux, soit contre les gouverneurs de la Péninsule. Il y avait toujours des raisons ou des prétextes pour ne point obéir à ces derniers, et il serait difficile de décider si c'étaient les meilleurs ou les pires d'entre eux qui couraient le plus de risque de déplaire à leurs subordonnés et de les soulever contre leur autorité. Mais, outre les rivalités qui pouvaient naître à chaque instant entre les dominateurs arabes de l'Espagne dans un état de choses qui laissait un jeu si libre aux ambitions personnelles, il y avait, comme nous le verrons bientôt, d'autres chances de désordre qui tenaient à des causes plus directes et plus générales.

Hodaïra, ce chef qu'Anbessa mourant avait élu provisoirement son lieutenant, ne garda ce poste que le temps indispensable pour l'arrivée d'un successeur. Il fut remplacé par Yahya ben Salema, envoyé à cet effet par le gouverneur de l'Afrique. Celui-ci, pour son début au commandement, mena l'armée arabe vers les Pyrénées occidentales, fit rentrer dans l'obéissance les Vascons révoltés et raffermit la puissance musulmane partout ébranlée sur cette frontière [1].

(1) Conde. tom. I. 23.

Malgré ce service il ne put se maintenir dans son poste; la rigidité de sa conduite excita contre lui tant de plaintes et de murmures qu'il fallut se presser de lui donner un successeur. Ce fut Othman ben Abi Nessâ, surnommé Munuz, personnage que nous verrons bientôt jouer un rôle important dans les relations de l'Espagne arabe avec la Gaule, mais qui ne fit alors que passer rapidement sur la scène sans y laisser de trace. Hodaïfa ben el Haus fut à son tour gouverneur de la Péninsule, mais trop peu de temps pour attacher son nom à quelque événement remarquable. Après ce dernier, Othman ben Abi Nessâ revint au commandement et n'y resta pas plus long-temps cette fois, ni avec plus d'éclat que la première. Il fut de nouveau déposé au bout de six mois, sans que l'on sache ce qu'il avait fait durant ce court intervalle.

El Haïtam lui succéda et fut odieux aussitôt qu'installé, mais cette fois du moins la haine était juste et les motifs en étaient clairs. El Haïtam était un oppresseur avare et cruel, qui voulait gouverner par les emprisonnements, les supplices et les confiscations. Les accusations qui s'élevèrent de tous côtés contre lui allèrent plus loin que de coutume; elles parvinrent jusqu'au khalife Hecham, qui, frappé de cette disposition anarchique de l'Espagne, y envoya un agent de son choix pour examiner qui avait raison du chef ou des peuples, et pour voir s'il n'y aurait pas dans le pays un homme digne du gouvernement et capable de s'y

maintenir. Arrivé à Cordoue, l'émissaire du khalife trouva vrai tout ce qui était imputé à El Haïtam et le destitua. Parmi les hommes qu'il fut à portée de connaître dans sa mission, il en eut bientôt distingué un vraiment fait pour commander, Abdelrahman ben Abdalla el Gafeki (l'Abdérame des chroniques frankes [1]). Il le nomma vali de la Péninsule, et sous celui-là enfin les Arabes andalousiens purent reprendre le cours de leurs exploits guerriers.

Les historiens arabes varient un peu sur l'époque précise de la nomination d'Abd el Rahman au gouvernement de l'Espagne; le terme moyen de ces variations se rapporterait à l'année 729, qui me paraît en effet la date la plus probable de la nomination dont il s'agit; c'était donc un intervalle d'environ quatre ans qui s'était écoulé depuis la mort d'Anbessa et qui avait suffi à cette rapide succession de gouverneurs que je viens d'indiquer.

L'histoire n'offre, durant cette intervalle, aucun vestige des relations des Arabes andalousiens avec la Septimanie; cependant il n'y a guère lieu de douter que ce pays ne fût dès lors régulièrement constitué en province arabe et gouverné selon les lois communes de la conquête musulmane.

Les réglements d'El Samah concernant le tribut annuel des peuples vaincus, concernant le partage des terres et du butin entre les conquérants, furent

(1) Conde. tom. I. 23.

communs à la Péninsule et à la portion alors soumise de la Septimanie, et il y a tout lieu de croire qu'ils furent appliqués au reste de ce pays dès qu'il eut été conquis par El Haur[1].

J'ai dit ailleurs que la Péninsule avait été partagée en cinq provinces; la Septimanie en devint la sixième, ayant Narbonne pour capitale. Parmi les autres villes principales de cette nouvelle province, les documents arabes nomment Elne, Caucoliberis (Collioure), Carcassonne, Béziers, Agde, Maguelone, Lodève et Nîmes[2]. Si cette nomenclature est complète, il en résulte que la Septimanie arabe se circonscrivit exactement dans les limites de la Septimanie gothique, et cette coïncidence s'explique aisément par la conformation physique du pays.

Du cap oriental des Pyrénées au confluent de la Coze et du Rhône, la contrée qui fut autrefois la Septimanie forme, le long de la Méditerranée, une lisière unie qui va s'élargissant du cap au fleuve, et se lie, par des pentes graduelles, aux montagnes des Cévennes, dont la chaîne lui forme, dans la direction du sud-ouest au nord-est, une haute et

(1) Proprio stylo descripsit vectigalia Hispanorum et quod priùs indivisum ab Arabibus habebatur; ipse reliquit partem militibus dividendam, partem fisco de mobilibus et immobilibus assignavit, et Galliam Narbonensem divisione simili ordinavit. — Roderic. Tolet. — Isidore de Beja dit la même chose.

(2) Conde. tom. I. 37.

forte barrière. De ces montagnes dans la plaine, toute descente militaire serait facile et avantageuse; l'expédition inverse présenterait de grandes difficultés. L'idée ne vint pas aux Arabes de s'établir dans des pays sauvages et pauvres, dont la possession n'eût point compensé les frais de conquête et de garde. Ce fut toujours par la vallée du Rhône ou par celle de la Garonne qu'ils s'efforcèrent de pénétrer dans l'intérieur de la Gaule; et la Septimanie était pour eux comme un poste avancé par lequel ils touchaient à ces belles vallées dont ils convoitaient la domination.

Aussi bien que les autres provinces arabes de la Péninsule, la Septimanie eut son vali ou gouverneur particulier qui résida à Narbonne. Les autres villes continuèrent à être gouvernées par des comtes goths ou gallo-romains, preuve certaine que ces villes, aussi bien que celles d'outre les Pyrénées, avaient été maintenues dans le libre usage de la loi gothique et de la loi romaine.

Les chrétiens de la Septimanie conservèrent certainement aussi, et aux mêmes conditions que ceux de l'Espagne, la liberté de leur culte; mais il paraît que toute relation entre les églises de ce pays et celles du reste de la Gaule fut brusquement et sévèrement interrompue, soit par l'ordre exprès de l'autorité musulmane, soit par le simple fait de son existence. Des huit ou neuf églises qui dépendaient de la métropole de Narbonne, il n'y en a pas une

dont on connaisse le plus petit acte ou dont on puisse nommer un seul évêque durant toute la période de la domination musulmane.

On voit par la statistique arabe de la Septimanie que des villes de ce pays aujourd'hui détruites, comme Elne et Maguelone, ou qui ne sont plus que de chétives bourgades, comme Collioure, étaient encore alors des villes assez considérables. Carcassonne avait frappé ses conquérants par des restes de magnificence qui, depuis long-temps, ont achevé de disparaître; ils citent comme fameuse une église de Sainte-Marie dont il n'est parlé dans aucun document chrétien[1], et de laquelle furent, disent-ils, emportées sept idoles ou figures colossales d'argent autres que celles enlevées de Narbonne. Quant à cette dernière ville, les Arabes l'occupèrent déjà bien déchue de son antique magnificence.

Lorsque, sous le règne de Louis XIV, on démolit une vieille tour carrée, nommée la tour Maure, et qui était sans nul doute une construction arabe, on la trouva remblayée jusqu'à une grande hauteur de fragments de statues, de frises, de chapiteaux, de fûts de colonne, d'autels, d'inscriptions, etc.; mais il est à croire que les Arabes avaient trouvé une grande partie de ces débris déjà épars sur le sol et détachés des monuments dont ils avaient fait partie.

(1) Cette assertion est fondée sur le témoignage exprès d'Ibn Basqual, un des meilleurs historiens arabes de l'Espagne. Ahmed el Mocri, MS. ar. 705. fol. 2.

L'établissement des Arabes en Septimanie n'était pas un événement sans importance dans la lutte du christianisme et de l'islamisme en occident; c'était un grand pas que celui-ci venait de faire vers le cœur de l'Europe.

La Gaule franke n'en prenait encore, à ce qu'il semble, que peu d'effroi, mais il en était bien autrement pour la Vasconie, l'Aquitaine et la Provence; il n'y avait plus de Pyrénées entre ces pays et les armées musulmanes.

Le rôle d'Eudon d'Aquitaine, comme champion obligé de la chrétienté, était devenu de plus en plus difficile. Les victoires qu'il avait jusque là remportées sur les Sarrasins semblaient avoir plutôt exalté qu'abattu l'ardeur conquérante de ceux-ci, et l'attente où il était de nouvelles invasions de leur part lui devait être d'autant plus pénible qu'il n'était pas sûr de pouvoir, au besoin, diriger toutes ses forces contre eux. Charles Martel était pour lui, du côté de la Loire, un voisin presque aussi suspect et plus puissant que les Arabes.

Le sentiment du danger et les difficultés de sa situation avaient dû rendre Eudon attentif aux affaires des Arabes dans la Péninsule. En considérant les intrigues et les divisions qui avaient suivi la mort d'Anbessa, il avait dû aisément comprendre de quel avantage ces divisions étaient momentanément pour lui et tout ce qu'il gagnerait à les entretenir; il était dès lors entré dans ses plans d'intervenir de tout son pouvoir dans les discordes

des chefs arabes, et les circonstances s'étaient assez bien prêtées à ses desseins.

Abd el Rahman venait de prendre d'une main ferme et avec l'assentiment général des peuples le gouvernement de la Péninsule. Avide de gloire et Musulman zélé, son projet était de venger sur les chrétiens la mort d'El Samah et d'Anbessa, tués tous les deux sur la terre des infidèles; mais l'exemple de ses devanciers lui avait prouvé que l'entreprise était difficile et qu'il fallait pour y réussir s'y porter avec plus de précautions ou avec plus de forces qu'eux. En conséquence il avait sollicité des gouverneurs de l'Afrique et de l'Egypte de grands renforts de troupes, indépendamment des guerriers volontaires qu'il avait cherché à attirer de partout sous ses drapeaux par des promesses de récompense et de butin (1).

Il fallait du temps pour que toutes ces forces arrivassent de Syrie, des bords du Nil, des vallées de l'Atlas; et, en attendant qu'elles fussent réunies, il mit toute son activité à rétablir l'ordre dans les provinces de l'Espagne. Il les visita l'une après l'autre, et dans chacune il répara les injustices commises par ses devanciers; dans chacune il rétablit celles des stipulations de la conquête qui avaient été violées au détriment, soit de l'autorité musulmane, soit des chrétiens soumis. Beaucoup d'églises avaient été enlevées arbitrairement à ceux-ci, il les leur fit

(1) Conde. I. 25.

honneurs de la conquête de l'Espagne, les Berbères n'étaient point tellement soumis à leurs vainqueurs qu'ils ne regrettassent fréquemment leur indépendance et ne fussent aisément émus des discours de ceux de leurs chefs nationaux qui les poussaient à la rébellion.

Les gouverneurs arabes du pays, toujours plus ou moins en garde contre eux, les opprimaient pour les contenir.

Les Berbères n'en avaient que plus de motifs de se plaindre, et leurs plaintes retentissaient jusque parmi les Berbères d'Espagne, qui sympathisaient en toute chose avec eux. De là, dans les deux pays, les mêmes chances de guerre entre les deux peuples.

Il y a apparence que, vers le temps où Abd el Rahman fut promu au gouvernement de la Péninsule, les Berbères d'Afrique et surtout ceux de Tanger, d'ordinaire les plus remuants, étaient encore plus maltraités que de coutume par leur gouverneur actuel. Ce fut du moins sous le prétexte de venger ses compatriotes des injustices et des cruautés de leurs chefs arabes qu'Abi Nessâ ourdit en Espagne une conspiration dont l'objet était de s'emparer du gouvernement de la Péninsule, ou tout au moins de se rendre seigneur indépendant des pays où il commandait.

Lorsque Abi Nessâ conçut ce projet, il était à Livia, où il faisait peut-être sa résidence ordinaire, et qui était alors la capitale de la Cerdagne, ruinée

depuis et sur l'emplacement de laquelle a été bâti Puicerda. Il s'était rendu redoutable sur toute cette frontière par diverses expéditions contre les chrétiens du voisinage, dans l'une desquelles Isidore de Béja l'accuse d'avoir fait brûler un évêque nommé Anambadus, dont il ne dit du reste ni le siége ni le pays, ce qui eût donné plus de crédit à son assertion [1]. Il est probable que les forces commandées par lui étaient composées en grande partie de Berbères, sur lesquels il avait bien plus de raisons de compter que sur les Arabes; mais, sentant lui-même que ces forces n'étaient pas suffisantes pour ce qu'il projetait, il entra en négociation avec Eudon d'Aquitaine pour s'assurer son appui. La proposition du chef musulman était trop dans les intérêts et les vues du chef aquitain pour que celui-ci ne s'empressât pas de l'accepter. Une alliance fut conclue entre eux, alliance dans laquelle chaque parti fit à ses convenances politiques le sacrifice de ses scrupules de religion. Le duc avait une fille d'une rare beauté, nommée Lampagie; il la donna pour femme à Abi Nessâ, qui en devint éperdument amoureux [2].

On ne sait pas la teneur des engagements d'Eudon envers son allié musulman; mais il est probable qu'il lui promit de le soutenir de son mieux dans le cas où il le verrait attaqué par les Arabes. Comme

(1) Chronic. anonym. ad an. 731.

(2) Isidor. Pacens. chr.

le révolté Berbère n'avait point par lui-même les forces nécessaires pour pousser sa tentative à bout, ni même pour se maintenir indépendant dans sa province, traiter avec lui sans projet de le soutenir n'eût été de la part d'Eudon qu'un scandale sans motif et sans utilité. La supposition contraire est la seule vraisemblable, et dans cette supposition les forces d'Abi Nessâ, berbères ou arabes, devenaient en quelque sorte l'avant-garde de celles d'Eudon. La frontière militaire de l'Aquitaine et de l'Espagne arabe se trouvait par le fait reculée de toute la largeur des pays gouvernés par Abi Nessâ, c'est-à-dire au moins jusqu'à l'Ebre. Enfin, la Septimanie, n'ayant plus de communication assurée avec Cordoue, le centre du gouvernement arabe, pouvait être facilement reconquise. Il y avait, à ce qu'il semble, dans les vues d'Eudon quelque pressentiment d'un plan que nous verrons plus tard exécuter par Charlemagne.

La conspiration d'Abi Nessâ éclata dans le cours de l'année 731, selon le témoignage d'Isidore de Béja, sans qu'il soit possible d'en déterminer la date d'une manière plus précise. Il est facile d'imaginer quel bruit et quelle horreur excitèrent dans le divan de Cordoue les nouvelles de la rébellion du commandant de la frontière orientale, de son alliance avec le vainqueur d'El Samah et d'Anbessa, et de son mariage avec une chrétienne probablement non convertie à l'islamisme. Du reste, Abd el Rahman n'était point pris au dépourvu dans cette

grave conjoncture; une partie des troupes qu'il attendait d'Afrique et d'Egypte était déjà arrivée; il marcha rapidement à leur tête vers les Pyrénées, résolu de ne point laisser au rebelle le loisir de se fortifier dans sa province, et sachant peut-être que Eudon, occupé ailleurs, ne pouvait en ce moment arriver au secours de son allié. L'attention et les forces d'Eudon venaient en effet d'être brusquement attirées des Pyrénées et des bords du Rhône vers ceux de la Loire, et le moment était arrivé où les populations séparées par ce dernier fleuve allaient reprendre leur ancienne lutte depuis quelque temps suspendue. Il nous faut ici remonter un peu vers le passé, pour y marquer le plus nettement possible les raisons immédiates et le vrai caractère de cette lutte, à l'époque dont il s'agit.

Il y avait dix ans révolus qu'Eudon et Charles avaient conclu ce traité de paix qui, réduit à sa plus franche expression, était le partage de la monarchie mérovingienne entre eux deux. Sous le titre de maire du palais de Chilpéric II, Charles était resté de fait le souverain de l'Austrasie, de la Neustrie entières et de la majeure partie de la Burgondie. Mais, comme je l'ai dit ailleurs, tout le midi de la Gaule s'était détaché de son gouvernement par portions plus ou moins étendues, par provinces, par diocèses, par cantons, pour former autant de souverainetés ou de seigneuries indépendantes sous ces chefs franks ou gallo-romains qui avaient secondé et dirigé à leur profit personnel l'opposition

constante de ces contrées à la domination anarchique des Mérovingiens.

Mais ce mouvement de réaction contre la conquête franke n'était pas particulier au midi de la Gaule; c'était un mouvement général qui avait entraîné tous ceux des peuples sujets des Franks parmi lesquels ceux-ci ne s'étaient point établis en masse, divers peuples germaniques d'Outre-Rhin, comme ceux de l'Aquitaine et des bords du Rhône. Les Saxons, les Bavarois, les Allemanes, les Frisons, qui s'étaient soulevés contre Pepin d'Héristal, avaient persisté à refuser l'obéissance à Charles son successeur, qui s'était trouvé de la sorte dans l'alternative de se contenter de ce qui lui restait de la monarchie franke ou de reconquérir de force ce qui lui en manquait. Ce dernier parti était le seul qui lui convînt, le seul par lequel il lui fût possible d'accroître ou même de maintenir sa domination actuelle; mais ce parti avait ses difficultés. Du relâchement absolu de l'autorité mérovingienne, il était résulté quelque chose de fort embarrassant pour les Carlovingiens qui avaient attiré à eux toute cette autorité. Les terres, les bénéfices de toute espèce, concédés aux leudes de tout rang, à condition de service militaire, avaient fini par rester au pouvoir de ceux-ci à titre de propriété pure et simple. Or comme, dans les idées germaniques, le service militaire n'était pas censé un devoir gratuit, mais un acte volontaire à payer en terres ou en pouvoir, il n'y avait plus moyen de faire la guerre là

où il n'y avait plus ni terres ni pouvoir à distribuer. On a vu que ces terres fiscales tendirent dès le principe à devenir héréditaires entre les mains de ceux à qui elles avaient été concédées temporairement; et que beaucoup le devinrent en effet de très bonne heure. Ce fut pour cela que Dagobert et plusieurs de ses successeurs se virent contraints de reprendre au clergé plusieurs des possessions territoriales qui lui avaient été données depuis Clovis, pour les transformer en bénéfices militaires. Pepin d'Héristal s'était attiré la faveur des hommes d'église en leur promettant de les remettre en jouissance de ces terres qu'on leur avait enlevées à diverses époques; mais il est très douteux qu'il eût pu leur tenir parole et leur faire de grandes restitutions. Quant à Charles, il se trouva sur ce point dans une nécessité plus urgente encore que son père; il se trouva réduit à ne point faire la guerre ou à la faire aux frais du clergé. Il n'hésita point; il s'empara des terres d'une multitude d'abbayes, d'églises et d'évêchés en Neustrie, surtout en Austrasie, et en dota des hommes de guerre. Quelquefois, sans séparer les dignités ecclésiastiques des propriétés qui y étaient attachées, il donna les unes et les autres à condition de service militaire à des personnages qui prenaient bien de la condition ecclésiastique le nom et la tonsure, mais de tout le reste parfaits guerriers, et tels qu'il en fallait à Charles Martel[1].

(1) Sur ce fait si important dans l'histoire de la conquête

De 720, année où il avait fait la paix avec Eudon, à 730 inclusivement, Charles fut constamment en campagne contre les peuples d'Outre-Rhin, d'abord contre les Saxons, puis contre les Bavarois, et enfin contre les Allemanes et les Suèves. Ces guerres eurent pour lui plusieurs avantages, dont le plus important ne fut probablement pas celui de retenir sous sa domination les peuples qui avaient tenté de s'y soustraire.

Les peuples dont il s'agit étaient plus braves qu'ils n'étaient riches, et Charles avait trouvé à guerroyer contre eux plus de gloire et de fatigue que de butin et de profit; mais la discipline militaire des Franks, depuis long-temps déchue, avait repris de la vigueur dans le cours d'une telle guerre. L'élite de la nation franke s'était pour ainsi dire reconstituée en armée conquérante sous un héros qui était en même temps son général et son chef politique; elle semblait revenir par-là à sa constitution

franke, les témoignages abondent; je me bornerai à en indiquer deux des plus positifs et des plus précis, tirés de deux opuscules qui ont été l'un et l'autre insérés dans le recueil des historiens de France.

I. — Hic (Carolus) res ecclesiarum propter assiduitatem bellorum laïcis tradidit. De majorib. dom. regiæ scriptor. r. fr. I. p. 700.

II. — Eo tempore bella graviora et intestina parricidalia in hâc provinciâ (Trevirensi) orta sunt, quando Carolus tyrannus laïcis episcopatus dedit... Cujus infelici tempore his de ecclesiis multa sunt ablata, et res ab episcopis divisæ, domus religiosorum destructæ, ecclesia disciplina disperdita. Gesta Episcopor. Trevir. *Ibid.* III.

et à sa destination primitives, et ce n'était pas seulement en cela qu'elle y revenait.

En se faisant les chefs du parti germain contre la royauté mérovingienne, les Carlovingiens avaient réellement secondé les tendances nationales de ce parti. L'époque de leur domination me paraît celle d'une véritable révolution dans laquelle l'esprit germanique prévaut sur ces réminiscences, sur ces traditions de monarchie romaine, qui avaient eu jusque là tant d'influence sur les idées et sur la conduite des rois franks issus de Clovis. Un des points les plus importants sur lesquels se manifeste la révolution dont il s'agit, c'est en ce qui concerne les assemblées nationales des Franks au champ de Mars. Je l'ai noté ailleurs, et il ne sera pas inutile de le répéter ici ; c'est comme par hasard, de loin en loin, que l'on retrouve quelque apparence de ces assemblées sous les successeurs de Clovis. Elles devinrent fréquentes, et même, à ce qu'il paraît, régulièrement annuelles sous les Carlovingiens; les chroniques frankes font particulièrement honneur à Pepin d'Héristal de cette réforme capitale[1].

Nouveaux encore dans le pouvoir, les Carlovingiens étaient également intéressés à traiter avec faveur et considération tous ces leudes persécutés ou mécontents qui avaient cherché un refuge au-

(1) Voir là-dessus un passage très intéressant et très explicite, dans les *Annales Metenses* ad an. 690. Scriptor. rer. fran. II. p. 680.

près d'eux. Ils les avaient attirés en leur restituant, en leur promettant des bénéfices, en leur garantissant de la sécurité, en flattant leurs idées nationales, et il n'y avait point pour eux d'autre manière de les retenir. Aussi ne paraît-il plus, sous le gouvernement de Pepin et de Charles, aucun reste de cette lutte violente et obstinée entre les rois et leurs leudes, qui remplit l'histoire des Mérovingiens absolus.

Le pouvoir des Carlovingiens gagnait plus qu'il ne perdait à s'être adapté de la sorte à certaines formes, à certaines habitudes nationales de liberté. Ce n'était pas en imitant les Mérovingiens qu'ils auraient pu rallier les nombreux adversaires de ces rois dégénérés et s'en faire des points d'appui pour s'élever. Du reste, si réel et si grand qu'il fût, le pouvoir des Carlovingiens était en quelque façon tout personnel, tout dépendant de la fortune et du génie qui l'avaient fait et qui l'exerçaient. A la place de Charles Martel, un homme ordinaire serait probablement tombé d'une manière tragique; avec l'ascendant de son caractère et de son génie militaire, Charles Martel se trouvait dans une position aussi avantageuse qu'elle était simple. Par ses leudes et ses soldats, il régnait sur les deux tiers au moins de la Gaule, et il régnait sur ses leudes par l'habitude de la guerre, par la discipline militaire, par l'appât des récompenses, par le sentiment d'orgueil national qui s'attachait à ses victoires. C'était lui qui avait créé son armée, et c'était à lui qu'elle ap-

partenait; mais à une condition, à la condition de la tenir occupée et satisfaite, en d'autres termes, à la condition de faire habituellement la guerre et de la faire toujours victorieusement et avec profit.

Ses expéditions Outre-Rhin lui avaient fourni l'occasion de discipliner son armée et de l'exercer à vaincre, mais elles ne lui avaient pas donné de grands moyens d'enrichir ses leudes. D'ailleurs, ces expéditions étaient terminées en 730; la victoire que Charles avait remportée cette année même sur Lanfried, duc des Allemanes ou des Suèves, semblait avoir mis fin pour quelque temps aux révoltes des Germains contre les Franks. Il lui fallait donc une nouvelle guerre pour occuper ses leudes, pour les tenir sous le frein de la discipline, et pour accroître avec son pouvoir ses richesses et ses moyens de se faire de nouveaux partisans. Mais, pour trouver le sujet de cette guerre, il n'avait qu'à tourner les yeux vers les bords de la Loire et de la Méditerranée.

Ce n'était certainement pas sans dépit et sans regret qu'il avait vu ces belles portions de la Gaule lui refuser obéissance, sous prétexte de dévouement et de fidélité pour les Mérovingiens; mais les prétextes ne lui manquaient pas non plus pour les attaquer et les reprendre. Aussi long-temps qu'il affectait de ne paraître que le lieutenant de Thierri IV, il pouvait se vanter de remplir un des premiers devoirs de son poste en poursuivant comme des rebelles tous les chefs des seigneuries indépendantes

du Midi. Eudon lui-même, bien qu'il fût mérovingien de race, et à ce titre souverain naturel d'une partie de l'Aquitaine, n'en avait pas moins outrageusement violé en maintes choses les droits de la monarchie mérovingienne. Il avait détaché d'elle par la ruse ou par la force plus de la moitié des pays sur lesquels il régnait, et s'il est vrai, comme il semble, qu'il eût fini par prendre le titre de roi des Franks, il s'était mis en hostilité directe contre ces fantômes mérovingiens de Chilpéric II et de Thierri IV, à qui Charles Martel faisait donner encore le nom de rois. Telles étaient les apparences dont Charles pouvait colorer une guerre contre le midi de la Gaule; quant aux vrais motifs pour lesquels il désirait et projetait cette guerre, ils n'avaient rien de commun avec ces apparences. Ce n'était pas un adversaire de Thierri IV qu'il voyait dans Eudon d'Aquitaine; c'était un ennemi personnel, un rival, qui le considérait comme usurpateur et se regardait comme le légitime héritier des rois franks. La Provence, l'Aquitaine, la Vasconie, les bords du Rhône, tous ces pays démembrés de la monarchie franke devenue celle des Carlovingiens, étaient des pays riches encore, où Charles était sûr de trouver du butin pour ses soldats, des bénéfices, des gouvernements pour ses leudes, et pour lui-même un surcroît de puissance et de gloire. Plus ces pays étaient devenus étrangers au reste de la Gaule franke et plus il devait y avoir de profit à les conquérir; quant à la Septimanie, en particulier, la tentative

de la reprendre sur les Musulmans était pour Charles une tentative aussi politique que glorieuse. En faisant la guerre aux ennemis du christianisme, il se donnait une belle excuse pour garder encore beaucoup des terres qu'il avait enlevées aux Églises, et même pour leur en ôter de nouvelles.

Si pressé qu'il fût de rompre avec Eudon, Charles voulait néanmoins mettre les apparences de son côté; il devait donc trouver quelque tort à celui qu'il avait résolu d'attaquer. Il prétendit qu'Eudon avait manqué au traité de 720, et lui envoya des députés pour se plaindre et demander réparation. Le duc d'Aquitaine prétendit n'avoir manqué en rien à Charles et ne lui devoir aucune réparation; la guerre fut décidée par ce démenti.

Comme les chroniques carlovingiennes ne disent pas un mot d'où l'on puisse, je ne dis pas connaître, mais soupçonner le point sur lequel Eudon était accusé d'avoir failli, et comme ce chef, alors serré de près par les Arabes, avait le plus grand intérêt à ne point provoquer Charles, il est plus que probable que les imputations de ce dernier n'étaient que des chicanes ou des faussetés.

Quoi qu'il en soit, Charles assembla son armée dans le printemps de 731, et fit ses préparatifs pour passer la Loire. Le duc Eudon, qui venait à peine de conclure avec Abi-Nessâ l'alliance dont j'ai parlé, fut obligé de courir à la défense de ses États du Nord au moment où il était pour lui de la plus haute importance de ne point s'éloigner des Pyrénées et

de se tenir à portée de soutenir son nouvel allié.

Les chroniqueurs carlovingiens ne parlent de cette première campagne de leur héros contre Eudon qu'avec cette désespérante sécheresse avec laquelle ils parlent de tout. « Charles passa la Loire, mit Eudon en fuite, fit beaucoup de butin et retourna dans son pays, après avoir ravagé l'Aquitaine deux fois dans cette même année. » Voilà tout ce que dit Frédégaire de la campagne dont il s'agit [1], et ses copistes sont encore plus brefs et plus vagues que lui; mais on trouve dans un hagiographe aquitain et contemporain, quelques détails qui me semblent se rapporter à cette même expédition, et mériter d'être employés ici [2].

D'après ce dernier récit, Charles arriva dans le Berri avant Eudon; et ses soldats que, pour le dire en passant, l'auteur aquitain nomme les Barbares, trouvant le pays sans défense, y ravagèrent et brûlèrent tout, sans excepter les lieux les plus saints. Charles, ayant le projet de s'établir dans le pays, mit le siége devant Bourges qui en était la capitale, et la prit de force ou par capitulation. Il y laissa une garnison, après quoi il paraît qu'il repassa la Loire, content d'avoir déjà un pied en Aquitaine.

Mais, à peine venait-il de se retirer, qu'Eudon, informé de la perte de Bourges, amena son armée sous les murs de cette place, l'assiégea de nouveau,

(1) Chronic. CVIII.

(2) S. Austrogesili vita. Labbe, Biblioth. MSS. tom. II. p. 356.

la reprit et en chassa la garnison franke. Il y passa quelques jours, rétablit partout l'ordre, et donna des marques multipliées de son humanité et de son respect pour les églises et les monastères.

Ce fut sans doute après la reprise de Bourges par le chef aquitain que Charles repassa la Loire pour avoir sa revanche de cet échec; mais rien n'annoncé qu'il gagnât un pouce de terrain dans cette seconde invasion. Tout se borna pour lui à piller et dévaster quelques villages de plus.

Il est à croire qu'Eudon ne resta pas à Bourges un jour au-delà de ce qu'exigeaient les nécessités de la guerre et se rapprocha le plus vite qu'il put des Pyrénées. Il s'était passé de l'autre côté de ces montagnes, durant son absence, des événements funestes pour lui.

Presque en même temps qu'Eudon se mettait en marche vers la Loire, l'émir général de l'Espagne, Abd el Rahman arrivait avec de grandes forces au pied des Pyrénées, pour y réprimer la rébellion d'Abi-Neseâ[1]. Celui-ci ne se conduisit pas comme on l'aurait attendu d'un chef de sa renommée, à la tête d'un parti considérable, ou peut-être les historiens ont-ils omis, dans le récit de sa catastrophe, les détails qui pouvaient faire honneur à

(1) Le récit de l'auteur arabe adopté par Conde (I. 24.) diffère sur plusieurs points de celui d'Isidore de Béja, que j'ai suivi de préférence, comme plus ancien, et généralement plus grave et mieux informé que les historiens arabes d'Espagne.

son courage. Quoi qu'il en soit, tout ce que l'on sait de lui, c'est qu'à l'approche d'Abd el Rahman il courut s'enfermer à Livia. Il se flattait sans doute de soutenir un siége dans cette place et d'y pouvoir attendre les secours de son beau-père Eudon; mais l'avant-garde d'Abd el Rahman le suivit de si près et avec tant de fougue qu'elle ne lui laissa pas le loisir de faire les moindres apprêts de défense. Abi-Nessâ eut à peine le temps de s'enfuir de la ville et de gagner les montagnes voisines avec quelques serviteurs et sa bien-aimée Lampagie. Il avait déjà pénétré dans une gorge écartée et déserte, où il lui semblait qu'il ne courait plus de risque d'être découvert. Il s'arrêta donc pour se délasser et apaiser la soif qui les tourmentait, sa belle compagne et lui, à côté d'une cascade qui s'élançait d'une haute masse de rochers sur une fraîche et verte pelouse. Ils se livraient au charme de se croire sauvés, lorsque tout à coup ils entendent un grand bruit de pas et de voix. Ils prêtent l'oreille et portent les yeux du côté d'où vient le bruit, et aperçoivent un détachement de soldats armés; c'était un de ceux qui les cherchaient. Leurs serviteurs prennent la fuite, Lampagie trop lasse ne peut les suivre, ni Abi-Nessâ abandonner Lampagie. En un clin d'œil, ils sont entourés d'ennemis. Isidore de Béja dit qu'Abi-Nessâ, pour ne point tomber vivant entre leurs mains, se précipita de haut en bas sur des rochers. Un historien arabe raconte qu'il mit l'épée

à la main, et se fit tuer de vingt coups de lance, en combattant pour la défense de celle qu'il aimait[1]. On lui coupa la tête, qui fut aussitôt portée à Abd el Rahman, auquel on conduisit de même prisonnière la malheureuse fille d'Eudon. Abd el Rahman la trouva si belle, qu'il crut devoir l'envoyer à Damas, au chef des croyants, n'estimant nul autre mortel digne d'elle.

Voilà quelles nouvelles attendaient Eudon à son retour des bords de la Loire, et qui, si tristes qu'elles fussent, n'étaient pourtant que le prélude d'événements plus graves encore. Rien ne s'opposait plus au projet qu'avait formé Abd el Rahman, dès son entrée au gouvernement de la Péninsule, de faire dans la Gaule une invasion plus terrible que toutes les précédentes; mais l'année 731 était désormais très avancée, et la prudence commandait de différer cette invasion jusqu'à la belle saison prochaine. Il paraît seulement qu'Abd el Rahman, au lieu d'aller passer à Cordoue le temps qui devait s'écouler jusque là, ne s'éloigna point des Pyrénées et s'occupa uniquement des apprêts de son expédition. Il dut se mettre en mouvement vers la fin d'avril ou vers les commencements de mai de l'année 732, les Pyrénées n'étant guère praticables plus tôt pour une armée. A prendre en considération divers témoignages épars çà et là dans

(1) Voir Conde (tom. I. 24).

l'histoire, il y a lieu de croire que Abd el Rahman n'avait pas accumulé toutes ses troupes sur le même point et qu'il en fit descendre par les Ports orientaux quelques détachements, dont les uns, réunis aux forces musulmanes stationnées à Narbonne ou à Carcassonne, menacèrent Toulouse, tandis que les autres s'avancèrent jusqu'aux bords du Rhône, où ils pouvaient s'aventurer sans beaucoup de risque [1]. Mais ces petites expéditions secondaires n'eurent aucun résultat notable, et le peu de bruit qu'elles purent faire se perdit de bonne heure dans le vaste tumulte de l'expédition principale à laquelle elles se rattachaient.

Le plan d'Abd el Rahman était de fondre directement du haut des Pyrénées sur la Vasconie et sur l'Aquitaine. Les Arabes avaient jusque là échoué dans toutes leurs tentatives pour pénétrer dans ces provinces par la vallée de l'Aude et par la Septimanie; il voulut les y mener par une voie nouvelle et ouvrir ainsi à l'islamisme une porte de plus sur la Gaule. Du reste il n'avait point immédiatement en vue une guerre sérieuse, une guerre de conquête dans le sens que les Arabes attachaient à ces termes; il ne voulait que marcher devant lui, que piller et dévaster le plus rapidement possible le plus de pays qu'il pourrait, venger la mort de ses prédécesseurs, El Samah et Anbessa, et rétablir ou accroître en-

(1) Conde. I. 25.

deçà des Pyrénées la terreur des armes musulmanes. C'est un point sur lequel les historiens arabes sont précis et d'accord entre eux, et démontré d'ailleurs par tous les détails connus de l'expédition même dont il s'agit. Rien ne s'y fait dans l'intention directe de conquérir et de s'établir sur la terre conquise, ni selon le mode de guerre approprié à cette intention; c'est pour avoir méconnu ce point ou pour en avoir fait abstraction que beaucoup d'historiens modernes se sont mépris sur les résultats sociaux et politiques d'une bataille dont je parlerai bientôt.

Ayant concentré son armée sur le haut Ebre, Abd el Rahman prit sa route vers les Pyrénées par Pampelune; il traversa le pays des Vascons ibériens, s'engagea dans la vallée d'Hengui, franchit le sommet depuis si célèbre dans les romans héroïques du moyen-âge sous le nom de Port de Roncevaux, et déboucha dans les plaines de la Vasconie gauloise par la vallée de la Bidouze[1]. Il paraît que les Arabes effectuèrent leur passage par un seul défilé et en une seule colonne, et c'est déjà une raison pour présumer qu'ils n'étaient pas en nombre prodigieux. Les meilleurs documents relatifs à l'expédition d'Abd el Rahman s'accordent à représenter son armée comme formidable par le nombre, mais sans essayer de marquer ce nombre, et l'on ne peut hasarder aujourd'hui à cet égard que des con-

(1) Isid. de Béja. Chronic. Moissiac.

jectures fort arbitraires. L'armée dont il s'agit se composait de divers corps de troupes, savoir: 1° d'une partie de la population arabe et berbère établie en Espagne depuis la conquête, 2° de renforts arabes arrivés d'Egypte, 3° de renforts arabo-africains venus de l'autre côté du détroit, 4° enfin d'aventuriers volontaires, accourus un à un ou par petits groupes des diverses parties de l'empire des khalifes pour partager la fortune d'Abd el Rahman. Un auteur arabe, en parlant des renforts venus d'Afrique, les signale comme nombreux, ce qui permet de les évaluer à dix ou douze mille hommes. Dans les idées et dans les habitudes des Arabes d'Afrique et d'Espagne, un corps de troupes de ce nombre passait pour une armée; c'est beaucoup, je crois, que de supposer aux Egyptiens la moitié du nombre précédent; et quant aux volontaires isolés, il n'y aurait point de vraisemblance à les compter pour plus de quelques centaines; si donc on porte de vingt à vingt-cinq mille hommes la partie de l'armée d'Abd el Rahman étrangère à la Péninsule, on en aura, je pense, la plus forte évaluation qu'il soit possible d'établir par conjecture. Quant à la partie de cette armée fournie par la population musulmane de l'Espagne, toute évaluation est encore plus complexe et partant plus arbitraire; mais, pour en avoir une plutôt exagérée que faible, j'en porterai le nombre de quarante à quarante-cinq mille hommes qui, réunis aux vingt-cinq mille étrangers, donneraient une masse de soixante-cinq

à soixante-dix mille combattants. L'histoire ne parle d'aucune résistance opposée à Abd el Rahman dans les redoutables défilés qu'il eut à franchir ; il avait déjà atteint les plaines quand il rencontra Eudon qui, à la tête de son principal corps d'armée, s'apprêtait à lui barrer le passage et à le rejeter dans les montagnes. Un écrivain arabe, très croyable sur ce point, affirme qu'Eudon, qu'il désigne très imparfaitement par le titre de comte de cette frontière, livra aux Arabes plusieurs combats dans lesquels il fut quelquefois vainqueur, mais plus souvent vaincu et obligé de reculer devant son adversaire de ville en ville, de rivière en rivière, de hauteur en hauteur, et fut poussé jusqu'à la Garonne dans la direction de Bordeaux [1].

Il était évident que le projet d'Abd el Rahman était de se porter sur cette ville, dont l'antique renommée et la richesse ne lui étaient probablement pas inconnues. Le duc passa donc la Garonne et vint prendre position sur la rive droite de ce fleuve, en avant de la ville, du côté qu'il croyait le plus nécessaire ou le plus facile de couvrir ; mais Abd el Rahman, sans lui laisser le temps de s'affermir dans sa position, passa la Garonne de vive force et livra aux Aquitains une grande bataille, dont on ne sait autre chose sinon que ceux-ci furent battus avec une perte immense ; Dieu seul sait le nombre de ceux qui y périrent, dit Isidore de Béja. Abd el

(1) Conde. I. 25.

Rahman, victorieux, se jeta sur Bordeaux, l'emporta d'assaut et le livra à son armée. Suivant les chroniques frankes, les églises furent brûlées et une grande partie des habitants passée au fil de l'épée. La chronique de Moissac, Isidore de Béja et les historiens arabes ne disent rien de pareil; mais, parmi ces derniers, il en est qui donnent à entendre que l'assaut fut des plus sanglants. Je ne sais quel grand personnage incomplètement désigné par le titre de comte y fut tué; c'était probablement le comte de la ville, que les Arabes prirent pour Eudon, et auquel, par suite de cette méprise, ils firent l'honneur de couper la tête [1]. Le pillage fut immense; les historiens des vainqueurs en parlent avec une exagération vraiment orientale; à les en croire, le moindre soldat aurait eu, pour sa part, force topazes, hyacinthes, émeraudes, sans parler de l'or, un peu vulgaire en pareil cas [2]. Le fait est que les Arabes sortirent de Bordeaux déjà embarrassés de butin, et qu'à dater de ce moment leur marche fut un peu moins rapide et moins libre qu'auparavant.

Laissant la Garonne derrière eux et prenant leur direction vers le Nord, ils arrivèrent à la Dordogne, la traversèrent et se jetèrent à l'aventure dans les pays ouverts devant eux, sans autre but que de grossir leur butin et sans plan bien arrêté, même

(1) Conde. loc. cit.

(2) Voir Ahmed el Mocri. MS. ar. 704.

dans ce but. Il est seulement très vraisemblable qu'ils se divisèrent en plusieurs bandes pour ne point s'affamer les uns les autres et pour mieux exploiter le pays. S'il est vrai, comme le rapportent des légendes et des traditions contemporaines, et comme il est facile de le croire, que l'une de ces bandes traversa le Limousin et qu'une autre pénétra jusqu'aux âpres montagnes d'où descendent le Tarn et la Loire, on concevra aisément qu'il n'en manqua pas pour visiter les parties de l'Aquitaine les plus accessibles et les plus riches ; il est même probable que quelques-uns de ces détachements de l'armée d'Abd el Rahman, plus aventureux que les autres ou plus avides du butin, traversèrent la Loire et se répandirent jusqu'en Burgondie. Ce que les légendes ou les chroniques disent de la destruction d'Autun et du siége de Sens par les Sarrazins, n'a point l'air d'une fiction pure ; or, des nombreuses invasions des Arabes en Gaule, il n'en est aucune à laquelle on puisse rapporter ces deux événements avec autant de vraisemblance qu'à l'invasion d'Abd el Rahman. On n'a point de particularités sur le désastre d'Autun ; mais ce que dit la chronique de Moissac de la destruction de cette ville ne doit probablement pas être pris à la lettre[1]. Quant à Sens, il ne fut pas attaqué par une aussi forte troupe qu'Autun ou se défendit mieux. La ville fut à ce qu'il paraît quelques jours entourée et

(1) Chronic. Moissiac. ad an. 725.

serrée de près; mais Ebbon, qui en était l'évêque et peut-être le seigneur temporel, soutint bravement plusieurs assauts à la tête des assiégés, et finit par surprendre et battre dans une sortie les Arabes qui, contraints de se retirer, se rabattirent sur le pillage des pays environnants[1].

On peut évaluer à trois mois l'intervalle de temps durant lequel les bandes d'Abd el Rahman parcoururent en tous sens les plaines, les montagnes et les plages de l'Aquitaine sans rencontrer la moindre résistance en rase campagne. L'armée d'Eudon avait été tellement battue sur la Garonne que les débris même en avaient disparu et s'étaient fondus en un instant dans la masse des populations consternées. Les champs, les villages, les bourgs restaient déserts à l'approche d'une de ces bandes, et celle-ci se vengeait des fuyards en détruisant et brûlant tout ce qu'ils avaient laissé derrière eux, récoltes, arbres fruitiers, habitations, églises. Les Musulmans en voulaient particulièrement aux monastères; ils les pillaient avec transport et les laissaient rarement debout après les avoir pillés. Les villes encloses de murs et les forteresses étaient les seuls endroits où les populations chrétiennes leur résistaient plus ou moins; et comme le but des envahisseurs se bornait à prendre et à détruire ce qui pouvait être vite pris ou vite détruit, il suffisait quelquefois d'une résistance médiocre pour les écarter d'une

(1) Vita S. Ebbonis Episcopi Senonensis. Scriptor. rer. fr. III.

place dont ils avaient ardemment convoité le butin.

C'est seulement vers les derniers temps du séjour d'Abd el Rahman en Aquitaine que l'on peut entrevoir, dans les opérations de ce chef, quelque chose qui ait l'air de tenir à un dessein suivi et semble supposer la réunion et le concert de ses forces jusque là éparses de divers côtés. Soit en Espagne, soit plus probablement dans le cours de son invasion en Gaule, il avait reçu des informations sur la ville de Tours et sur l'existence dans cette ville d'une célèbre abbaye, dont le trésor surpassait celui de toute autre abbaye et de toute autre église de la Gaule. Sur ces informations, Abd el Rahman avait résolu de marcher sur Tours, de le prendre et d'enlever, avec le trésor de l'abbaye, les dépouilles de la ville qu'il savait bien n'être pas à dédaigner. Dans cette vue, il réunit ses forces et prit à leur tête le chemin de Tours ; arrivé à Poitiers, il en trouva les portes fermées et la population en armes sur les remparts, décidée à se bien défendre. Ayant investi la ville, il en prit un faubourg, celui où se trouvait l'église fameuse de Saint-Hilaire, pilla l'église et les maisons, après quoi il y mit le feu, et de tout le faubourg il ne resta que les cendres [1]. Mais là se borna le succès; les braves Poitevins, enfermés dans leur cité, continuèrent à faire bonne contenance; et lui, ne voulant pas perdre là un temps qu'il espérait mieux employer à Tours, pour-

(1) Fredeg. Chronic. ad an. 732.

suivit sa marche vers cette dernière ville. Il y a des historiens arabes qui affirment qu'il la prit; mais c'est une erreur manifeste; il est même incertain s'il en commença le siége. Tout ce qui paraît constaté, c'est qu'il menaça la place de fort près et qu'il était encore aux environs lorsque des obstacles imprévus vinrent à la traverse de ses plans.

Il me faut ici revenir au duc des Aquitains, au brave et malheureux Eudon; on conçoit tout ce qu'il y avait de triste et d'amer dans la position de ce chef après la bataille de Bordeaux. Sans armée, comme déchu, voyant ses Etats à la merci d'un ennemi dévorant, il n'y avait au monde qu'un seul personnage capable de le relever promptement de sa détresse, et ce personnage, c'était Charles, c'est-à-dire un ennemi qu'il craignait, auquel il ne pardonnait pas de lui avoir perfidement déclaré la guerre l'année précédente, à l'instant où il se croyait sur le point de nouer de graves démêlés entre ces mêmes Musulmans de l'Espagne, maintenant ses vainqueurs. Toutefois l'urgente nécessité du moment l'emporta sur l'orgueil, sur les ressentiments du passé et sur les craintes de l'avenir; Eudon se rendit en toute diligence à Paris, se présenta à Charles, lui raconta son désastre, et le conjura de s'armer contre les Arabes avant qu'ils eussent achevé de dépouiller et de ravager l'Aquitaine et que la tentation leur prît d'en faire autant en Neustrie[1]. Charles consentit à

(1) Isidor. Pacens. Chronic. Chronicon Moissiac.

tout, mais à des conditions qui, comme nous le verrons par la suite, allégeaient beaucoup pour Eudon le fardeau de la reconnaissance. Des mesures furent prises pour réunir dans le plus court délai possible toutes les forces des Franks.

Un historien arabe rapporte un entretien assez curieux qu'il suppose avoir eu lieu en cette occasion entre Charles et l'un des personnages venus auprès de lui pour solliciter son appui contre Abd el Rahman. « Oh! quel opprobre va rejaillir de nous sur nos neveux! dit ce personnage; les Arabes nous menaçaient; nous sommes allés les attendre à l'Orient, et ils sont arrivés par l'Occident! Ce sont ces mêmes Arabes qui, en si petit nombre et avec si peu de moyens, ont soumis l'Espagne, pays si peuplé et de si grands moyens; comment se fait-il donc que rien ne leur résiste à eux qui n'usent pas même de cottes de maille à la guerre! — Mon conseil, fait-on répondre Charles, est que vous ne les attaquiez pas au début de leur expédition; ils sont comme le torrent qui emporte tout ce qui s'oppose à lui. Dans la première ardeur de leur attaque, l'audace leur tient lieu de nombre et le cœur de cotte de maille; mais donnez-leur le temps de se refroidir, de s'encombrer de butin et de prisonniers, de se disputer à l'envi le commandement, et à leur premier revers ils sont à nous [1]. »

Ces discours ne sont certainement qu'une invention de l'historien qui les rapporte, mais curieux

(1) Ahmed el Mocri, MS. ar. 704. fol. 72.

pourtant et même historiques, en ce sens qu'ils vont bien à l'événement et peignent fidèlement l'état dans lequel les Franks allaient rencontrer les Arabes. Charles eut, pour rassembler ses troupes, à peu près le même intervalle de temps qu'Abd el Rahman pour ravager en tout sens les diverses contrées de l'Aquitaine, et l'instant où l'on voit ce dernier concentrer ses forces pour marcher sur Tours dut correspondre assez exactement à celui où Charles se trouva prêt de son côté à entrer en campagne; c'était vers le milieu de septembre. Aucun historien ne dit où Charles passa la Loire; mais tout autorise à présumer que ce fut à Orléans.

Abd el Rahman était encore sous les murs ou aux environs de Tours, lorsqu'il apprit que les Franks s'avançaient à grandes journées. Ne jugeant pas à propos de les attendre dans cette position, il leva aussitôt son camp et recula jusqu'au voisinage de Poitiers, suivi de près par l'ennemi qui le cherchait; mais l'immense train de butin, de bagages, de prisonniers que son armée menait avec elle, embarrassant de plus en plus sa marche, finissait par lui rendre la retraite plus chanceuse que le combat. Au dire de quelques historiens arabes, il aurait été un moment sur le point de commander à ses soldats d'abandonner tout ce périlleux butin et de ne garder que leurs armes et leurs chevaux de bataille[1]. Un pareil ordre était dans le caractère d'Adb el Rahman; cependant il n'osa pas le don-

(1) Conde. I. 25.

ner et résolut d'attendre l'ennemi dans les champs de Poitiers, entre la Vienne et le Clain, se flattant que le courage des Arabes suffirait à tout. Les Franks ne tardèrent pas à paraître. Les chroniques chrétiennes, carlovingiennes et autres, ne renferment pas le moindre détail concernant cette mémorable bataille de Poitiers. Celle d'Isidore de Béja est la seule où l'on en trouve une espèce de description, mais une description qui n'est célèbre que par son étonnante barbarie et son obscurité. Néanmoins, faute de mieux, elle a son prix et présente même des traits intéressants, dont quelques-uns sembleraient avoir été recueillis de la bouche d'un arabe témoin oculaire. Ce sont ces divers traits que je vais tâcher de saisir, en les combinant avec le peu que les historiens arabes des temps postérieurs présentent là-dessus de positif.

Les deux armées s'abordèrent avec un certain mélange de curiosité et d'effroi bien naturel entre deux peuples si divers, également braves et renommés à la guerre. Il n'est pas douteux qu'il n'y eût dans l'armée de Charles beaucoup de Gallo-Romains; aussi Isidore de Béja en a-t-il fait l'armée des Européens (qu'il nomme Europenses), et les Arabes disent qu'elle était composée d'hommes de diverses langues[1]. Mais les Franks, surtout ceux d'Austrasie, en faisaient la portion d'élite, la mieux armée, la plus belliqueuse et la plus imposante.

(1) Conde. I. 25.

C'était la première fois qu'eux et les Arabes se trouvaient en présence sur un champ de bataille, et tout permet de croire que ces derniers n'avaient point vu jusque là d'armée en si belle ordonnance, si compacte dans ses rangs, tant de guerriers de si haute stature, décorés de si riches baudriers, couverts de si fortes cottes de maille, de boucliers si brillants, et ressemblant si bien par l'alignement de leurs files à des murailles de fer. Il n'est donc pas étonnant qu'il se rencontre dans le récit d'Isidore des traits où perce, à travers l'impropriété barbare de la diction, l'intention de peindre l'espèce de surprise que durent éprouver les Arabes à la première vue de l'armée franke[1]. Quant à la force numérique de cette armée, elle est inconnue; mais on doit présumer qu'elle était pour le moins aussi nombreuse que celle des Arabes; les historiens de ces derniers la qualifient d'innombrable.

Abd el Rahman et Charles restèrent une semaine entière, campés ou en bataille, en face l'un de l'autre, différant d'heure en heure, de jour en jour, à en venir à une action décisive, et s'en tenant à des menaces, à des feintes, à des escarmouches; mais au lever du septième ou du huitième jour, Abd el Rahman, à la tête de sa cavalerie, donna le signal d'une attaque qui devint promptement gé-

(1) Gentes septentrionales, in ictu oculi, ut paries immobiles permanentes, sicut et zona rigoris glacialiter manent adstricti... Gens Austriæ mole membrorum prævalida, et ferra manu per-ardua pectorabiliter ferientes....

nérale. Les chances du combat se balancèrent avec une sorte d'égalité entre les deux partis jusque vers les approches du soir. Alors un corps de Franks pénétra dans le camp ennemi, soit pour le piller, soit pour prendre à dos les Arabes qui combattaient en avant et le couvraient de leurs files. S'apercevant de cette manœuvre, la cavalerie musulmane abandonna aussitôt son poste de bataille pour courir à la défense du camp, ou, pour mieux dire, du butin qui y était entassé. Ce mouvement rétrograde bouleversant tout l'ordre de bataille des Arabes, Abd el Rahman accourut à toute bride pour l'arrêter; mais les Franks, saisissant l'instant favorable, se jetèrent sur le point où était le désordre, et il y eut là une mêlée sanglante où périrent beaucoup d'Arabes et Abd el Rahman lui-même.

Tel fut, d'après un écrivain musulman, la circonstance de la bataille de Poitiers la plus funeste pour les Arabes[1]. Maintenant, pour combiner cet incident, très vraisemblable en lui-même et que rien ne contredit avec la partie la plus claire et la plus positive du récit d'Isidore, il faut supposer qu'après avoir perdu leur général et des milliers des leurs, les Arabes réussirent néanmoins à regagner leur camp aux approches de la nuit, tandis que les Franks retournèrent de leur côté dans le leur, avec un commencement de victoire plutôt

(1) Conde. I. 25. p. 88.

que décidément victorieux; aussi se disposaient-ils à poursuivre le combat le lendemain. Ils sortirent dès l'aube de leur camp et se rangèrent en bataille, dans le même ordre que la veille, s'attendant à voir les Arabes en faire autant en face d'eux; mais, à leur grande surprise, il n'y avait dans le camp de ceux-ci ni mouvement, ni bruit, encore moins l'agitation et le tumulte qui précèdent une bataille. Personne ne paraissait hors des tentes; personne n'allait ni ne venait, et plus les Franks écoutaient ou regardaient, et plus leur surprise et leur incertitude allaient croissant.

Des espions sont envoyés pour reconnaître les choses de plus près; ils pénètrent dans le camp, ils visitent les tentes; elles étaient désertes. Les Arabes avaient décampé dans le plus grand silence pendant la nuit, abandonnant tout le gros de leur immense butin, et s'avouant vaincus par cette retraite précipitée bien plus qu'ils ne l'avaient été dans le combat.

Les Franks, toujours étonnés de cette fuite, refusèrent d'y croire et la prirent d'abord pour une ruse de guerre; il leur fallut attendre, rôder, fouiller de toutes parts à l'entour, pour s'assurer que les Arabes étaient vraiment partis et leur avaient abandonné le champ de bataille et leur butin.

Ils ne songèrent point à les poursuivre et se partagèrent gaîment les dépouilles des malheureux Aquitains, qui ne firent ainsi que changer d'ennemis.

Voilà tout ce que j'ai pu recueillir de moins vague et de moins incertain sur cette bataille de Poitiers, tant célébrée et si mal connue. Sans doute elle fut glorieuse pour le nom chrétien, pour les Franks et pour Charles, à qui elle valut, dit-on, son surnom de Martel, équivalent à celui de fléau des Sarrazins; mais on en a certainement exagéré l'importance et les résultats quand on a dit qu'elle avait décidé en Europe du triomphe définitif du christianisme et de la civilisation de l'Occident sur l'islamisme et sur le génie arabe; quand on a supposé qu'elle avait été plus nécessaire, plus grande ou plus décisive que plusieurs autres, gagnées avant et après sur les mêmes ennemis, et pour la même cause, par les Gallo-Romains et par les Franks. Cette assertion et cette supposition ne sortent pas des faits et ne s'y rangent pas.

Il est du reste assez singulier que, parmi les historiens arabes comme parmi les chrétiens, la bataille de Poitiers ait été fréquemment confondue avec celle de Toulouse et que l'on ait transporté les circonstances de celle-ci à la première. Dans divers écrivains arabo-espagnols les deux batailles sont désignées par le même nom, par celui de *Balat el Choada* (le pavé, la chaussée des martyrs); mais le plus probable, c'est que cette désignation a été primitivement celle de la bataille de Toulouse et doit y être restreinte.

XXV.

CONQUÊTE DE LA PROVENCE PAR CHARLES MARTEL. — HUNALD DUC D'AQUITAINE. — LES ARABES EN PROVENCE. — GUERRES DE CHARLES MARTEL CONTRE EUX. — PEPIN. — PREMIÈRE GUERRE DE PEPIN EN AQUITAINE. — VAIFRE.

Les chefs de ce qui restait de l'armée arabe va à Poitiers prévirent aisément que le bruit de leur défaite marcherait plus vite qu'eux et qu'à ce bruit les populations vascones ne manqueraient pas de reprendre une attitude hostile contre les Musulmans de leur voisinage. Ils craignirent, s'ils essayaient de rentrer en Espagne par les défilés occidentaux des Pyrénées, de n'y pouvoir avancer qu'à travers les embuscades et les surprises. Il y avait moins d'inconvénient pour eux à faire leur retraite par la Septimanie; ils se dirigèrent donc droit sur Narbonne, où, en effet, ils arrivèrent sans avoir rencontré d'ennemi. Une fois en sûreté dans cette ville, ils purent enfin envoyer en Espagne des nouvelles de leur défaite à Poitiers, de la mort de leur brave général, et de l'issue funeste d'une expédition si heureuse au début. Ces tristes nouvelles furent transmises rapidement de Cordoue en Afrique, et

d'Afrique en Syrie; elles causèrent partout une vive douleur aux Musulmans, et l'ardeur conquérante des Arabes d'Espagne en parut même un instant abattue.

Obeïda el Caïsi, gouverneur suprême de l'Afrique, nomma aussitôt Abd el Melek ben Cotan pour aller commander dans la Péninsule, et celui-ci partit en toute hâte avec des renforts de cavalerie et d'infanterie[1]; mais nous verrons bientôt qu'il n'était pas l'homme dont l'Espagne avait besoin dans ce moment critique.

Les suites de la bataille de Poitiers furent au [illegible]heuses pour les Aquitains que pour [illegible]. Charles Martel n'avait pris les armes contre ceux-ci que dans l'espérance de pouvoir les tourner ensuite contre les premiers; il convoitait trop ardemment la domination de l'Aquitaine pour manquer une si belle occasion de l'obtenir. Il se trouvait au cœur des États d'Eudon, à la tête d'une armée puissante, victorieuse, dévouée, et cela dans un moment où Eudon n'avait pu rallier encore les débris dispersés de ses forces. La tentation était grande, Charles n'y résista pas. Peu content d'avoir sauvé l'Aquitaine, il voulut l'avoir conquise et la tint pour conquise; il contraignit Eudon à le reconnaître pour souverain de tous ses Etats, et à lui jurer fidélité et soumission comme sujet[2].

(1) Conde. I. 26.

(2) Annal. Metens. ad an. 732.

A la violence et à la force Eudon n'avait pour le moment à opposer que la ruse et la fausseté; il prêta à Charles tous les serments exigés, mais bien résolu au fond du cœur de ne pas perdre un instant pour se mettre en état de les violer. A ce prix il détermina son auxiliaire à repasser la Loire avec les Franks, et recouvra la possession de l'Aquitaine et de la Vasconie; mais une partie de ses États fut dès lors perdue pour lui, et en particulier tout ce qu'il avait possédé au-delà du Rhône. Son autorité sur la Provence n'avait probablement jamais été bien assurée, même dans les temps où il avait été regardé comme le défenseur naturel de toute la Gaule méridionale contre les Musulmans d'Espagne; mais tout annonce qu'à dater de sa défaite sous les murs de Bordeaux il n'eut plus aucun pouvoir ni sur la Provence, ni sur nul autre des pays entre le Rhône et les Alpes. Les seigneurs de ces diverses contrées, qui avaient quelque temps reconnu Eudon pour chef, n'eurent plus dès lors aucune relation ni avec lui, ni avec les autres Mérovingiens encore rois de nom, ni avec les carlovingiens, déjà depuis long-temps rois de fait.

Il paraît que ce même Mauronte, que nous avons déjà vu en Provence figurer à la tête des seigneurs du pays, y hérita de toute l'influence échappée à Eudon, et y devint le chef le plus actif et le plus puissant de toute cette portion de la Gaule.

Du reste, malgré ses pertes, et au milieu de toutes les difficultés de sa position, Eudon ne perdit pas

le cœur et parvint assez promptement à réorganiser l'Aquitaine et la Vasconie, surtout cette dernière, qui avait un peu moins souffert que l'autre de l'invasion des Arabes. Les Vascons d'outre les Ports n'avaient pas plus tôt appris la défaite d'Abd el Rahman à Poitiers qu'ils s'étaient soulevés contre le gouvernement de Cordoue; Pampelune, Astorgue et quelques autres villes de la même contrée étaient revenues au pouvoir des chrétiens. La frontière de la Vasconie gauloise se trouvait déjà par-là assez bien couverte, et Eudon ne perdit pas un moment pour achever d'en assurer la défense par ses propres moyens.

Il faisait bien de se hâter; à peine débarqué d'Afrique en Espagne avec les renforts qui l'avaient suivi, le nouvel émir de la Péninsule, Abd el Melek ben Cotan se porta tout de suite à cette frontière et fit diverses tentatives pour pénétrer de nouveau en Vasconie; mais aucune ne lui réussit. Abd el Melek était un vieillard d'environ quatre-vingt-dix ans; il serait naturel d'attribuer à son grand âge son peu de succès à la guerre. Cependant ce vieillard n'était pas un homme ordinaire, il paraît que les années n'avaient rien affaibli en lui, ni l'énergie du caractère, ni la bravoure militaire, ni la capacité de supporter les fatigues. Ce qui le rendait impropre à commander à des soldats aussi fiers et aussi ombrageux que les Arabes, c'était moins son âge que sa violence, sa dureté et son avarice. Quoi qu'il en soit, ce fut à lui seul que la voix publique

imputa les revers des armes musulmanes, et le khalife Hecham lui écrivit, dit-on, pour lui demander comment il s'y prenait pour échouer dans toutes ses entreprises contre les infidèles de la Gaule[1].

Piqué d'une question si dure, il y voulut répondre par un effort plus heureux. Il rassembla toutes ses forces, pour essayer encore une fois de pénétrer dans la Vasconie gauloise par la vallée de Roncevaux; mais cette dernière tentative ne lui réussit pas mieux que les précédentes. Repoussé par les Vascons montagnards, probablement secondés par les troupes d'Eudon, il fut poursuivi jusqu'au voisinage de l'Ebre, et laissa jonchés de morts les sentiers escarpés par où il s'enfuit[2].

Ce fut à la suite de ce nouvel échec que le gouverneur suprême de l'Egypte, de qui dépendait l'Afrique et par conséquent aussi l'Espagne, choisit pour remplacer dans cette dernière province le malencontreux Abd el Melek, un autre chef à tous égards bien supérieur, Okba ben el Hedjadj. Toutefois cette disposition n'eut aucun effet pour le moment; l'Afrique était depuis plusieurs années le théâtre d'une guerre des plus sanglantes entre les Arabes et les Berbères; et Obeïd Allah, après avoir donné (en 734 ou 735) le gouvernement de l'Espagne à Okba, fut obligé de le retenir en Afrique, n'ayant

(1) Objurgatus à rege Iscemo quòd omnia improsperè ei cederent quæ cum Francis gerebat. — Isidor. Pacens. Chronic.

(2) Conde. I. 26. — Isidor. Pacens. Chronic. loc. cit.

point d'autre général que lui capable de dompter les Berbères révoltés. De la sorte, Abd el Melek resta provisoirement à la tête des affaires de la Péninsule et ne les mena pas plus heureusement que par le passé.

Il nous faut maintenant revenir à Charles Martel, pour considérer de plus près l'ensemble de sa position à la suite de sa victoire de Poitiers. On a vu tout à l'heure quel parti il tira de cette victoire pour s'agrandir et se fortifier dans la Gaule; on a vu qu'il saisit avidement l'occasion de se faire reconnaître par Eudon, pour le souverain de l'Aquitaine et de la Vasconie. Après un tel succès, il ne lui restait plus, pour achever de rejoindre à la monarchie mérovingienne toutes les pièces qui s'en étaient détachées après la bataille de Vinci, qu'à reconquérir la Provence et les pays de l'ancien royaume de Burgondie, situés entre les Alpes et le Rhône, à partir de Lyon.

L'entreprise présentait de grands avantages, et peu de difficultés. A l'exception peut-être de la Provence proprement dite, qui avait pu conserver une sorte d'unité, le reste des pays dont il s'agit avait été morcelé en petites seigneuries, dont aucune peut-être n'excédait les limites d'un diocèse. Dans le cas même où elles auraient mis leurs forces et leurs intérêts en commun, ces seigneuries n'auraient pas été redoutables pour Charles Martel; à plus forte raison ne l'étaient-elles pas dans l'isolement où tout annonce qu'elles restèrent.

Charles se mit en campagne au printemps de 733, traversa la portion de la Burgondie qui lui était soumise, descendit jusqu'à Lyon, et commença par la conquête de cette ville celle qu'il voulait faire de toute cette partie du sud-est de la Gaule. Les auteurs des chroniques disent que toutes les autres cités situées sur la rive gauche du Rhône, au-dessous de Lyon, furent de même soumises l'une après l'autre; mais ils n'en donnent ni le nombre, ni le nom[1]; on voit seulement que Vienne et Valence durent être des principales.

Aussitôt qu'il eut reconquis la ville de Lyon, Charles en donna le gouvernement à ses fidèles, et c'est indubitablement ce qu'il fit dans toutes les autres. Arrivé aux confins du pays, il y plaça, dit Frédégaire, ses leudes les plus habiles et les plus braves, pour tenir tête aux rebelles et aux infidèles[2].

Il résulte clairement de ce passage de Frédégaire, surtout si on le rapproche de ceux qui y font suite et à l'ensemble desquels il tient, que dans cette première expédition en Provence, Charles Martel s'arrêta sur les bords de la Durance et ne la passa point. Ainsi les rebelles en face desquels il posta ses leudes, à la garde de ses nouvelles conquêtes, étaient les Provençaux proprement dits, particu-

(1) Annal. Francor. — Annal. Fuld. ad an. 733. Scriptor. rer. fr. II.

(2) Fredeg. Chronic. Cont. II. CIX. Annal. Metens. ad an. 733.

lièrement les Arlésiens et les Marseillais, qu'il ne se crut pas pour lors en mesure de soumettre. Avignon fut donc la dernière, c'est-à-dire la plus reculée au midi des villes que Charles Martel remit cette fois sous la domination franke. Quant aux infidèles auxquels il est également dit qu'il opposa la barrière de ses leudes, il n'y a pas de doute que ce ne fussent les Arabes de la Septimanie, dont en effet les nouvelles acquisitions du chef carlovingien n'étaient plus séparées que par le courant du Rhône.

De tant de guerres où il avait été engagé depuis qu'il était le maître de la monarchie franke, Charles n'en avait point fait encore de si courte, de si aisée, ni d'aussi avantageuse que cette dernière. Elle avait mis à sa disposition des duchés, des comtés, des villes, des bénéfices, par lesquels il pouvait enfin récompenser les longs services de ses leudes; et par-là se trouvait d'autant allégée pour lui la nécessité périlleuse où il avait été jusque là d'abandonner à ses hommes de guerre une grande partie des biens de l'église.

A peine avait-il terminé cette conquête, que la fortune sembla lui offrir l'occasion d'en poursuivre et d'en achever une autre bien plus importante et qui lui était bien plus à cœur.

Accablé par l'âge et plus encore par les agitations, les fatigues et les dernières traverses de sa vie, Eudon venait de mourir en 735.

J'ai tâché, autant que me l'a permis l'insuffisance

des documents historiques, de montrer comment ce chef était parvenu à se faire une force et un appui de la résistance des populations aquitaines et vascones à la domination franke. Il ne fut certainement point un homme ordinaire, celui qui, contemporain et adversaire d'un Charles Martel, ne fut ni éclipsé ni subjugué. Rien peut-être n'atteste si bien aujourd'hui les grandes qualités d'Eudon que l'inique et grossière malveillance avec laquelle l'ont traité les chroniqueurs carlovingiens, adulateurs serviles de ses ennemis. Pas un d'eux ne dit un mot des conquêtes par lesquelles il se fit un État qui comprenait le tiers de la Gaule; pas un ne fait la moindre allusion à ses guerres continues avec les Musulmans d'Espagne ni à ses victoires sur eux. Mais leurs réticences ne sont rien en comparaison de leurs calomnies; ils lui imputent, avec une effronterie stupide, des méfaits dont rien n'autorise à supposer qu'il eût jamais eu même la pensée. A les en croire, ce fut par dépit d'avoir été vaincu par Charles Martel, dans une guerre où l'inique agression de celui-ci est mieux constatée que sa victoire, qu'Eudon alla chercher au-delà des Pyrénées ces terribles légions d'Arabes qui le battirent et pillèrent presque toutes ses villes. Pour pouvoir proférer un si absurde mensonge il fallait taire un fait grave et certain; il fallait taire que ce fut aux sollicitations d'Eudon que Charles Martel marcha contre les Arabes; aussi pas un de ces chroniqueurs ne le dit.

On ne sait pas en quel lieu de ses États mourut Eudon; mais ses restes furent portés dans un monastère de l'île de Rhé, fondé par lui. Il avait vécu au moins soixante-dix ans.

Il laissait trois fils, l'un nommé Rémistan, le second Hunald et le troisième Atton. Il est très probable que le premier n'était point légitime; car, bien qu'on le voie figurer avec éclat dans les affaires d'Aquitaine, rien ne porte à croire qu'il eût jamais la moindre part au gouvernement du pays.

Pour ce qui est de Hunald et d'Atton, Eudon les avait eus tous les deux de la même épouse, de Waltrude, fille d'un certain duc nommé Walchise, lié par le sang aux Carlovingiens. Eudon n'ayant point fait, par testament, de partage de ses États, Hunald et Atton possédèrent par indivis l'Aquitaine et la Vasconie; mais tout annonce que le partage ne tarda pas à devenir fort inégal entre les deux frères. Hunald était l'aîné, et à ce titre il pouvait avoir déjà quelque prépondérance sur Atton; mais ce fut surtout par la supériorité du caractère et de l'intelligence qu'il établit son ascendant dans les affaires communes à l'un et à l'autre. On ne sait pas au juste quel était son âge quand il succéda à son père; mais à conjecturer on trouverait qu'il ne pouvait guère avoir moins de trente ans.

C'était, pour Charles Martel, un moment de haute importance que celui de la mort d'Eudon; c'était le moment de faire reconnaître par les fils la suprématie avouée par le père de la Gaule-franke sur

l'Aquitaine et sur la Vasconie, ou de recourir, en cas de refus, à la décision des armes.

Je soupçonnerais volontiers que Charles, qui savait sans doute aussi bien que personne ce que valaient de son temps les serments de soumission arrachés par la force à des hommes avides de pouvoir et d'indépendance, ne se flattait guère de voir Hunald tenir les engagements contractés par Eudon. Il s'attendait probablement à un déni de soumission et se proposait alors d'entrer en Aquitaine les armes à la main, se promettant une conquête aisée d'un pays qu'il supposait n'avoir pu se remettre en trois ans, à peine écoulés depuis l'invasion d'Abd el Rahman, de la désolation et de la faiblesse où l'avaient laissé cette invasion.

Charles Martel, aussitôt Eudon mort, fit sommer Hunald et Atton de se reconnaître pour ses sujets, ou, comme on disait alors, pour ses fidèles. Hunald refusa cette reconnaissance avec toute la fierté aquitaine, et Charles, déjà prêt d'avance à le châtier, prit son chemin vers la Loire, la passa, entra en Aquitaine et s'avança, à ce qu'il paraît, jusqu'aux bords de la Garonne. Toutes les chroniques frankes parlent de cette expédition, mais plus vaguement encore que de beaucoup d'autres et avec moins d'accord[1]. Les unes disent que Charles s'empara de l'Aquitaine sans combat, et celles-là sont démen-

(1) Annal. Petav. Tiliani. Francor. Fuld. etc., in scriptor. rer. franc. tom. II.

ties par d'autres qui parlent de guerre et de batailles sans en marquer le résultat. Une seule, qui concilie toutes les précédentes autant qu'elles peuvent l'être, rapporte que Charles, après avoir contraint Hunald à lui jurer fidélité, lui donna le duché d'Aquitaine [1].

Un écrivain du midi de la Gaule, qui avait certainement sous les yeux d'autres documents que les chroniques citées sur cette expédition de Charles Martel, en donne, bien que trop sommairement encore, une idée beaucoup plus juste que celles-ci. «Eudon étant mort, dit-il, Charles prit les armes contre ses fils et leur fit beaucoup de mal; mais la lutte ayant ses vicissitudes et beaucoup d'hommes ayant été tués de part et d'autre, les deux partis conclurent une alliance qui ne devait pas durer long-temps [2].»

Il résulte clairement de ce dernier témoignage et de son rapprochement avec les chroniques carlovingiennes que Charles Martel trouva l'Aquitaine beaucoup mieux refaite qu'il ne l'avait supposé de son désastre récent; il en résulte que sa guerre contre Hunald fut une guerre sérieuse, où il eut ses revers et dont l'issue ne répondit ni à ses prétentions ni à ses espérances.

La paix fut rétablie entre les deux chefs dans le

(1) Annal. Metenses ad an. 735. Scriptor. rer. fr. tom. II. p. 684.

(2) Adonis. Chronic.

courant de 736, mais il n'est pas aisé de dire à quelles conditions. Peut-être faut-il admettre que Charles contraignit Hunald à lui jurer soumission et fidélité pour le duché d'Aquitaine. Mais ces sortes de serments avaient pour l'ordinaire si peu de valeur par eux-mêmes, ils exprimaient si mal la véritable relation de ceux qui les prêtaient à ceux qui les exigeaient, que l'historien doit se méfier un peu de l'importance qu'ils semblent avoir quand on les entend à la lettre. C'est peut-être à cette guerre, ou pour mieux dire à cette reprise de guerre entre les Aquitains et les Franks, qu'il faut rapporter la cause et le début de l'opposition et des inimitiés que nous verrons éclater plus tard entre Hunald et son frère Atton. Une chronique raconte que ce dernier fut emprisonné en 736, un peu avant ou après le rétablissement de la paix[1]. Si le fait est vrai, il y a lieu de présumer qu'il s'était dès lors élevé quelque discorde entre les deux fils de Eudon; et qu'Atton, dominé ou peut-être opprimé par Hunald, avait cherché à se rapprocher de Charles Martel et à s'en faire un appui. Quoi qu'il en soit de ses motifs, l'emprisonnement d'Atton ne fut que passager, et celui-ci recouvra bientôt non-seulement sa liberté, mais une certaine part au gouvernement de l'Aquitaine.

Si la domination de Charles Martel ne faisait pas de progrès au-delà de la Loire, elle était en péril

(1) Annal. Nazar. Scriptor. rer. franc. II.

aux bords du Rhône. La conquête qu'il avait faite en 733 de toutes les villes importantes le long de ce dernier fleuve, depuis Lyon jusqu'à Avignon inclusivement, avait excité une grande agitation dans toutes ces contrées, dont les habitants, soit Burgondes, soit Gallo-Romains, avaient toujours répugné au gouvernement des Franks. Les chefs indépendants de ces villes et de ces contrées ne pouvaient voir de bon œil ces leudes de Charles Martel par lesquels ils venaient d'être dépouillés de leurs seigneuries, et il n'y a pas à douter qu'ils ne s'évertuassent de tous leurs moyens pour s'affranchir de cette nouvelle conquête, comme ils s'étaient affranchis de la première.

Au-delà de la Durance, dans la Provence proprement dite, à Arles, à Marseille, et plus à l'est jusqu'aux bords du Var, ce retour des Franks vers le Midi troublait bien davantage encore les populations et les chefs. Il était évident pour eux tous que Charles Martel ne s'arrêterait pas aux rives de la Durance, qu'au premier moment favorable il passerait cette rivière et s'avancerait jusqu'à la mer, pour reconquérir tout ce qui avait une fois appartenu aux Mérovingiens. Et ce qui ne leur était pas moins évident, c'était l'impuissance où ils étaient, avec leurs seules forces, de résister à celles des Franks. Si quelque chose peut donner une idée de l'horreur de ces chefs pour la domination franke, horreur qu'il faut bien supposer que les hommes du pays partageaient plus ou moins avec eux, c'est sans doute l'expédient

extrême dont ils s'avisèrent pour l'éviter. Mauronte qui, comme on s'en souviendra, commandait dans la Provence arlésienne, était le plus puissant, le plus actif et le plus déterminé de ces chefs. La plupart se joignirent à lui, tant de ceux qu'avait déjà dépossédés Charles Martel que de ceux qui prévoyaient qu'ils allaient l'être à leur tour. Ayant délibéré tous ensemble sur leur position, ils prirent le parti d'appeler les Arabes en Provence et de se mettre sous leur protection contre les Franks.

L'histoire ne fournit ni les éclaircissements, ni les particularités nécessaires pour apprécier sainement et d'assez haut les motifs d'une résolution si passionnée et si étrange pour des hommes qui étaient chrétiens, du moins à leur manière ou à celle de leur temps, et auxquels rien n'autorise à supposer en cette occasion le projet d'abandonner leur foi. Néanmoins il n'est pas difficile, en rapprochant avec un peu de critique et de réflexion les données encore subsistantes sur ce point singulier de l'histoire du midi de la Gaule, de le présenter sous un aspect très différent de celui des chroniques monacales, et plus approchant de la vérité. Il me faut pour cela revenir d'abord un moment à l'état de l'Espagne arabe.

J'ai dit à quel point le vali général de ce pays, Abd el Melek ben Cotan, était devenu impopulaire à cause de la mauvaise réussite des attaques réitérées qu'il avait dirigées contre Eudon et contre les peuples des Pyrénées occidentales. Il n'était ni plus

aimé, ni plus considéré pour son gouvernement intérieur; les meilleurs historiens arabes, entre autres Ibn Baskoual, l'accusent de violence et d'iniquité dans ses jugements et dans toute sa conduite[1]. Les valis provinciaux prenaient prétexte des murmures universels contre leur chef pour ne pas lui obéir, sans être d'ailleurs plus équitables ou plus modérés que lui; c'était un état général de souffrance et d'anarchie dans lequel les Arabes semblaient avoir perdu toute capacité, non-seulement de faire de nouvelles conquêtes, mais de garder celles qu'ils avaient faites.

Entre ces divers chefs, tous ennemis les uns des autres, tous plus ou moins odieux et plus ou moins haïs, un seul faisait exception, un seul soutenait l'honneur du nom arabe et de l'islamisme; c'était Ioussouf ben Abd el Rahman, le vali de Narbonne. On ne sait précisément ni par qui ni quand il fut élu gouverneur de la Septimanie, mais ce dut être par Abd el Rahman el Gafeki, immédiatement avant la grande invasion de l'Aquitaine, ou par Abd el Melek, aussitôt après la bataille de Poitiers. Quoi qu'il en soit, il était vali de Narbonne au commencement de l'année 734[2]; et il n'y a aucun doute qu'il ne fût déjà, dans ce poste, ce qu'il se montra depuis, lorsqu'il fut appelé à jouer un rôle capital dans les destinées de l'Espagne arabe, c'est-à-dire

(1) Ahmed el Mocri. MS. ar. 705. fol. 4.

(2) Chronic. Moissiac. ad an, 734.

homme magnanime, vaillant guerrier, juge équitable pour tous, pour les chrétiens comme pour les Musulmans, le premier en un mot des Arabes andalousiens.

Tel fut le chef auquel s'adressèrent les seigneurs provençaux, ennemis de Charles Martel, et avec lequel ils traitèrent dans le cours de l'année 734, et par l'intermédiaire de Mauronte, à ce qu'il paraît[1]. Il est difficile de supposer que le mérite de Ioussouf, son renom de bravoure et de justice ne furent pour rien dans la démarche de ces chefs. Il y a quelque autre chose de difficile à supposer, c'est qu'il n'y eut aucune espèce de transaction entre les seigneurs chrétiens et l'émir de Narbonne.

Quelle que fut la répugnance des premiers pour Charles Martel et pour les Franks, il n'y a point d'apparence qu'ils voulussent se mettre complètement, eux et les leurs, à la merci des Musulmans, et tout autorise, tout oblige même à croire qu'il y eut, dans cette circonstance, entre Ioussouf et Mauronte, un traité en forme plus ou moins analogue à ce qui se pratiquait d'ordinaire entre les conquérants arabes et les peuples qui acceptaient leur domination.

Dans cette hypothèse il fut probablement convenu que Ioussouf occuperait militairement au-delà du Rhône, et particulièrement en Provence, une étendue déterminée de pays, qu'il en aurait le

(1) Annal. Fuldens. — Chronic. Fontanellense, ad an. 739.

gouvernement supérieur, et que les chefs locaux, conservant sous lui leurs titres et leurs fonctions de comtes, de ducs ou de patrices, continueraient à régir le pays selon les lois et les coutumes établies.

Quant aux pays non compris dans la stipulation, il est évident que le chef musulman dut se réserver le droit de leur faire la guerre et de les traiter selon ses convenances religieuses ou politiques.

Nous verrons que les traits les plus positifs des chroniques, relativement à celles des invasions arabes dont il s'agit ici, s'accordent avec ces hypothèses, plutôt qu'ils ne les excluent. Du reste, quelle que fût la nature de l'accord de Ioussouf avec les seigneurs provençaux, et quelles qu'en fussent les conditions, cet accord put être longuement discuté, car il ne paraît pas qu'il fût conclu avant la fin de l'année 734; et malgré l'anarchie qui régnait alors dans la Péninsule, je présume qu'il reçut l'assentiment du vali général.

Ioussouf ne leva sans doute pas beaucoup de troupes en Septimanie, où la population arabe ne pouvait être considérable et où il y aurait eu péril à dégarnir les places principales, telles que Narbonne et Carcassonne; mais il est probable qu'il lui vint d'outre les Ports un grand nombre de guerriers commandés ou volontaires, également empressés de tenter sous lui les hasards d'une expédition au-delà du Rhône. Je soupçonne aussi qu'il enrôla beaucoup de Septimaniens auxquels il ne répugnait

nullement d'aller, à la suite des Musulmans, en quête de butin chez des chrétiens de leur voisinage et de leur langue. Aucune histoire ne dit à quel nombre de combattants monta l'armée levée par Ioussouf, mais cette armée avait besoin d'être forte, et, à l'évaluer par conjecture, on ne peut la porter à moins de vingt-cinq ou trente mille hommes.

Ioussouf, à la tête de ces forces, passa le Rhône probablement peu au-dessus du point où le fleuve se partage en deux bras pour former le fertile et sauvage delta de la Camargue; il visait, et c'était même là le but capital de son expédition, à s'emparer de la ville d'Arles, encore alors la principale, non-seulement de la Provence, mais de la Gaule entière; il y entra pacifiquement, comme il était naturel après une transaction entre le général musulman et le seigneur du pays. La chronique de Moissac, qui atteste cette circonstance essentielle de l'entrée de Ioussouf à Arles, ajoute, il est vrai, que le chef arabe s'empara des trésors de la ville, ce que l'on a généralement entendu d'un pillage tel qu'il aurait pu avoir lieu à la suite d'un assaut. En ce sens, les termes de la chronique de Moissac auraient quelque chose de fort suspect; il est beaucoup plus naturel et plus simple de les entendre du tribut ordinaire de guerre que toute ville payait aux Musulmans en se soumettant à eux[1].

(1) Yussephibin Abderahman..... Arelate civit. pace ingreditur, thesauros civitatis invadit.... Chronic. Moissiac. ad an. 735.

D'Arles les Arabes remontèrent le Rhône jusqu'à la Durance, la traversèrent, et, avec l'impétuosité naturelle aux hommes de leur race et de leur croyance, se jetèrent sur les pays récemment conquis par Charles Martel et actuellement régis et gardés par ses fidèles[1]. L'issue de leur brusque invasion était d'autant moins douteuse qu'ils avaient pour eux un parti puissant dans le pays. Les leudes de Charles s'enfuirent sans combattre ou battus. Avignon et tous les pays circonvoisins, qui formaient alors un comté dont cette ville était le chef-lieu, passèrent tout d'un coup des mains des Franks à celles des Arabes[2].

Ces derniers ne s'arrêtèrent pas là; après avoir laissé garnison dans la forteresse d'Avignon, ils continuèrent leur marche vers le nord, le long du Rhône. Des écrivains arabes affirment de la manière la plus positive que les troupes de l'émir de Narbonne parvinrent jusqu'à Lyon, s'y fortifièrent et s'y établirent, ce qui impliquerait que les fidèles de Charles Martel furent aussi expulsés de cette ville, comme d'Avignon et de plusieurs autres places sur la rive gauche du Rhône. Si le fait est vrai, comme il est vraisemblable, il achève de démontrer que le plan de Ioussouf, et du parti provençal qui avait eu

(1) Annal. Metens. — Chronic. Fontan. ad an. 736.

(2) Castrum Avenione munitissimum per fraudem quorumdam Provincialium ceperunt, comitatumque illum obtinuerunt. Annal. Met. ad an. cit.

recours à lui, était d'enlever à Charles et aux Franks tous les pays qu'ils avaient conquis en 733.

Avec ces divers événements qui semblent tenir à des combinaisons de guerre et de politique, il n'est pas impossible de concilier ce que rapportent certaines chroniques des ravages exercés en ce même temps dans la Gaule par les Arabes. Ces chroniques ont sans doute compris parmi les ravages qu'elles ont voulu signaler les faits de guerre petits ou grands, les actes d'hostilité, à la suite desquels les Franks abandonnèrent les bords de la Durance et du Rhône. Toutefois, et la circonstance est importante à noter, c'est en Aquitaine et en Burgondie, c'est-à-dire dans des pays qui n'avaient pu entrer pour rien dans les conventions entre Ioussouf et les Provençaux, que les chroniques citées mettent principalement le théâtre des dévastations dont il s'agit[1].

Il est impossible d'attacher des dates précises au petit nombre d'incidents plus ou moins connus de cette expédition de l'émir de Narbonne; mais il est sûr que ces incidents se succédèrent avec rapidité, et il y a tout lieu de croire qu'avant la fin de l'année 736 les Arabes occupaient militairement la rive gauche du Rhône, depuis ses embouchures jusqu'à Lyon, et que le gros de leurs forces était concentré

(1) Penè totam Aquitaniam vastant, latè alias provincias igne ferroque superant, Burgundiam dirâ infestatione deprædantur.
Adonis, Chronic. ad an. 736, 737.

dans la Provence arlésienne, où il semble qu'ils avaient le projet de s'établir à demeure, comme en une contrée dont la possession se liait naturellement à celle de la Septimanie[1].

Ces succès de Ioussouf ben Abd el Rahman prouvent que les Arabes s'étaient promptement relevés de la consternation de leur défaite à Poitiers, et qu'ils étaient loin d'avoir renoncé à leurs projets d'invasion ou de conquête dans la Gaule. Ce n'était pas tout; il venait de se faire, dans la situation intérieure de l'Espagne, un changement qui coïncidait de la manière la plus heureuse avec ces succès et semblait devoir en garantir le développement et la durée.

Okba ben el Hedjadj, après avoir remporté plusieurs victoires sur les Berbères, était descendu vers la fin de l'année 736 en Espagne pour en prendre enfin le gouvernement qui lui était conféré depuis deux ans. Parmi les chefs nombreux auxquels ce gouvernement était échu depuis Tarik et Moussa, nul n'en avait été plus digne qu'Okba, nul

(1) Ahmed el Mocri (MS. 704.—fol. 72.) contient un passage important d'Ibn Hayan qui ne peut se rapporter à nulle autre expédition qu'à celle de Ioussouf, si, comme tout oblige à le croire, il a quelque fondement historique. Or, Ibn Hayan affirme expressément dans ce passage que les Arabes, après avoir pris Avignon, poussèrent jusqu'à Lyon. Sur ce point donc il dit plus que les chroniques frankes; mais comme il est d'ailleurs, et pour l'ensemble, assez d'accord avec celles-ci, je n'ai pas hésité à en faire usage, pour les éclaircir et les compléter autant que possible.

n'avait montré un plus bel ensemble de qualités et de vertus. Les circonstances de son élection ont quelque chose de si particulier et qui lui fait tant d'honneur, que je cède au plaisir de les rapporter, tout en reconnaissant qu'elles peuvent passer pour un hors-d'œuvre dans un sujet où les Arabes ne figurent qu'épisodiquement.

Lorsque Obeïd Allah fut nommé gouverneur de l'Egypte, Okba, qui était connu de lui, vint aussitôt le trouver dans l'espoir d'en obtenir du service; et il ne pouvait s'adresser mieux, nul homme ne connaissant si bien son mérite et ne pouvant être plus charmé de le mettre en évidence. Obeïd Allah était entouré d'une compagnie nombreuse au moment où Okba parut en sa présence, et pour lui faire honneur il le fit asseoir avec lui sur le même coussin. Le gouverneur avait des fils présents à cette réception; c'étaient des jeunes gens pleins d'arrogance et de présomption; ils furent choqués de voir leur père, le second personnage de l'empire, traiter avec tant de distinction un homme que, suivant eux, il aurait suffisamment honoré d'un de ses regards. Ils murmurèrent et poussèrent l'insolence jusqu'à reprocher en termes amers, à leur père, sa considération pour Okba. « Comment, lui dirent-ils, peux-tu t'abaisser ainsi avec un sauvage, avec un chétif Arabe du désert, et cela en présence des plus nobles chefs de Koreïch et des vrais Arabes? Ne crains-tu pas de déplaire à ceux-ci et que leur inimitié ne retombe sur nous? Et si le

commandeur des croyants vient à être informé de la préséance que tu accordes à cet homme obscur sur d'illustres Koreïchites, penses-tu qu'il n'en sera pas mécontent?—Mes enfants, répondit Obeïd Allah avec douceur, vous me dites là des choses graves; j'avoue qu'elles ne m'étaient point venues à l'esprit, mais je vous promets d'y penser. »

Le lendemain matin il convoqua une réunion plus solennelle et plus nombreuse que celle de la veille, envoya chercher Okba, le fit asseoir au milieu de l'assemblée et prit lui-même place au-dessous de lui. Quand tout le monde fut venu, Obeïd Allah fit appeler ses fils qui, en arrivant furent fort étonnés de tout ce qu'ils virent, ne soupçonnant pas où leur père en voulait venir.

Obeïd Allah se leva alors avec dignité, commença par louer Dieu et par invoquer le prophète, après quoi s'adressant à l'assemblée, il dit : « O vous tous, « hommes qui m'écoutez et qui avez entendu hier « mes fils insulter l'homme que voici (et il désignait « Okba de la main), j'atteste devant Dieu et devant « vous que cet homme est Okba, fils d'el Hedjadj, « du plus noble sang de Hareth. C'est Eblis (le « démon) qui a parlé par la bouche de mes fils, et « je viens ici aujourd'hui pour écarter, s'il se peut, « de leurs têtes la malédiction réservée aux pervers « et aux ingrats, en faisant à Okba la réparation qui « lui est due. »

Là-dessus Obeïd se tut un moment, et ses paroles furent vivement applaudies de toute l'assemblée,

Ses fils humiliés se levèrent pour se retirer; mais il les retint d'autorité et les obligea à rester. Se tournant ensuite vers Okba, « Mon seigneur, lui dit-il, il t'est dû ici quelque chose; et c'est par moi. Choisis de l'Afrique ou de l'Espagne; celui de ces deux gouvernements qui te plaît le plus est à toi. » Okba choisit l'Espagne, en disant : « C'est un pays de guerre continue, et cette guerre est celle que j'aime. » Et Obeïd Allah le nomma alors gouverneur de l'Espagne[1].

Les effets d'un pareil choix répondirent à l'intention magnanime avec laquelle il avait été fait. La seule attente d'Okba, d'un chef aussi renommé pour son intégrité et pour sa justice, avait commencé en Espagne une réforme qu'il poursuivit sans faiblesse et sans relâche, dès son arrivée. Il se déclara le protecteur de tous les opprimés, quelle que fût leur croyance, et déposa tous les chefs qui s'étaient montrés avares et cruels dans l'exercice de leurs fonctions. Quant à son prédécesseur Abdelmelek, il ne le trouva pas sans doute aussi coupable que le faisaient ses accusateurs; puisqu'au lieu de le destituer et de le renvoyer en Afrique, il lui confia le commandement de la frontière orientale.

On attribue à Okba plusieurs des institutions qui contribuèrent le plus aux progrès de l'ordre public dans la Péninsule. Jusque là la justice avait été

(1) J'ai tiré ce trait, en l'abrégeant un peu, de l'histoire anonyme de la conquête de l'Espagne jointe à la chronique d'Ibn el Kauthir, MS. arabe de la biblioth. du roi, n° 706.

rendue par les chefs militaires ; ce fut lui qui établit dans les villes, et même dans les principaux villages, des cadis, officiers purement judiciaires. Il institua une force armée pour la poursuite des malfaiteurs, il créa des écoles de lecture, à l'entretien desquelles il affecta une portion déterminée des revenus de l'État, fit construire une multitude de mosquées grandes ou petites selon le besoin des lieux, et y plaça des prédicateurs pour l'instruction religieuse du peuple[1].

Au milieu de ces réformes sociales, Okba ne perdait pas de vue un grand dessein militaire dont ces mêmes réformes étaient à ses yeux comme la base et le point d'appui. Il avait résolu de passer les Pyrénées avec des forces aussi grandes que celles d'Abd el Rahman, et de pousser jusqu'à la Garonne ou jusqu'à la Loire une invasion d'autant plus redoutable qu'elle devait coïncider avec celle d'Youssouf au-delà du Rhône.

Charles Martel déconcerta un peu ce plan en attaquant Youssouf avant qu'Okba eût terminé les préparatifs de sa descente en Aquitaine. Au printemps de 737 il partit pour reprendre Lyon et les autres villes des bords du Rhône, qui venaient de lui être de nouveau enlevées. La garnison arabe de Lyon n'était pas en état de résister aux Franks ; elle ne les attendit pas[2] et se replia rapidement sur

(1) Conde. tom. I. 27.

(2) Ibn Hayan. MS. 704. fol. 72.

Avignon, où il est probable qu'elle s'arrêta pour renforcer les Musulmans chargés de la défense de cette ville. L'avant-garde de Charles Martel ne tarda pas à y arriver, se flattant peut-être d'enlever la place par un coup de main; mais couverte par une citadelle qui la dominait du haut d'un roc escarpé, la place était forte, et la garnison arabe résolue à la bien défendre. Les Franks furent donc obligés d'en entreprendre le siége en forme et de construire toutes les machines de guerre nécessaires pour la battre. Aucune chronique ne donne les détails du siége; mais tout annonce qu'il dut être difficile, meurtrier et assez long. Avignon fut pris d'assaut; les vainqueurs passèrent au fil de l'épée tous les Arabes qui leur tombèrent entre les mains, et mirent le feu à la ville, après en avoir égorgé tous les habitants[1]. Si barbares que fussent encore alors les Franks, l'excès de leur cruauté, dans ce cas particulier, a quelque chose d'insolite qui a besoin d'être expliqué. Il est très probable que la population avignonaise avait secondé de son mieux les hostilités des seigneurs provençaux et des Arabes contre les Franks, et ceux-ci ne se croyaient tenus à aucune espèce de ménagement envers des hommes qu'ils

(1) Voir la chronique de Moissac, et surtout les annales de Metz, qui sont celles où l'événement est rapporté de la manière la plus précise et avec le plus de détails. — Selon Ibn Hayan, les Arabes auraient évacué Avignon avant l'arrivée des Franks, et les Provençaux auraient seuls soutenu le siége contre les Franks; mais son assertion est une méprise évidente.

regardaient comme des traîtres et comme des complices des maudits Sarrazins. Du reste, ce que disent les chroniques carlovingiennes de la destruction d'Avignon et du massacre de ses habitants ne doit pas être entendu d'une destruction absolue ni d'un massacre total. Charles Martel y laissa comme la première fois une garnison, et cette circonstance suffirait seule pour prouver que la ville, à quelque point qu'elle fût dévastée et dépeuplée, ne fut cependant pas anéantie.

Charles, ayant ainsi remis sous sa domination toute la rive gauche du Rhône, depuis Lyon jusqu'à la Durance, et ayant encore deux ou trois mois à donner à la poursuite de ses avantages, avait à choisir entre deux partis. L'un, et à ce qu'il semble le plus naturel, était de passer la Durance, d'entrer dans la Provence occidentale, et de chercher à s'emparer d'Arles, qui était toujours le quartier-général des Arabes. L'autre était plus hardi, et le succès en eût été plus décisif; ce fut celui que préféra Charles Martel. Il considéra qu'en se jetant dans la Septimanie et en poussant rapidement jusqu'à Narbonne, il avait la chance de trouver cette ville mal gardée et de l'emporter par un coup de main, ou du moins par un siége pressé vivement. Au pis aller, il était sûr de trouver la plupart des villes et le plat pays sans défense, et d'y faire en toute sécurité des dégâts et du butin.

Il passa donc le Rhône et se précipita tout d'une haleine sur Narbonne; mais il trouva la place mieux

défendue qu'il ne s'y attendait. Un chef nommé Hatim, et le même sans doute que Ioussouf avait laissé derrière lui pour son lieutenant, y commandait les forces arabes[1], probablement accrues de beaucoup de fuyards que les Franks avaient dû pousser devant eux. Charles fit aussitôt investir la place et dresser de toutes parts les machines d'usage pour battre les remparts et pour couper toute communication avec le dehors.

Informé du péril de Narbonne, Okba se pressa de la secourir; il y envoya une armée aux ordres d'un général que la chronique de Moissac nomme Amer Ibn el Laith, auquel il fut enjoint de passer les Pyrénées et de se rendre en toute hâte à Narbonne, pour en faire lever le siége ou pour en renforcer la garnison.

Cette armée était déjà en-deçà des Ports lorsque Charles Martel fut averti de son approche. Un moment incertain de ce qu'il devait faire, il se décida à laisser une partie de ses forces autour de la place assiégée, et s'avança avec l'autre au-devant des renforts arabes. Il les rencontra à cinq ou six milles de Narbonne, dans la vallée où coule le petit fleuve de Berre, lequel, descendu des montagnes des Corbières, va se perdre dans l'étang salé de Sigean. Les chroniques carlovingiennes se contentent de dire qu'il y eut là une sanglante bataille, dans laquelle les Sarrazins furent vaincus et restèrent pour la

(1) Chronic. Moissiac. — Annal. Metens. ad an. 737.

plupart sur la place, sans ajouter un mot sur ce que devinrent les débris de l'armée vaincue.

Un écrivain arabe[1] qui parle de cette bataille en rend un compte un peu différent et qui s'accorde mieux avec l'ensemble des faits. Il ne dissimule point la perte des siens ni le grand nombre de Musulmans qui souffrirent le martyre en cette occasion, mais il affirme que la portion la plus brave de l'armée arabe se fit jour, l'épée à la main, à travers les Franks; arriva à Narbonne, y entra et força les assiégeans à se retirer.

Il est sûr que Charles Martel continua quelque temps le siége de cette place et qu'il ne la prit pas. Ce résultat ne permet guère de regarder sa victoire de Berre comme bien complète ou bien importante, ni de douter qu'une partie au moins des renforts envoyés au secours de Narbonne ne parvînt en effet à sa destination. Il y a des auteurs arabes qui font honneur à Okba de la conquête de Narbonne; c'est une méprise grossière, mais qui toutefois s'explique par le bruit que put faire une expédition ordonnée par lui et qui sauva des mains des Franks la capitale de la Septimanie.

Piqué d'avoir manqué sa proie, Charles voulut du moins n'être pas venu en vain en Septimanie; il ravagea en se retirant les villes qui se trouvaient

(1) C'est toujours Ibn el Hayan, déjà cité plusieurs fois à propos des expéditions de Charles Martel contre les Arabes de Provence.

sur son chemin et se détourna pour ravager celles qui n'y étaient pas. Parmi ces dernières on compte deux villes d'origine phocæenne, Agathe et Maguelone. On ne dit pas jusqu'à quel point il dévasta la première, mais il détruisit la seconde de fond en comble. Arrivé à Nîmes, il en abattit les remparts et les portes, et parce que les Arabes, à l'exemple des Gallo-Romains ou des Goths, se servaient ou pouvaient se servir des arènes comme d'une forteresse, il y fit mettre le feu; mais l'incendie, qui a laissé partout dans ce grand monument des marques ineffaçables, n'en détacha pas une pierre[1].

Les Septimaniens ne furent pas mieux traités que leurs villes; partout où les Franks passèrent, ils pillèrent à outrance; de partout ils enlevèrent une multitude immense de captifs, qu'ils poussaient devant eux comme des troupeaux, ou accouplés deux à deux comme des chiens, selon l'expression d'un chroniqueur contemporain. Cette expédition avait quelque chose de mémorable pour les Franks; il y avait près de deux siècles et demi qu'ils dominaient aux bords de la Meuse, de la Seine, de la Loire, et c'était pour la première fois qu'ils parcouraient et voyaient à loisir la Septimanie, ce noble foyer de la civilisation romaine dans la Gaule, et dont les chroniqueurs franks eux-mêmes ne nommaient les cités qu'avec une sorte de respect pour leur antique renommée. Mais ce malheureux pays

(1) Chronic. Moissiac. loc. cit.

ne gagna rien à être le dernier envahi par les Franks; il est douteux que les guerriers de Clovis s'y fussent montrés plus barbares et plus inhumains que ne le furent ceux de Charles Martel; peut-être seulement faut-il imputer une certaine part des cruautés de ces derniers à l'horreur qu'ils avaient pour les Arabes. En apprenant l'invasion de Charles Martel, Okba ne s'était pas contenté d'envoyer des troupes au secours de Narbonne; il avait jugé nécessaire de hâter son expédition dans la Gaule, en avait promptement terminé les préparatifs, et peut-être les Franks n'avaient-ils pas encore quitté la Septimanie, lorsqu'il se mit en marche vers les Pyrénées, à la tête d'une nombreuse armée.

Il était déjà arrivé à Saragosse et prêt à pénétrer sur le territoire des Vascons espagnols qui, effrayés de ses forces, s'apprêtaient de leur côté à lui livrer leurs villes et les défilés de leurs montagnes, lorsqu'il reçut d'Afrique des nouvelles qui renversèrent tous ses plans. Les Berbères, qu'il semblait avoir domptés par deux ans de combats, venaient de reprendre les armes, plus menaçants que jamais, et le gouverneur de la province lui enjoignait d'y passer au plus vite et avec le plus de troupes qu'il pourrait, afin de ramener une seconde fois les révoltés à l'obéissance[1].

Okba retourna sur-le-champ à Cordoue, se donna à peine le temps de prendre quelques mesures pour

(1) Conde. tom. I. p. 93.

le maintien de l'ordre en Espagne pendant son absence, et courut s'embarquer pour l'Afrique avec une partie des troupes qu'il avait d'abord espéré mener en Aquitaine. Ce n'était pas la première fois que la lutte obstinée des Berbères avec les Arabes faisait diversion aux projets de ceux-ci contre les chrétiens de la Galice et de la Gaule, et nous verrons bientôt que ce ne fut pas non plus la dernière.

Le départ d'Okba allait replonger la Péninsule dans l'anarchie dont elle sortait à peine; il allait surtout compromettre le résultat de l'expédition de Ioussouf en Provence, expédition qui par elle-même, et sans l'appui direct du gouvernement de Cordoue, n'était plus qu'une tentative téméraire. Cependant les dernières victoires de Charles Martel n'ôtèrent point aux chefs provençaux ni à leurs alliés musulmans l'espoir de lasser la persévérance de ce terrible adversaire, ni le courage de guerroyer de nouveau contre lui. A peine les Franks étaient-ils rentrés dans leur pays que Mauronte et les Arabes d'Arles repassèrent la Durance; attaquèrent de nouveau Avignon, le reprirent et en chassèrent pour la seconde fois la garnison de Charles Martel. Ils s'emparèrent de même de toute la portion de la contrée environnante qui formait le comté d'Avignon, mais on ignore s'ils poussèrent au-delà. Les documents ne fournissent là-dessus aucun indice même vague[1].

Ils avaient assez bien pris leur temps pour cette

(1) Annal Metens. ad an. 739.

nouvelle attaque; elle eut lieu vers la fin de l'année 737 ou au commencement de la suivante, dans un moment où Charles Martel était obligé de marcher vers le Nord contre les Saxons qui venaient de se révolter; mais le délai ne fut pas long. Au mois de mai de 739 il assembla une armée formidable, à la tête de laquelle il se rendit à Lyon. De là il fit sa troisième descente le long du Rhône, et reprit pour la troisième fois Avignon. Mais pour le coup il ne s'arrêta pas là; il passa la Durance, s'avança jusqu'à la mer, s'empara de Marseille et remit, disent les chroniques, toute la Provence sous l'empire des Franks. Ce fut dans le cours de cette même campagne qu'il prit la ville d'Arles, et en chassa les Arabes et leur allié, le patrice Mauronte. Cette conquête lui fut plus disputée que l'on ne serait tenté de le croire d'après la sécheresse des chroniques frankes. Plus historiques en ce point que celles-ci, les traditions du pays parlent encore des combats alors livrés par les chrétiens aux Arabes, dans Arles même ou aux environs. Elles désignent encore pour un des campements des Sarrazins la colline de Mont-Majour, long-temps fameuse par le monastère de ce nom. L'antique chapelle bâtie sur la pente orientale de cette colline passe encore pour un monument érigé par les Franks, en souvenir de leur victoire, sur les infidèles. Les innombrables et fameux tombeaux des Champs-Élysées d'Arles, avant d'être tous enlevés ou détruits, étaient montrés

comme les tombeaux des guerriers chrétiens morts dans cette pieuse guerre.

Le gros des Arabes chassé de la Provence arlésienne, se retira en Septimanie ou en Espagne; mais quelques bandes composées de ce qu'il y avait parmi eux de moins discipliné et de plus aventurier, cherchèrent un asile dans les lieux les plus sauvages de la Provence, pour y vivre de rapine et de brigandage. La plus forte de ces bandes s'établit à la Garde-Frainet, repaire inaccessible sur des hauteurs escarpées et parmi de vastes forêts de pins, à trois ou quatre milles à l'ouest de Saint-Tropez; mais elle n'eut pas le temps d'y prendre pied. Elle en fut chassée par Charles Martel lui-même, qui se concerta pour cette opération avec Liutprand, roi des Lombards.

Ainsi se termina l'expédition de Ioussouf ben Abd el Rahman en Provence et son alliance avec Mauronte. C'est au séjour de quatre ou cinq ans que firent alors les Arabes dans cette province que se rapportent plusieurs légendes des moines provençaux sur les ravages et les cruautés des infidèles dans cette contrée, celle entre autres du massacre des cinq ou sept cents moines de Lerin, et des quarante religieuses de Marseille qui se coupèrent le nez et se déchirèrent le visage pour ne point tenter les désirs impurs des Musulmans. Si ces légendes ne sont pas de tout point fabuleuses, du moins ont-elles une forte apparence d'exagération,

et il ne me semble pas superflu d'en faire la remarque, parce qu'elles ont contribué en quelque chose à fausser l'opinion sur le point d'histoire auquel elles se rattachent.

C'est de cette dernière campagne des Franks dans les pays entre les Alpes et le Rhône que l'on peut dater les commencements de la domination carlovingienne sur ces pays. Les leudes que Charles Martel y laissa, cette fois comme les précédentes, n'y furent sans doute pas moins détestés qu'auparavant; mais toute opposition organisée et armée contre eux cessa dès l'instant où elle fut anéantie. La ligue des seigneurs provençaux avec les Arabes de la Septimanie fut dissoute, et il fallait désormais de nouvelles occasions, pour déterminer de nouveaux soulèvements. Après avoir une fois soumis la Provence, ou pouvant se flatter de l'avoir soumise, Charles Martel tourna aussitôt ses regards d'un côté qui piquait encore plus son ambition. Sa tâche politique n'était point remplie; il lui restait toujours à convertir en pouvoir immédiat et réel cette souveraineté illusoire et nominale sur l'Aquitaine que lui avait donnée la soumission d'Eudon, qu'elle eût été ou non suivie de celle de Hunald; en d'autres termes, il lui restait à chasser la race de Charibert de toute cette part de la monarchie mérovingienne qu'elle possédait depuis plus d'un siècle à titre d'héritage ou de conquête.

Il méditait dans ce dessein de nouvelles hostilités contre Hunald, et lui envoya Lanfred, abbé

de Saint-Germain, on ne sait pas bien en quel caractère ni avec quelle commission. Le chef aquitain, qui se défiait à bon droit des projets de Charles, prit son député pour un espion et le fit emprisonner. Il paraît que cet acte de vigueur embarrassa Charles et suspendit l'exécution de ses projets. Tout était encore indécis entre les deux adversaires, et Lanfred était encore prisonnier, au mois d'octobre 741, lorsque Charles mourut.

Il laissait trois fils, l'aîné nommé Carloman, le second Pepin et le troisième Grippon. Celui-ci était né à Charles d'une concubine qu'il avait enlevée dans une de ses expéditions Outre-Rhin et n'était pas tenu pour légitime; cependant, grace aux intrigues de sa mère, il fut admis au partage que Charles fit de ses États avant de mourir.

La monarchie franke, telle que l'avait faite et la laissait ce dernier, comprenait tous les pays sur lesquels avaient régné les plus puissants d'entre les Mérovingiens, à l'exception de l'Aquitaine et de la Bavière. Ces deux derniers ne sont point nommés parmi ceux que Charles transmit directement à ses fils. C'est une omission qui mérite d'être observée; elle est une preuve directe et frappante que Charles regardait l'Aquitaine et la Bavière comme des États distincts de la monarchie franke, malgré le droit qui résultait pour lui de la soumission des chefs de ces États. On voit qu'il n'appréciait guère ce droit au-delà de sa valeur.

Maintenant, quant aux pays qui composaient le

véritable corps de la monarchie franke, voici comment Charles les partagea entre ses fils; Carloman eut l'Austrasie, la Thuringe et la Souabe, qui avait déjà changé de nom et s'appelait ordinairement Allemanie; et à Pepin furent données la Neustrie et la Burgondie, dans leurs anciennes limites, comme sous leur ancien nom, auxquelles il faut ajouter la Provence proprement dite, la dernière des conquêtes de Charles Martel. Pour Grippon, comme il était admis à l'héritage paternel par exception et par faveur, il fut convenu que sa part se réduirait à quelques comtés détachés en pareil nombre des parts de ses deux frères[1].

(1) Annal. Metens. ad an. 741.

XXVI.

COMMENCEMENTS DE PEPIN. — VAIFRE, DUC D'AQUITAINE. — RÉVOLUTION DANS LE GOUVERNEMENT DE L'ESPAGNE ARABE.

Le partage que Charles Martel avait fait des conquêtes frankes entre ses fils était un acte important, et, à certains égards, un acte de sinistre augure pour ses descendants. Il rompit tout à coup cette heureuse unité dont l'empire frank jouissait depuis long-temps, par le pur bénéfice du hasard. Il remit en pleine vigueur l'usage barbare de morceler l'empire, à la mort de chaque monarque, en autant d'États séparés que celui-ci laissait de fils; mais cet usage était sacré pour les Franks, et il n'eût pas été au pouvoir de Charles Martel de le violer, lors même qu'il en aurait eu la pensée.

Il est à remarquer que les anciennes divisions territoriales de la monarchie mérovingienne sont maintenues, dans ce traité, dans les mêmes limites et sous les mêmes dénominations d'Austrasie, de Neustrie et de Burgondie. Ainsi donc ces divisions étaient encore usitées, avaient encore un reste de vie. Il y a plus; il est probable que les oppositions nationales, que les rivalités politiques qui s'y étaient

jadis ralliées n'avaient pas encore tout-à-fait cessé. Il me semble en voir la preuve dans la différente manière dont Carloman et Pepin débutèrent dans leur règne, le premier en Austrasie et celui-ci en Neustrie.

Charles Martel avait été si bien le vrai monarque des Franks, et le dernier Mérovingien auquel il avait donné le titre de roi avait été en effet, je ne dis pas si peu roi, mais si peu de chose, qu'il est impossible de parler de lui à moins de rompre un instant le fil des événements. Ce dernier Mérovingien était Thierry III, fils de Dagobert III. Charles l'avait pris à son usage, en 720, et l'avait gardé jusqu'en 737. L'ayant perdu à cette dernière époque, il n'avait pas songé à le remplacer ou n'en avait pas eu le loisir; il n'y avait donc pas de fantôme mérovingien sur le trône à l'avénement de Carloman et de Pepin.

L'Austrasie, le berceau des Carlovingiens, la patrie ou l'asile des anciens chefs germaniques opposés à la royauté mérovingienne, ne s'aperçut pas de ce manque d'un roi fictif, et Carloman fut admis à y régner tout simplement, seul et sous son nom. Il en fut autrement en Neustrie. Pepin alla chercher, je ne sais où, un rejeton véritable ou supposé de Clovis, que l'on disait être fils de Childéric II, et le fit roi de Neustrie et de Burgondie sous le nom de Childéric III. Il n'y a pas moyen de supposer que cette parade fût du goût de Pepin et spontanée de sa part; on ne peut la concevoir que

comme une précaution politique, comme une concession faite à un reste de la vieille opinion neustrienne en faveur de cette race royale de Mérovée pour laquelle les Neustriens avaient fait et soutenu de si rudes guerres.

A cette légère diversité près, la position de Carloman et de Pepin, au début de leur règne, était trop semblable, et l'intérêt qu'ils avaient à se soutenir l'un et l'autre trop évident, pour qu'ils n'en fussent pas frappés; aussi leur première résolution fut-elle d'être unis, d'agir de concert, et de mettre autant que possible leurs forces en commun pour leur avantage respectif. Le premier acte qui suivit cette résolution fut d'exclure Grippon, leur jeune frère, de toute part à l'héritage paternel. De là s'ensuivit, entre ce dernier et les deux autres, une guerre peu redoutable par elle-même, mais qui ne laissa pas de devenir incommode pour Carloman et Pepin, par sa complication avec celles dont elle fut presque aussitôt suivie.

La Bavière et l'Aquitaine, en tant qu'elles étaient censées dépendre de la monarchie franke, appartenaient, la première à Carloman, la seconde à Pepin, et les deux jeunes chefs, héritiers non-seulement des États, mais des plans, de la valeur et de l'ambition de leur père, en suivirent tous les errements à l'égard des deux pays dont il s'agit. La Bavière avait alors pour duc Odilon, personnage d'humeur fière et belliqueuse, qui n'avait point fléchi sous Charles Martel, et bien décidé à

résister à ses successeurs. Après la mort de Charles, Sonnichilde, sa veuve, se rangea du parti du duc bavarois, à qui elle donna pour femme Hiltrude, sœur de Carloman et de Pepin, non-seulement à l'insu de ceux-ci, mais contre leur volonté expresse. Cet incident accrut encore l'opposition qui existait déjà entre les héritiers de Charles et le duc de Bavière. Sommé par Carloman de lui jurer soumission et fidélité, Odilon refusa.

Le duc d'Aquitaine, de son côté, avait déjà fait pareil refus à Pepin, et ces deux refus pouvaient paraître d'autant plus graves qu'ils étaient concertés. A peine Charles Martel était-il mort qu'Odilon et Hunald, rapprochés d'avance par leurs prétentions, par leurs craintes et par leur aversion pour les Franks et pour la race carlovingienne, avaient conclu, par l'intermédiaire de leurs députés, une alliance offensive et défensive. Ils étaient convenus qu'aussitôt que l'un d'eux serait attaqué par les fils de Charles Martel, l'autre marcherait directement à sa défense ou pour faire une diversion vigoureuse en sa faveur [1].

L'Aquitaine et la Bavière n'étaient pas les seules contrées qui, à la mort de Charles Martel, eussent levé la tête contre ses fils. La Provence, et, à ce qu'il paraît, tout le reste du pays entre le Rhône et les Alpes, en avaient fait autant; ils avaient de nouveau chassé les Franks, pour continuer, comme auparavant, à se gouverner à leur manière.

(1) Annal. Metens. ad an. 743.

Cette situation avait son danger et ses difficultés, mais elle n'était point au-dessus des forces ni du courage des jeunes successeurs de Charles. Ayant l'initiative de la guerre, ils décidèrent d'attaquer d'abord ceux de leurs ennemis qu'ils regardaient comme les plus faibles et dont ils avaient le plus de chances de venir promptement à bout; c'étaient les Provençaux et les populations des bords du Rhône.

Pepin marcha contre eux au printemps de l'année 742, suivi d'une grande multitude de leudes et sous la conduite de son oncle Hildebrand, qui, ayant déjà fait les campagnes de Charles Martel contre Mauronte et les Arabes, devait bien connaître le pays et la meilleure manière d'y mener la guerre. Du reste, on ne sait rien de cette guerre, sinon qu'elle fut très courte. Frédégaire se contente de dire que les Franks, après avoir traversé la Burgondie, occupèrent de nouveau les confins de cette ou de ces contrées[1], termes équivoques d'où l'on peut à peine conclure que le résultat de cette expédition de Pepin en Provence fut d'y remettre la domination franke au point où elle était avant la dernière défection.

On ne voit pas si les forces de Carloman firent ou non partie de celles que Pepin mena sur les bords du Rhône; mais il est sûr qu'aussitôt cette campagne terminée les deux frères et les deux armées se réunirent pour attaquer le plus puissant

(1) Fredeg. Chron. Cont. III. CX.

de leurs adversaires, le duc Hunald. Ils passèrent la Loire à Orléans et se précipitèrent sur le territoire des Aquitains, que des chroniqueurs contemporains désignent en cette occasion par le nom de Romains, précisant ainsi, pour la première fois, une distinction caractéristique entre la moitié méridionale et la moitié septentrionale de la Gaule[1]. Les Franks se dirigèrent sur Bourges, qu'ils se flattaient probablement de surprendre; mais il leur fallut se contenter d'en brûler les faubourgs. De là, marchant droit à l'ouest et dévastant toute la contrée devant eux, ils poussèrent jusqu'à Lukes, aujourd'hui Loches, petite ville fortifiée sur la rivière d'Indre. Ils en firent le siége et l'emportèrent d'assaut; c'est du moins ce que porte à présumer la manière dont ils traitèrent la place. Ils la détruisirent de fond en comble, y firent butin de tout, en réduisirent en servitude la garnison et la population entière; mais il n'y eut point de massacre, et dans une ville prise par les Franks, c'était là une grande nouveauté. Aussi les chroniqueurs franks, chez lesquels commençait à poindre quelque sentiment d'humanité, ne laissent-ils point passer cette conduite sans éloges. « Les Franks, dit un des meilleurs d'entre eux, épargnèrent miséricordieusement les habitants de la ville réduits en captivité[2]. »

(1) Ligeris alveum Aurelianis urbe transeunt, Romanos proterunt, atque Bituricas urbem accedunt. Fredeg. Chron. Contin. III.

(2) Annal. Metens. ad an. 742.

Ce sont là, du reste, tous les détails qui nous sont parvenus sur cette première expédition de Pepin en Aquitaine. Au lieu de ces détails, diverses chroniques rapportent vaguement que les deux jeunes chefs des Franks battirent celui des Aquitains, le repoussèrent jusqu'en Vasconie; mais pas une ne contient un mot d'où l'on puisse inférer que Pepin contraignit Hunald à lui faire la moindre démonstration de fidélité et de soumission, ce qui était néanmoins pour lui l'objet direct et avoué de la guerre. Un tel silence est décisif; il constate que les succès des Franks en Aquitaine se bornèrent aux ravages dont j'ai parlé.

Tandis que les deux fils de Charles Martel parcouraient ainsi l'Aquitaine, la dévastant sans la soumettre, une révolte éclatait contre eux au-delà du Rhin. Les Allemanes ou Suabes avaient pris les armes pour revendiquer leur indépendance, probablement à l'instigation d'Odilon, qui venait ainsi au secours de son allié aquitain, et déjà lui-même sur le point de prendre les armes contre les oppresseurs communs. Carloman et Pepin, informés de cette révolte, partirent aussitôt de l'Aquitaine, où ils étaient encore, et vinrent à grandes journées camper sur les bords du Danube, où leur prompte apparition déconcerta les révoltés et les obligea à donner des otages[1]. C'était la troisième expédition de guerre que les Franks avaient faite dans le cours de

(1) Annal. Metens. — Adonis Chronic. ad an. 742.

la même année; de telles campagnes préludaient bien à celles de Charlemagne.

Carloman et Pepin ne posèrent les armes qu'aux approches de l'hiver, et les reprirent au mois de mars de l'année suivante, la seconde de leur règne. Cette fois, ce fut contre Odilon qui avait levé l'étendard de l'indépendance et réuni toutes ses forces pour résister aux attaques qu'il prévoyait. Les Franks et les Bavarois se rencontrèrent sur le Lech et y restèrent quinze jours en présence les uns des autres, séparés par le seul courant de la rivière. Mais, au bout de ce temps, les premiers, impatientés de leur inaction, traversèrent le Lech de nuit, surprirent les Bavarois et les taillèrent en pièces [1]. Carloman et Pepin passèrent cinquante-deux jours en Bavière, occupés à dévaster le pays; ce fut là qu'ils reçurent d'Aquitaine des nouvelles qui amortirent beaucoup la joie de leur victoire sur Odilon. Fidèle à ses engagements envers ce dernier, Hunald n'avait pas plus tôt su les Franks au-delà du Rhin qu'il avait réuni ses forces, s'était porté sur Orléans, où il avait passé la Loire, et de là, fondant rapidement sur Chartres, avait surpris la ville, l'avait pillée; après quoi il y avait mis le feu et n'y avait rien laissé debout, ni maison, ni couvent, ni église, pas même la cathédrale, placée sous l'invocation de la Vierge. Après ces représailles audacieuses de la destruction de Lukes et de l'incendie

(1) Annal. Met. an 743.

des faubourgs de Bourges, Hunald et ses Aquitains reprirent paisiblement et sans obstacle le chemin de leur pays[1]. Si irrités qu'ils fussent de l'audace du chef aquitain, Carloman et Pepin ne purent cependant en tirer vengeance sur-le-champ, obligés qu'ils furent de marcher auparavant contre les Saxons, qui venaient de se révolter à leur tour. Ce ne fut qu'au printemps de l'année 745 que les deux frères repassèrent la Loire avec les Austro-Neustriens; mais tout dans cette nouvelle expédition arriva au rebours de ce que l'on avait pu prévoir. Au lieu de s'avancer rapidement, comme à l'ordinaire, dans l'intérieur du pays, et de chercher à surprendre et à détruire quelque place importante, les Franks campèrent à peu de distance du fleuve comme pour observer ou pour attendre quelque chose. De son côté Hunald, au lieu de se mettre en défense, au lieu de soutenir son rôle de chef indépendant, avec la fierté sauvage qui lui était naturelle, se présenta en personne à Pepin, lui fit toutes les soumissions qu'il lui avait jusque là refusées, et renvoya ainsi d'Aquitaine les Franks sans doute un peu étonnés d'en revenir sans butin, sans esclaves, et sans avoir rien détruit[2].

Cette conduite de Hunald tenait à une résolution étrange à laquelle il venait de s'arrêter; il avait résolu de renoncer au monde, de se démettre de la

(1) Annal. Met. an. 743.

(2) *Ibid.*

souveraineté de l'Aquitaine en faveur de Vaifre, son fils unique, et de se faire moine. C'était pour être plus libre d'exécuter cette résolution, comme il l'entendait, qu'il avait décliné la guerre et juré fidélité à Pepin; mais il n'est pas aisé de donner les motifs par lesquels il s'était décidé à un parti si imprévu. En effet, il était encore alors dans la vigueur de l'âge; il n'avait point cessé d'aimer la domination, n'avait rien perdu de sa capacité pour le gouvernement ou pour la guerre; enfin, il n'y avait rien en lui qui eût l'air d'une vocation à la vie du cloître; tout cela fut bien prouvé par la suite. On ne peut attribuer son projet qu'à de singuliers calculs de politique.

Hunald n'était pas homme à se méprendre sur sa position vis-à-vis les chefs carlovingiens des Franks; il ne pouvait douter que le but de ceux-ci ne fût de s'approprier l'Aquitaine, ni que les chances de la lutte entre les Aquitains et les Franks ne fussent en faveur de ces derniers. Il avait dû être vivement frappé de l'énergie avec laquelle les fils de Charles Martel avaient débuté dans leur règne, et tout annonce qu'en se mesurant sérieusement à Pepin il ne s'était point trouvé son égal. Dans cette position, il s'estima heureux d'avoir un fils qui lui était supérieur en toute chose [1].

Ce fils unique, Vaifre, était alors dans toute la

(1) Voici quelques traits du portrait que fait de Vaifre un hagiographe contemporain.

« Cum filium suum Waifarium vidisset (Hunaldus), excrescere

vigueur de la jeunesse; à une taille et à une force de géant il joignait un cœur intrépide, et à toute l'énergie d'un Mérovingien des premiers temps, l'adresse, la souplesse et la vivacité d'un Aquitain; aussi n'y avait-il rien de difficile ou de grand dont tous ceux qui le connaissaient ne le crussent capable.

Hunald vit en lui l'homme dont les Aquitains et la race de Charibert avaient besoin contre Pépin et contre les Franks, et forma aussitôt le projet de le porter au gouvernement absolu de l'Aquitaine.

Il ne suffisait pas pour cela à Hunald d'abdiquer en faveur de Vaifre et de lui céder tous ses droits; il avait un frère, ce même Atton dont il a déjà été question ailleurs, et avec lequel nous avons vu qu'il s'était déjà trouvé en différend; or, non-seulement Atton vivait encore, mais il avait une certaine part au gouvernement de l'Aquitaine. Il était donc à craindre qu'il n'usât de son autorité pour contrarier Vaifre, surtout après s'être déjà rendu suspect d'intelligence avec les Franks, comme il avait fait au moins une fois. Hunald vit qu'il y avait risque pour lui de manquer le but de son abdication si son frère gardait quelque autorité en Aquitaine; il se hâta d'écarter cet obstacle sans reculer, sans hésiter devant les moyens.

corporis enormitate et virium valetudine, consiliorumque subtilium acumine paternas artes ad quæque pervertenda transcendere.. Vita SS. Berthari et Athaleni, Scriptor. rer. franc. IV. p. 444.

Atton se trouvait pour lors à Poitiers, et il fallait l'attirer au piége, c'est-à-dire probablement à Bordeaux, résidence ordinaire des ducs d'Aquitaine. L'histoire ne dit pas comment Hunald s'y prit pour cela; il est seulement sûr qu'il s'y prit comme il fallait. Il eut son frère en son pouvoir, lui fit crever les yeux et l'enferma dans une prison où l'on ne sait pas si le malheureux resta long-temps, mais d'où il ne sortit plus [1].

Atton avait trois fils qui approchaient de l'âge viril, Lupus, Artalgaire et Ithier; non-seulement ils ne furent point compris dans la disgrace de leur père, mais il y a lieu de présumer, comme nous le verrons par la suite, que leur cousin Vaifre leur laissa quelque part au gouvernement de l'Aquitaine.

Ayant ainsi aplani de son mieux la carrière à son fils, Hunald lui fit ses adieux, prit congé de sa femme, et alla revêtir l'habit de moine dans ce même monastère de l'île de Rhé où son père Eudon avait son tombeau.

Ce fut dans le cours de l'année 745 que se passèrent tous ces événements et que Vaifre devint le seigneur unique de l'Aquitaine. Bien qu'ambitieux et remuant, ce nouveau chef avait trop de prudence pour provoquer Pepin. Celui-ci eut, de son côté, diverses raisons pour ajourner la poursuite des plans carlovingiens relativement à l'Aquitaine, rai-

(1) Annal. Metens. ad an. 744. (rectiùs 745.)

sons parmi lesquelles on peut compter l'avénement même de Vaifre à la seigneurie de ce pays. Il y eut ainsi, par la force des choses, une trève de quelques années entre les Aquitains et les Franks, entre la race de Charibert et celle du vieux Pepin.

Vaifre, qui comprenait sa position et ses intérêts les plus nobles, mit cette trève à profit pour attaquer les Arabes en Septimanie et tâcher de rentrer dans ce rôle de champion du christianisme où son aïeul Eudon avait trouvé la plus belle part de sa gloire. C'est ici le lieu de reprendre, au point où je l'ai laissée, l'esquisse des affaires des Arabes andalousiens. Il importe de plus en plus de ne pas perdre ces affaires de vue, pour bien saisir les rapports de plus en plus fréquents et compliqués de ces affaires avec celles de la Gaule[1].

On se rappellera que, vers la fin de 737 ou au commencement de 738, l'émir Okba avait passé en

(1) J'ai essayé de resserrer cette esquisse dans le moindre espace possible; mais je crains fort, malgré cela, de paraître lui avoir donné trop d'étendue. Quant aux matériaux dont j'ai fait usage dans cette ébauche, je n'ai négligé aucun de ceux que j'avais à ma disposition; ce sont les mêmes que j'ai jusqu'à présent indiqués et employés pour tout ce qui concerne l'Espagne arabe. Mais je déclare ici une fois pour toutes, et pour me dispenser de citations de détail, que c'est du MS. arab. n° 706 (renfermant l'histoire de la conquête de l'Espagne par Ibn el Kauthir, et une autre histoire anonyme du même événement) que j'ai tiré les plus intéressantes des notices dont je me suis servi, et particulièrement celles à raison desquelles les affaires de la Septimanie arabe se rattachent à celles de la Péninsule.

Afrique pour y combattre les Berbères révoltés. Il remporta sur eux divers avantages; mais, ses forces étant par trop inférieures aux leurs, il les contint momentanément plutôt qu'il ne les soumit. Il était encore en Afrique en 741; mais à cette époque sa présence cessa de paraître nécessaire dans cette province. Il y arriva de Syrie une puissante armée que le khalife Hecham envoyait contre les Berbères, comme pour les exterminer d'un seul coup. J'aurai bientôt à parler des étonnantes aventures de cette armée; il me suffit ici de noter que son arrivée en Afrique permit à Okba de repasser dans la Péninsule, pour y reprendre son poste d'émir général.

Il y trouva toutes choses en pire état qu'à sa première entrée, les peuples opprimés, les chefs désunis, les provinces ou les villes formant une multitude de gouvernements séparés, déjà indépendants de celui de Cordoue ou guerroyant pour le devenir. Saragosse, entre autres, était devenue le chef-lieu d'une puissante seigneurie, qui commençait à rechercher l'appui des puissances chrétiennes de son voisinage contre le gouvernement central de la Péninsule. Les émirs de Pampelune, d'Oska, de la Cerdagne n'étaient pas plus soumis que ceux de Saragosse; et ceux de Narbonne, les plus éloignés de tous du siége de l'autorité, en étaient aussi, selon toute apparence, les plus indociles.

Tous ceux que l'absence d'Okba avait mis à l'aise pour malfaire, ou pour ne faire que leurs volontés, s'effarouchèrent de son retour, et plus que tous les

autres Abd el Melek ben Cotan, cet ambitieux vieillard à qui le trop confiant Okba partant pour l'Afrique avait laissé par intérim le commandement de la Péninsule. Il rallia autour de lui une foule de mécontents audacieux, à la tête desquels il se révolta contre le vertueux émir.

Pris au dépourvu par la trahison, Okba fut chassé de Cordoue et réduit à chercher un asile hors de la Péninsule. Il se retira sur les confins de la Septimanie et de l'Aquitaine, à Carcassonne[1], où il avait sans doute des partisans ou des amis. Il y vécut en paix, mais trop peu pour voir les désordres dont la conspiration d'Abd el Melek fut suivie et qui en furent le châtiment. Les auteurs arabes qui donnent la date de sa mort la mettent en 742; il ne survécut donc à sa chute qu'un peu plus ou un peu moins d'une année.

Par l'effet de cette chute d'Okba, l'Espagne resta dans l'état de faiblesse où elle était retombée à son départ pour l'Afrique. Abd el Melek ben Cotan et les émirs conjurés avec lui restèrent en possession de leurs gouvernements respectifs; mais une fois délivrés de celui qu'ils avaient regardé comme l'ennemi commun, ils se divisèrent de nouveau, et ceux d'entre eux qui avaient visé à l'indépendance en eurent plus que jamais. Les affaires générales de la Péninsule en étaient là, lorsqu'elles vinrent à se

(1) Ahmed el Makri rapporte un passage d'El Razi où se trouve cette indication. MS. an. 704. fol. 63.

compliquer encore de la manière la plus alarmante et la moins prévue avec celles de l'Afrique. J'ai fait tout à l'heure vaguement mention d'une grande expédition arabe contre les Berbères; voici le moment d'en dire quelque chose.

Le noyau de cette expédition s'était formé en Syrie et de population syrienne; il n'avait été que de seize ou dix-sept mille hommes; mais il s'était recruté partout, dans le long trajet qu'il avait eu à faire pour arriver à sa destination, d'abord en Egypte, puis dans la Cyrénaïque, et enfin sur les côtes septentrionales de l'Afrique. Lorsque ces forces réunies arrivèrent à Tandja, elles étaient déjà de soixante-dix mille hommes, tant à la solde que volontaires. Avec les troupes arabes qu'elles trouvèrent sur les lieux, et déjà en armes contre les Berbères, elles formèrent une masse de plus de quatre-vingt mille combattants.

Le khalife Hecham avait nommé général de cette puissante armée Kolthum ben Eyadh, vaillant homme de guerre et très zélé musulman, mais déjà très vieux. Un de ses neveux, Baledj ben Bechar, lui avait été donné pour premier lieutenant et devait le remplacer au besoin. Enfin un troisième chef, Thaalaba ben Salema, avait été de même désigné pour commander à la place de Baledj si celui-ci venait à périr.

Les Berbères ne perdirent point courage à l'approche de cette formidable expédition; Maissara, leur chef, était un guerrier consommé qui leur avait

inspiré une confiance et un dévoûement sans bornes. A son appel ils accoururent se rallier autour de lui; mais c'était moins une armée que tout un peuple en armes. C'était un énorme amas d'hommes sans organisation, sans discipline, presque nus, sans armure défensive, et mal armés pour l'attaque. La contrée n'aurait pas fourni assez de chevaux pour une telle masse d'hommes; ils combattaient la plupart à pied, sans ordre et sans ensemble.

Les deux armées se rencontrèrent en un lieu nommé Nakdoura[1]. Je m'écarterais trop de mon sujet à raconter les apprêts et les incidents de l'étonnante bataille qui fut livrée en cet endroit; il me suffira de dire que les Berbères la gagnèrent par un stratagème bizarre, qui leur réussit au-delà de toute probabilité. Ils firent des milliers d'outres de peaux desséchées d'animaux, remplirent ces outres de pierres et de cailloux, les attachèrent à des perches et les présentèrent, en les agitant, aux rangs de la cavalerie ennemie, lorsque celle-ci s'avança pour les charger. Les chevaux arabes, épouvantés de la vue de ces peaux et du bruit qui en sortait, se rejetèrent violemment en arrière sur l'infanterie, sur les équipages, et causèrent un désordre dont il paraît que le chef berbère profita avec énergie.

Les Arabes furent battus comme il ne leur était pas encore arrivé de l'être. Plus de vingt-cinq mille furent tués sur la place ou dans la poursuite, et

(1) Un MS. porte Bakdoura.

autant faits prisonniers. Beaucoup de chefs plus ou moins distingués y perdirent la vie, et de ce nombre fut Kolthum, le premier général de l'expédition. Désarmé, enveloppé de toutes parts par des flots de Berbères, entouré de plusieurs des siens morts ou mourants de leurs blessures, atteint lui-même d'un coup de sabre qui lui avait abattu sur les yeux une partie du crâne et le front, le vieux Musulman releva d'une main les chairs pendantes qui l'empêchaient de voir, et avant d'être atteint du dernier coup, il eut le temps d'appeler ceux de ses compagnons qui pouvaient encore l'entendre et se traîner jusqu'à lui, de leur parler des miséricordes de Dieu, et de leur répéter plusieurs fois tout haut un verset du Koran, dont le sens est que l'ame ne doit partir de ce monde qu'avec le congé de son créateur.

Báledj fut de même enveloppé à son poste par les Berbères; mais il était à la tête de dix mille hommes d'excellente cavalerie syrienne que l'ennemi ne put jamais entamer, et qui fit des prodiges de valeur tant qu'il y eut quelque espoir de vaincre. A la fin, voyant tout perdu sur les autres points, Baledj s'ouvrit, l'épée à la main, un passage à travers la masse des Berbères, et gagna la campagne du côté de la mer, dans la direction du détroit. Divers détachements de fuyards, les uns à pied, d'autres à cheval, se joignirent à lui dans sa retraite et grossirent sa troupe de près du double, de sorte qu'il se trouva à la tête de dix-huit ou vingt mille hommes, l'unique reste, mais l'élite de l'armée

vaincue. Ce corps était composé en très grande partie de soldats levés dans les principales villes de Syrie; la plupart des autres étaient Egyptiens. Thaalaba ben Salema, le lieutenant de Baledj, et qui avait combattu à ses côtés, le suivit et partagea toutes ses aventures.

Baledj se dirigea d'abord sur Tandja, dans l'espoir de s'y jeter; mais cette ville était déjà au pouvoir des Berbères, et il n'eut d'autre ressource que de gagner Sebtat, où il entra sans obstacle, s'enferma et se fortifia. Tout le pays environnant était fertile et bien cultivé; il n'eut donc pas de peine à y faire d'assez grandes provisions de vivres, et il attendit les événements avec sécurité.

Les Berbères ne tardèrent pas à venir l'attaquer avec des forces considérables; mais il sortit à leur rencontre, les battit et les dispersa. Ils revinrent une seconde, une troisième et jusqu'à une sixième fois, mais sans plus de succès qu'à la première. A la fin, dégoûtés de ces attaques inutiles, ils s'avisèrent d'un autre genre de guerre. Ils se mirent à dévaster le pays aux environs de Sebtat, et le dévastèrent si bien que, dans un circuit de quinze ou vingt milles de rayon autour de cette ville; ils ne laissèrent ni un champ ensemencé, ni un arbre debout, ni une tête de bétail, ni un reste d'ancienne récolte.

A peine ce dégât était-il achevé que les Syriens de Baledj, voyant leurs provisions prêtes à manquer, se répandirent de toutes parts dans la campagne

pour les renouveler; ils n'y trouvèrent rien et furent promptement réduits aux plus terribles extrémités. Ils mangèrent d'abord leurs bêtes de somme, puis leurs chevaux de guerre, et à la fin les chiens, les rats et les reptiles. Bientôt même cette nourriture immonde leur manqua, et ils n'en eurent plus d'autre que des peaux desséchées et des cuirs.

Baledj n'avait pas attendu de voir les siens réduits à cet excès de misère pour y chercher du remède; il avait écrit à Abd el Melek, émir actuel de l'Espagne, lui avait dépeint son horrible situation, et avait imploré son assistance au nom de Dieu, du prophète et de l'empereur des fidèles. Mais Abd el Melek était un homme dur et ombrageux, qui suspectait pour son pouvoir mal affermi un voisin tel que Baledj, à la tête d'un nombre de guerriers qui méritait encore le nom d'armée; il ne répondit rien aux supplications du chef syrien, bien décidé à le laisser mourir de faim, lui et ses compagnons.

Cependant le bruit de la détresse de Baledj et des siens s'était répandu parmi les Musulmans d'Espagne; on en parlait partout et partout on en était ému. Plusieurs personnages riches et généreux s'empressèrent de leur envoyer des secours; il y en eut un, entre autres, qui, dans cette occasion, se distingua par son humanité; ce fut un Arabe de Cordoue, nommé Zyad ben Amrou; il envoya à Sebtat deux vaisseaux chargés de subsistances, dont les malheureux Syriens vécurent quelques jours.

Cet acte d'humanité aurait eu des imitateurs et

serait allé contre les vues d'Abd el Melek; il se hâta d'en prévenir les conséquences. Il fit arrêter Zyad ben Amrou, lui fit arracher les yeux; après quoi il le fit pendre, et voulut, dit-on, que l'on pendît à sa gauche un chien et à sa droite un porc. Personne n'osa plus dès lors porter des subsistances à Sebtat, et l'armée de Baledj retomba dans toutes les horreurs du désespoir et de la faim; sa destruction semblait inévitable et imminente.

Cependant de grandes nouveautés fermentaient dans la Péninsule depuis que l'on y savait l'issue de la bataille de Nakdoura; elles éclatèrent à temps pour le salut des Syriens.

Les Berbères d'Espagne, en apprenant l'étonnante victoire de leurs frères d'Afrique sur les Arabes, ne continrent pas l'orgueil et la joie qu'ils en eurent. Ils étaient concentrés dans la Galice musulmane, et par conséquent à portée de communiquer ensemble, de s'exalter, de se concerter les uns les autres. Ils étaient nombreux; ils sentirent leur force et se révoltèrent d'un mouvement unanime, non-seulement contre Abd el Melek, mais contre la race arabe elle-même, et, à ce que l'on peut croire, dans la vue d'enlever à cette race la souveraineté de la Péninsule. Ils s'étaient donné pour chef un des leurs nommé Ibn Haran, qui, dans tout le cours de leur soulèvement, se montra le digne émule de Maissara.

Du cœur de la Galice, Ibn Haran, à la tête des siens, s'achemina vers les Pyrénées, poussant par-

tout les Arabes devant lui et leur enlevant toutes les forteresses qu'ils occupaient dans cette direction. Astorgue est nommée parmi les places dont il les chassa, et il paraît certain qu'il les expulsa de même des villes situées à la gauche de l'Ebre, dans le voisinage ou à l'entrée des défilés. Saragosse fut la seule où les Arabes se trouvèrent assez forts pour tenir contre lui. Il est très probable que ce grand mouvement des Berbères, contre les Arabes, fut secondé par les populations chrétiennes du pays; mais l'histoire ne dit rien de positif à cet égard.

Les Berbères étaient déjà les maîtres d'une partie considérable de l'Espagne lorsque l'émir Abd el Melek fut informé de leur soulèvement. Il réunit en toute hâte les milices arabes du centre et du midi de la Péninsule et les mena contre les rebelles; ceux-ci s'avancèrent avec confiance à sa rencontre, le battirent complètement et le contraignirent à s'enfermer dans Cordoue.

Frappé du danger de sa position, Abd el Melek jugea qu'il ne lui restait plus qu'une chance de salut; c'était d'appeler au plus vite à son aide ces mêmes Syriens affamés à Sebtat et pour lesquels il venait de se montrer si inhumain. Il leur envoya donc un député chargé de leur faire, de sa part, des propositions d'accommodement, et de conclure avec eux une alliance passagère, dont il se réservait de dicter les conditions.

Au point de misère et de désespoir où ils en étaient, Baledj et les siens n'avaient rien à refuser;

ils conclurent avec Abd el Melek un traité dont les clauses principales étaient :

1° Qu'ils seraient immédiatement transportés en Espagne pour y servir aux ordres d'Abd el Melek ;

2° Que celui-ci serait le maître de les renvoyer en Afrique dès qu'il le jugerait à propos ;

3° Qu'avant d'être embarqués ils livreraient aux agents d'Abd el Melek, et au choix de ces agents, un nombre déterminé d'otages, qui seraient confinés dans un îlot stérile, où leur serait portée la nourriture et jusqu'à l'eau dont ils auraient besoin.

La seule condition que Baledj imposa, en compensation de toutes celles qu'il acceptait, fut que son armée ne serait point renvoyée d'Espagne en Afrique par détachements séparés, mais en une seule masse, et qu'elle ne serait point débarquée sur un point de la côte où elle courût le risque de tomber entre les mains des Berbères. Au moment où ce traité fut signé, près d'un an s'était écoulé depuis la bataille de Nakdoura, et il y avait déjà plusieurs mois que les Syriens souffraient de la faim.

Promptement conclu, ce traité fut promptement exécuté, et, au bout de peu de jours, les guerriers de Baledj, transportés de Sebtat à Cadix, étaient en marche pour Cordoue. Ils furent un spectacle pour les habitants des pays qu'ils traversèrent. Tout le monde voulait voir ces débris d'une puissante armée qui, par une fatalité inouïe, avait péri presque entière sans avoir pu combattre, ces

braves qui, tout défigurés qu'ils étaient par la famine et la misère, portaient encore dans leur air et sur leurs fronts de quoi faire trembler les Berbères d'Espagne comme ceux d'Afrique. La singularité de leur accoutrement répondait, en quelque sorte, à celle de leurs aventures; ils étaient descendus sur les côtes de l'Andalousie presque nus, sans autre chose pour se couvrir que leurs cuirasses ou des lambeaux de cuirasse; et, faute d'une quantité d'étoffes suffisante pour se faire les vêtements indispensables, ils s'en étaient faits de toute matière, principalement de cuirs, dont ils avaient trouvé par hasard des amas considérables.

Quand ils furent arrivés à Cordoue, Abd el Melek s'empressa de vêtir un certain nombre des principaux d'entre eux; les plus riches Arabes de cette grande cité imitèrent son exemple. Chacun d'eux se piqua d'habiller plusieurs Syriens, et il n'y eut dans la ville Musulman si pauvre qu'il ne voulût contribuer à en couvrir un. Au bout de peu de jours, l'armée entière de Baledj, vêtue, repue et refaite de tout, fut en état d'entrer en campagne.

Elle partit de Cordoue sous le commandement immédiat de Baledj et de Thaalaba, ses deux chefs nationaux, et renforcée d'un corps d'Arabes andalousiens aux ordres de Kotan et d'Ommeya, les deux fils d'Abd el Melek, lequel cette fois ne jugea pas à propos de se commettre en personne contre les révoltés. Des bords du Guadalquivir, ces forces réunies prirent leur direction vers le Nord pour

aller chercher les Berbères. Avertis à temps, pleins de confiance et d'ardeur, ceux-ci leur épargnèrent une bonne partie du chemin.

Les deux armées se rencontrèrent à quelque distance de Tolède, sur les bords du Selit; elles s'attaquèrent avec fureur, mais les Berbères ne tinrent pas long-temps contre les Syriens; ils furent mis dans une déroute complète et se dispersèrent au hasard. Les Arabes rentrèrent dans les villes dont ils avaient été chassés, et l'armée victorieuse de Baledj reprit lentement le chemin de Cordoue.

Tout ce qu'Abd el Melek désirait de cette armée, il venait de l'obtenir, et il avait d'autant plus de hâte de se débarrasser d'elle qu'elle avait déjà commis de grands désordres dans le pays et qu'elle y prenait une attitude de jour en jour plus menaçante. Il enjoignit donc à Baledj de se rendre au plus vite sur la côte, où il lui fournirait les vaisseaux nécessaires pour son passage en Afrique; mais alors de vifs débats s'engagèrent entre les deux chefs sur l'exécution de cet article de leur traité.

Il y a des historiens arabes qui affirment qu'Abd el Melek ne voulait pas renvoyer l'armée syrienne en une seule masse et en une seule fois comme il s'y était engagé. Le fait est très probable; mais un fait plus certain encore et plus décisif, c'est que Baledj et les siens, arrivant en Espagne dans les circonstances où ils y étaient arrivés, s'y étaient senti les maîtres et n'en voulaient plus sortir. Ils ne voyaient dans Abd el Melek qu'un ennemi plus

féroce pour eux que les Berbères eux-mêmes, qu'un homme sans religion et sans miséricorde, qui, volontairement et par calcul, leur avait fait souffrir tout ce que des créatures humaines peuvent souffrir de pire. Ils saisirent avidement le premier prétexte qui se présenta d'éclater contre l'odieux émir; ils forcèrent la citadelle de Cordoue où il se tenait enfermé, l'arrêtèrent, et le pendirent à la tête du pont, entre un chien et un porc, de la même manière dont lui-même avait naguère fait pendre Zyad ben Amrou pour leur avoir envoyé des vivres. Là-dessus ils proclamèrent leur chef Baledj émir de la Péninsule, et son lieutenant Thaalaba fut envoyé à Merida avec un commandement considérable.

Au spectacle et au bruit de ces violences, tous les Arabes andalousiens furent émus d'indignation et de douleur; ce n'était pas qu'ils eussent aimé Abd el Melek ni qu'ils le regrettassent, mais ils avaient un certain respect pour son grand âge. Il avait vu le prophète, il avait combattu avec lui, et c'était probablement le seul homme d'entre eux qui pût se vanter d'un tel honneur. Ils trouvèrent quelque chose de pire que féroce, quelque chose de sacrilége à avoir fait mourir un tel homme avec tant d'opprobre; leur orgueil national était surtout blessé de l'audace avec laquelle des étrangers, auxquels ils venaient de faire l'aumône de toute chose, s'étaient emparés du gouvernement de leur pays; enfin il n'y eut, dans l'Espagne entière, qu'une cla-

meur contre Baledj et les Syriens. Pour marcher contre eux la multitude ne demandait que des chefs, et les chefs ne lui manquèrent pas.

Kotan et Ommeya, les deux fils d'Abd el Melek, s'étaient évadés de Cordoue à temps pour éviter le sort de leur père et s'étaient réfugiés au nord de la Péninsule, où ils travaillaient à lever une armée contre Baledj; l'émir de Narbonne en faisait autant de son côté, par-delà des Pyrénées, et c'était à lui qu'était réservé l'honneur d'être le chef du soulèvement national des Arabes andalousiens. Cet émir se nommait Abd el Rahman ben Olkama, le Fahrite, un des personnages les plus distingués de Cordoue. On ne sait ni quand ni de qui il avait reçu le gouvernement de la Septimanie; il est seulement probable que c'était d'Abd el Melek. Il était particulièrement renommé pour sa bravoure guerrière, et c'est le premier Arabe andalousien que je trouve expressément désigné, chez les historiens de son pays, par un titre de tout point équivalent à celui de chevalier, pris dans le sens qu'il eut aux belles époques de la chevalerie européenne.

Aux premières nouvelles de l'usurpation violente de Baledj, Abd el Rahman s'apprêta à passer les Pyrénées avec toutes les troupes qu'il pourrait conduire, et il paraît que, soit à son invitation, soit de leur propre mouvement, Kotan et Ommeya vinrent le joindre en Septimanie et secondèrent puissamment ses efforts. Ils levèrent à Narbonne et dans le reste de la province des forces considérables, ce qui

porte à soupçonner que les populations chrétiennes du pays en fournirent une bonne partie.

A la tête de ces forces, l'émir de Narbonne et les deux fils d'Abd el Melek passèrent dans l'Espagne orientale, où ils continuèrent à se recruter et se renforcèrent considérablement. Là ils entrèrent en négociation avec les Berbères, pour les engager à se joindre à eux. Le désir de se venger des Syriens l'emporta dans ceux-ci sur la répugnance qu'ils avaient à servir les Arabes. Les hommes de guerre des deux races se réunirent donc et marchèrent ensemble contre Baledj ; les meilleurs historiens arabes s'accordent à dire que les forces réunies du parti andalousien montaient à cent mille hommes, et tous donnent expressément ce nombre pour le moindre auquel ils aient pu s'arrêter. Si l'on admet cette évaluation, et rien n'autorise à la contester, on est en droit d'en conclure que les populations chrétiennes soumises aux Arabes andalousiens firent, en cette occasion, cause commune avec eux; car il n'y a point d'apparence que les populations musulmanes de la Septimanie et du nord de l'Espagne pussent alors fournir un pareil nombre de combattants.

L'armée de Baledj était bien inférieure pour le nombre; elle consistait en douze mille Syriens, en quelques milliers d'esclaves, et en un petit corps d'Arabes du pays qui avaient peut-être été contraints à marcher contre leurs frères. Les deux armées se trouvèrent en présence dans un lieu in-



connu, nommé par les écrivains arabes Effoua Bortoura. Celle des Andalousiens n'était pas, à beaucoup près, aussi redoutable que nombreuse; ce n'était guère qu'une levée tumultueuse dont la plus grande partie allait combattre pour la première fois; aussi, malgré leur petit nombre, les Syriens furent-ils sur le point de remporter la victoire. Mais au plus vif de l'action, le chef des Andalousiens, Abd el Rahman ben Olkama, se retournant vers ceux qui le suivaient : « Montrez-moi Baledj, leur dit-il. » Quelqu'un alors le lui signala dans la mêlée, monté sur un coursier blanc, et, son étendard à la main, poursuivant une troupe de cavalerie qu'il venait de rompre. Abd el Rahman part au galop de son cheval, s'ouvre un passage jusqu'au guerrier qu'on lui a signalé, le frappe de deux coups d'épée et revient aux siens, le laissant étendu sur la poussière et le crâne ouvert de deux blessures mortelles. Ce trait de bravoure chevaleresque assura la victoire aux Andalousiens.

Mais la victoire n'était pas décisive; les Syriens n'avaient pas fait une grande perte en hommes; ils se retirèrent à Merida, où ils se joignirent à Thaalaba, leur second chef, et à quelques-uns des leurs restés à la garde de cette ville. Thaalaba projetait de se mettre en campagne et de se porter sur Cordoue; les Andalousiens ne lui en laissèrent pas le temps; ils accoururent en grande force, le contraignirent à s'enfermer dans Merida et l'y assiégèrent.

Ce siége fut assez long; il donna à quelques Mu-

sulmans des deux partis, plus pacifiques et plus sages que les autres, le loisir de se voir, de s'entendre, de déplorer ensemble les maux présents, de s'alarmer de ceux que la guerre allait entraîner encore. Le résultat de leurs pourparlers fut d'écrire en commun au gouverneur de l'Afrique pour lui exposer la situation de la Péninsule, et pour le supplier d'y envoyer un émir capable d'y rétablir la paix, en réconciliant les Andalousiens avec les Syriens nouveau-venus. Ce message, adressé à Hantala ben Séfouan, arriva dans des circonstances favorables.

Aussitôt après le désastre de Nakdoura, Hantala avait rallié ce qu'il avait pu d'Arabes capables de combattre et les avait menés contre les Berbères, devenus négligents par leurs succès; il les avait vaincus dans deux batailles consécutives et forcés à la soumission. La guerre terminée, il avait offert à tous ceux des Africains qui voudraient passer en Espagne des armes et des chevaux, et seize mille des plus belliqueux s'étaient présentés à son appel.

Hantala répondit à la demande des Andalousiens pacifiques en leur envoyant pour gouverneur un chef de réputation nommé Aboulkhatar, auquel il donna les seize mille Berbères armés par lui. Aboulkhatar partit au plus vite; mais il ne put faire une diligence telle qu'il ne trouvât à son arrivée les désordres de la Péninsule fort agravés.

La guerre entre les Andalousiens et ceux de la Syrie avait brusquement changé de face. Enfermés

dans Merida, ces derniers y furent quelque temps serrés de près et sur le point d'être forcés; mais, observant un jour le camp ennemi, Thaalaba s'aperçut qu'il y régnait plus de négligence et de tumulte qu'à l'ordinaire, et que les assiégeants avaient l'air occupés de toute autre chose que de guerre; et, en effet, ils se préparaient à célébrer une des grandes fêtes de l'islamisme. Thaalaba fit ses dispositions, attendit le jour de la fête, et, sortant à l'improviste de la ville, fondit sur les Andalousiens au moment où ceux-ci s'y attendaient le moins. Un grand nombre fut taillé en pièces, le reste se dispersa.

Thaalaba prit alors le chemin de Cordoue, dévastant tout sur son passage, enlevant partout prisonniers les enfants, les femmes, les vieillards des Andalousiens, des Berbères et sans doute aussi des chrétiens; il en vendit un grand nombre dans le trajet et en avait encore dix mille à sa disposition lorsqu'il entra à Cordoue. Son premier acte fut de se faire proclamer vali de la Péninsule, et des historiens affirment qu'il était sur le point de faire égorger ses dix mille captifs lorsqu'Aboulkhatar, arrivant à l'improviste, les sauva et donna un nouveau tour aux affaires.

Aboulkhatar était Syrien; il passait pour un homme équitable et modéré. On savait qu'il venait avec des intentions pacifiques, de sorte que les Syriens eux-mêmes, déjà plus ou moins las de leur situation aventurée, le virent arriver avec plaisir. Il commença par expulser de la Péninsule

Thaalaba et huit autres de ses compagnons les plus turbulents, après quoi il s'occupa du parti à prendre avec cette armée syrienne amenée en Espagne par de si étranges événements. Il réunit les soldats de cette armée qui se trouvaient être de la même ville ou du même pays, et en forma comme autant de colonies qu'il établit à distance les unes des autres en différents lieux, et à chacune de ces colonies il assigna une certaine étendue de terres à cultiver ou une certaine quantité du produit des terres déjà cultivées par les anciens habitants du pays. Ainsi, par exemple, les hommes de Damas furent établis à Elvire, ceux de Hems à Séville, ceux de Quinsarine à Jaën, ceux de Palestine à Algeziras, etc.

Cette mesure fut très agréable aux soldats de Baledj; les Arabes andalousiens, n'y perdant rien de ce qu'ils possédaient, n'eurent point lieu de s'en plaindre; elle ne fut onéreuse qu'aux chrétiens. Cela fait, Aboulkhatar détermina les fils d'Abd el Melek à déposer les armes et à le reconnaître pour vali général. Abd el Rahman ben Olkama, l'émir de Narbonne, retourna dans la Septimanie, et la paix fut partout rétablie.

Elle ne le fut pas pour long-temps. Il y avait, entre toutes ces diverses populations qui se multipliaient rapidement en Espagne, des rivalités, des jalousies, de vieilles rancunes, dont on ne peut guère se figurer la ténacité et l'ardeur dans ces races passionnées à l'excès, rapprochées, mais non

assimilées dans l'unité religieuse. Peu de mois après l'arrivée d'Aboulkhatar, la Péninsule était plus troublée et plus divisée que jamais.

La discorde se ralluma entre les Syriens et les Andalousiens par les intrigues d'un jeune homme qui devait y jouer un grand rôle; il se nommait Somail ben Hatim, originaire de Koufa, mais né à Quinsarine où sa famille avait été obligée de se réfugier. Il était entré, avec toute la jeunesse de sa ville natale, dans l'armée de Kolthum, lorsque celui-ci était parti pour sa grande expédition d'Afrique, et avait depuis suivi Baledj en Espagne. Généreux, libéral, audacieux et vaillant, c'était à tous égards un vrai chef arabe, si ce n'est que son éducation avait été négligée et qu'il manquait de culture d'esprit. Brouillé de bonne heure avec Aboulkhatar, il souleva aisément contre lui les plus turbulents de ses compatriotes, et tous ensemble ils convinrent de mettre à leur tête un des leurs, nommé Thouaba, et de recommencer la guerre contre les Andalousiens. Ils levèrent des troupes; Aboulkhatar en leva de son côté; il en vint aux mains avec eux, fut battu et fait prisonnier. Thouaba, victorieux, accourut à Cordoue et s'y fit gouverneur de la Péninsule, s'appuyant, comme avaient fait Baledj et Thaalaba, des Syriens contre les Arabes du pays, mais avec cette différence néanmoins que des groupes de ces derniers commençaient déjà à se détacher de la masse nationale pour se ranger avec les Syriens.

Aboulkhatar avait été enfermé dans la forteresse de Cordoue où il était soigneusement surveillé. Cependant quelques-uns de ses partisans réussirent, par un coup des plus hardis, à l'enlever de sa prison, et le transportèrent en lieu de sûreté, en attendant un moment favorable pour reprendre les armes sous ses ordres.

Thouaba resta maître du pouvoir toute une année, durant laquelle il ne se passa rien de remarquable. Au bout de ce terme il mourut, et toute l'Espagne s'agita violemment pour le choix d'un nouvel émir, chaque faction prétendant le nommer et aucune n'étant assez forte pour imposer son choix à l'autre.

Entre divers prétendants à ce poste orageux il y en avait deux principaux qui se le disputaient avec la même obstination et avec des chances presque égales. L'un était Yahia ben Horaith, dont l'histoire ne dit rien avant cette lutte et ne dit que fort peu de chose à propos même de cette lutte. L'autre était Ioussouph ben Abd el Rahman, ce même émir de Narbonne qui avait occupé quatre ou cinq ans la Provence, et contre lequel Charles Martel avait fait plusieurs campagnes. Il s'était retiré vers l'an 739, en Espagne, où il y a lieu de croire qu'il avait vécu depuis dans une condition privée. L'histoire le perd de vue jusqu'au moment où nous en sommes.

La majorité des Arabes andalousiens penchait pour Yahia ben Horaith, qui était né parmi eux

et de race yaménienne. Les Syriens, d'accord avec une partie des Andalousiens, favorisaient Ioussouph, et celui-ci l'emporta, puissamment secondé par le zèle et les bons offices de Somail. Il fut proclamé émir de la Péninsule vers la fin de l'année 745, après quatre mois d'inter-émirat.

Cependant Yahia ben Horaith et sa faction ne se tinrent pas pour battus définitivement; ils tirèrent Aboulkhatar de sa retraite et le nommèrent de nouveau vali général. L'Espagne se trouva alors dans la situation la plus singulière que l'on puisse imaginer. Elle eut deux émirs en titre, Aboulkhatar et Ioussouph, armés l'un contre l'autre et secondés chacun par un lieutenant aussi puissant que lui-même, le premier par Yahia et le second par Somail. Autour de ces deux couples de chefs se groupèrent rapidement toutes les populations musulmanes de la Péninsule, en deux masses on ne peut plus distinctes, plus nettement tranchées, ni d'une manière plus étonnante et plus imprévue.

Ce n'étaient plus, comme dans la guerre de Baledj, les Musulmans andalousiens issus des anciens conquérants du pays, ligués contre d'autres Musulmans récemment arrivés de Syrie; c'étaient les deux peuples divers dont se composait primitivement le grand corps de la nation arabe dans sa péninsule natale, qui s'étaient séparés et rangés en bataille l'un contre l'autre. Je suis obligé, même pour ne faire qu'esquisser un des plus singuliers événements de l'histoire des Arabes en Espagne,

de rappeler ici en peu de mots l'état de l'Arabie avant l'islamisme.

Elle était partagée entre deux peuples qui, malgré plusieurs choses et même une origine communes, différaient néanmoins de langage, de mœurs, de religion et de condition sociale, au point de pouvoir se regarder comme deux races tout-à-fait distinctes. Les uns, nommés Ismaélites, répandus dans les immenses solitudes dont se compose la partie septentrionale de la presqu'île, y menaient la vie de pasteurs nomades; les autres, cultivateurs et civilisés, occupaient, sous les noms de Sabéens ou de Himyarites, la portion méridionale de l'Arabie, encore aujourd'hui nommée Yémen. Toutes les traditions historiques relatives à ces deux peuples font foi des tentatives du plus cultivé pour subjuguer le plus barbare, et des efforts de celui-ci pour conserver ou recouvrer son indépendance; toutes attestent de longues haines, de longues rivalités entre les tribus de ces deux races, antérieurement à Mahomet. Mais ce n'est pas sans surprise que l'on voit en Espagne, au second siècle de l'islamisme, un retour si vif de ces vieilles rancunes du désert.

Autour d'Aboulkhatar et de Yahia se rallia, sous les noms divers de Himyarites, de Kendites, de Khodhaïtes, de Mazhagites, toute la portion des Arabes andalousiens de race, ou, comme disent les historiens du pays, de langue yaménienne. Aux ordres d'Ioussouph, sous la dénomination collec-

tive de Modharites, se rangèrent tous les Arabes actuellement répandus en Espagne, qui descendaient des tribus nomades du désert, formant, comme les premiers, divers groupes, dont les plus puissants étaient les Syriens de Baledj, les Modharites, les Koreïchites et les Beni Ràbia. Tout corps de milice andalousienne, jusque là formé d'hommes appartenant à des tribus des deux peuples, se décomposa alors tout d'un coup comme de lui-même, et chaque tribu ou portion de tribu alla prendre rang dans l'armée composée d'hommes de sa race. Les simples traditions, les pures réminiscences d'origine eurent, en cette rencontre, plus de force que les relations positives d'affaires, d'habitudes ou d'intérêts. Ainsi, par exemple, les Kendites andalousiens se reconnurent pour Yaméniens, bien qu'à l'époque de l'islamisme il y eut déjà des siècles que leurs ancêtres avaient émigré du Yémen au nord de l'Arabie et qu'ils étaient en relation avec les tribus nomades.

Les Berbères ne sont nommés dans aucun des dénombrements des populations musulmanes engagées dans cette étonnante querelle, ce qui oblige à croire qu'ils ne s'y mêlèrent pas. Du reste, les deux armées n'étaient point remarquables par le nombre; c'est un point sur lequel insistent les meilleurs historiens, en ajoutant que celle des Yaméniens était un peu plus nombreuse que l'autre; mais toutes deux étaient des armées d'élite, la réunion de tout ce qu'il y avait, dans leurs tribus res-

pectives, de plus fier, de plus brave, de mieux exercé à la guerre.

Emirs, chefs et soldats, tous étaient pressés de décider la querelle et de savoir à qui allait appartenir le gouvernement de l'Espagne. Les Yaméniens furent ceux qui firent le plus de chemin pour combattre; ils descendirent jusqu'au Guadalquivir, sur la rive droite duquel ils campèrent, à quelques milles à l'est de Cordoue; les Modharites, concentrés dans cette ville et dans le voisinage, en sortirent aussitôt et vinrent camper en face de leurs adversaires, sur la même rive du fleuve, en un lieu que les historiens arabes nomment Seconda[1]. Le lendemain, au point du jour, les deux armées firent, avec leurs généraux, la prière accoutumée, et la bataille s'engagea.

Parmi tant de batailles livrées ou acceptées par les Arabes durant le cours de leurs conquêtes, les historiens nationaux s'accordent à signaler celle-là comme la plus sanglante et la plus acharnée de toutes, comme celle où les combattants montrèrent le plus de courage ou, pour mieux dire, de fureur, comme celle enfin où la victoire tint le plus à des circonstances impossibles à prévoir. Ce fut comme un duel chevaleresque entre deux armées de quinze à vingt mille hommes chacune, à ce que l'on peut supposer, si l'on veut supposer quelque chose sur leur nombre.

(1) Conde conjecture que Siguenza pourrait être la ville ainsi nommée par les Arabes.

Les cavaliers faisaient la principale force des deux armées, et ce fut entre des corps de cavalerie et à coups de lance que commença la bataille; elle dura de la sorte, et sans avantage apparent pour aucun parti, jusqu'à ce que toutes les lances furent rompues, et que les chevaux, blessés et accablés par la chaleur croissante du jour, ne furent plus en état de se mouvoir sous le frein; les cavaliers mirent alors pied à terre, se précipitèrent les uns contre les autres l'épée à la main, et la bataille, moins tumultueuse, moins agitée et plus close, n'en fut que plus meurtrière. La plupart eurent bientôt brisé leurs épées; mais ils n'en continuèrent pas moins à combattre, les uns avec les tronçons de fer qui leur restaient, d'autres avec des pierres, et jusqu'avec des poignées de sable et de gravier. Ceux qui ne trouvaient rien dont se faire une arme se saisissaient corps à corps, à la gorge, aux cheveux, luttant, se roulant sur la poussière ou sur les corps des blessés, des mourants, des morts.

Vers le milieu du jour la victoire était encore incertaine; les forces et les armes commençaient à manquer aux combattants et l'acharnement était encore égal de part et d'autre, lorsque tout à coup quelques centaines d'hommes, accourus du côté de Cordoue, se précipitèrent dans la mêlée. Ce n'étaient point des hommes de guerre; c'était une populace tumultueuse, une foule de portefaix, d'artisans, de bouchers, qui tous arrivaient en fureur et avides de sang. Chacun d'eux s'était armé comme il

avait pu; les uns venaient avec des lances ou des épées, avec des haches ou des bâtons, d'autres avec les instruments de leur profession, et les bouchers avec leurs longs couteaux; plusieurs, faute de loisir pour chercher de meilleures armes, arrivaient des pierres à la main ou dans les pans de leurs habits. La plupart étaient sans armure défensive; mais quelques-uns avaient trouvé sous leur main une vieille cuirasse dont ils s'étaient couverts, une targe délabrée dont ils avaient chargé leur bras.

Dans toute autre circonstance, une pareille cohue, paraissant à l'improviste sur un champ de bataille entre deux vaillantes armées aux prises, n'aurait excité que leur risée; dans la crise de la bataille actuelle entre les Yaméniens et les Modharites, cette cohue était plus redoutable qu'il ne fallait pour assurer le triomphe des uns et l'extermination des autres. Excités, guidés par des hommes de l'armée d'Ioussouph, ces artisans, ces bouchers, se ruèrent avec furie sur les Yaméniens hors d'haleine et déjà pressés par les adversaires qu'ils avaient en tête; ils n'eurent guère que la peine de les égorger, de les assommer ou de les prendre. Dès ce moment la victoire fut décidée et complète; presque tous les Yaméniens qui n'avaient pas été tués furent faits prisonniers, sans en excepter les deux chefs Aboulkhatar et Yahia.

L'événement qui venait de décider cette victoire était une inspiration de Somail. Voyant l'obstination des adversaires, le Syrien, se tournant vers

Ioussouph : « A quoi bon, lui avait-il dit, supporter seuls le fardeau de la bataille, tandis que nous avons de si bons auxiliaires dans le marché de Cordoue? » Là-dessus il avait envoyé dans cette ville quelques agents pour y exciter la partie la plus énergique de la populace à s'armer et à venir prendre part à la bataille. Cet ordre avait été exécuté, et avec le succès que l'on a vu.

Aboulkhatar et Yahia furent mis à mort, avec un grand nombre de leurs principaux partisans; mais le gros des prisonniers fut épargné et renvoyé libre.

Si grande qu'elle fût, cette victoire ne termina pas d'un seul coup la lutte des populations musulmanes de la Péninsule entre elles; de nouveaux adversaires s'élevèrent de toutes parts contre Ioussouph, les uns aspirant à relever le parti yaménien, les autres disputant pour leur compte, au vainqueur, le pouvoir qui avait été le prix de la victoire. Ce fut particulièrement dans le Nord, entre l'Ebre et les Pyrénées, que les Yaméniens firent encore quelques efforts pour se soutenir.

Saragosse était leur capitale et le centre de leurs forces; aussi le premier soin d'Ioussouph, après la bataille de Seconda, fut-il d'envoyer Somail sur cette frontière pour y commander et y soumettre les débris du parti vaincu. Somail trouva tout le pays dépeuplé par la guerre et par la famine des années précédentes; il ne lui fallut qu'une troupe de deux cents Koreïchites, renforcés de ses esclaves

et de sa suite, pour se rendre maître de Saragosse. L'historien dont j'ai extrait les principales notices de ce résumé semble dire qu'en prenant possession de cette dernière ville et de toute la frontière, Somail s'empara en même temps de beaucoup de propriétés particulières, sans doute de celles des Yaméniens morts dans la guerre ou émigrés à la suite des troubles précédents. Ces propriétés furent pour lui un moyen de se faire des partisans; il en attira et il lui en vint de tous côtés, avec l'appui desquels il ne tarda pas à se rendre puissant dans le pays et à y établir un peu d'ordre.

Dans ce que j'ai dit de la querelle des Arabes andalousiens d'origine yaménienne avec ceux d'origine modharite, je n'ai parlé ni de la Septimanie ni de son émir; c'était toujours Abd el Rahman ben Olkama, le même qui, dans la précédente guerre contre les Syriens de Baledj, avait joué le rôle principal, celui du héros ou du chevalier national des Andalousiens; mais il n'est point nommé dans le récit des derniers troubles, et il y a beaucoup d'apparence qu'il n'y figura point. Ce ne fut pas faute d'activité ou d'ambition, mais bien plutôt, à ce qu'il semble, par suite du projet calculé de laisser d'abord les chefs de faction les plus compromis ou les plus pressés épuiser leurs forces les uns contre les autres, pour fondre ensuite sur le vainqueur affaibli et se mettre à sa place.

A peine Ioussouph eut-il triomphé d'Aboulkhatar que l'émir de Narbonne se déclara contre lui

et se mit à lever des forces à la tête desquelles il allait passer ou avait peut-être déjà passé les Ports, lorsqu'il fut assassiné par des mécontents ou des traîtres qu'il avait dans son armée; sa tête fut envoyée à Ioussouph, à qui elle avait peut-être été vendue. Abd el Rahman ben Olkama est le dernier vali connu de Narbonne; celui qu'Ioussouph y dut envoyer à sa place n'est nommé nulle part.

Tous ces événements de l'histoire des Arabes andalousiens, tant en Espagne qu'en Septimanie, dont je viens d'ébaucher le tableau, se passèrent dans l'intervalle de six à sept ans (de 739 à 746). L'époque à laquelle Ioussouph commença à gouverner la Péninsule sans opposition manifeste coïncide à peu près avec celle où Vaifre, devenu souverain de l'Aquitaine par l'abdication de son père, commença de son côté à se distinguer au gouvernement de ses Etats.

Quelque incomplète ou imparfaite qu'elle puisse être en soi, cette ébauche ira du moins au but principal pour lequel je l'ai tracée; elle servira à prouver combien il eût été facile aux pays chrétiens alors en contact et en lutte avec les Arabes andalousiens de les chasser de la Septimanie et même de les refouler assez loin au midi de la Péninsule, si, dans les circonstances que j'ai décrites, ils les eussent attaqués de concert et avec vigueur.

Les chrétiens d'outre les Pyrénées, principalement ceux des Asturies, profitèrent, il est vrai, de ces circonstances pour se fortifier et s'agrandir. C'est

à la période des guerres civiles et nationales dont j'ai marqué la suite qu'il faut attribuer la formation et l'affermissement d'un Etat chrétien dans cette partie de la Péninsule. Ce fut alors que les successeurs de Pélage descendirent de leurs montagnes dans les plaines, de leurs forteresses perchées sur des rocs inaccessibles dans les villes populeuses, le long des fleuves, dans de fertiles vallées et sur les côtes de la mer; ce fut alors que la ville d'Astorgue revint du pouvoir des Arabes à celui des Asturiens et chassa toute la partie musulmane de ses habitants; ce fut alors, enfin, que commencèrent en Espagne ces concessions de franchises municipales par lesquelles les rois et les seigneurs chrétiens cherchèrent à attirer des populations chrétiennes dans les lieux d'où ils avaient chassé les Musulmans.

Parmi les historiens arabes, il y en a qui attribuent tous ces avantages à Don Pélage, à ce premier roi des Asturies, plus fameux encore dans leurs chroniques que dans celles des moines ou des prêtres chrétiens du moyen-âge [1]; mais c'est un

(1) Un de ces historiens raconte ainsi le commencement du règne de Pélage. — Il ne restait plus à Tarik et à Moussa qu'une seule forteresse à prendre au nord-ouest de la Péninsule; au moment où elle allait être prise, Pélage s'y jeta avec trois cents hommes; et les Arabes l'y assiégèrent aussitôt. Le siége fut si long que tous les compagnons de Pélage moururent de faim, à l'exception de trente, et de dix femmes qui n'avaient d'autre nourriture que le peu de miel qu'ils recueillaient dans les crevasses du roc sur

point sur lequel il faut s'entendre. Don Pélage était mort en 737, et son fils Favila, qui lui avait succédé, n'avait régné que deux ans. C'est aux cinq ou six premières années du règne d'Alphonse Ier, gendre de Pélage, d'abord duc de Cantabrie, puis roi des Asturies de 733 à 757, qu'il faut rapporter les exploits qui firent des Asturies un petit Etat, noyau glorieux de l'Espagne future.

Alphonse Ier aurait sans doute fait davantage contre les Arabes et les aurait refoulés plus loin, si les Aquitains eussent pu, de leur côté, tourner leurs forces et leur activité contre eux; mais, dès 740, Hunald avait été en différend avec Charles Martel et obligé de se tenir en garde contre lui; deux ans plus tard la guerre avait éclaté entre lui et Pepin. Cette guerre avait, comme nous l'avons vu, amené son abdication, et, par une sorte de fatalité remarquable dans un fils d'Eudon, il s'était jeté dans un cloître sans avoir tiré l'épée contre les Arabes, sans avoir rien fait pour seconder les efforts des populations basques et asturiennes contre eux.

Lorsque Vaifre, son fils, lui succéda, les circonstances n'étaient déjà plus si favorables pour faire la guerre aux Arabes andalousiens. Ioussouph et Somail, qui venaient de saisir le pouvoir, travaillaient habilement et avec énergie à le réorganiser; ils

lequel était perchée leur citadelle. Les Arabes se lassèrent du siége, l'abandonnèrent, et Pélage en sortit victorieux, pour conquérir peu à peu les cantons environnants.

avaient déjà rallié sur la frontière une partie des forces musulmanes, et les chrétiens de la Gaule n'avaient plus la chance de franchir cette barrière sans combat.

Cependant Vaifre, plus actif que son père ou plus touché que lui de la gloire de chasser les Musulmans de la Gaule, voulut faire ses premières armes contre eux; c'était, autant que l'on peut l'affirmer sur des estimations chronologiques approximatives, le moment où l'émir de Narbonne, Abd el Rahman ben Olkama, venait de se mettre en marche contre Ioussouph; il n'avait pu laisser derrière lui des forces considérables, et la circonstance était propice pour tenter une invasion. Vaifre en profita; il entra en Septimanie avec une armée; mais ce qu'il y fit, l'histoire ne nous l'apprend pas[1]. La seule chronique où il s'agisse de cette expédition se borne à rapporter qu'en l'année 746 Vaifre pilla Narbonne, paroles vagues que l'on ne sait si l'on doit entendre strictement du pillage de cette ville ou de celui du pays.

Mais les chroniques arabes contiennent quelques notices un peu moins sommaires, qui ne peuvent guère se rapporter à d'autre expédition qu'à celle de Vaifre contre Narbonne, et d'où l'on peut conclure que cette expédition occasionna d'assez grands mouvements sur les frontières de la Septimanie et de l'Espagne orientale. D'après les chroniques dont

(1) Annal. Aniani. — Chronic. Moissiac. ad an. 746.

il s'agit, il y eut, sur ces frontières, dans le pays de Afrandj, de dangereuses révoltes, de sorte que le nouvel émir de la Péninsule, Ioussouph, fut obligé d'y envoyer des troupes d'infanterie et de cavalerie; ces troupes partirent sous le commandement de trois chefs, dont l'un était Houssain ben Dodjan, le second Soliman ben Chebab, et le troisième Aboulasouad.

De ces trois chefs, il en est deux de l'existence desquels nous pouvons prendre date ici, puisque nous les verrons figurer de nouveau, par la suite, dans les relations de la Gaule avec l'Espagne arabe. L'un des deux, Soliman ben Chebab, était un Syrien, des compagnons de Baledj, chef de ces Arabes de Damas qu'Aboulkhatar avait établis à Elvire comme une espèce de colonie militaire. L'autre, Aboulasouad, était un des fils d'Ioussouph.

Ces trois chefs rétablirent la tranquillité sur les frontières de la Septimanie, et leur apparition suffit probablement pour faire rentrer le pays sous la domination arabe. Peut-être Soliman resta-t-il alors, en qualité d'émir, à Barcelonne, où nous le retrouverons bientôt [1].

L'expédition de Vaifre contre Narbonne n'eut donc guère d'autres résultats que le pillage et la dévastation du pays. Il est très probable que le jeune chef en avait espéré de plus importants et ne s'attendait pas à voir les forces arabes, naguère si

(1) Conde. tom. I. 37. p. 127.

vivement engagées dans des querelles domestiques, se retourner si brusquement contre les chrétiens.

Du reste, l'union dont ce succès était l'effet et la preuve dura peu dans la Péninsule. Vers 750 la guerre éclata de rechef entre les restes du parti yaménien et l'émir Ioussouph, et de nouveaux désordres s'ensuivirent, aussi étendus, aussi funestes que ceux dont ils étaient la suite. Le détail en serait trop long et n'est point assez lié à mon sujet pour qu'il me soit permis de m'y livrer; l'unique chose nécessaire, c'est d'en indiquer, en peu de mots, le résultat définitif et le plus grave.

Après quelques succès momentanés contre Ioussouph et Somail, les chefs du parti yaménien furent de nouveau vaincus et opprimés; mais ils conspirèrent en secret. Des personnages qui avaient jusque là appartenu à différentes factions, fatigués de discordes et affligés de voir les forces de l'islamisme déchoir de plus en plus par l'effet des guerres civiles, se rallièrent à eux, et tous ensemble conçurent un projet qui finit par changer totalement la face des choses dans la Péninsule.

En l'année 748 une grande révolution s'était faite dans l'empire musulman. Abdalla Aboulabas s'était révolté contre Merouan ben Mohamed, le dernier des khalifes Ommiades, l'avait vaincu, fait mourir, et s'était emparé de l'empire qu'il assura à de nombreux descendants, qui en ravivèrent la gloire déjà obscurcie sous les chefs amollis de la précédente dynastie. Avec Merouan périrent tous les individus

mâles de sa race, au nombre de quatre-vingt-dix.

Un seul échappa, comme par miracle, à ce carnage; ce fut Abd el Rahman ben Maouayia, jeune homme de vingt ans, d'une capacité peu commune et du plus aimable caractère. Averti à temps du désastre de sa famille, il avait fui déguisé, en compagnie de quelques amis dévoués, et s'était d'abord caché dans le désert de Syrie parmi les Bédouins; de là, gagnant l'Afrique, il s'était enfoncé dans les vallées de l'Atlas, où il vivait inconnu et paisible parmi les Berbères nomades qui lui avaient donné l'hospitalité.

La catastrophe de sa famille, le merveilleux de sa fuite et de ses aventures, avaient fait du bruit parmi les Arabes andalousiens, et le secret de sa retraite dans les déserts de Barka était connu de plusieurs de ceux qui conspiraient contre Ioussouph. Ils proposèrent d'appeler dans la Péninsule ce dernier rejeton de la race des Ommiades, de le prendre pour sultan et de l'aider de tout leur pouvoir à établir enfin dans le pays un ordre durable; leur proposition fut approuvée et suivie, avec des conséquences que j'aurai l'occasion de signaler. Mais entre le moment où ce projet fut conçu et celui où il commença à en sortir de bons effets, plusieurs années de désordre s'écoulèrent pour les Arabes de la Péninsule, et l'occasion revint alors pour les chrétiens de la Gaule de recouvrer la Septimanie. Toutefois ce ne fut pas pour Vaifre qu'elle revint; le moment approchait où ce chef ne pourrait avoir

autre souci ni de plus haute ambition que de se fendre contre Pepin. Je reviens à celui-ci; il est mps de voir comment il préluda à la dernière ierre d'Aquitaine.

XXVII.

PEPIN COURONNÉ ET SACRÉ ROI.

J'ai laissé les deux fils de Charles Martel au moment où ils venaient de conclure avec Hunald l'espèce de trève dont celui-ci avait profité pour abdiquer. Toujours d'accord entre eux, les deux frères firent, tantôt en commun, tantôt chacun à part, plusieurs campagnes contre les peuples d'Outre-Rhin. Mais en 746 Carloman, pris tout-à-coup du désir exclusif des choses célestes, abandonna le monde et la royauté pour embrasser la vie monastique[1]. Il passa les Alpes, se rendit à Rome, où il fut tonsuré des mains du pape Zacharie; de là il se retira au fameux monastère du mont Cassin.

Pepin devint, par la retraite de son frère, le chef unique de la monarchie franke, ce qui était assurément pour celle-ci la meilleure chance de nouveaux accroissements. Grifon, le troisième fils de Charles Martel, vivait encore, mais dans une prison où Carloman l'avait jeté lors de la première tentative qu'il avait faite pour s'emparer, les armes à la main, de la portion de l'héritage paternel que lui détenaient

(1) Annal. Metens. ad an. 746.

ses frères. Touché du sort du jeune prisonnier et désormais trop fort pour en avoir rien de bien grave à craindre, Pepin rendit la liberté à Grifon, mais sans lui offrir un coin de terre dans l'empire[1].

Irrité, ambitieux et remuant, Grifon ne fut pas plus tôt libre qu'il s'enfuit outre Rhin, accompagné d'un grand nombre de leudes franks qui avaient pris parti pour lui contre son frère. Il se rendit en Saxe, où il leva aisément une armée; Pepin marcha aussitôt contre lui et contre les Saxons. Ceux-ci déconcertés ne parurent pas à Grifon assez ardents à le soutenir; il les laissa faire leur paix comme ils l'entendirent et courut en Bavière chercher une retraite plus sûre.

Il y arriva dans un moment favorable. Odilon, le vieux duc, venait de mourir, et ne laissait pour lui succéder qu'un fils au berceau, ce Tassilon, depuis si célèbre par sa longue résistance à Charlemagne, mais alors favorable à Pepin. Grifon se fit un parti à la tête duquel il s'empara du pays, et se ligua avec Lanfried, duc des Allemans ou des Suèves. Pepin battit et rompit cette ligue, non toutefois sans être obligé de traiter avec son frère et de lui faire des concessions. Il lui donna sur les confins de la Bretagne, entre la Seine et la Loire, douze comtés, en possession desquels Grifon entra aussitôt après le traité, en 749 ou 750[2].

(1) Annal Metens. ad an. 746.

(1) *Ibid.* ad an. 759.

Il en jouit à peine quelques jour . ayant probablement observé dans les procéd . son frère avec lui des indices de mauvais dess ; il en fut effrayé, et se réfugia chez le duc d'Aq..taine, Vaifre, qui l'accueillit très bien [1]. Pepin se tint pour grièvement offensé de la conduite de celui-ci; il lui fit d'abord des plaintes, puis des menaces également inutiles, et tous les deux se préparèrent à la guerre. Mais cette guerre ne devait pas éclater sitôt: Pepin, qui était seul en position d'y jouer le rôle d'agresseur, était pour lors à la poursuite d'un projet dont le succès devait modifier singulièrement sa destinée politique et celle de la monarchie franke elle-même.

Il y avait un point grave sur lequel la position des fils de Charles Martel s'était trouvée à peu près la même que celle de leur père; c'était en ce qui concernait la nécessité d'affecter aux hommes de guerre une portion des revenus ecclésiastiques. Mais, plus religieux que Charles Martel, ou plus frappés que lui de l'importance de ménager la puissance sacerdotale, ils eurent plus de chagrin et plus de souci de cette nécessité où ils se virent de continuer à dépouiller les églises, et de persister dans un système qui achevait de perdre toute discipline ecclésiastique. Ils mirent plus d'empressement à alléger le mal et à offrir des compensations à l'Eglise pour la part de ce mal qu'il n'était pas en leur pouvoir de faire cesser.

(1) Adonis Chronic. — Annal. Metens. loc. cit.

Ainsi, dans le Champ-de-Mars tenu à Leptines en 743, il avait été décidé, relativement aux terres ecclésiastiques affectées au service militaire : 1° que les églises propriétaires de ces terres en partageraient le revenu avec le détenteur laïc; 2° qu'un homme de guerre en jouissance d'un bénéfice ecclésiastique venant à mourir, le bénéfice retournerait à l'église; 3° que tout bénéfice par la privation duquel une église serait réduite à la pauvreté lui serait à l'instant restitué.

Que ce capitulaire fut exécuté ou même exécutable, il y a fort à en douter; mais moins Carloman et son frère avaient réussi à réparer les pertes matérielles que l'église avait faites depuis l'avénement des Carlovingiens, et plus ils avaient mis de zèle à seconder l'accroissement de son pouvoir moral et la restauration de sa discipline. Du reste, ce n'était pas du clergé frank que pouvaient venir les idées et les tentatives de réforme ou de développement de la puissance ecclésiastique; ce clergé était désormais trop déchu de tout savoir, de tout sentiment de sa destination religieuse, trop préoccupé de ses intérêts matériels les plus grossiers, pour se réformer de lui-même. Il n'y avait plus au monde qu'un seul pouvoir, que le pouvoir papal, intéressé à sauver l'esprit et les doctrines du christianisme, et capable de tenter quelque chose pour la restauration morale et religieuse du clergé gaulois. Ce pouvoir n'avait jamais été oisif dans la Gaule; il y avait toujours trouvé beaucoup à faire depuis l'invasion des Bar-

bares; mais il y prit, sous les fils de Charles Martel, une marche et des développements inattendus.

Ce fut alors que l'on commença à voir les assemblées nationales des Franks, les assemblées du Champ-de-Mars transformées en synodes ecclésiastiques, sous la présidence d'un légat en titre du pontife romain, dicter par l'organe de l'autorité politique des réglements et des lois, dans le but direct et formél de restaurer la religion divine, la discipline ecclésiastique, et d'assurer le salut spirituel des peuples.

Le légat sous lequel se tinrent ces premiers synodes (de 742 à 750), saint Boniface, le célèbre apôtre des Germains, prit alors sur le chef de l'Austrasie, sur Carloman, une influence dont le principal résultat fut de changer le but et en partie le mode des expéditions guerrières des Franks contre les peuples d'Outre-Rhin. Jusque là indifférents à la condition religieuse ou sociale de leurs sujets germains, les rois franks n'avaient exigé d'eux que de la soumission et n'avaient employé contre eux d'autre force que celle des armes. Carloman eut le premier l'idée de les conquérir pour les rendre chrétiens, et de les rendre chrétiens, de leur donner des églises et des prêtres, pour les rompre à l'obéissance, pour les obliger à contracter des habitudes d'ordre et de paix. En 755, ayant fait une campagne heureuse contre les Saxons, il en prit le plus grand nombre qu'il put, parmi ceux qui confinaient avec les terres des Franks, et les fit baptiser de gré ou de

force, croyant bien faire pour eux et pour lui. Déjà, trois ans auparavant, il avait organisé en Germanie la première église chrétienne dont on ait une connaissance positive, celle même dont saint Boniface fut évêque.

Ces relations déjà si intimes des chefs carlovingiens avec les papes et les légats des papes ne tardèrent pas à se resserrer encore sous Pepin. Outre leur zèle commun pour les intérêts généraux de la religion, les deux partis avaient chacun des raisons de position et d'intérêt personnel pour se ménager et se rapprocher. Il manquait à chacun des deux quelque chose qu'il était au pouvoir de l'autre de lui assurer, de sorte qu'en se liguant ils n'aspiraient, pour ainsi dire, qu'à se compléter réciproquement.

A l'époque dont il s'agit, il y avait déjà plus d'un siècle que les Lombards étaient entrés en Italie, et leur domination n'y était encore ni paisible, ni bien assise. Ils ne cessaient de convoiter, d'envahir, de ravager les provinces de cette contrée que l'Empire romain possédait encore, bien que de jour en jour plus incapable de les défendre. Rome était surtout l'objet de leur ambition, le but vers lequel ils tendaient, comme vers le terme naturel de leur conquête. Aussi ne manquaient-ils pas une occasion de la menacer, de la sommer de se rendre à eux, de mener contre elle leurs bandes dévastatrices; et ils avaient déjà occupé de force plusieurs autres villes du pays.

Protecteurs naturels et patrons de Rome, les

papes étaient dans des alarmes continuelles. Ils sentaient combien il importait au christianisme de sauver de la barbarie violente et tracassière des Lombards l'indépendance de Rome et les restes de sa culture; mais ils n'avaient pour cela aucune force propre ou locale, et c'était en vain qu'ils réclamaient les secours de l'Empire. L'Empire n'avait pas trop de tous ses moyens pour se soutenir en Orient contre l'islamisme qui déjà le pressait vivement de toutes parts; il n'y avait donc pour les papes qu'un seul parti, c'était de se donner contre les Lombards un appui autre que celui des empereurs d'Orient; or, il n'y avait pas à hésiter sur le choix de cet appui.

Les Franks de la Gaule formaient alors, sous leurs chefs carlovingiens, la plus grande et presque la seule force politique et militaire de l'Europe chrétienne; il n'y avait donc point, pour les papes, d'autres auxiliaires que les Franks.

Grégoire III fut, entre les pontifes romains, le premier qui se trouva amené par la force naturelle des choses à reconnaître et à déclarer sur ce point la situation et l'intérêt de l'autorité pontificale.

Le roi des Lombards, Liutprand, ayant envahi et dévasté le territoire romain en 741, Grégoire envoya à Charles Martel une ambassade solennelle, chargée de solliciter son secours contre les Lombards et de lui remettre une lettre. Cette lettre, extrêmement remarquable, renfermait la pensée politique la plus hardie qui jusque là fût venue à un pape, la pre-

mière pensée de cette restauration de l'empire d'Occident, arrêtée bientôt après au profit ou à la charge de Charlemagne.

Pour mieux le décider à se constituer le protecteur des papes et des Romains, Grégoire III offrait à Charles Martel le titre de consul ou de sénateur romain, auquel était déjà ou serait désormais attachée la souveraineté politique de Rome et de son territoire, souveraineté dont l'empereur de Constantinople serait dès lors tenu pour déchu. Quant au gouvernement immédiat du pays sous le patronage du chef des Franks, il n'en était rien dit; mais il était dans la convenance et dans la nécessité des choses qu'il fût assuré aux pontifes, qui en étaient déjà actuellement en possession ou y avaient du moins une grande part. En un mot, c'était une défection complète, formelle et définitive de l'Empire d'Orient, que Grégoire III avait projetée au profit du duc des Franks.

A qui voudrait le juger d'après les distinctions modernes entre le pouvoir religieux et le pouvoir politique, d'après les idées reçues sur la nature et la destination propres de chacun de ces deux pouvoirs, ce projet paraîtrait probablement beaucoup plus grave et plus hardi que la fameuse déclaration de Zacharie, dont il fut comme le prélude; mais, considéré en lui-même, à son époque, et dans l'ensemble complexe des circonstances dont il était la suite, ce ne fut, de la part de Grégoire III, qu'une tentative obligée et louable, pour mettre

sous une protection effective les plus nobles restes et les traditions les plus respectées de la civilisation romaine, menacées jusque dans leur dernier foyer.

Charles Martel ne put qu'être frappé de ce qu'il y avait de glorieux, pour lui et pour les Franks, dans les plans de Grégoire; mais les propositions du pontife n'étaient pas de nature à être acceptées sans délibération, ni exécutées à l'instant même, et Charles ayant été bientôt après atteint de la maladie dont il mourut, le projet du pontife était tombé dans une sorte d'oubli jusqu'au moment où Pepin était devenu le maître unique de la monarchie. Pepin était las de cette espèce de fantôme royal de Childéric, dont il n'était censé que le ministre; il aspirait à être enfin pleinement roi, à l'être par le nom comme par les actes, en apparence comme en réalité. Il savait que l'autorité pontificale pouvait sanctionner ses prétentions sur ce point et l'investir d'un titre qui ôterait enfin aux vieux scrupules mérovingiens l'espèce d'appui que leur prêtaient encore les idées ecclésiastiques sur l'origine et la nature du pouvoir monarchique. Il avait agi en conséquence de sa conviction, et de manière à se donner le droit de solliciter un service si délicat.

Ce fut en 751 qu'il crut pouvoir s'aventurer à faire au pape Zacharie la question trop fameuse : auquel des deux personnages devait désormais appartenir le nom de roi, à celui qui en exerçait tous

les actes et en avait tout le pouvoir, ou bien à celui qui n'en avait que le titre, destitué de toutes fonctions et de toute autorité? La question était précise; la réponse le fut. Zacharie déclara que là où étaient le pouvoir et les actes, là aussi devaient être le nom et le titre.

Cette déclaration pontificale n'eût pas été plutôt divulguée que Childéric III fut enlevé de la métairie royale où il végétait, tonsuré et jeté dans un cloître, où il mourut sans que l'histoire ait daigné noter quand. Pepin fut élu et sacré roi à Soissons, par le légat de Zacharie, par saint Boniface lui-même, en présence et du consentement des Franks.

Pour qui observe bien la marche de tous ces faits et leurs rapports entre eux, il est impossible de supposer la question de Pepin hasardée sans négociation préalable et au péril d'un refus; il n'est pas moins difficile de regarder la réponse de Zacharie comme absolument désintéressée. Tout oblige ou autorise à présumer que Pepin n'obtint pas du pape une complaisance facile à refuser sans prendre des engagements plus ou moins favorables aux plans déjà arrêtés de la politique pontificale, concernant le patronage, la souveraineté et le gouvernement de Rome. Ce n'est toutefois qu'en 753 que l'on voit Pepin entrer ouvertement dans ces plans et s'engager dans leur exécution.

Le pape Etienne II venait de succéder à Zacharie, et Astolphe à Liutprand comme roi des Lombards. A peine sur le trône, Astolphe avait envahi le ter-

ritoire romain, menacé Rome d'un assaut, et semblait décidé à ne plus rien ménager pour en venir à ses fins. Jamais les papes n'avaient eu un si pressant besoin de secours; Etienne II passa les Alpes pour venir dans la Gaule solliciter en personne ceux de Pepin. Il y eut entre le pape et le roi une espèce de négociation, dont le résultat fut que ce dernier descendrait en Italie le plus tôt et avec le plus de forces qu'il pourrait, pour assurer enfin l'indépendance et le repos des pontifes romains contre les Lombards. En attendant, et comme pour première récompense de cette promesse, Etienne sacra de nouveau de ses propres mains Pepin et ses deux fils, Carloman et Carle.

Ainsi se resserrait de plus en plus l'alliance des papes et des Carlovingiens, ainsi se multipliaient et se rapprochaient, pour l'autorité sacerdotale, les occasions et les chances d'intervenir dans les affaires et dans les intérêts de la monarchie franke.

Affermi sur le trône par toutes les sanctions du sacerdoce, Pepin poursuivit avec plus d'ardeur, de confiance et d'ensemble que jamais, le grand projet carlovingien de remettre sous la domination franke les portions de la Gaule encore mal soumises ou complètement indépendantes. C'étaient l'Aquitaine, à laquelle il faut joindre la Vasconie et la Bretagne armoricaine devenue depuis près d'un siècle de plus en plus étrangère aux Franks.

Il y avait eu, comme nous l'avons vu, dès l'an 743, entre Vaifre et Pepin, des menaces et des apprêts

de guerre qui n'avaient été suspendus que par les négociations relatives au couronnement ecclésiastique de ce dernier. Une fois qu'il eût été sacré roi, ses pensées revinrent aussitôt, et comme d'elles-mêmes, à la guerre projetée. Du reste, cette guerre n'était encore qu'une guerre accidentelle, en dehors ou tout au plus le prélude de celle plus difficile par laquelle il comptait terminer la vieille lutte des Aquitains et des Franks; mais elle n'en était pas moins urgente et motivée.

On se rappelle que Vaifre avait accueilli dans ses États Grifon, le frère révolté de Pepin, et s'était allié avec lui contre ce dernier. Or, Grifon, sans être par lui-même un ennemi bien redoutable, avait des chances de le devenir en Aquitaine avec l'appui et sous la direction de Vaifre. Les leudes franks avaient déjà commencé à reprendre sous Pepin l'allure séditieuse qu'ils avaient eue sous les rois mérovingiens. Beaucoup d'entre eux s'étaient ralliés à Grifon et l'avaient suivi en Aquitaine; or, il n'était nullement dans la politique de Pepin de leur laisser la tentation et le loisir de s'y multiplier, et de se mettre en communication régulière avec ceux de ses leudes dont la foi n'était pas à l'épreuve de la séduction, bien que non encore séduits.

Un des premiers actes de Pepin, après son couronnement de Soissons (752), fut d'envoyer à Vaifre une ambassade chargée de lui faire de sa part diverses sommations qui ne sont pas toutes connues; la plus importante était celle de lui livrer son

frère Grifon, auquel il avait mal à propos donné asile en Aquitaine. Il paraît aussi que Pepin mit en avant son nouveau titre et ses nouveaux droits comme roi sacré par l'église, pour exiger de Vaifre des démonstrations de soumission et de fidélité[1].

A ces sommations Vaifre ne répondit que par des refus pleins de fierté, et la guerre semblait toujours imminente entre les Aquitains et les Franks. Cependant Grifon qui, entre deux partis, était toujours pour le plus hasardeux et le plus nouveau, ne voulut plus attendre les événements en Aquitaine dès l'instant où il vit une grande querelle prête à éclater au-delà des Alpes entre les Franks et les Lombards. Pressé d'aller joindre Astolphe il quitta Vaifre, et, suivi de sa petite armée de Franks aventuriers qui s'étaient attachés à lui, il se dirigea vers les Alpes; mais il ne devait pas les passer. Arrivé à Saint-Jean de Maurienne, il y trouva deux comtes avec leurs troupes pour lui barrer le passage; il y eut entre eux un combat acharné dans lequel les deux comtes et Grifon furent tués[2].

Ce jeune turbulent, ayant ainsi pris de lui-même le parti d'abandonner l'Aquitaine et de se jeter tête baissée dans les hasards nouveaux où il devait périr, Pepin n'était plus aussi pressé de faire la guerre à Vaifre; il était redevenu le maître d'attendre, pour conquérir l'Aquitaine, le moment où

(1) Annal. Metens. ad an. 752.
(2) *Ibid.*

il aurait à sa disposition tous les moyens d'y réussir, et ce moment était encore assez éloigné. Il était dans son plan de préluder à cette conquête principale par d'autres moins difficiles qui devaient lui en élargir la voie; ce fut contre les Arabes de la Septimanie qu'il fit sa première expédition de guerre, en qualité de roi sacré par l'église. C'était débuter en vrai champion de celle-ci, selon ses vœux, et peut-être selon ses instructions et ses exigences positives; mais, sur ce point, Pepin ne pouvait avoir un grand mérite à céder à l'influence pontificale; la conquête entrait directement dans ses vues et se liait à celle de l'Aquitaine.

Toutes les chroniques frankes parlent de l'expédition que Pepin, couronné roi, fit en 752 contre les Musulmans de la Gaule; mais elles en parlent avec cette déplorable concision qui confond sous les mêmes formules, sous des paroles abstraites et mortes les événements les plus divers par leurs accessoires, par leurs détails, par leurs résultats, et les écrivains arabes n'offrent en ce cas particulier aucun moyen de les commenter. Tout ce que l'on peut affirmer d'après ces derniers, relativement à l'expédition dont il s'agit, c'est que le moment était on ne peut mieux choisi pour l'entreprendre. La guerre s'était rallumée entre Ioussouph et ses adversaires. La faction des Yaméniens s'était relevée dans le voisinage des Pyrénées; elle avait tenu Somail long-temps assiégé dans Saragosse, l'en avait chassé et avait recouvré la domination de la ville;

mais Ioussouph était accouru bientôt après, et avait soumis de nouveau les Yaméniens de cette contrée.

Dans ce renouvellement de troubles, les affaires de la Septimanie ne pouvaient être pour le gouvernement de Cordoue que d'un intérêt très secondaire, et Pepin était à peu près sûr, en envahissant ce pays, de n'y avoir affaire à d'autres forces qu'à celles qui s'y trouvaient déjà, et qui ne pouvaient être considérables. Il se porta, à ce qu'il paraît, directement sur Narbonne, qu'il assiégea dans les formes, et contre laquelle il employa tous les procédés alors usités dans l'attaque des places; mais la ville avait été fortifiée avec le plus grand soin, elle était défendue par une garnison vaillante d'Arabes du parti d'Ioussouph, et tous les efforts de Pepin furent vains[1]. Toutefois la campagne ne fut point perdue pour lui; la plupart des autres villes de la Septimanie n'étaient point gardées ou ne l'étaient pas par des milices arabes, mais simplement par leurs habitants chrétiens, gallo-goths ou gallo-romains, aux ordres de leurs comtes nationaux ou des vicaires de ceux-ci.

Entre tous ces officiers chrétiens subordonnés à l'émir de Narbonne, un seigneur visigoth, nommé Ansemond, tenait un rang considérable, ayant, à ce qu'il semble, outre le gouvernement particulier de Nîmes, le commandement supérieur de Beziers,

(1) Annal. Metens. ad an. 752.

d'Agde et de Maguelone, que les Arabes avaient sans doute rebâtie aussitôt après sa destruction par Charles Martel[1].

Ce fut avec ce seigneur, et, selon toute apparence, durant le siége de Narbonne, que Pepin noua des intelligences qui n'ont été dévoilées que par leur résultat. Ansemond livra aux Franks les quatre places qu'il commandait et tout leur territoire, qui faisait au moins la moitié de la province. Une fois maître de ces places, Pepin y laissa une portion de son armée, afin de poursuivre la conquête du reste du pays, de sorte que la lutte continua sans interruption entre les Arabes de Narbonne et les Franks. Cette lutte fut plus animée et plus longue qu'elle ne semblait devoir l'être; mais tous les incidents en sont ignorés, et je n'aurai guère à y revenir par la suite que pour indiquer, en peu de mots, comment et à quelle époque elle se termina.

Toute l'année 752 fut donnée à cette expédition contre les Musulmans de la Septimanie; l'emploi guerrier de l'année suivante fut plus varié. Je me dispenserai de raconter en détail une grande et sanglante expédition contre les Saxons révoltés, qui fut la première de cette année; mais elle fut suivie d'une seconde qui tient de plus près à mon sujet.

Depuis l'année 632, où avait éclaté, entre Dagobert et Judicaël, un différend dont j'ai parlé, il n'y

(1) Chronic. Moissiac. ad an. 752.

avait plus eu de guerre entre les Franks et les Bretons; les troubles épouvantables au milieu desquels s'était anéantie par degrés l'autorité des derniers Mérovingiens ne leur avait point permis de poursuivre les tentatives de leurs devanciers pour soumettre ce reste à demi sauvage des anciennes populations de la Gaule, qui, de la sorte, était rentré dans la plénitude de son indépendance. En 632, Judicaël avait abdiqué pour retourner dans le monastère dont il était sorti, laissant pour successeur son fils Allan II, encore mineur, sous la tutelle de son frère Riwallon. Allan ne régna pas moins de quarante-huit ans, durant lesquels il entretint les relations les plus intimes avec les Kymris de la Grande-Bretagne, alors aux prises avec les Saxons et les Angles, qui les poussaient de plus en plus vers la côte occidentale du pays.

Katwalladour, le dernier Breton, roi de la Grande-Bretagne, fut obligé, vers la onzième ou douzième année de son règne, pour se dérober lui-même aux horreurs d'une famine qui avait déjà fait périr la plus grande partie de ses sujets, de se réfugier dans la Bretagne armoricaine, où il fut accueilli fraternellement par Allan. Son absence dura quelques années, et les Saxons ne manquèrent pas d'en tirer parti; aidés par des renforts de leurs frères de Germanie, ils achevèrent de s'emparer de l'île. Katwalladour, à la tête d'une armée composée en grande partie des forces d'Allan, entreprit alors de reconquérir son royaume, et la lutte qui décida de la

souveraineté de la Grande-Bretagne entre les anciens habitants et les nouveau-venus fut encore assez longue[1].

Les Bretons gaulois y secondèrent avec ardeur et de toute leur puissance les Bretons insulaires, leurs frères, contre des peuples de même race que les Franks; ils retrempèrent en quelque sorte, dans des relations multipliées avec des tribus de même origine et de même langue qu'eux, leur ancienne nationalité celtique, et leur haine pour les Franks s'accrut du spectacle de toutes les violences exercées par les Saxons contre les Kymris.

Grallon, qui succéda à Allan, son père, vers l'an 690, n'est désigné que par le titre de comte, et il y a des historiens qui prétendent que les Franks lui enlevèrent les villes de Rennes, de Nantes et de Dol. Je ne sais sur quelle autorité ces historiens affirment ce fait, dont il n'est pas question dans les chroniques frankes; mais, en le supposant vrai, il n'y a rien d'important à en conclure pour l'histoire des guerres entre les Bretons et les Franks. Les villes dont il s'agit étaient des villes frontières que les deux partis perdaient et reprenaient souvent, sans qu'il en résultât rien de décisif pour le sort des deux pays auxquels elles appartenaient alternativement.

D'autres historiens avancent un second fait qui

(1) Voir les chroniques publiées dans le deuxième vol. de l'Archéologie galloise.

serait plus grave que le précédent, mais qui est aussi beaucoup plus suspect. Il y aurait eu, selon eux, à une époque qui semblerait devoir être rapportée au règne de Charles Martel, des comtes franks établis pour gouverneurs dans presque toutes les parties de la Bretagne, et ces comtes auraient été expulsés pour leurs vexations peu de temps avant le couronnement de Pepin. Un tel fait suppose de toute nécessité une guerre sérieuse entre les Bretons et les Franks, et une grande victoire au moins remportée par ces derniers; or, l'histoire ne dit rien d'une telle guerre ni d'une telle victoire.

De 692 à 753 les documents contemporains ne contiennent pas le moindre renseignement sur les affaires intérieures de la Bretagne, et tout concourt à prouver que, durant cette période, les Bretons n'eurent aucun démêlé grave avec les Franks et continuèrent à se gouverner comme ils l'entendirent, sans être troublés dans leur indépendance, mais devenant, à ce qu'il semble, de jour en jour plus sauvages.

Pepin fut le premier des Carlovingiens qui reprit avec décision et fermeté les projets des premiers conquérants mérovingiens sur la Bretagne. En 753 il fit contre ce pays une expédition à laquelle l'histoire n'assigne aucun motif plus urgent ou plus spécial que celui de compléter les conquêtes des Franks dans la Gaule; il prit, dit-on, la ville de Vannes et soumit toute la Bretagne. Le premier de ces deux faits est un fait précis et positif qui n'a rien en soi

que de très vraisemblable; quant à la seconde assertion, il n'y a pas lieu à la prendre de même à la lettre. Les événements ultérieurs constatent suffisamment que la Bretagne ne fut pas, en réalité, plus soumise à Pepin qu'à ses devanciers; mais du moins les Franks reprirent-ils, sous lui, contre les Bretons, une attitude belliqueuse et menaçante.

Cependant le moment était venu pour Pepin de tenir les engagements qu'il avait pris envers le pape Etienne II. Les sommations faites de sa part à Astolphe, roi des Lombards, de restituer soit à l'église, soit à la juridiction romaine, les villes et les terres qu'il en avait détachées et qu'il retenait de force, n'avaient eu aucun effet; le nœud de ce grand démêlé ne pouvait plus qu'être tranché par la guerre. Pepin descendit deux fois de suite en Italie et fit contre les Lombards deux campagnes dont le succès fut plus apparent que réel ou du moins ne fut pas immédiat. Il n'entre pas dans mon plan de décrire en détail ces deux campagnes, qui n'offrent d'ailleurs rien de remarquable ni de particulier sous le rapport militaire; les résultats sociaux et politiques en sont plus intéressants à noter, et peuvent l'être en peu de mots.

Pepin, après avoir battu deux fois les Lombards au pied des Alpes, enferma deux fois Astolphe dans Pavie, l'y assiégea deux fois et le réduisit à la nécessité de souscrire à toutes les conditions qu'il voulut lui imposer. Les deux principales de ces

conditions furent : 1° De ne plus envahir hostilement le territoire romain et de ne plus faire la guerre ni aux papes ni au peuple de Rome ; 2° de reconnaître désormais la domination des Franks, de leur payer tribut, et de céder immédiatement à Pepin toutes les villes et toutes les terres de la juridiction romaine actuellement occupées par les Lombards.

Ces villes et ces terres avaient été jusque là censées appartenir à l'empire grec et avoir été prises sur lui. Dès l'instant où Pepin eut contraint Astolphe à les lui céder, il les regarda comme sa conquête propre et directe, comme une propriété acquise par la victoire et dont il avait le droit de disposer. Il en disposa en faveur de l'église; il fit aux papes, dans la personne d'Etienne II, cette fameuse donation sur laquelle on a tant et si mal à propos disserté, comme si cet événement n'était pas en lui-même aussi simple et aussi vraisemblable que tout autre des mêmes temps, ou n'était pas aussi bien attesté.

Il y aurait plutôt lieu à disputer sur l'étendue de cette donation ; mais c'est un point secondaire auquel je n'ai pas besoin de m'arrêter; il me suffit de dire qu'elle comprenait à peu près ce qui a formé depuis l'Etat romain. Ce fut en vertu même de cette donation que les pays dont il s'agit passèrent de l'empire à l'église, et que l'autorité temporelle de celle-ci, qui n'avait été jusque là qu'une autorité de fait, subordonnée au moins nominalement à celle des empereurs de Constantinople, devint une au-

torité indépendante, ayant dans un nouvel ordre de choses sa raison et son droit.

L'intervention de Pepin et des Franks dans les démêlés entre les Lombards et les papes ne se borna pas à donner des terres et du pouvoir temporel à ces derniers; elle assura de plus l'indépendance politique de Rome, et le maintien, dans cette ville, d'un gouvernement municipal indépendant de l'autorité pontificale, d'un gouvernement calqué sur les formes antiques du sénat et en gardant le nom.

Pepin fut attaché par un double titre au nouvel ordre de choses qu'il venait d'établir ou d'assurer dans le cœur de l'Italie; il fut déclaré défenseur de l'église romaine et patrice des Romains. De ces deux titres, l'un lui imposait l'obligation de descendre en Italie, à la défense de l'église, chaque fois que celle-ci en aurait besoin et l'y appellerait. Le titre de patrice lui conférait une certaine suprématie politique et honorifique sur le gouvernement municipal de Rome et peut-être même sur le gouvernement temporel des papes. Ainsi commencèrent à s'accomplir, sous Etienne II, les plans dont Grégoire II n'avait pu que faire confidence à Charles Martel; ainsi s'agrandissait de plus en plus, pour Pepin, la sphère de ses actions, de ses idées et de ses intérêts.

XXVIII.

GUERRE DE VAIFRE ET DE PEPIN. — CONQUÊTE DE L'AQUITAINE.

Tandis que ces choses se passaient par-delà les Alpes, l'armée franke de Septimanie poursuivait vigoureusement la conquête de cette province, dont les Arabes tenaient encore les deux places les plus fortes, Narbonne et Carcassonne. Il n'est rien dit, dans les histoires, du siége ni de la prise de cette dernière; quant à Narbonne, les Franks ne s'en emparèrent qu'au bout de six ans d'attaques fréquentes et d'un blocus de trois ans. Ainsi donc le gouvernement de Cordoue eut plus de temps qu'il n'en fallait pour y envoyer des secours; mais les affaires de ce gouvernement étaient dans un état qui ne lui permettait guère de prendre des affaires de la Septimanie tout le souci qu'elles réclamaient.

La faction yaménienne avait, il est vrai, réussi à introduire en Espagne Abd el Rahman ben Mouayia, et l'avait mis à sa tête dès 755; mais le nouveau monarque avait à conquérir son royaume pièce à pièce, et Narbonne, sise au loin, par-delà les Pyrénées, n'était pas celle qu'il lui importait le plus de recouvrer. Il ne laissa pas toutefois de

faire une tentative pour la sauver des mains des Franks, si du moins ce fut par son ordre que le chef de la frontière orientale, Houssain ben Adegiam, leva des forces considérables, qu'il envoya dans les Pyrénées, sous le commandement de Soliman ben Chebab.

Le but de cette expédition était de disperser les rassemblements armés de montagnards qui interceptaient les communications de l'Espagne avec Narbonne, et sans doute aussi de jeter quelques renforts dans cette ville; mais elle fut on ne peut plus désastreuse; les Arabes furent exterminés au passage des Ports, et Soliman fut tué combattant à leur tête [1]. Dans les circonstances où cette perte eut lieu, elle n'était pas facile à réparer, et nulle puissance arabe ne pensa plus à secourir Narbonne.

Cependant, bien qu'abandonnés à eux-mêmes et de si près qu'ils fussent serrés par les Franks, les Arabes narbonésiens ne succombèrent qu'à la trahison. Les chrétiens de cette ville, et particulièrement les Goths qui en formaient la portion la plus puissante, étaient las d'un siége de plusieurs années; et, comme ils étaient armés, partageant avec les Musulmans la défense de la place, leur mécontentement ne s'arrêta pas aux murmures; ils entrèrent en intelligence avec les assiégeants et traitèrent avec eux de leur soumission [2].

(1) Conde. tom. I. p. 165.

(2) Chronic. Moissiac. ad an. 759.

De ce traité les chroniques rapportent seulement deux articles, et ne les rapportent même qu'en termes assez vagues. Les Goths s'engagèrent à livrer la ville aux Franks; ceux-ci, de leur côté, garantissaient aux habitants la libre jouissance de la loi gothique ou romaine, et probablement aussi d'autres priviléges plus spéciaux et moins ordinaires que celui-là.

Les chrétiens tinrent parole; ils tombèrent sur les Arabes, en égorgèrent autant qu'ils purent et ouvrirent leurs portes à l'armée de Pepin. Cette reddition de Narbonne eut lieu dans le courant de l'année 759 [1]; ainsi la domination arabe dans cette ville avait duré quarante ans ou un peu plus [2]. L'occupation d'Elne et de Caucoliberis dut suivre immédiatement celle de Narbonne; il y a même lieu de croire que les Franks passèrent alors les Pyrénées orientales et pénétrèrent jusqu'à Gironne; c'est du moins ce qu'il me semble pouvoir conclure d'un fait positif consigné dans quelques chroniques frankes.

Suivant ces chroniques, Soliman, émir des Sar-

(1) Chronic. Moissiac. Annales Metenses. ad an. 759.

(2) Les historiens arabes sont d'accord avec les chroniques frankes sur la date et les circonstances principales de la prise de Narbonne. Voici comment s'explique sur cet événement l'auteur suivi par Conde. « Des historiens racontent que ce fut cette année (142 de l'hégire) que les Musulmans perdirent la ville de Narbonne, après un siége de six ans et demi, et qu'ils la perdirent pour en avoir confié la garde aux chrétiens. » Conde. tom. I. p. 174.

razins, commandant à Gironne et à Barcelonne, se soumit à la domination de Pepin, lui et tout le pays qui dépendait de lui; elles ne marquent point la date précise de cette soumission, mais elles en parlent immédiatement à la suite de la prise de Narbonne, et semblent la désigner par-là comme postérieure à celle-ci et comme l'ayant suivie de près[1].

Le Soliman dont il s'agit ici est un personnage inconnu; car il ne saurait être le même que ce Soliman ben Chebab, qui avait marché en 756 au secours de Narbonne, s'il est vrai que ce dernier eût péri dans son expédition. Mais, quel que fût le personnage dont il s'agit, le trait rapporté de lui par la chronique citée est à remarquer. Il y a beaucoup d'apparence que le motif de Soliman, pour se soumettre à Pepin, était de se soustraire à l'autorité d'Abd el Rahman ben Mouayia et de se maintenir indépendant dans le commandement de l'Espagne orientale sous la protection nominale ou réelle du roi des Franks. En ce cas, c'est le premier exemple donné par les chefs musulmans des pays entre l'Ebre et les Pyrénées d'une tactique séditieuse que nous verrons par la suite prendre de grands développements et régir presque toutes les relations de l'Espagne arabe avec la Gaule franke.

Je reviens un moment à la conquête de la Septimanie.

C'est un des événements glorieux du règne de

(1) Annal. Metens. ad an. 755.

Pepin et même un des grands événements de l'his-toire moderne, comme marquant dans la lutte du christianisme et de l'islamisme en Europe le point d'où celui-ci, jusque là victorieux et progressif commença à reculer devant le premier.

Quant aux changements sociaux ou politiques amenés en Septimanie par la conquête des Franks il y a peu de chose à en dire; il paraît que, sui-vant en cela l'exemple donné par les chrétiens d'Espagne, leur première mesure fut de chasser de partout la population arabe, désarmée ou armée industrieuse ou militaire, grossière ou cultivée. Dès lors cessa toute influence immédiate et directe de la civilisation arabe sur la Septimanie; mais cette in-fluence avait déjà produit des effets qui se main-tinrent par les simples relations de voisinage, ains que nous le verrons plus tard.

Les Franks ne prirent, pour assurer leur con-quête, d'autre précaution que de mettre une gar-nison à Narbonne. Cette garnison, destinée à être au besoin le noyau de la population armée de la Septimanie, dut être assez forte en nombre pour ne pas craindre une surprise ou un coup de main vigoureux de la part des Arabes ou de celle des Aquitains. Du reste, nombreuse ou non, elle ne fut point sédentaire; elle devait être renouvelée pé-riodiquement à des époques fixes, peut-être tous les ans, tous les cinq ans au plus tard [1].

(1) Ces dispositions sont constatées par des faits qui seront rap-portés plus tard.

Pour ce qui est du gouvernement, rien n'y fut changé dans les formes et très peu de chose quant aux personnes. Les Goths ou les Gallo-Goths, anciens habitants de la contrée, restèrent, selon toute probabilité, en possession des comtés et de leurs vicariats; il est constaté que le premier comte de Maguelone, après l'expulsion des Arabes, était Goth d'origine. Il n'y a guère de doute qu'Ansemond, cet autre seigneur goth que nous avons vu traiter avec Pepin, ne fût maintenu, lui et ses complices, au commandement des pays qu'ils avaient livrés. Si donc quelques Franks obtinrent, en Septimanie, des emplois civils ou militaires, ce ne dut être que par une sorte d'exception; il est au moins bien constaté que les conquérants ne s'établirent point par bandes nombreuses dans le pays, et ne se donnèrent point la chance d'exercer une influence marquée sur les mœurs et la condition sociale de leurs nouveaux sujets.

A moins de supposer gratuitement le chef des Aquitains, Vaifre, dépourvu de toute pénétration, il faut croire que l'établissement de Pepin en Septimanie fut pour lui un grave sujet d'inquiétude. En effet l'événement le touchait de près; désormais maîtres des côtes de la Méditerranée, des Bouches-du-Rhône au cap oriental des Pyrénées, les Franks pressaient l'Aquitaine de toutes parts et en tenaient pour ainsi dire toutes les avenues. Pepin usa sans délai de ces avantages, et la promptitude avec laquelle la guerre décisive contre Vaifre suivit

la conquête de Narbonne, semble prouver que, dans les plans du belliqueux monarque, les deux entreprises étaient liées immédiatement l'une à l'autre, et que celle-ci n'avait été que le début de la première.

De toutes les guerres de Pepin et de toutes celles où l'opposition gallo-romaine à la domination franke entra pour quelque chose, celle dont il s'agit ici fut la plus longue, la plus difficile et la plus variée dans ses incidents. C'est aussi celle dont il m'importerait le plus de donner une idée complète; mais les chroniques frankes, toujours grossièrement partiales en faveur des Carlovingiens contre les descendants de Charibert, ne l'ont été nulle part autant que dans le récit de cette même lutte. Elles ont dissimulé de leur mieux, d'un côté, les courageux efforts et les succès passagers de Vaifre; de l'autre, les échecs partiels de Pepin, si bien qu'à les prendre à la lettre et à n'y point supposer de réticence, on a de la peine à concevoir comment ce dernier mit neuf ans de suite à conquérir un pays où il n'eut que des avantages.

Les écrivains du temps ou ceux tenant encore le fil des traditions contemporaines, qui, sans entrer dans les détails de la guerre d'Aquitaine, ont eu l'occasion d'y faire allusion en passant, la signalent comme une guerre dont les maux et les revers ne furent pas tous pour le vaincu. Leur témoignage suffit pour faire soupçonner, dans cette partie des chroniques frankes, de graves omissions, des faus-

setés expresses, et la preuve de ce soupçon sort directement, en plus d'un endroit, du texte même de ces chroniques. Mais, s'il est aisé de signaler quelques-unes de ces lacunes et de ces faussetés, il est presque impossible d'y suppléer ou de les redresser; c'est un point sur lequel j'ai besoin que le lecteur soit averti d'avance.

Avant d'entrer dans le récit de la guerre d'Aquitaine, je crois à propos de m'arrêter à quelques observations générales sur les forces respectives des deux partis; ces forces étaient très inégales. L'Aquitaine, en y comprenant la Vasconie, égalait à peine en étendue le quart de la Gaule et le sixième de la monarchie franke; cependant il ne serait, je crois, pas exact de déduire strictement le rapport des moyens militaires de l'un des deux Etats à ceux de l'autre du simple rapport de leur étendue. De ces deux Etats, l'Aquitaine était vraisemblablement le moins dépeuplé, le moins dépourvu d'industrie et le moins pauvre; c'était celui dans le système militaire duquel les ressources économiques et financières pouvaient entrer pour quelque chose.

Les ducs d'Aquitaine, indépendamment de la masse de leurs peuples qu'ils avaient pu mener passagèrement à la guerre quand les circonstances l'avaient exigé, avaient tous tenu à leur solde des bandes régulières et comme de petites armées permanentes. Vaifre donna une nouvelle extension à ce moyen de défense. De l'examen de ses opérations

dans la guerre d'Aquitaine, il résulte qu'il la soutint principalement avec des milices soudoyées et permanentes, composées d'hommes de divers pays et même de diverses races, tous guerriers de profession.

Dans ces milices figuraient, selon toute probabilité, des aventuriers franks, toujours prêts à quitter un seigneur pour un autre, et auxquels l'Aquitaine offrait un asile permanent, où ils se jetaient au moindre dégoût et au moindre mécontentement qu'ils éprouvaient de la part de leurs chefs nationaux. Il devait s'y trouver naturellement beaucoup d'Aquitains, je veux dire d'hommes des pays entre Garonne et Loire; mais le gros de ces milices était composé de Vascons.

Dans sa signification propre et stricte, cette dénomination ne s'appliquait qu'à des hommes appartenant aux peuplades basques des Pyrénées ou aux populations romanisées de la Basse-Vasconie. Si les corps, les détachements, les soldats isolés des armées de Vaifre sont constamment désignés dans les chroniques par le nom de Vascons, ce n'est pas qu'il n'y eût que des Vascons dans ces armées, mais uniquement parce qu'ils en étaient la partie la plus nombreuse, celle qui donnait le ton à l'ensemble. Nous savons que de toutes les populations gauloises, les Vascons avaient toujours été la plus hostile aux Franks; et c'est surtout à raison de la part capitale qu'ils prirent à la guerre d'Aquitaine que cette

guerre peut passer pour la lutte de deux peuples, compliquée et comme confondue avec celle de leurs chefs respectifs.

Les Vascons étaient braves, expérimentés à la guerre, et plus propres que les Franks à toute expédition où la ruse et la célérité étaient les premières qualités requises pour le succès; mais ils étaient plus légèrement armés qu'eux, moins robustes de corps, d'un courage moins tenace et moins sûr.

Une partie considérable des forces régulières de Vaifre occupait les places de guerre et en formait les garnisons. C'était principalement sur ces places que le duc comptait pour sa défense, en cas d'invasion de la part de Pepin; et en effet elles étaient fortes et nombreuses. Entre la Loire et l'Allier, ou sur la rive gauche de cette dernière rivière, s'élevaient plusieurs châteaux ou bourgs fortifiés, parmi lesquels on nomme ceux de Bourbon, de Thoars et de Kantile qui subsistent encore comme lieux ouverts, et celui de Tedoad aujourd'hui détruit ou inconnu. Entre les villes plus considérables, fortifiées de même pour la défense de la frontière, Bourges et Clermont sont indiquées comme les principales; et indépendamment de ces forteresses voisines de la Loire, les villes de l'intérieur étaient également munies de remparts et défendues par des garnisons vascones ou par leurs propres habitants. Plusieurs des comtes chargés du gouvernement civil et militaire de ces villes étaient des Franks, et quelques-uns, sans doute, des Franks réfugiés,

qui avaient quitté le service de Pepin pour celui de Vaifre, et qui, intéressés au triomphe de ce dernier, promettaient de combattre vaillamment et fidèlement pour lui. C'est là tout ce que l'on peut entrevoir de moins vague sur la condition et les ressources militaires de l'Aquitaine, au moment de la guerre.

Pepin, avant d'attaquer Vaifre, chercha à se donner vis-à-vis de lui les apparences de la modération et de la justice. Il lui envoya, au commencement de l'année 760, une ambassade solennelle, chargée de lui exposer ses griefs, d'en exiger le redressement, et, en cas de refus, de lui dénoncer la guerre. Les demandes de Pepin se réduisaient à trois principales :

1° Il réclamait une compensation convenable pour la mort d'un certain nombre de Goths que Vaifre était accusé d'avoir fait périr injustement;

2° L'extradition de tous les leudes ou de tous les hommes de Pepin, qui s'étaient réfugiés en Aquitaine auprès du duc;

3° La restitution des priviléges et des immunités des biens que les églises de la Gaule franke possédaient en Aquitaine. Dans la langue du temps, on appelait cette restitution la justice des églises frankes [1].

Chacune de ces réclamations exige ou comporte des éclaircissements.

La première tient à un fait dont il n'y a point de

(1) Fredegar. Chronic. continuat. IV. ad an. 760.

vestige dans l'histoire; elle oblige ou autorise à supposer que Vaifre avait fait une irruption hostile en Septimanie depuis que ce pays avait passé sous la domination des Franks, ou durant la dernière lutte de ceux-ci contre les Arabes. Le duc d'Aquitaine avait peut-être cherché à tirer vengeance des Goths qui avaient compromis sa sûreté, en livrant leur pays à Pepin.

Le fait sur lequel roule la seconde réclamation est explicite et important; il constate directement ce que l'on aurait pu soupçonner sur d'autres indices, c'est-à-dire l'habitude qu'avaient prise les leudes ou les hommes de guerre de race franke de se retirer en Aquitaine quand ils étaient mécontents ou se trouvaient en péril dans la Gaule carlovingienne.

Pour ce qui est de la justice des églises frankes, il faut se rappeler que les rois mérovingiens qui avaient possédé l'Aquitaine, à commencer par Clovis qui l'avait conquise, avaient donné aux églises de Neustrie ou d'Austrasie beaucoup de propriétés et de terres entre la Garonne et la Loire, propriétés qu'ils avaient pour la plupart affranchies de toute redevance fiscale, de tout service militaire et de toute juridiction civile. Vaifre avait aboli ces immunités, il avait remis ces terres et leurs habitants sous le régime commun. De là le grand scandale et les plaintes bruyantes des églises spoliées; et Pepin, qui détenait encore un si grand nombre de terres que ces mêmes églises avaient possédées dans ses

propres États, se porta d'autant plus volontiers pour le champion de leurs priviléges dans une contrée étrangère sur laquelle il avait ses desseins.

A cette ambassade Vaifre répondit par une autre non moins solennelle, composée de plusieurs grands personnages aquitains, ecclésiastiques et laïcs, parmi lesquels sont nommés, comme les deux principaux, Bortellan, évêque de Bourges, et Blandin, comte des Arvernes. Ces députés portèrent, de la part de Vaifre à Pepin, des refus péremptoires sur toutes ses demandes. On ne sait ce qu'ils dirent en cette occasion, mais ils s'expliquèrent sans doute avec beaucoup de raison ou de fierté, car au rapport des chroniqueurs, ils excitèrent grandement la colère du roi[1].

Les négociations n'allèrent pas plus loin. Aussitôt les ambassadeurs aquitains partis, Pepin convoqua à Troyes ou dans les environs tous ses sujets capables du service militaire, franks, burgondiens, ultra-rhénans et gallo-romains[2]. Il eut bientôt à ses ordres une grande armée, à la tête de laquelle il marcha droit vers le Midi, traversa Auxerre et son territoire, et se porta à Mesva, petite place sur la rive droite de la Loire, à quelques milles au-dessous de Nevers. Là il passa le fleuve, s'engagea dans le Berri, d'où il descendit sur le pays des Arvernes brûlant et dévastant tout sur son passage, selon l

(1) Fredegar. Chronic. loc. cit.

(2) *Id.* loc. cit. — Annal. Francor. — Annal. Filiani. ad an. 7

mode de guerre ordinaire des Franks. Il semblerait que Vaifre, ne s'attendant peut-être pas à être assailli si brusquement ou d'une manière si barbare, fut pris au dépourvu par Pepin. Il eut recours à la ruse et à la fraude, pour assurer les représailles qu'il résolut aussitôt de prendre de cette première irruption. Il envoya des députés à Pepin, pour s'engager à lui rendre raison de tous ses griefs, dans un plaid solennel à convoquer à cet effet, et en garantie de cet engagement, il offrait de donner pour otages deux de ses cousins, Adalghier et Ithier[1].

Les députés aquitains trouvèrent Pepin en Arvernie, dans un lieu aujourd'hui inconnu, nommé Tetoad. La promptitude et l'espèce de crédulité avec laquelle il se rendit aux propositions de Vaifre porterait à croire qu'il n'était pas encore bien décidé à lui faire une guerre à outrance, ou peut-être eut-il, pour accepter ces propositions, des raisons que l'histoire ne marque pas. Quoi qu'il en soit, il repassa la Loire sur-le-champ, emmenant avec lui les deux otages de Vaifre, dont nous verrons ailleurs qu'il sut tirer bon parti.

L'année suivante (761) il tint le champ de mai à Dueren sur la Roër, et, se fiant à la parole de Vaifre, il laissa ou renvoya les Franks chez eux, croyant n'avoir point cette fois de guerre où les mener[2]; il ne soupçonnait rien de ce qui se passait en Aqui-

(1) Annal. Franc. 760.

(2) Fredeg. Chronic. an. 761.

taine. A peine eut-il clos le Champ-de-Mai, que Vaifre partit à la tête de ses Vascons des rives de la Garonne et de la Dordogne, et se dirigea sur la frontière orientale de ses États; à travers le Limousin et l'Arvernie, grossissant son armée de la garnison des places fortes situées sur son passage. Il passa l'Allier et la Loire au-dessus de leur confluent, et marcha d'un trait sur Châlons, dont il brûla les faubourgs. Il revint de là sur ses pas par Autun, faisant partout tout le dégât possible, et rentra en Aquitaine chargé de butin, sans avoir vu la pique d'un Frank[1].

La nouvelle d'une semblable irruption arriva promptement à Pepin; il en fut indigné au dernier point, et, la saison étant encore peu avancée, il assembla sur-le-champ ses milices, prit à peu près la même route que l'année précédente, entra par Nevers dans le Berri, et de là fondit pour la seconde fois sur les Arvernes. Mais la première campagne n'avait été qu'une expédition de brigandage, qu'un coup de main contre la partie désarmée de la population; celle-ci fut entremêlée de faits de guerre. Il attaqua les places fortes qui se trouvaient sur sa route, celle de Bourbon (aujourd'hui Bourbonne-l'Archambaud), fut la première qu'il assiégea et qui se rendit à lui; il y mit le feu, et en emmena prisonniers les Vascons et les habitants qui l'avaient défendue, bien que, selon toute apparence, assez

(1) *Id.* loc. cit.

mal. De Bourbon, Pepin se portant sur Kantile (Chantelle), place des Arvernes, l'enleva de même que la précédente et sans beaucoup plus de peine; mais le siége de Clermont qu'il entreprit ensuite, devait être plus difficile et plus mémorable [1].

C'est à l'occasion de ce siége que le nom de Clermont, destiné à devenir par la suite celui de la capitale de l'Auvergne, paraît pour la première fois dans l'histoire comme nom d'une place encore distincte de cette capitale. Au temps dont il s'agit, cette dernière, bâtie dans la plaine au pied d'une haute colline, portait encore son nom gallo-romain d'Augusto-Nemetum, et Clermont en était comme la citadelle. C'était un fort isolé qui la dominait du plus haut de la colline, sur les pentes de laquelle elle fut depuis transportée; cette antique ville avait toujours été munie de remparts et forte par elle-même, mais Clermont était alors réputé la principale défense de cette frontière.

Les Vascons qui défendaient la place, sous le commandement de Blandin, comte des Arvernes, Aquitain plein de bravoure et très dévoué à Vaifre, firent une résistance vigoureuse; mais ils devaient succomber au nombre, à la constance et aux attaques réitérées des Franks. Au bout de quelques jours, le château fut emporté dans un dernier assaut, où furent pris le comte Blandin et la plupart des Vascons. Le premier fut conduit à Pepin, qui l'envoya

(1) Eghinhardi Annal. Annal Metens. — Tiliani, etc.

prisonnier en Neustrie; tous les autres furent égorgés sur la place. Maîtres de Clermont, les Franks y mirent le feu, et toute la population du lieu, hommes et vieillards, femmes et enfans, périt dans l'incendie. Les chroniqueurs ne les ont pas comptés, mais ils donnent à entendre qu'ils étaient nombreux[1]. Comme les esclaves faisaient alors la meilleure part du butin de guerre, il est à croire que les Franks, quand ils brûlaient sans distinction, des hommes et des femmes qu'ils auraient pu emmener en servitude, avaient déjà de captifs ce qu'il leur en fallait pour n'en être pas embarrassés. La ville basse fut prise en même temps que la citadelle; les vainqueurs se contentèrent de la piller et de la ravager. Autant en firent-ils dans toute la contrée environnante, après quoi ils revinrent prendre leurs quartiers d'hiver au nord de la Loire.

Les actes de férocité gratuite qui avaient accompagné les représailles des Franks sur les Vascons, outre qu'ils n'étaient pas dans l'intérêt de Pepin, puisqu'ils tendaient à multiplier plutôt qu'à diminuer pour lui les obstacles de la conquête de l'Aquitaine, répugnaient à son caractère naturellement généreux et au noble instinct de civilisation qu'il avait porté jusque là dans la plupart de ses entreprises. Une chronique, en cela très croyable, bien

(1) Multitudinem hominum, tam virorum quam feminarum, vel infantulorum, plurimos in ipso incendio cremaverunt. Fredeg. Cont. IV.

que son témoignage soit isolé, dit expressément que Clermont fut brûlé contre sa volonté, et l'impression pénible que dut faire sur lui la barbarie des siens ne fut vraisemblablement pas sans influence sur la résolution qu'il prit vraisemblablement alors de poursuivre la guerre d'une manière à la fois plus décisive et plus humaine[1].

Dès le printemps de l'année suivante (762), il était au-delà de la Loire avec ses deux fils, Carloman et Charles, avec ses hommes de guerre de toute race et de toute contrée, et marchait contre la capitale du Berri, résolu d'en faire le siége. Cette ville, encore alors une des principales de l'Aquitaine, et qui avait été fortifiée avec le plus grand soin comme l'une des clefs du pays, était sous la garde d'une troupe nombreuse de Vascons commandés par le comte Chunibert, vaillant homme de guerre et désigné lui-même pour Vascon, malgré son nom germain. J'ai déjà nommé ailleurs Bortelan, l'évêque métropolitain de cette ville, où il devait être le principal appui de la cause aquitaine.

Le siége de Bourges fut mémorable, car il y a une chronique qui y a consacré cinq ou six lignes. On voit du moins par ce qu'elle en dit que les Franks furent obligés de recourir à tout ce que l'on savait encore alors par tradition, de l'art des Romains sur

(1) .... Usque ad Clarummontem Castrum pervenit, quod non suâ voluntate, sed bellatorum vi injecto, concrematum est igne. Annal. Metens. ad an. 761.

cette partie de la guerre. Ils rasèrent ou détruisirent d'abord tout ce qui masquait la ville, élevèrent autour un mur de circonvallation qui en fermait l'approche à tout secours du dehors et en rendait toute sortie impossible; après quoi ils commencèrent à la battre sans relâche avec diverses sortes de machines[1]. Les assiégés se défendirent vaillamment, et le nombre des tués et des blessés était déjà grand de part et d'autre que le sort de la place paraissait encore indécis. Cependant ni les forces ni les ressources n'étaient égales, et la supériorité des assiégeants ne tarda pas à devenir manifeste. La ville était chaque jour serrée de plus près, les brèches s'ouvraient de tous côtés dans ses murs, et il n'y avait plus d'apparence qu'elle pût tenir encore longtemps.

Que faisait Vaifre en ce moment? La plupart des chroniqueurs n'en disent rien; mais il n'est pas naturel de croire qu'un chef habile, vaillant, et dont les forces étaient encore à peu près intactes, vît une de ses principales villes assiégée et en péril d'être prise sans tenter un effort pour la sauver. A l'appui de cette conjecture vient un passage d'une des chroniques carlovingiennes; mais bien que cette chronique soit de toutes la plus détaillée et la moins incomplète en ce qui concerne la guerre d'Aquitaine, le passage dont il s'agit n'en est pas moins tellement implicite, tellement vague et obscur,

(1) Fredeg. Chron. Cont. IV. ad an. 762.

qu'il sert plus à constater qu'à remplir la lacune indiquée[1].

Ce qu'il y a de positif et de vraisemblable à en déduire, c'est que Vaifre, voyant Bourges assiégé et serré de près, envoya à son secours des renforts de Vasco-Aquitains. On ne voit pas bien si ces renforts furent battus par Pepin, ou s'ils parvinrent malgré lui à se jeter dans la place; mais, dans ce dernier cas même, tout ce qu'ils y purent faire fut d'en retarder la prise de quelques jours.

En effet, Bourges, malgré l'extrême bravoure de ses défenseurs, fut obligé d'ouvrir ses portes à Pepin, et celui-ci eut dès lors un pied en Aquitaine. Sa conduite à la suite de cette victoire mérite d'être observée; il mit en liberté et renvoya dans leurs foyers ceux des Vasco-Aquitains venus au secours de la place, et qu'il avait faits prisonniers, sans que l'on sache bien où ni comment.

Quant au comte Chunibert et à ses Vascons, il les envoya au nord de la Loire, après avoir exigé d'eux un serment de soumission, et retenu pour otages leurs femmes et leurs enfants, qu'il transporta de même en Neustrie ou en Austrasie.

Il fit réparer les fortifications de Bourges, et, se proclamant maître de cette ville par le droit de la guerre[2], dit un des chroniqueurs ses panégyristes,

(1) Homines quos Vaifarius ad defendendam ipsam civitatem dimiserat absolvit et remisit ad propria. Fredeg. loc. cit.

(2) Restituit eam ditioni suæ jure prælii. *Id.* loc. cit.

il y laissa des soldats pour la garder et un comte pour la gouverner. Ces dispositions faites, il lui restait encore quelques jours de campagne; il en profita pour marcher sur le château de Toars, qu'il prit aisément et détruisit par le feu; après quoi il repassa la Loire, emmenant à sa suite les Vascons et le comte qu'il avait faits prisonniers à Toars. Arrivé dans ses États, il renvoya chez eux ses hommes de guerre, après leur avoir donné ses ordres pour le printemps prochain (763).

Ces ordres étaient de se réunir sur les bords même de la Loire, pour y tenir le Champ-de-Mai, et n'avoir plus que le fleuve à passer pour se trouver en Aquitaine. Nevers fut le lieu qu'il assigna pour rendez-vous à ses divers corps de troupes, ou comme on disait alors, aux diverses nations qui séjournaient dans son empire. La composition de son armée ne fut sans doute pas différente dans cette quatrième campagne de ce qu'elle avait été dans les trois précédentes, où tout oblige à croire qu'avaient figuré les divers peuples d'Outre-Rhin soumis aux Franks, et partant les Bavarois, l'un de ces peuples et l'un des plus puissants. Quoi qu'il en soit, à cet égard, il est sûr qu'en 763 du moins, ces derniers firent partie des forces que Pepin mena en Aquitaine, et qu'ils s'y trouvèrent sous le commandement immédiat de Tassilon, leur duc.

Ce jeune chef était fils de Hiltrude, sœur de Pepin et de ce même Odilon, aussi duc des Bavarois, que nous avons vu s'allier contre Charles Martel avec

Hunald. Encore enfant (en 748), il avait été dépouillé de ses États par Grifon, le jeune frère de Pepin, et c'était ce dernier qui, venant à son secours, l'avait rétabli dans l'héritage paternel. D'abord fidèle à son oncle, le jeune duc l'avait suivi dans sa première descente en Italie; mais la vieille haine de famille et de race qui avait armé son père Odilon contre Charles, lui parlant à son tour, il l'avait écoutée, et s'était soulevé contre Pepin. Toutefois, la querelle n'avait pas été longue, et Tassilon, se reconnaissant trop faible pour la soutenir, avait été obligé, en 757, de prêter à Pepin de nouveaux serments de soumission et de fidélité[1]; mais ces serments lui avaient coûté, et il était prêt à saisir toute occasion qui se présenterait de les rompre. Il en était encore là avec Pepin en 763, au moment où l'Aquitaine fut envahie pour la quatrième fois.

En tout ce qui nous est connu de la campagne précédente, Pepin s'était montré un conquérant politique et humain. Le siége et la prise de Bourges étaient de vrais faits de guerre; la population conquise n'avait été ni massacrée ni faite esclave. Des troupes aquitaines prisonnières, les unes avaient été traitées généreusement, les autres ne l'avaient pas été plus durement que ne le comporte le droit de la guerre chez les nations civilisées. En un mot, Pepin semblait avoir conçu le plan d'attirer à lui, par tous les ménagements possibles, les populations

(1) Annal. ad an. Eginhardi. 757.

qu'il projetait de soumettre, et de n'employer les armes que contre des adversaires armés.

La campagne de 763 démentit toutes ces apparences. De Nevers, les Franks prirent leur route à travers les parties de l'Aquitaine qu'ils avaient déjà ravagées dans les invasions précédentes; mais ils pénétrèrent beaucoup plus avant dans l'intérieur du pays. Ils franchirent le massif de montagnes où la Creuse et la Vienne ont leur source, et par la vallée où coule cette dernière descendirent jusqu'à Limoges. Leur marche n'avait été qu'un long pillage, qu'une dévastation continue; métairies, habitations, monastères, ils avaient tout détruit par le fer ou le feu[1].

Ils ne s'arrêtèrent point là, et, poursuivant leur marche vers le midi, ils arrivèrent aux environs d'Isandon, sur la rive droite de la Vézère. Ce lieu, qui n'est plus qu'un village, au sommet d'une éminence escarpée, était alors plus considérable, peut-être même fortifié. La contrée environnante, maintenant encore une des plus riantes et des plus fertiles du Limousin, était, pour ainsi dire, alors le grand vignoble de l'Aquitaine. C'était de là, disent les chroniques, que les monastères, les riches comme les pauvres avaient coutume de tirer leur vin[2].

(1) Fredeg. Chron. Cont. IV. an. 763.

(2) Hisandonem..... undè penè omnis Aquitania, tam ecclesiæ quam monasteria, divites et pauperes, vina habere consueverant, vastavit et cepit. *Id.* loc. cit.

Pepin prit la ville et la brûla; il fit arracher les vignes du pays, et continua sa marche vers la Dordogne.

Ce fut vraisemblablement dans cette partie de sa route qu'il éprouva le contre-temps inattendu qui changea tout d'un coup la face de la guerre. Le chef des Bavarois, Tassilon, donnant enfin un libre cours à ses longs ressentiments contre Pepin, se détacha avec tous les siens de l'armée franke, et reprit le chemin de la Bavière sans que rien pût le retenir, prières ni remontrances. Eginhard dit dans ses annales que Tassilon se retira sous prétexte de maladie[1]. D'autres chroniqueurs, dans le compte qu'ils rendent de cette défection, laissent mieux entrevoir la part qu'y avaient la ruse et la haine; ils disent que Tassilon, oubliant les bienfaits de son oncle, l'abandonna perfidement et ne voulut jamais plus le voir en face[2]. Ce que nulle chronique ne dit, c'est la raison immédiate de la retraite du jeune duc; mais cette raison ne semble pas difficile à deviner.

Durant la marche des Franks en Aquitaine, Vaifre avait trouvé le moyen de nouer des intelligences avec le chef bavarois, de lui rappeler la ligue de leurs pères contre Charles Martel, de lui peindre Pepin comme plus ambitieux encore et plus à craindre que son prédécesseur; enfin, de lui persuader qu'en s'unissant tous les deux contre l'ennemi commun

(1) Ægritudine per dolum simulata.

(2) Annal. Tiliani. — Annal. Francor.

chacun d'eux se trouverait en état de le braver; l'événement prouva que ces instigations n'avaient pas été superflues.

Cependant Pepin, bien qu'affaibli par la défection des Bavarois, ne l'était pas au point d'être obligé de changer ses plans. Il continua donc à s'enfoncer dans l'intérieur de l'Aquitaine avec le gros de ses forces; mais il serait difficile de dire précisément dans quelle direction ni jusqu'où il s'avança. Une chronique affirme qu'il passa la Dordogne et vint jusqu'à Cahors[1], et ce témoignage n'a rien d'invraisemblable.

Vaifre frémissait de voir les Franks porter le ravage jusqu'au cœur de ses Etats; il avait rassemblé sur la Basse-Garonne une armée nombreuse, en tête de laquelle il avait résolu de marcher contre eux; mais une bataille pouvait entraîner, pour lui, la perte de l'Aquitaine; il ne voulait point la livrer avant la retraite de Tassilon. Ce ne fut du moins qu'après cette retraite qu'il se mit en mouvement, des environs de Bordeaux, et s'avança avec toutes ses forces à la rencontre des Franks. Les hommes qui composaient ces forces sont ici, comme partout ailleurs dans le récit de cette guerre, désignés par la dénomination de Vascons; mais cette dénomination est mieux précisée ici que nulle part; le chroniqueur qui en fait usage la restreint expressément aux peuples d'Outre-Garonne, et semble

(1) Annal. Tiliani. an. 763.

même avoir eu l'intention de l'appliquer plus particulièrement aux tribus montagnardes de ces peuples, à celles qui avaient conservé l'ancienne langue nommée depuis le basque. Cependant, même ici, le nom de Vascons ne doit, je pense, être pris que pour celui d'un assemblage d'hommes de diverses races, dont les Vascons ou les Basques proprement dits faisaient seulement la partie la plus nombreuse[1].

On ignore en quel endroit les deux armées se rencontrèrent, mais ce ne fut probablement pas loin de la Dordogne. D'après le seul écrivain qui ait parlé de cette bataille, les Vascons tournèrent bientôt le dos, selon leur coutume, ajoute-t-il; les Franks en tuèrent un grand nombre, parmi lesquels se trouva le comte Blandin, le même qui avait été comte des Arvernes, et qui, envoyé par Pepin prisonnier dans la Gaule franke, s'en était enfui pour retourner au service de Vaifre. Les fuyards furent poursuivis jusqu'à la nuit, et ce ne fut pas sans peine que leur chef vint à bout de se sauver, avec le peu de ceux d'entre eux qui ne s'étaient pas débandés pour mieux fuir[2].

Il n'y a dans ces fragments de récit rien que de très possible et de très vraisemblable; néanmoins,

(1) Waifarius cum exercitu magno et plurimorum Vasconorum, qui ultrà Garumnam commorantur, qui antiquitùs vocati sunt Vaceti, super regem venit. Fredeg. Chronic. Cont. IV.

(2) Fredeg. loc. cit.

telle est la partialité habituelle des chroniqueurs, ou pour mieux dire des panégyristes carlovingiens, contre les chefs et les peuples de l'Aquitaine, qu'il est généralement difficile d'accepter sans défiance et sans restriction leur version des événements où ces chefs et ces peuples figurent en opposition avec les Franks.

Pour ce qui est de la victoire dont il s'agit ici, considérée en particulier, il y a des raisons positives, sinon de la contester, du moins de ne pas la croire si grande que la fait le panégyriste de Pepin; complète, elle aurait eu des résultats plus marqués; elle aurait donné au vainqueur le moyen de prolonger son invasion dans le pays ennemi et d'y tenter quelque chose de plus décisif que de brûler des villages, dépouiller des monastères, détruire des récoltes sur pied, que d'arracher des ceps de vigne; or, il se retira sans avoir fait autre chose.

L'unique incident de cette campagne qui semblait pouvoir exercer quelque influence sur l'issue de la guerre, c'était la révolte de Tassilon; car sa retraite, au fond, n'était rien moins que cela. Or, cet incident compensait à peu près pour Vaifre les désavantages qu'il avait eus jusque là. Cependant, après les épreuves variées qu'il venait de faire de la bravoure comme de la barbarie des Franks, de leur capacité de faire des siéges, il était difficile que ce chef n'eût pas plus d'inquiétude qu'auparavant sur le dénouement de cette lutte et ne désirât pas la paix, même au prix de quelques sacrifices. Il sai-

sit donc, en bon politique, le moment d'embarras où il ne doutait pas que Pepin ne dût se trouver, pour lui faire, par députés, des propositions d'accommodement. Telles qu'elles sont énoncées dans les chroniques, ces propositions se réduisaient à trois principales.

Il demandait la restitution de Bourges et même de quelques autres places, de la prise desquelles l'histoire ne parle pas.

Il s'engageait à reconnaître la suprématie de Pepin sur ces villes, et, de plus, à lui payer un tribut égal à l'impôt que les rois mérovingiens avaient autrefois retiré de l'Aquitaine, quand ils y dominaient[1]. Cette dernière offre est peu vraisemblable, et si Vaifre l'eût faite de bonne foi, il n'aurait peut-être pas eu le pouvoir de la remplir. En effet, comme il levait, selon toute apparence, dans ses Etats, des impôts équivalents à ceux que les Aquitains avaient autrefois payés aux rois franks, pour payer ces impôts à Pepin, il lui aurait fallu ou les doubler, ou s'en passer; deux choses à peu près aussi impossibles l'une que l'autre. Du reste, quelles que fussent au juste les propositions de Vaifre, Pepin les refusa et résolut de poursuivre sa conquête[2].

Cependant, ce qu'il y avait pour le moment de plus urgent pour ce dernier, c'était de se mettre sur ses gardes contre Tassilon, et ce fut sans doute

(1) Fredeg. loc. cit.

(2) *Id.* loc. cit

dans l'intention de l'observer qu'il alla tenir le Champ-de-Mai de l'année 764 à Worms, point central de la frontière orientale de l'Austrasie[1].

Tassilon craignait Pepin presque autant qu'il le détestait; il n'avait pas tardé à se repentir de sa révolte et à désirer de faire sa paix avec lui. Dès l'année 764 il s'était adressé au pape Paul I[er], en le priant d'intervenir en sa faveur auprès de Pepin. Paul s'était empressé de le satisfaire; il avait écrit au roi à ce sujet et lui avait député deux prêtres, chargés de le seconder dans ses négociations avec son neveu[2]. Cependant, ces négociations traînèrent en longueur; la soumission de Tassilon ne fut pas aussi prompte que son repentir l'avait fait espérer et que le pape l'avait promise. Il paraît d'ailleurs que les Bavarois n'étaient pas les seuls des sujets germains des Franks qui fussent disposés à profiter de la puissante diversion que faisait en leur faveur la guerre d'Aquitaine, pour recouvrer leur indépendance. Les Saxons n'attendaient, de leur côté, que de voir Pepin au-delà de la Loire pour passer l'Elbe et s'avancer en armes vers le Rhin. Ces circonstances réunies obligèrent Pepin à laisser momentanément à Vaifre l'initiative des

(1) Annal. Francor. Pleb. an. 764. — Eginhardi Annal.

(2) Sæpius nos petisse dinoscitur Tassilo, Bavariorum dux, ut nostros missos ad vestram præclaram Excel. dirigeremus, ut ea inter vos provenirent quæ pacis sunt. Pauli Pap. Epist. int. Scriptor. rer. Franc. tom. IV.

hostilités. Dans les deux campagnes de 764 et de 765 ce fut ce dernier qui joua le rôle d'agresseur.

Les chroniques carlovingiennes ne disent pas un mot de la première de ces deux campagnes; à en juger par leur silence, il n'y en aurait point eu[1]. Vaifre serait resté oisif et tranquille dans quelque coin de ses Etats, et cela dans un moment décisif pour lui, dans un moment où le rejet de ses propositions pacifiques lui dévoilait tout ce qu'il avait à craindre de son terrible adversaire, et où, partout menacé, cet adversaire était partout réduit à une défensive désavantageuse.

La supposition n'est point vraisemblable. Au point où Vaifre en était, il lui était aussi difficile de ne rien tenter pour son salut que de l'assurer par quelque chose de décisif. A défaut des chroniques, il existe d'autres documents qui me paraissent rendre témoignage de son activité militaire dans la circonstance dont il s'agit.

J'ai parlé ailleurs d'un seigneur goth à qui Pepin, aussitôt après l'acquisition de Maguelone, avait donné le comté de cette ville. On ignore le nom de ce seigneur; mais on sait qu'il était le père de saint Benoît d'Aniane, et c'est le biographe du saint qui le vante pour le zèle et la bravoure avec laquelle il servit jusqu'à la mort la cause des Franks, une fois qu'il s'y fut attaché. Or, ce renom de bon guerrier et de serviteur fidèle lui venait principale-

(1) Franci quieverunt. Annal. Nazar. 765.

ment du courage avec lequel il passait pour avoir repoussé les Vascons qui avaient envahi son comté pour le piller et le ravager[1]. Le biographe, qui parle de cette expédition, n'en fixe pas la date; mais je ne vois point d'époque à laquelle on puisse la rapporter avec autant de vraisemblance qu'à l'année 764; et, dans ce cas, il serait suffisamment constaté que, si les chroniques n'ont point parlé de Vaifre à cette même année, ce n'était pas faute d'avoir quelque chose à en dire.

Ce n'est pas tout; et je suis fort tenté de croire que les exploits du chef aquitain dans cette circonstance ne se bornèrent pas à de stériles représailles de pillage et de dévastation sur le comté de Maguelone. Il y a, dans certaines chroniques carlovingiennes, un trait qui viendra bientôt à sa place dans le cours du récit et auquel je m'arrêterai alors; ce trait me paraît renfermer, bien que très implicitement et contre l'intention des chroniqueurs, un indice important. Si ma conjecture à cet égard n'est point fausse, Vaifre aurait profité, en homme de guerre habile, du relâche qu'en politique non moins habile il avait contraint Pepin à lui accorder; il aurait repris la ville de Bourges sur les Franks, et achevé par-là de remettre les choses où elles en étaient entre son adversaire et lui au début de la guerre.

(1) Magnâ prostravit cæde Vascones, qui vastandi gratiâ fines regni Francorum fuerant invasi. Vita S. Bened. Anianens. Scriptor. rer. franc. III.

Dans cette hypothèse, mais dans cette hypothèse seulement, je veux dire dans celle qu'il eût en effet chassé en 764 les Franks du poste menaçant qu'ils avaient occupé dans ses Etats, Vaifre n'avait, en 765, rien de mieux à faire que ce qu'il fit en effet. Trop faible pour tenter des conquêtes sur la terre franke, il pouvait du moins dévaster cette terre et rendre aux sujets de Pepin une bonne partie de ce que les siens avaient souffert de ce dernier. En conséquence, il divisa ses forces en trois corps, dont chacun, suivant une direction différente, eut ordre d'envahir une différente portion de la Gaule et d'y faire tout le mal possible à l'ennemi, soit armé, soit désarmé.

Mansion, un des cousins de Vaifre et comte, on ne dit pas de quelle ville, apparemment de Toulouse, prit sa route au midi, devers Narbonne; Chilping, comte des Arvennes, successeur de Blandin, marchant droit à l'est, s'avança sur Lyon; et Amanugues de Poitiers, dont il était comte, se dirigea au nord, sur la ville de Tours, qui, bien que située sur la rive gauche de la Loire, faisait partie des domaines de Pepin. Au rapport des chroniques, ces trois expéditions furent malheureuses[1].

Le comte Mansion s'était porté du côté de Narbonne dans l'espoir de détruire le corps de milice franke qui, au sortir de cette place, à la garde de laquelle il était resté le temps prescrit, s'en retour-

(1) Fredeg. Chron. Cont. IV. an. 765.

nait dans ses foyers, sous le commandement de deux comtes, de Galeman et d'Australd. Les Vascons, bien informés sans doute de la marche des Franks, les rencontrèrent en chemin et les attaquèrent vivement. La défense ne fut pas moins vive; le comte Mansion fut tué; ce que voyant les Vascons, ils s'enfuirent, laissant sur la place un grand nombre des leurs[1].

Amanugues ne fut pas plus heureux au nord que Mansion au midi. Il n'avait eu que le temps de ravager et de piller les environs de Tours, lorsque Vulfard, alors abbé de Saint-Martin, et sans doute l'un de ces leudes belliqueux auxquels Charles Martel et Pepin avaient abandonné tant de bénéfices ecclésiastiques, marcha, avec les hommes de l'abbaye, contre les Vascons, et leur livra un combat, dans lequel ils furent battus et Amanugues tué.

A la tête de quelques bandes de Vascons, renforcées par les milices locales, le comte des Arvernes, Chilping, passa la chaîne de montagnes qui s'élève comme une barrière entre l'Allier et la Loire, et s'avança droit à l'est, menaçant Lyon et la rive occidentale du Rhône. Le comte frank, chargé de la défense de ce pays, se nomme Australd dans les chroniques; c'était peut-être le même qui venait d'être tout récemment assailli par Mansion, à la tête des Franks qu'il ramenait de Narbonne, et qui est désigné ailleurs comme celui des généraux de

(1) Fredeg. loc. cit. Vita sancti Benedict. Anianens. loc. cit.

Pepin qui se distingua le plus dans la guerre contre Vaifre. Australd seul n'aurait pu repousser l'invasion des Vascons ; mais Adalard, comte de Châlons, accourut à son aide, et tous deux réunis marchèrent contre Chilping et le joignirent sur la Loire ; il est seulement incertain si ce fut dans sa retraite ou dans sa marche en avant. La première de ces deux suppositions me paraît la plus probable ; car les deux comtes franks avaient eu besoin, pour se concerter et réunir leurs forces, de plus de temps qu'il n'en avait fallu à Chilping pour fondre, du haut des montagnes, sur la rive droite de la Loire.

Cette troisième rencontre des Franks et des Vascons fut probablement plus sérieuse que les deux précédentes ; mais elle eut d'ailleurs avec elles une ressemblance fatale. Chilping y périt, et ses milices, qui avaient d'abord fait bonne contenance, découragées de sa perte, tournèrent le dos, poursuivies par les vainqueurs. Heureusement pour les fuyards, les environs du champ de bataille étaient hérissés de bois et entrecoupés de marais, parmi lesquels ils purent se disperser et se cacher [1].

Les panégyristes carlovingiens qui rendent compte des trois invasions simultanées des Aquitains sur la terre franke, déclarent eux-mêmes n'avoir point tout dit au sujet de ces expéditions ; ils donnent à entendre que les incidents en furent très variés, et dès l'instant où il est constaté qu'ils ont omis

(1) Fredeg. loc. cit.

quelque chose, on peut être sûr que c'est quelque chose à l'avantage des Aquitains. Ce qu'ils racontent de la manière dont les trois armées de Vaifre furent repoussées l'une après l'autre peut être exact. Mais le but de ces armées n'était pas d'occuper les pays sur lesquels elles s'étaient précipitées; c'était de les surprendre, de pouvoir s'y promener quelques jours en force supérieure, les piller et y faire du dégât; or, ce but, tout autorise à croire qu'elles ne l'atteignirent que trop bien au gré des pays mentionnés.

Du reste, quels que fussent les succès des Aquitains dans la campagne de 765, ils étaient loin d'être décisifs, et furent contrebalancés par un événement fâcheux, par la défection de Rémistan.

Rémistan était, on s'en souviendra, fils illégitime d'Eudon, par conséquent le frère de Hunald et l'oncle de Vaifre. On ne sait point quelle part celui-ci lui avait donnée au gouvernement de l'Aquitaine; mais il n'y a pas lieu de douter que l'oncle ne fût en grand honneur auprès du neveu et l'un de ses plus vaillants généraux. Cependant, pour des raisons que l'histoire ne dit pas, Vaifre et Rémistan se brouillèrent, et celui-ci, dans un transport de colère, abandonnant son neveu et son pays, passa la Loire, alla trouver Pepin, qui devait être alors en Austrasie, et lui offrit ses services. Pepin les accepta avec une joie empressée, et la magnificence des présents qu'il fit au chef vascon, tant en argent et en vêtements qu'en armes et en che-

vaux, peut être citée comme un témoignage honorable de la renommée de celui-ci. Cette défection de Rémistan eut lieu dans le courant de l'année 765.

L'issue de la guerre était encore incertaine; mais une chose était constatée; il était évident que les délais et les diversions étaient une ressource pour Vaifre et un danger pour Pepin; celui-ci s'en était aperçu et s'était décidé à reprendre l'offensive, à la reprendre à tout prix, et à sacrifier, s'il le fallait, momentanément tout autre intérêt et tout autre projet à l'accomplissement de son dessein favori de rejoindre l'Aquitaine à la monarchie franke. Et, à vrai dire, il lui était difficile de tourner toutes ses forces de ce côté sans se découvrir de quelque autre. Ses inquiétudes relativement aux peuples d'Outre-Rhin avaient diminué, mais non cessé; sa querelle avec Tassilon venait d'être terminée; dès la fin de cette même année 765, la Bavière pacifiée était de nouveau soumise aux Franks. Il n'y avait, chez les Saxons, aucun symptôme manifeste de soulèvement et de troubles; mais Pepin savait quelle irrésistible impulsion poussait hors de chez eux ces peuples turbulents et sauvages, dès l'instant où ils perdaient de vue la force destinée à les contenir; il était à craindre que le bruit des derniers avantages ou les instigations même de Vaifre ne les eussent déterminés à prendre les armes, dès l'instant où les Franks reporteraient les leurs au-delà de la Loire. Ces considérations durent frapper Pepin; elles ne l'arrêtèrent pas; il résolut de mener au

printemps suivant (766) toutes ses forces contre les Aquitains.

Cette résolution, dont Vaifre ne put tarder à être informé, fut pour lui un grave sujet de réflexions. L'avenir ne lui promettait rien de plus favorable que le passé. Il lui était désormais démontré qu'il avait trop compté sur le nombre et la force de ses places de guerre et sur l'inexpérience des Franks dans l'art des siéges. Toutes ses forteresses de première ligne avaient été prises; elles étaient maintenant détruites, et le meilleur parti eût-il été de les remettre sur pied, il lui fallait pour cela plus de temps qu'il n'en avait.

Quant aux places qui lui restaient, elles n'étaient pas plus fortes que celles qu'il avait déjà perdues, et il n'y avait pas à se flatter qu'elles fissent plus de résistance. Suivant les chances de guerre les plus probables, ces places devaient être prises comme les autres, et, une fois prises, faciliter à l'ennemi l'occupation définitive du pays. D'un autre côté, quelque répugnance qu'eussent les Aquitains pour la domination de Pepin, ils étaient las de la guerre et désormais plus disposés à subir au moins passagèrement la loi du plus fort, qu'à rester indéfiniment exposés à toute la barbarie des invasions frankes. Cette disposition, qui était particulièrement celle du nord de l'Aquitaine, Vaifre ne pouvait l'ignorer, et il n'y a pas de doute qu'elle ne fût pour lui une des raisons principales qu'il avait de recourir à un nouveau plan de défense.

Dans cette position difficile, Vaifre prit une décision forte et singulière, que l'on appréciera mieux à l'aide de quelques explications géographiques. De l'est à l'ouest, et plus précisément de la partie moyenne du cours de l'Allier à l'embouchure de la Charente dans l'Océan, les pays alors compris sous le nom d'Aquitaine sont traversés par deux barrières naturelles qui, se continuant et se complétant l'une l'autre, divisent le pays dont il s'agit en deux moitiés presque égales, l'une au nord, l'autre au midi. Une chaîne transversale des montagnes de l'Auvergne, qui s'embranche avec celles du Limousin, forme la plus longue portion de cette barrière, du voisinage de Clermont, où elle commence, aux sources de la Charente, d'où elle s'affaisse par degrés jusqu'aux vastes plaines qui confinent à l'Océan. Mais ici, le fleuve, continuant en quelque sorte l'office des montagnes, achève de diviser l'Aquitaine en deux moitiés naturelles, dont l'une appartient au bassin de la Loire et l'autre à celui de la Garonne.

La première de ces deux grandes divisions de l'Aquitaine étant sur tous les points ouverte aux attaques des Franks, c'était celle où Vaifre avait ses principales places de guerre, et où il avait jusque là essayé de se maintenir. Mais, dans l'impossibilité reconnue de la défendre plus long-temps, il se décida à l'évacuer tout entière, après y avoir détruit tout ce dont l'ennemi pourrait tirer avantage, et de

concentrer ses forces en-deçà des monts dans l'Aquitaine méridionale.

La portion de cette dernière contrée que traverse la Dordogne est presque partout hérissée d'âpres montagnes et de hautes collines, alors couvertes de forêts. Elle est sillonnée en tout sens de vallées, de gorges et de ravins, et partout propre à une guerre de postes, de surprises et d'embuscades, la seule où les Vascons eussent des chances de succès contre les Franks. Ce fut là que Vaifre résolut de transporter le foyer de la guerre et de sa défense.

Il retira donc ses milices soudoyées de toutes les places de l'Aquitaine septentrionale qu'elles avaient été chargées de défendre, et fit démolir jusqu'à la dernière pierre les tours, les portes et les murs de ces places. Pas une ne resta debout, et elles étaient nombreuses; mais l'histoire n'en nomme que trois, Poitiers, Limoges et Argenton-sur-le-Cher[1]. Il étendit ce plan d'évacuation à une partie de l'Aquitaine méridionale, mais avec des exceptions calculées; il fit démanteler de même les places les plus éloignées de la Dordogne, et dont la défense l'aurait obligé à trop écarter ses forces de la ligne sur laquelle il voulait les établir. Ainsi les fortifications de Saintes et d'Angoulême furent abattues; celles même de Périgueux ne furent point épargnées. Vaifre laissa seulement sur pied quelques châteaux qui, plus rapprochés de la Dordogne, ajoutaient encore à la

(1) Annal Metens. an. 766. — Fredeg. Chron. IV. loc. cit.

force naturelle de cette barrière et de tout le pays où il allait se retrancher. Tels étaient, entre autres, le château de Turenne, à quelques milles au nord de la Dordogne, et celui de Peyruce, un peu à la gauche du Lot, dont il défendait l'approche du côté du midi.

On ne sait pas au juste à quelle époque il fit toutes ces choses, si ce fut à la fin de 765 ou au commencement de l'année suivante; il est sûr seulement qu'il les fit rapidement, avec ensemble, et à temps pour son objet.

Impatient de réparer le temps perdu, Pepin se mit de bonne heure en campagne à la tête des Franks et des autres peuples de son royaume, vint tenir à Orléans le Champ-de-Mai de 766, et, passant la Loire aussitôt après, se porta droit sur Bourges et sur Argenton. On ignore en quel état il trouva la première de ces deux places; quant à la seconde, il ne restait de ses anciens murs que les pierres éparses. Pepin, à qui la position parut importante, ordonna d'en relever les fortifications en toute hâte, et prit l'intervalle où l'on y travaillait pour pénétrer avec son armée dans l'intérieur de l'Aquitaine [1]. Selon Frédégaire, il aurait poussé jusqu'à Agen, ce qui n'est pas très probable; mais il s'avança certainement jusqu'à Périgueux, d'où il s'en retourna par Angoulême et par Limoges.

De la part des Franks, cette invasion ne différa

(1) Fredeg. Chron.—Annal. Francor. Pith.—Annal. Tilian.

en rien des précédentes; ce furent partout les pillages et les ravages accoutumés; mais, cette fois, les chefs ecclésiastiques ou laïcs de plusieurs villes, voyant l'impuissance de Vaifre à les défendre et autorisés par l'abandon où ils se trouvaient à délibérer pour eux-mêmes, résolurent de se rendre au moins provisoirement à Pepin. Limoges fut une des villes qui prirent ce parti et en donnèrent l'exemple aux autres. Que ces soumissions des Aquitains fussent forcées et peu sincères, les panégyristes de Pepin le disent eux-mêmes, et les mesures de ce dernier le disent encore mieux, quoique plus indirectement.

La forteresse d'Argenton ayant été relevée, il y mit une nombreuse garnison franke, en fit le chef-lieu d'un comté particulier, auquel il attribua toute la portion de l'ancien comté de Bourges comprise entre le Cher et l'Indre, et conféra le gouvernement de la place et de son district à Rémistan, à ce même chef vascon qui était venu tout récemment s'offrir à lui[1]. C'était une marque signalée de confiance qu'il donnait au réfugié; car, dans son plan, la nouvelle forteresse était destinée à servir de poste avancé, et au besoin de rempart aux Franks contre les Aquitains, tant contre ceux qui lui résistaient encore que contre ceux déjà soumis, dont il suspectait la bonne volonté.

L'antique ville de Bourges perdit beaucoup de

(1) Fredeg. Chron.

son importance politique et militaire par la création d'un comté dont le territoire avait été pris en grande partie sur le sien, et par le rétablissement d'une forteresse située plus avant dans l'intérieur du pays. Toutefois Pepin ne négligea pas cette ville dans ce début d'organisation de ses conquêtes en Aquitaine; elle resta le chef-lieu d'un second comté, plus étendu encore que celui qui venait d'en être détaché, et place de guerre de seconde ligne. En conséquence, Pepin y mit, de même qu'à Argenton, une escare ou légion de Franks pour la défense du pays.

Cette occupation militaire de Bourges est notée par deux différentes chroniques[1], et notée comme ayant eu lieu en même temps par suite des mêmes événements, et comme coordonnée au même plan d'organisation politique et militaire que celle d'Argenton; elle semble être donnée pour une seconde occupation distincte et indépendante de la première, de celle qui avait suivi la prise de la place en 763. En ce cas, le premier corps de milices frankes qui avait occupé cette place ne s'y était pas maintenu, et, comme il n'y a point d'apparence qu'il l'eût abandonnée de son gré ni de celui de Pepin, il ne reste autre chose à supposer sinon qu'il en avait été chassé par une force hostile. C'est sur cette considération que j'ai fondé la conjecture énoncée plus haut de la reprise de Bourges par

(1) Annal. Francor. Pleb. — Annal. Tilian. 766.

Vaifre dans l'intervalle où Pepin s'était tenu sur la défensive. Je reprends la suite des événements de la guerre.

Il n'a point été question de Vaifre dans la campagne ni dans le courant de l'année 766, mais il est sûr qu'il avait dès lors concentré ses forces entre la Dordogne et le Lot, et s'y montrait encore redoutable. En effet, il avait à sa disposition des troupes nombreuses, dont une partie lui suffisait pour garder les forts, les postes et les défilés du pays, et dont il pouvait envoyer l'autre au loin, dans les portions envahies de l'Aquitaine, inquiéter ou détruire les détachements isolés que Pepin serait obligé de placer çà et là dans les villes conquises, afin d'en assurer la soumission toujours incertaine; il avait derrière lui la plus fertile moitié de ses Etats, les riches plaines traversées par la Garonne et par le Tarn, les deux grandes villes de Toulouse et de Bordeaux, avec lesquelles il communiquait librement et dont il pouvait tirer de l'argent et des vivres, des hommes et des armes. En un mot, Vaifre s'était posté de manière à barrer aux armées frankes le chemin de l'Aquitaine méridionale et à les troubler dans la possession de celle du nord, en attendant qu'il pût lui-même recouvrer cette dernière.

A ce nouveau plan de défense Pepin opposa un nouveau plan d'attaque; sa campagne de 767 est un fait de guerre à tous égards mémorable, surtout par

la nouveauté, la longueur et la hardiesse des marches. Dès le commencement de mars, il partit de Troyes avec l'élite des Franks[1]; mais, au lieu de se jeter comme à l'ordinaire sur l'Aquitaine par la voie la plus courte, il se rendit à Lyon et descendit le long du Rhône jusqu'en Provence, où il passa le fleuve pour suivre sa marche à travers la Septimanie jusqu'à Narbonne. Là, seulement, commença sa campagne; il entra en Aquitaine par Carcassonne, avec le projet de remonter de là vers la Gaule franke, attaquant ou menaçant toutes les villes qui allaient se rencontrer sur son passage et les obligeant à lui jurer fidélité.

Avait-il quelques intelligences dans ces villes, ou celles-ci, dégoûtées d'une guerre où elles voyaient leur souverain en péril de succomber, prenaient-elles d'elles-mêmes le parti de se rendre au plus fort et d'écarter ainsi les Franks de leurs murs, afin d'éviter autant de vexations et de pillages que faire se pouvait? C'est une question que les chroniques suggèrent sans fournir de donnée pour y répondre. Le fait est qu'à prendre à la lettre le texte de ces chroniques, Pepin ne rencontra pas la moindre résistance dans aucune des villes par où il passa, et que son expédition ne fut qu'une simple marche[2].

Toulouse fut la première de ces villes qui se sou-

(1) Fredeg.

(2) Annal. Anian. — Annal. Francor. Pleb.

mit ; de Toulouse Pepin s'avança sur Albi, qui reconnut de même sa domination[1]; d'Albi il remonta jusqu'à Rodez qui ne lui résista pas davantage, et il gagna de là le pays montagneux des Gabales (le Gévaudan), dont la capitale lui ouvrit de même ses portes et lui jura de même fidélité. Il y a quelques observations importantes à faire sur cette marche des Franks.

De Rodez il ne fallait à Pepin qu'une journée de marche pour arriver aux bords du Lot, où il se serait trouvé sur les derrières de Vaifre et à portée de l'attaquer dans ses nouvelles positions; mais il faut croire de deux choses l'une : ou qu'il n'avait jamais eu le projet d'assaillir son adversaire de ce côté, ou que des raisons imprévues l'avaient obligé à y renoncer.

La première supposition me paraît de beaucoup la plus probable; si son plan n'eût été que de prendre son adversaire à dos, Pepin une fois à Toulouse aurait dû remonter droit vers le nord, dans la direction de Cahors. Mieux on observe sa marche et plus on est tenté de lui supposer un objet tout différent, un objet politique autant que militaire. On le voit, en effet, de Toulouse s'avancer constamment au nord-est, suivant la ligne dans laquelle se trouvaient les principales villes de toute cette portion de l'Aquitaine, c'est-à-dire Toulouse, Albi,

(1) *Id.* loc. cit.

Rodez, Javouls et Anice, ou Vellave, la capitale du Vélai, cités épiscopales, chacune chef-lieu d'un comté.

Le but immédiat de Pepin était, selon toute apparence, de soumettre ces villes, de les détacher de la cause de Vaifre et de restreindre ainsi ce dernier aux ressources peu considérables du petit pays où il avait concentré ses forces, afin de l'attaquer ensuite avec plus d'avantage.

Du reste, quel que fût son vrai motif, Pepin se rendit, comme je l'ai dit, de Toulouse à Anice à travers des pays en grande partie couverts d'affreuses montagnes habitées par des hommes à demi sauvages; il marcha par des chemins difficiles, rarement battus par les armées, qui n'y trouvaient rien à piller et à peine de quoi subsister. Ayant passé l'Allier et la Loire près de leurs sources, Pepin redescendit dans la vallée du Rhône et se rendit à Vienne, où il se trouva à point pour fêter, avec ses Franks, la Pâque de l'année 767 [1], ayant ainsi fait, en quelques semaines, une marche de près de quatre cents lieues, et soumis à sa domination quatre ou cinq comtés, dont celui de Toulouse valait à lui seul tous les autres.

Après s'être reposé quelques jours à Vienne, il reprit le chemin de l'Austrasie, où il congédia ses hommes de guerre, mais pour quelques semaines seulement, leur ayant assigné, pour le mois d'août

(1) Annal. Francor. Pleb. an. 767.

prochain, un second rendez-vous à Tours ou ailleurs. La grande campagne qu'il venait de faire n'était que le prélude de celle dont il avait arrêté le plan; il se proposait de descendre par l'Aquitaine septentrionale vers la Dordogne pour attaquer Vaifre de front sur le théâtre où celui-ci avait transporté sa défense, et pour raffermir dans les comtés de Bourges et d'Argenton l'ordre qu'il y avait récemment établi[1].

Cet ordre avait été, à ce qu'il paraît, troublé par des événements dont on ne connaît qu'une seule circonstance, mais une circonstance principale, qui pouvait avoir une certaine influence sur les chances ultérieures de la guerre. Rémistan, cet aventureux Vascon, auquel Pepin avait confié le commandement de la forteresse et du comté d'Argenton, n'avait pu vivre long-temps en paix avec les Franks sous ses ordres; il s'était brouillé avec eux, on ne sait à quel propos, mais à mort, et, désertant son poste, il s'était enfui avec la résolution de leur faire autant de mal qu'il pourrait. Il n'hésita pas à retourner auprès de Vaifre, son neveu, et celui-ci, lui pardonnant avec joie sa défection, n'hésita pas davantage à lui rendre ses emplois[2].

Le mois d'août venu, Pepin se rendit à Bourges avec toutes ses forces; à chaque apparition qu'il faisait en Aquitaine, il y exerçait de nouveaux droits

(1) *Ibid.*

(2) Fredeg.

de seigneurie. Cette fois il y tint le Champ-de-Mai, par exception retardé jusqu'alors, et donna l'ordre, plus significatif encore à cet égard, d'y construire un palais pour lui. Il partit ensuite avec son armée, en quête de Vaifre et des Vascons, et les joignit en-deçà de la Dordogne.

En recueillant dans les chroniques les traits épars relatifs à cette expédition, on voit qu'elle fut précisément ce que Vaifre avait fait en sorte qu'elle fût, une expédition hasardeuse et pénible contre les lestes et nombreuses bandes des Vascons, véritables guérillas, tantôt en embuscade, tantôt en marche, toujours fuyant devant l'ennemi qui les cherchait, ne l'attendant que dans les positions les plus fortes et les plus difficiles, ne l'attaquant que là où elles étaient sûres de le surprendre. Aussi, des crêtes de montagnes, des rocs escaladés, des cavernes prises d'assaut, voilà les exploits les plus caractéristiques attribués aux Franks dans cette campagne, qui dut leur causer des fatigues et des pertes, dont leurs historiens n'ont tenu aucun compte[1].

Dans la plaine ou dans les lieux plus ouverts, ils firent la guerre à moins de frais et avec plus de fruit; ils assiégèrent et prirent le château de Torène, entre la Vezère et la Dordogne et celui de Peyruce, en-deçà du Lot; c'était un avantage réel, mais dont Vaifre prenait à l'instant même de larges représailles.

(1) Eginhart. Annal. — Annal. Francor. Pith. — Fredeg. Chron.

Vaifre n'avait gardé, en-deçà de la Dordogne, que le nombre de troupes suffisant pour s'y tenir sur la défensive; il avait formé du surplus une armée à part, destinée à agir offensivement sous les ordres de son oncle Rémistan. Celui-ci devait saisir l'instant où Pepin serait engagé dans le Midi pour se porter rapidement au Nord par-delà les montagnes, afin d'y faire tout le dégât possible et d'y troubler de toute manière les établissements des Franks.

Rémistan était bien le chef qu'il fallait à une telle expédition; il se porta brusquement sur Limoges, où il y a apparence que Pepin avait mis une garnison franke et des officiers civils ou militaires pour y gouverner en son nom. On voit du moins, à la manière dont Rémistan traita les habitants du pays, qu'il les considéra comme des sujets franks; il pilla et dévasta leur territoire, et répandit un tel effroi parmi les métayers, ou, comme on s'exprimait alors, parmi les colons, que ceux-ci n'osèrent se montrer nulle part, ni dans les vignes, ni dans les champs, qui, de la sorte, restèrent sans culture[1]. Il ne s'en tint pas à ravager le Limousin; il se porta audacieusement jusque dans les comtés d'Argenton et de Bourges, où il fit les mêmes dégâts. La chronique qui rend compte de cette irruption dévastatrice des Vascons en a laissé dans le vague l'in-

(1) Ità ut nullus Colonus terræ ad laborandum, tam agros quam vineas colere non audebat. Fredeg. Chronic.

cident principal; elle dit littéralement que Rémistan assaillit comme un ennemi malfaisant les garnisons que le roi Pepin avait placées dans les villes du nord de l'Aquitaine, et donne à entendre par ces termes obscurs, et je crois, obscurs à dessein, que les garnisons dont il s'agit étaient en assez grand nombre et que Rémistan en extermina ou chassa plus d'une [1].

Cette terrible diversion ne changea rien au plan de Pepin; il resta dans l'Aquitaine méridionale aussi long-temps que la saison le lui permit, toujours à la poursuite de Vaifre et des Vascons qui lui échappaient toujours. Il ne se donna du relâche qu'aux approches de l'hiver; mais dans l'intention où il était de poursuivre la guerre sans désemparer, il fit deux choses contre son usage et contre l'usage ordinaire des Franks. Au lieu d'aller passer l'hiver dans quelqu'un de ses palais d'Austrasie, il résolut de le passer à Bourges, dans le nouveau palais que l'on venait de lui construire, et, au lieu de permettre à ses hommes de guerre de se disperser dans leurs pays respectifs, il les cantonna par corps ou par détachements dans les contrées de la Burgondie les plus voisines de la Loire, afin de les avoir en quelque sorte sous la main, aussitôt que la saison lui permettrait de reprendre les hostilités [2].

(1) Remistanus custodias quas ipse Rex in ipsius civitatibus dimiserat, nimium infestus accessit. Fredeg. loc. cit.

(2) *Id.* loc. cit.

Il ne leur laissa pas un long repos; dès le mois de février il les avait rappelés et se tenait prêt à rentrer en campagne. Il divisa ses forces en deux corps, ayant chacun sa destination particulière. L'un qui, bien que le moins nombreux, devait cependant être considérable, puisqu'il était composé des troupes de quatre comtés qui sont nommés à ce propos, et de plusieurs autres qui ne le sont pas, l'un, dis-je, fut chargé d'aller à la poursuite de Rémistan, qui devait se trouver avec ses milices sur la rive gauche de la Dordogne; mais l'histoire ne marque point précisément où. Le principal corps de l'armée franke, commandé par Pepin en personne, devait marcher d'abord vers la Garonne, menacer la Vasconie pour la détacher de la cause de Vaifre, et se remettre ensuite à la poursuite de ce dernier[1].

Les comtes chargés de poursuivre Rémistan ne tardèrent pas à le prendre avec sa femme, on ne dit pas où ni comment, mais sans combat, et, à ce que je soupçonne, livré par quelque traître. Il fut présenté à Pepin, à l'entrée de celui-ci dans l'Aquitaine méridionale, peut-être à Angoulême. Vaifre lui seul aurait été pour Pepin une proie plus agréable que Rémistan. Le chef vascon fut sur-le-champ condamné à être pendu, et le jugement fut exécuté par deux des comtes qui l'avaient fait prisonnier et qui auraient probablement trouvé qu'on leur faisait

(1) *Id.* loc. cit.

tort si l'on eût commis cet office à quelque ignoble valet de l'armée.

D'Angoulême Pepin marcha sur Saintes, où il prit, c'est-à-dire, sans doute, où quelqu'un lui livra la mère, une des deux sœurs et plusieurs des neveux de Vaifre[1]. Il les traita, dit-on, avec douceur, mais les fit détenir sous bonne garde; après quoi, descendant sur la basse Garonne, il remonta le cours du fleuve, pour s'approcher des confins de la Vasconie. Arrivé au lieu aujourd'hui inconnu de Mont ou de Mons, un nommé Herwig ou Eberwig se présenta à lui avec la seconde sœur de Vaifre, qu'il livra au roi aussi bien que lui-même, ajoute la chronique[2]. Il est donc certain de celui-là que c'était un Aquitain traître envers son chef, et qui, d'office ou commissionné par Pepin, amenait à ce dernier un otage de plus.

Cependant, arrivé sur les frontières de la Vasconie, Pepin avait déjà sommé ce pays de reconnaître sa domination, sous peine d'être aussitôt envahi, et la conduite des Vascons en pareille conjoncture ne pouvait guère être douteuse. Ces peuples étaient probablement aussi attachés à Vaifre qu'ils pouvaient l'être à un chef; mais ils n'aimaient certainement aucun chef au point de braver pour lui, de propos délibéré, une invasion franke. D'ailleurs Loup II qui, selon toute probabilité, était alors leur duc particulier, ne pouvait pas être bien sin-

(1) Eginhart. Annal. — Annal. Francor. Pleb.

(2) Seque et illam regi tradidit. Eginhart.

cèrement dévoué à Vaifre. Il était fils de ce même Hatton auquel Hunald avait autrefois fait arracher les yeux pour laisser Vaifre unique et paisible souverain de l'Aquitaine entière; il était le frère d'Ithier et d'Adalghier, de ces deux autres chefs aquitains que Vaifre avait une fois envoyés en otage à Pepin, et dont il avait compromis la tête en violant le traité en garantie duquel il les avait donnés.

Il est vrai, d'un autre côté, que les Vascons répugnaient plus que nul autre peuple de la Gaule à la domination des Franks; mais, ils savaient aussi par l'expérience du passé que cette domination serait plus nominale que réelle, et que la guerre était une chance immédiate de la rendre plus positive et plus onéreuse. Ils firent donc en masse ce que les Aquitains avaient fait partiellement; ils se résignèrent jusqu'à nouvel ordre à la suprématie apparente plutôt qu'à l'invasion des Franks. Leur duc et leurs principaux chefs comparurent devant Pepin et lui jurèrent fidélité à lui et à ses deux fils, Carloman et Charles. Autant en firent, disent les chroniques, plusieurs autres des nations soumises à Vaifre, paroles équivoques qui porteraient à soupçonner que les domaines de ce dernier s'étendaient hors des limites de l'Aquitaine et de la Vasconie[1].

Pour le coup, la situation du chef aquitain était

(1) Vascones qui ultrà Garonam commorantur, sacramenta et obsides donant... et aliæ multæ quam plures gentes ex parte Waifarii ad eum venientes, se ditioni suæ subdiderunt. Fredeg.

désespérée; des vastes pays sur lesquels il avait régné, il n'en restait plus un seul sous son obéissance, plus un seul dont il pût tirer aucune ressource ni même où il fut sûr de trouver un asile. Ses milices étaient réduites à un petit nombre de partisans dévoués, avec lesquels il errait de forêt en forêt, de montagne en montagne, plus semblable à un proscrit fugitif qu'à un souverain en guerre contre un autre souverain. Il venait de se jeter avec le reste de ses bandes, aux environs de Poitiers, dans la vaste forêt de Ver, qui portait encore alors son nom gaulois d'Edobole[1]. Pepin y envoya toutes ses forces pour l'envelopper et le prendre; mais l'entreprise se trouva n'être point aussi facile qu'il se l'était figurée. Poursuivi sans relâche, plusieurs semaines de suite, par une immense armée divisée sans doute en détachements nombreux, Vaifre les harassa tous, leur échappa à tous, saisissant encore, à ce qu'il paraît, de temps à autre, l'occasion de battre quelques-uns de ces détachements qui le serraient de plus près, et d'inquiéter les pays où les Franks étaient stationnés.

Pepin fut obligé d'interrompre quelques jours cette poursuite; il venait de lui arriver, de la part du khalife, une ambassade solennelle dont j'aurai ailleurs l'occasion de dire un mot, et à laquelle il avait donné rendez-vous au château royal de Celles sur la Loire, où il se rendit de son côté avec ses

(1) Per sylvam quæ vocatur Edobola. Fredeg.

leudes pour le recevoir. Cette ambassade entendue et congédiée, Pepin revint dans l'Aquitaine méridionale pour continuer la guerre. Vaifre avait profité du peu de relâche que lui avait laissé son adversaire pour sortir des bois et des lieux déserts, et se porter dans quelques villes, dont il faut bien supposer qu'il avait momentanément recouvré la domination. Il se trouvait à Saintes lorsque Pepin reparut; n'étant pas en force pour l'attendre, il chercha une retraite plus sûre; mais les chroniqueurs n'annoncent pas où, à l'exception d'une qui dit que ce fut aux environs de Périgueux. Un autre écrivain, qui n'est ni chroniqueur de profession ni contemporain, donne à entendre que ce fut à Thwars, c'est-à-dire dans un pays plat, aux environs de la Loire[1]. La chose n'est pas très vraisemblable il est beaucoup plus aisé de croire que Vaifre regagna les parties sauvages de l'Aquitaine où il avait jusque là réussi à se défendre ou à se cacher.

Pepin le fit suivre à la piste, non plus cependant par la masse entière de son armée; il n'envoya contre lui que quatre escares de milices frankes, commandées chacune par un comte. C'étaient encore là des apprêts militaires, c'était encore l'une guerre ouverte qu'il semblait faire à son ennemi, comme par une sorte de point d'honneur et de fierté; mais il était pressé d'en finir de la manière la plus simple et la plus sûre. Dans cette entrevue, il avait pris

(1) Miracula S. Maximini Miciacens.

des mesures d'un autre genre; il avait gagné en secret quelques-uns des compagnons du fugitif, qui avaient pris l'engagement de l'assassiner. Pepin n'avait donc plus qu'une incertitude au sujet de Vaifre, de savoir qui l'en débarrasserait; si ce seraient les généraux ou les traîtres auxquels il avait eu recours. Ce furent ces derniers; le chef aquitain fut égorgé, peut-être dans son sommeil, durant une nuit du mois de juillet de l'année 769. Une chronique désigne un certain Waratton comme l'auteur de cet assassinat[1]; une autre, sans nommer personne, précise néanmoins un peu plus l'événement. Le prince de l'Aquitaine, Vaifre, dit-elle, fut tué par les siens; et cela, comme on affirme, fut fait par le conseil du roi[2].

Ainsi périt le dernier et le plus illustre des ducs aquitains du sang de Charibert, le plus puissant de tous ces chefs de race franke qui, disséminés par la conquête sur le sol gaulois, y avaient fait de bonne heure, bien que par ambition et dans leur intérêt personnel, cause commune avec les habitants du pays contre les conquérants, et avaient fini par détacher pièce à pièce, de la monarchie mérovingienne les provinces méridionales de la Gaule, de manière à mettre les Franks dans l'alternative de renoncer à ces provinces ou de les conquérir une seconde

(1) Annal. Francor. Lambec. an. 768.

(2) Dum hæc agerentur, ut asserunt, consilio regis factum, Waifarius princeps Aquitaniæ à suis interfectus est. Fredeg.

fois. Cette seconde conquête fut la tâche spéciale des Carlovingiens; nous avons vu Charles Martel la commencer et Pepin la poursuivre; la soumission de l'Aquitaine et de la Vasconie en fut le terme. La monarchie franke se trouva par-là relevée à son maximum mérovingien de puissance et d'étendue, et les chefs de cette monarchie étaient libres désormais d'employer leurs forces et leur génie belliqueux à agrandir le cercle des conquêtes et des domaines des enfants de Clovis. L'importante acquisition de la Septimanie était même une première conquête hors de ce cercle.

Celle de l'Aquitaine n'était, en quelque façon, que la suite et le complément de la révolution qui avait ôté l'empire frank aux descendants de Mérovée; car Vaifre était un de ceux-ci et régnait par un droit en opposition avec les intérêts et les prétentions des Carlovingiens. Une lutte à mort était inévitable entre les descendants de Charibert et ceux du vieux Pepin, de même que le résultat en était donné par la disproportion des forces opposées.

Il ne faut cependant pas se méprendre sur la nature de la conquête carlovingienne de l'Aquitaine; elle ne fut ni plus complète ni plus solide que celle de Clovis, et se maintint moins comme conquête nationale des Franks que comme conquête particulière, et, pour ainsi dire, privée de leurs chefs. L'Aquitaine ne fut point réunie à la Gaule franke, ou ne le fut qu'un moment. Les Aquitains ne per-

dirent point sous les rois carlovingiens l'espèce de nationalité, ni l'existence séparée qu'ils s'étaient faite sous leurs anciens chefs, et particulièrement sous leurs ducs héréditaires; ils y furent plutôt raffermis. Ils restèrent un peuple à part dans la Gaule, un peuple distinct de tous les autres, par son caractère et par le rôle politique qu'il fut appelé à jouer dans les événements généraux du pays et du temps.

XXIX.

MORT DE PEPIN. — RÉSUMÉ DU RÈGNE DE CHARLEMAGNE DE DCCLXVIII A DCCLXXVIII. — L'AQUITAINE, PROVINCE DE LA MONARCHIE FRANKE.

Maître à la fin de l'Aquitaine, Pepin retourna à Saintes dans le dessein d'organiser définitivement sa conquête et d'établir partout des gouverneurs de son choix. Il eut à peine le temps de terminer cette opération; tombé malade tandis qu'il s'en occupait, il reprit par Poitiers et Tours le chemin de Paris, et de là se rendit au monastère de Saint-Denis, où il mourut le 18 septembre 768, laissant pour héritiers deux fils, dont j'ai déjà parlé ailleurs. Tout ce que l'on sait de Carloman, c'est qu'il était le plus jeune des deux; Charles, l'aîné, à qui je laisserai son nom populaire de Charlemagne, n'était guère plus connu; il n'avait pas moins de vingt-cinq ou de vingt-six ans, et n'avait donné encore aucun présage de son avenir.

Pepin, en cela obligé de suivre les usages mérovingiens, avait partagé ses Etats entre ses deux fils, et de la sorte rompu l'unité de l'empire frank à l'instant même où il venait de la rétablir à force de guerres et de victoires. Je me bornerai à noter les

circonstances principales de ce partage, celles qui, soit comme causes, soit comme effets, ont le plus de liaison avec ces événements.

Toutes les divisions mérovingiennes de la monarchie franke, tant en Gaule qu'outre-Rhin, subsistaient encore alors sous les mêmes dénominations et dans les mêmes limites; mais Pepin combina ces divisions d'une façon nouvelle, de manière à couper de l'est à l'ouest l'empire en deux parts égales, l'une au nord et l'autre au midi. La première, à laquelle l'Austrasie et la Neustrie appartinrent dans leur intégrité, fut donnée à Charlemagne; la seconde, qui, de la Gaule, ne comprit que la Burgondie, la Provence et la Septimanie, fut assignée à Carloman[1].

Pour ce qui est de l'Aquitaine en particulier, les historiens ne sont pas d'accord entre eux. Les uns disent qu'elle fut donnée en entier à Charlemagne; les autres affirment qu'elle fut, comme le reste de l'empire, divisée en deux parts entre les deux frères. Cette dernière version a pour elle le témoignage le plus ancien, et, prise en elle-même, me paraît la plus vraisemblable[2]. Si on l'adopte, il faut la développer, en supposant que l'Aquitaine fût partagée du nord au midi en deux moitiés, l'une orientale, limitrophe de la Burgondie et appartenant à Carloman, l'autre occidentale, communiquant par le

(1) Fredeg. an. 768.

(2) Aquitaniam inter eos divisit. *Id.* loc. cit.

nord avec la Neustrie et faisant partie des Etats de Charlemagne.

Jusque là ce partage rappelait assez bien, tant par le mode que par le principe, ceux de la monarchie mérovingienne; de peu s'en fallut qu'il ne finît par les rappeler de tout point. Carloman trouva, non sans quelque raison, sa part de l'héritage paternel inférieure à celle de son frère; il se plaignit et menaça de se faire justice par la force. Charlemagne ne tint compte ni de ses plaintes ni de ses menaces, et la querelle fut sur le point de se résoudre en guerre civile. Cependant des hommes pacifiques, probablement des ecclésiastiques, s'entremirent entre les deux frères et réussirent à les empêcher d'en venir aux mains; mais ils ne les réconcilièrent pas, et cette division de l'empire aurait tôt ou tard porté ses fruits, si l'unité n'en eût pas été rétablie par la mort d'un des deux héritiers. J'insiste à dessein sur cette discorde entre les fils de Pepin, parce qu'elle avait sa source dans une idée purement germanique, dont l'influence encore entière devait à la longue être aussi pernicieuse à la seconde race des rois franks qu'elle l'avait déjà été à la première.

En supposant que Charlemagne ne fût pas le maître de la totalité, mais seulement d'une moitié de l'Aquitaine, il est sûr au moins que cette moitié du pays qui lui était échue était celle où Vaifre avait eu le plus de partisans dévoués, où sa mort avait dû faire le plus de bruit et causer le plus de

regrets; c'était celle où il y avait le plus de répugnance pour la domination des Franks et dont il était le moins difficile de soulever la population contre eux. Il y avait assez d'apparence que ce serait là que le jeune monarque se verrait appelé par les événements à faire les premiers essais de son génie pour le gouvernement et pour la guerre.

On a vu que la femme de Vaifre, ses deux sœurs et plusieurs de ses neveux, étaient tombés entre les mains de Pepin. La capture, bien qu'heureuse, n'avait pas été complète; il y manquait les deux principaux personnages de la famille de Vaifre, son père et son fils; l'un et l'autre étaient restés libres, hors du pouvoir du vainqueur. Ce fils, et à ce qu'il paraît le fils unique de Vaifre, était un jeune homme à la fleur de l'âge, nommé Loup, déjà capable de résolutions hardies. Après l'assassinat de son père, il s'était caché on ne sait dans quel recoin de l'Aquitaine, en attendant le moment de se signaler par quelque coup digne de sa race.

Quant au père de Vaifre, à Hunald, Pepin n'avait point songé à s'assurer de lui dans le monastère où il s'était retiré en abdiquant, et où il vivait encore, mais en apparence bien hors d'état de troubler les conquérants de ses domaines. Il ne pouvait guère, à l'époque de la catastrophe de Vaifre, avoir moins de soixante-dix ans, et il y en avait déjà vingt-cinq qu'il était moine, qu'il avait renoncé au monde et jeté comme un fardeau dès lors trop pesant pour lui les soucis du gouvernement et de la guerre.

Quels que fussent ses sentiments sur la mort de son fils, il ne semblait pas qu'il pût faire autre chose que le pleurer et prier pour lui.

Ainsi sans doute avait pensé Pepin au sujet d'Hunald. Pepin s'était trompé. En apprenant l'assassinat de son fils et la soumission de son pays aux Franks, le vieux Aquitain avait conçu un projet qui allait démentir toutes les apparences, le projet le plus contraire à tout ce que l'on pouvait attendre d'un moine et d'un vieillard.

A peine Pepin avait-il repassé la Loire avec ses Franks, pour aller mourir à Saint-Denis, que Hunald, jetant le froc, désertant son monastère et reprenant tout ce qu'il semblait avoir quitté pour la vie, le titre de duc, sa vieille épée et jusqu'à sa femme, s'était lancé à l'aventure en Aquitaine, avec le projet d'en recouvrer la possession, d'en chasser les garnisons et les officiers de Pepin, et de venger son malheureux fils. Les troubles qui avaient suivi la mort de Pepin avaient favorisé son entreprise; tous les mécontents de l'Aquitaine, déjà nombreux, s'étaient promptement ralliés autour de lui, disposés à le seconder en toute chose, et il paraît qu'il s'était ouvert des intelligences et assuré des appuis jusque dans la Vasconie[1]. Enfin, au moment où le bruit de son apparition et de ses tentatives en Aquitaine parvint à Charlemagne, il se trouvait déjà à

(1) Hunaldus, regnum affectans, Provincialium animos ad nova molienda concitavit. — Eginhart. Annal.

la tête d'un rassemblement considérable, et les symptômes d'un soulèvement général devenaient de jour en jour plus alarmants.

Charlemagne jugea qu'il n'y avait pas un instant à perdre, et que le plus sûr moyen de vaincre les rebelles était de les attaquer le plus tôt possible; il partit donc en toute hâte pour l'Aquitaine occidentale avec les troupes qui se trouvaient le plus à portée de lui; il paraît néanmoins qu'il pria son frère Carloman, avec lequel il venait de se réconcilier, de l'aider dans cette entreprise, et celui-ci se mit en effet, de son côté, en marche contre Hunald. Mais ce concert des deux frères ne dura qu'un moment et n'aboutit qu'à faire voir combien la paix était mal assurée entre eux.

A peine étaient-ils arrivés en Poitou qu'ils étaient de nouveau brouillés. Carloman, aigri par les propos de ses leudes, ne voulut pas aller plus loin. En vain Charlemagne, dans une conférence qu'il eut avec lui, essaya-t-il de le ramener, Carloman se montra intraitable; il rebroussa chemin avec son armée et laissa son frère dans un embarras où il semblait l'avoir poussé à dessein[1].

Si surpris, si indigné qu'il pût être de cette espèce de trahison, Charlemagne ne s'en déconcerta pas; il continua sa marche jusqu'à Angoulême, où il s'arrêta quelques jours pour attendre des renforts que la re-

(1) *Id.* loc. cit.

traite de Carloman lui avait rendus nécessaires, et aussitôt ces renforts arrivés il marcha à leur tête contre les rebelles. . . . .

Hunald s'était jeté dans les pays entre la Dordogne et la Garonne, où il se flattait de braver les poursuites et les attaques des Franks; mais ceux-ci, à qui plusieurs campagnes dans ces pays en avaient appris tous les détours, et qui avaient probablement sur lui la supériorité du nombre, manœuvrèrent de manière à l'envelopper et à le serrer de près. Il ne leur échappa qu'en traversant la Garonne et en gagnant la Vasconie, où il comptait sans doute sur l'appui du duc Loup son neveu, puisqu'il se réfugia chez lui. Aussitôt que Charlemagne en fut informé, il envoya des députés au duc pour le sommer de lui livrer Hunald, sous peine d'être lui-même attaqué et châtié comme infidèle. Le duc suivit, en cette occasion, sa politique ordinaire; il aima mieux sacrifier un vieux parent, pour lequel il n'avait probablement pas une grande affection, que d'attirer les Franks sur son territoire; il livra donc Hunald et sa femme à Charlemagne, auquel il tint de la sorte les engagements de fidélité et de soumission qu'il avait naguère contractés envers Pepin. Ainsi se termina heureusement, promptement et avec peu de fatigue, l'expédition contre Hunald[1]. Cette expédition est le titre en vertu duquel les biographes de

(1) *Id.* loc. cit.

Charlemagne mettent l'Aquitaine au nombre de ses conquêtes; c'est une impropriété historique qui n'a pas besoin d'être relevée tant elle est choquante!

Frappé sans doute de l'indocilité des Aquitains et de leur promptitude à saisir toute occasion de se révolter, Charlemagne crut avoir besoin de se renforcer militairement contre eux; il résolut de bâtir sur leur territoire une nouvelle forteresse, d'autant plus sûre que la garnison franke en serait toute la population, ou du moins la population dominante. Pour l'emplacement de cette forteresse il choisit l'angle formé par la jonction de la Garonne et de la Dordogne, également à portée et de la Vasconie, qui n'était encore soumise que de nom, et de cette portion centrale de l'Aquitaine qui était devenue comme le foyer des résistances du pays à la domination des Franks. Enfin, pour marquer à la fois l'origine et la destination de la nouvelle citadelle, il lui donna le nom de Franciac, qui se reconnaît encore aujourd'hui dans celui de Fronzac, petite ville du département de la Gironde[1].

Voilà tout ce que fit, ou du moins tout ce que l'on sait de ce que fit Charlemagne en Aquitaine, après avoir battu et pris Hunald; il ne s'inquiéta nullement pour lors, à ce qu'il paraît, de mieux connaître le pays et de se l'attacher; il ne songea point à y régulariser le gouvernement de la conquête, et laissa dans les villes les mêmes comtes,

(1) Eginhart. loc. cit.

les mêmes juges que Pepin y avait institués, et qui ne s'y comportaient pas avec moins de violence et d'arbitraire qu'ailleurs. Encore moins eut-il l'idée d'assigner aux Aquitains une tâche, une destination spéciales, appropriées à leur position géographique, à leur esprit national, à leurs forces, à leurs convenances sociales et politiques; il lui fallait, pour l'éclairer à cet égard, du temps et des circonstances particulières.

Charlemagne retourna triomphant d'Aquitaine en Austrasie, emmenant avec lui Hunald prisonnier; on aime à suivre jusqu'à la fin le peu de traits connus d'une vie aussi forte et aussi passionnée que celle de ce vieux chef. Il resta près de deux ans dans les fers de son vainqueur; mais il finit par s'évader et par gagner la frontière des Alpes, d'où il se rendit à Rome; ou peut-être avait-il été relâché par Charlemagne, à la condition de se retirer dans cette dernière ville et d'y rester sous la surveillance du pape Etienne II[1]. Il est sûr du moins qu'arrivé à Rome il se présenta à ce dernier et fit entre ses mains le serment ou le vœu formel de ne point s'éloigner du tombeau des deux apôtres; il y a même quelque apparence qu'il rentra dans un cloître pour y recommencer la vie de moine[2]. Mais, qu'elle fût ou non de son choix, cette vie ne tarda pas à lui déplaire; c'était au moment où Didier, roi des Lom-

(1) Sigeberti Chronic. an. 771.

(2) Anastasii vitæ pontific.

bards, cherchait de tous côtés contre Charlemagne des appuis, dont il prévoyait qu'il allait avoir besoin; il pensa qu'il pourrait tirer bon parti de l'expérience et de la renommée du chef vascon, et le fit inviter à se rendre auprès de lui. Hunald ne résista pas à une si belle chance de guerroyer encore contre les conquérants de l'Aquitaine; sans égard pour les promesses qu'il avait faites au pape, il s'enfuit de Rome et courut chez les Lombards prendre poste parmi les ennemis de Charlemagne; on ne sait pas quelles furent ses aventures à ce poste, mais ce furent les dernières. Il mourut en 774, l'année de la prise de Pavie. L'ancien biographe des papes, qui a parlé de lui par occasion, se borne à dire qu'il fit une fin digne de sa vie, et mourut, comme il l'avait mérité, je ne sais s'il veut dire lapidé ou écrasé sous les pierres au siége de quelque place [1]; mais, dans l'une et l'autre version, je soupçonne que le vieux Aquitain périt de la main des Franks.

Loup II, le jeune fils de Vaifre dont j'ai parlé plus haut, n'avait point fait cause commune avec son aïeul Hunald, ou du moins il avait été plus heureux que lui; il n'était point tombé entre les mains de Charlemagne, et celui-ci ne se fut pas plutôt retiré de l'Aquitaine avec son armée que Loup avait déjà repris une attitude hostile contre lui. C'était un jeune homme d'un caractère audacieux et entrepre-

(1) Sicut meruit, lapidibus dignam morte vitam finivit. Anastas. vitæ Pont.

nant, qui ne supportait pas avec résignation la perte des vastes pays sur lesquels ses aïeux avaient régné; il se jeta en Vasconie, où les malheurs et la renommée de son père lui avaient fait de nombreux partisans, à la tête desquels il attaqua son cousin, Loup I, fils de Hatton. Les complaisances que celui-ci avait eues successivement pour Pepin et pour Charlemagne l'avaient probablement décrédité dans l'opinion des Vascons les plus énergiques; aussi le fils de Vaifre n'eut-il pas grande peine à lui enlever le duché de Vasconie et à s'y établir à sa place [1]. Depuis ce moment, il n'est plus fait mention du duc détrôné; peut-être périt-il en défendant son autorité.

Cet acte de violence contre un chef qui s'était reconnu pour le vassal de Charlemagne était une grave offense envers ce dernier; on ne sait pas si le nouveau duc fit quelque chose pour la pallier, s'il offrit au monarque frank de se soumettre à lui, ou s'il jugea plus simple de se taire et de le méconnaître complétement. Du reste, la différence qu'il y avait entre ces divers partis se bornait à une vaine apparence. Le fait est qu'en se déclarant pour le fils de Vaifre contre celui de Hatton, les Vascons venaient de prendre, vis-à-vis des rois carlovingiens, juste la même attitude où ils avaient été autrefois à l'égard des rois mérovingiens; ce fait était le signal d'une nouvelle opposition gallo-romaine à la nou-

(1) Charte d'Alaon.

velle conquête de l'Aquitaine par les Franks, opposition qui, plus vive encore, plus manifeste et plus décisive que la première, devait d'ailleurs, comme celle-ci, se propager du midi au nord, des Pyrénées à la Loire.

Charlemagne ne pouvait pas être indifférent à ces mouvements, à cette rébellion de la Vasconie; peut-être dans d'autres circonstances aurait-il cherché à les comprimer sur-le-champ; mais il se trouvait déjà dès lors engagé dans des affaires beaucoup plus graves, qui absorbaient toute son attention et ne lui permettaient pas pour le moment de prendre un grand souci de ce qui se passait au-delà de la Loire ou dans le voisinage des Pyrénées. Les événements du règne de Charlemagne, de 770 à 778, étant étrangers au midi de la Gaule, n'appartiennent point directement à mon sujet, ou du moins n'est-il pas nécessaire qu'ils y soient développés. Je me bornerai à en donner une idée très sommaire, afin seulement de pouvoir rattacher les faits que j'ai particulièrement en vue à l'ensemble dont ils font partie, et marquer les rapports par lesquels ils y tiennent.

La mort de Carloman, arrivée au mois de décembre de l'année 771, fut en quelque sorte pour Charlemagne le premier présage d'une grande destinée. Carloman laissait deux fils qui, d'après l'usage et le droit politique des Franks, devaient lui succéder; mais ils étaient en bas-âge et leurs leudes étaient divisés. Charlemagne, outre qu'il possédait la portion de la monarchie la plus forte et la plus

compacte, avait déjà pour lui l'ascendant que lui donnaient ses succès en Aquitaine; il ne lui fut pas difficile, à l'aide d'un peu de violence, de ruse et d'intrigue, de se faire déclarer maître des Etats de son frère à l'exclusion de ses deux neveux. Ceux-ci se mirent, avec leur mère, sous la conduite de quelques-uns des chefs de la faction opposée à Charlemagne et se réfugièrent en Italie auprès du roi Didier, qui essaya, mais sans beaucoup de succès, de s'en faire un instrument contre son ennemi[1].

Ce n'était qu'à la faveur de cette unité de la monarchie franke, qu'il avait habilement et fortement saisi l'occasion de rétablir, que Charlemagne pouvait poursuivre et achever la tâche de ses devanciers. La première entreprise dans laquelle il engagea les forces réunies dans sa main fut cette fameuse guerre de trente-trois ans contre les Saxons, terrible et sanglante guerre, dont il ne m'appartient point de démêler ici ni de balancer les motifs et les résultats.

Elle commença, ou, pour mieux dire, recommença en 772, après une interruption de quatorze ans, durant lesquels Pepin, trop occupé de la guerre d'Aquitaine, devenue son principal objet, ne put suivre l'exécution des plans de son frère Carloman contre les Saxons. Ceux-ci avaient profité de ce répit, non-seulement pour recouvrer leur indépendance, mais pour vexer les populations germani-

(1) Eginharti Annal. an. 771.

ques soumises aux Franks, les refouler vers le Rhin et s'établir entre ce dernier fleuve et le Weser. En 772, lorsque Charlemagne fit sa première campagne contre eux, ils occupaient la forteresse d'Eresburg sur la Rohre, celle de Sigeburg, à peu de milles de la rive droite du Rhin, dans les montagnes en face de Bonn, et plusieurs autres lieux dans des pays où les Franks avaient autrefois dominé[1].

De 774 à 778 Charlemagne fit quatre autres expéditions contre les Saxons, toutes les quatre provoquées par ces derniers, à chaque fois sortis de leurs frontières pour ravager de nouveau les contrées en-deçà du Weser; et, dans ces guerres, les Saxons ne figuraient pas comme un peuple isolé, agissant pour son compte et pour des intérêts qui fussent proprement et exclusivement les siens; ils y figuraient comme les représentants des nations germaniques d'Outre-Rhin, dont plusieurs faisaient ouvertement cause commune avec eux contre les Franks de la Gaule et les Gallo-Romains. C'était une lutte dans laquelle la civilisation et l'humanité étaient intéressées; il s'agissait en définitive de savoir si l'arrière-ban des Germains, resté païen et barbare, au-delà du Rhin et des Alpes, forcerait à la longue ces deux barrières pour venir prendre poste dans la Gaule et en Italie et achever d'y détruire le christianisme et les traditions de la culture

(1) Meusel's Paderborn. Geschicht.

romaine, ou si les chefs de la monarchie franke, déjà chrétiens et initiés à la civilisation, viendraient à bout de contenir chez eux ces Germains qui, depuis trois siècles, faisaient effort pour en sortir, et de les mettre sur la voie commune de la civilisation européenne à cette époque.

Cette lutte avait déjà pris, sous Carloman Ier et sous Pepin, une apparence religieuse qui en fit dès lors le principal caractère. Les peuples belligérants s'en prirent aux objets de leurs cultes respectifs. En 772 Charlemagne renversa la colonne d'Irmin ou de Herman, une des principales idoles des Saxons [1]. Deux ans après ceux-ci détruisirent ou tentèrent de détruire, dans la Hesse, une des églises que saint Boniface y avait érigées, et cette représaille de leur part entra probablement pour quelque chose dans les motifs de la résolution que prit Charlemagne, en 775, de ne point cesser de leur faire la guerre qu'ils ne fussent tous anéantis ou chrétiens. Dès lors, à chaque victoire des Franks, les conditions imposées aux vaincus furent des conversions et des baptêmes; chaque nouvelle insurrection des Saxons fut une apostasie, un retour enthousiaste à l'idolâtrie. La guerre n'était pas pour cela une pure guerre de religion et de croyance; c'était une guerre beaucoup plus complexe et plus générale; c'était, je le répète, la lutte obligée de deux divers états de culture et d'humanité, dont

(1) Annal. Petavin. — Annal. Wurzburg. — Poeta Saxo.

le christianisme et le paganisme germain n'étaient, chacun de son côté, que le résumé le plus fidèle et la force la plus vive.

Avec ces premiers événements de la guerre des Saxons, auxquels je viens de faire allusion, alternèrent ou coïncidèrent des événements plus remarquables encore et plus complexes, ceux qu'amena l'intervention de Charlemagne dans les affaires d'Italie.

Les descentes de Pepin en Lombardie n'avaient abouti à rien. Astolphe, roi des Lombards, était mort sans exécuter les traités qu'il avait été forcé de conclure en faveur de l'église romaine, et il avait été remplacé sur le trône par le duc Didier. Bientôt après était mort aussi le pape Etienne III, auquel on avait alors donné Adrien pour successeur. On revit ainsi exactement tout ce qui s'était vu sous les règnes précédents : le pape redemander au roi lombard les villes enlevées à l'église romaine, le roi lombard menacer le pape de le chasser de Rome même, et Charlemagne, invoqué au secours de l'église, descendre, comme Pepin deux fois de suite en Italie, pour faire la guerre aux Lombards.

Il y eut, du reste, beaucoup de différence, quant au résultat, entre les expéditions du père et celles du fils. Pepin n'avait pu faire rien de plus que vaincre Astolphe; Charlemagne, secondé par une faction de Lombards qui s'était vendue à lui, ne s'en tint pas à battre Didier et à lui imposer de dures conditions; il le détrôna, mit fin à la monarchie lom-

barde en Italie et resta maître de tout le territoire successivement conquis par les chefs de cette monarchie.

Il commença par en livrer à l'église romaine toute la portion marquée dans la donation de Pepin; tout le reste il le garda pour lui, en vertu du droit de conquête et sans bien savoir encore sous quelle forme il lui conviendrait d'exercer ce droit. Il se contenta d'abord de prendre le titre de roi des Lombards, maintint le royaume tel qu'il l'avait trouvé et en laissa les offices et les emplois aux hommes de race lombarde.

Jusque là la conquête de Charlemagne ne faisait point de révolution; elle ne changeait rien à la condition des populations italiennes, durement opprimées par les Lombards. Cependant, comme les papes étaient alors en Italie le seul pouvoir populaire, le seul que l'on pût dire italien, Charlemagne, en sa qualité de défenseur en titre, de champion dévoué de ce pouvoir, devait participer en quelque chose aux sentiments que professaient pour celui-ci les descendants des vieux Romains. Aussi la première opposition à la domination de Charlemagne y fut-elle, selon toute apparence, une entreprise contraire au vœu des Italiens.

Il ne fut pas plutôt de retour en-deçà des Alpes que les Grecs, dont sa conduite, soit comme conquérant, soit comme patron politique de l'Église romaine, blessait toutes les prétentions, se mirent à intriguer, par l'entremise d'Adelghis, fils de Didier,

auprès des chefs lombards qui avaient reconnu sa domination. Ils les gagnèrent aisément et formèrent avec eux une espèce de ligue dont l'objet était de renverser l'autorité de Charlemagne en Italie, de rendre aux Lombards un roi de leur race, de dépouiller l'Église romaine de toute puissance temporelle, en lui ôtant tout le pays qui lui avait été donné par Pepin.

Heureusement pour Charlemagne et pour Adrien, il y eut peu de concert entre les chefs de cette conjuration. Rotgaud, duc de Frioul, se révolta en 775, et se fit proclamer roi dans la Haute-Italie; Charlemagne repassa les Alpes l'année suivante, fit la guerre au rebelle, et reconquit sur lui une grande partie de l'Italie.

L'insurrection de Rotgaud était, dans son principe, une tentative anti-papale et anti-italienne; elle avait pour but d'assurer aux Lombards les priviléges de la conquête, le pouvoir d'opprimer les Italiens. Charlemagne devait donc trouver, parmi ceux-ci, des partisans et des auxiliaires, et l'histoire constate qu'il en trouva. Ce fut un personnage nommé Pierre, expressément désigné par le titre d'homme italien, qui livra aux Franks la ville de Trévise, l'une de celles dont Charlemagne eut à faire le siége et où commandait le beau-père de Rotgaud. A prendre les choses en grand, le pape Adrien qui, durant tout le cours de cette conspiration gréco-lombarde contre Charlemagne rendit à celui-ci des services importants, se comporta en

toute chose comme chef du parti national italien, en opposition avec la race des conquérants.

La rébellion ouverte de Rotgaud et les machinations de ses complices furent pour Charlemagne l'occasion de donner plus d'attention qu'il n'avait pu en donner jusque là à la condition de l'Italie et à la meilleure manière de la gouverner; il reconnut qu'il n'était ni naturel ni facile d'incorporer à la Germanie ou à la Gaule un pays qui en était séparé par de grandes chaînes de montagnes, un pays dont les populations différaient de toutes les populations voisines, par les traits de la figure, par le caractère, par le langage, par un certain orgueil national fondé sur les réminiscences de la gloire romaine, un pays qui, ayant toujours existé par et pour lui-même, répugnerait toujours plus ou moins à faire partie d'un autre, ou n'en ferait partie qu'illusoirement.

Il résolut donc de faire, de sa part, de l'Italie, un royaume distinct du reste de la monarchie franke, ayant, bien que sous la direction suprême du chef de celle-ci, son roi particulier, sa destination et ses intérêts propres. Ne pouvant plus se fier aux Lombards, il décida que les emplois politiques ou judiciaires, qu'il leur avait d'abord laissés, seraient transférés aux Franks; et il y a lieu de présumer que les Italiens n'en furent pas exclus. Il déclara par-là les Lombards déchus de leurs droits de conquête et ne voulut plus que le nouveau royaume continuât à s'appeler de leur nom, mais qu'il prît le nom national, le nom consacré du pays, celui

de royaume d'Italie. Ce n'étaient encore là, il est vrai, que des conquérants dépossédés par d'autres, mais par d'autres qui ne s'établissaient pas en corps de nation ni d'armée dans la terre conquise, dont le chef était dirigé par une influence éclairée, humaine et italienne, et par un certain instinct général de civilisation, favorable aux anciens sujets de Rome dans leurs relations avec leurs conquérants germaniques. Aussi, ne fut-ce qu'à dater de cette seconde conquête que l'Italie commença à se refaire un peu du ravage des invasions, et que les intérêts locaux ou nationaux du pays entrèrent enfin pour quelque chose dans les événements qui s'y passaient.

J'indiquerai ailleurs les principales conséquences de la domination de Charlemagne en Italie; je me hâte de revenir aux développements de mon sujet, que je reprends à l'année 777.

XXX.

GRANDE EXPÉDITION DE CHARLEMAGNE CONTRE LES ARABES ANDALOUSIENS. — SECOND ROYAUME D'AQUITAINE.

Depuis huit ans révolus qu'il régnait, Charlemagne avait fait de grands efforts pour arrêter sur les frontières de la Germanie franke le mouvement inégal, mais continu, par lequel les peuples barbares du Nord et de l'Est tendaient à les franchir. Ses voisins méridionaux ne lui avaient pas donné tant de fatigue; durant les huit ans dont il s'agit, l'histoire ne le montre pas un instant occupé des Arabes d'Espagne, de ces conquérants naguère si redoutés et redoutables encore.

Mais, sur ce point comme sur tant d'autres, les grossiers historiens du moyen-âge semblent n'avoir pas tout dit; il serait étonnant que Charlemagne, ce monarque si attentif à tout ce qui se faisait autour de lui, si zélé pour les intérêts du christianisme, n'eût pas eu en huit années une seule occasion de s'inquiéter un peu de la domination de l'islamisme en Espagne, ni du sort des chrétiens espagnols sous cette domination. Il est plus naturel de supposer, et il y a des témoignages qui nous y autorisent,

que ces derniers avaient adressé au roi des Franks maintes doléances et maintes demandes de protection [1].

D'un autre côté, il est très vraisemblable que les intrigues des chefs arabes des Pyrénées avec les rois carlovingiens, intrigues que nous avons vu commencer sous Pepin, avaient continué sous son fils, mais obscures, équivoques et inutiles. Ce ne fut qu'à dater de l'année 777 qu'elles commencèrent à éclater au grand jour et par des événements remarquables.

Charlemagne avait fait, l'année précédente, une campagne très heureuse contre les Saxons; il semblait leur avoir ôté pour long-temps tout désir et tout moyen de lui résister. Cependant, ne se fiant pas aux apparences, si belles qu'elles fussent, il marcha une seconde fois, en 777, contre les vaincus, les surprit dispersés, désarmés, et encore si épouvantés de leur dernière défaite, qu'il en obtint toutes les nouvelles démonstrations de soumission, de fidélité et de christianisme, qu'il jugea à propos d'en exiger.

(1) Rex Carolus, motus precibus et querelis Christianorum, qui erant in Hispaniâ sub jugo Sarracenorum, cum exercitu Hispaniam intravit. Annal. Metens. 778.

Quamvis Gallorum ac Germanorum, seu Italorum, multiplicibus esset expeditionibus implicitus, tamen pietatis intuitu, quo Christianis in Hispaniâ sub Sarracenis laborantibus auxilium ferret, ingenti militiæ manu delectâ, prædictam regionem adiit. Vita S. Genulfi, auct. anon.

Il les obligea, eux et leurs chefs, à comparaître devant l'armée franke, dans un Champ-de-Mai des plus solennels qu'il tint à cet effet à Paderborn. Là, par son ordre, des milliers d'entre eux furent baptisés, et tous furent menacés d'être déportés hors de leur pays s'il leur arrivait de se révolter de nouveau ou de retourner à leurs idoles [1].

Dans un Champ-de-Mai si remarquable, rien ne le fut davantage que la présence de plusieurs chefs arabes-andalousiens. Ces chefs étaient venus en Gaule traiter d'affaires avec Charlemagne, et celui-ci, charmé de l'occasion qu'il avait de leur donner une haute idée de sa puissance, les avait mandés à Paderborn, pour leur offrir le spectacle de toute une nation vaincue, adoptant à son ordre un nouveau culte, de nouvelles croyances, et comme une nouvelle existence sociale.

Quelques-unes des chroniques chrétiennes nomment plusieurs de ces émirs sarrazins, mais la plupart se bornent à en désigner le principal auquel elles donnent le nom d'Ibn el Arabi [2]. L'apparition de ces Arabes andalousiens en un tel lieu et dans une telle circonstance fait assez pressentir qu'il s'était passé de grands événements en Espagne. Il est indispensable d'en savoir quelque chose pour bien comprendre les motifs et les conséquences du

(1) Astronomi Annal. ad an. 777. Le fait est rapporté par toutes les chroniques frankes.

(2) Eginhart. Annal. — Astronom. — Chronic. Moissiac.

voyage d'Ibn el Arabi à Paderborn. Je vais donc reprendre où je l'ai laissée l'histoire sommaire de la domination arabe en Espagne, et l'amener aussi rapidement que je pourrai au point où s'y rattache le voyage dont il s'agit[1].

On a vu plus haut comment, en l'année 755, le dernier rejeton des Ommeya, Abd el Rahman ben Mouayia, avait passé de Berberie en Espagne; il me faut maintenant indiquer les suites de son intervention dans les affaires de la Péninsule. Son élévation était l'œuvre d'un peuple, de cette race d'Arabes yaméniens vaincue, il y avait quelques années, à Seconda, par les tribus de race modharite réunies sous le commandement d'Ioussouph et de Somail. Aussi, à peine Abd el Rahman eut-il le pied sur le sol de l'Espagne que ces dernières tribus, alarmées pour leur domination, s'émurent de tous côtés à l'appel de leurs chefs, et s'apprêtèrent à repousser l'ommiade. Les Yaméniens épars dans les diverses provinces de la Péninsule reprirent les armes pour le soutenir, et les Berbères se déclarèrent également pour lui.

Cordoue était la première ville qui lui avait ouvert ses portes; c'était là qu'il avait commencé à régner, c'était de là qu'il se disposait à s'avancer à la conquête du pays. De son côté, Ioussouph n'était

(1) Voir pour tous les faits qui suivent, relativement à l'avénement d'Abd el Rahman, le premier volume de l'ouvrage de Conde, où ces faits sont rapportés avec le détail convenable.

pas resté oisif; il s'était porté à Tolède pour y réunir les forces de son parti. Un de ses premiers soins avait été d'y appeler de Saragosse l'habile et brave Somail, dont il ne savait se passer dans aucun péril.

Il importe de se rappeler ici ce que j'ai dit ailleurs du rôle qu'avaient joué, dans la dernière guerre civile de la Péninsule, les Arabes de la vallée de l'Ebre. Nous avons vu la race yaménienne dominer dans cette contrée, et Somail, élu émir de Saragosse, obligé d'employer la force pour prendre possession du gouvernement de cette ville. Nous savons que ce ne fut qu'avec peine et par des moyens violents qu'il vint à bout d'y contenir le parti yaménien.

Cependant l'Espagne orientale resta paisible et soumise aussi long-temps qu'elle fut gouvernée par Somail; mais à peine celui-ci fut-il parti pour Tolède, et le bruit de l'entrée d'Abd el Rahman à Cordoue fut-il parvenu aux Pyrénées, que toute la population arabe de la vallée de l'Ebre, et particulièrement celle de Saragosse, se déclara pour le nouveau-venu. Ioussouph, qui, au moment de passer le Tage et de se mettre en campagne contre son rival, ne voulait pas donner à la rébellion qui éclatait derrière lui le temps de se fortifier et de s'étendre, partit sur-le-champ avec les troupes nécessaires pour la réprimer. Il se présenta d'abord devant Saragosse, qu'il reprit sans beaucoup de fatigue; remontant ensuite le long de l'Ebre, il parut à l'improviste sous les murs de Pampelune,

qui ne lui opposa pas plus de résistance que Saragosse. Mais ce n'étaient là que des soumissions précaires; le moindre avantage remporté par Abd el Rahman devait lui rendre à l'instant toutes ces populations obstinément ennemies des Modharites.

Il se passa encore quelque temps avant qu'Abd el Rahman et Ioussouph en vinssent aux mains à Maissara. Ce dernier se retira battu, mais ayant encore assez de ressources pour traiter avec le vainqueur à des conditions qui ne sont pas toutes bien connues; on sait seulement qu'il abandonna à son adversaire le gouvernement de la Péninsule, qu'il lui livra pour otages deux de ses fils, Abou Zaïd et Aboulasouad, et rentra dans la vie privée à Cordoue, au milieu de ses nombreux amis et de sa puissante famille. Quant à Somail, il fut, à ce qu'il paraît, maintenu dans le commandement de la frontière orientale.

Cette paix dura peu; le parti vaincu était encore trop fort pour ne pas tenter de réparer sa défaite; Ioussouph et Somail reprirent les armes contre Abd el Rahman et furent de nouveau battus. Le premier périt dans le combat; le second, arrêté et jeté en prison, y fut assassiné bientôt après. Le fils aîné d'Ioussouph, Abou Zaïd, détenu comme otage dans la forteresse de Cordoue, y eut la tête tranchée; son second fils, Aboulasouad, ne fut épargné qu'à la condition de rester toute sa vie prisonnier. Le plus jeune, Casim, qui échappa seul à la catastrophe des siens, n'était point capable de les venger, de

sorte qu'Abd el Rahman semblait n'avoir plus rien à craindre de ce côté.

Mais ces premiers ennemis vaincus, il s'en éleva d'autres de toutes parts; il n'y eut pas moins de onze ou douze chefs qui se soulevèrent successivement, mais toujours plus d'un à la fois contre Abd el Rahman. En tête de ces adversaires il faut mettre les khalifes abassides de l'Orient, qui cherchaient de diverses manières, à recouvrer cette belle Espagne récemment enlevée à leur empire. Ils allèrent, à ce qu'il semble, dans cette vue, jusqu'à provoquer contre Abd el Rahman les armes des rois franks. J'ai fait ailleurs mention d'une ambassade solennelle du khalife Elmansour à Pepin, ambassade dont les historiens laissent complètement ignorer le motif[1]. On ne peut en imaginer un plus naturel, de la part de ce khalife, que le désir de pousser le roi carlovingien à la guerre contre le souverain ommiade de l'Espagne. La mort de Pepin survenue dans le cours de cette négociation la rendit inutile. Si donc le projet d'Elmansour était véritablement celui que je suppose, ce projet manqua; mais le khalife trouva aisément dans la Péninsule d'autres ennemis à soulever contre Abd el Rahman.

Du reste, aucun de ces soulèvements ne fut général ni soutenu par de grandes forces. Après la mort d'Ioussouph et de Somail, nul des adversaires d'Abd el Rahman n'eut plus assez de puissance ni de

(1) Fredeg. Chron. CXXXIV.

renommée pour rallier en une seule masse et sous un même drapeau toutes les tribus modharites éparses d'un bout de l'Espagne à l'autre. Les résistances qui firent suite à celle de ces deux chefs célèbres ne furent plus que des résistances locales et isolées, dont les provocateurs n'avaient pas de prétention plus haute que de se rendre, dans la portion de pays qu'ils occupaient, indépendants du nouveau monarque.

Le détail de ces troubles n'est pas de mon sujet; je dois seulement dire quelque chose de ceux auxquels on peut attribuer une certaine influence sur les relations de la Gaule avec l'Espagne arabe; ce furent ceux qui eurent pour théâtre les Pyrénées et les pays voisins.

Il y a lieu de douter si le zèle et le dévouement que ces pays avaient d'abord montré pour la cause d'Abd el Rahman, quand cette cause était incertaine, persistèrent quand elle fut gagnée. Il est sûr au moins qu'il s'éleva, parmi les Arabes du nord-est de l'Espagne, des ambitieux ou des mécontents qui, à l'exemple de leurs devanciers, aspirèrent à se rendre seigneurs absolus des districts, des villes, des forteresses où ils commandaient. Ce qui n'est pas moins sûr, c'est que les tentatives de ces ambitieux furent singulièrement favorisées par leur position sur une frontière éloignée, dans les montagnes, et dans le voisinage des chrétiens. Aussi le pouvoir d'Abd el Rahman sur les villes au-delà de l'Ebre parut-il n'être pas d'abord beaucoup plus

assuré que celui des émirs électifs auxquels il succédait.

Vers l'an 772, il nomma pour commandant de la frontière Abd el Melik ben Omar, personnage destiné à devenir fameux dans les romans épiques du moyen-âge, sous le nom de roi Marsile[1]. Abd el Melik établit son siége à Saragosse, la ville de la province qu'il importait le plus de maintenir paisible et soumise au nouveau monarque. Les événements firent voir que la tâche n'était pas facile.

Il y avait à peine deux ans qu'il commandait à Saragosse lorsque les troubles y recommencèrent. Un ancien chef du parti d'Ioussouph, Hussein el Dadjan, ourdit dans cette ville une grande conspiration contre Abd el Rahman. Abd el Melik la découvrit et la réprima, mais d'une manière qui prouve mieux que toute autre chose son peu d'autorité à Saragosse. Il transmit aux gouverneurs de plusieurs villes de sa province, particulièrement à ceux de Huesca et de Tudèle, l'ordre secret de se rendre à jour fixe à Saragosse, avec ce qu'ils pourraient amener d'hommes sûrs. L'ordre fut exécuté ponctuellement, et soutenu par la force qui lui vint du dehors; Abd el Melik fit arrêter et décapiter Hussein, coup de vigueur qu'il n'aurait pu faire avec ses propres moyens[2].

C'est là le seul acte connu du gouvernement

(1) Conde, tom. I, p. 198.

(2) Mss. ar. 706. 2e partie.

d'Abd el Melik dans l'Espagne orientale. Après cela, son nom n'est plus prononcé que dans les fictions poétiques sur le désastre de Roncevaux. Les personnages qui figurent et commandent après lui, soit à Saragosse, soit dans les villes voisines, sont des hommes ennemis d'Abd el Rahman, et en rébellion ouverte contre lui, ayant pour meneur un émir nommé Soliman el Arabi. C'est le même auquel les chroniques chrétiennes donnent le nom d'Ibn el Arabi, et que nous venons de rencontrer au Champ-de-Mai de Paderborn. C'est par lui que l'histoire de la Gaule franke et celle de l'Espagne, prises au point où nous en sommes, se rattachent l'une à l'autre; j'ai donc recueilli avec soin le peu que les historiens de sa nation disent de lui.

Vers l'année 775, Soliman el Arabi se trouvait à Barcelone, en qualité d'émir de cette ville, élu par le monarque ommiade. Un autre émir, Abd el Rahman ben Habib, était pour lors gouverneur de Murcie, où il s'était soustrait à l'autorité du roi de Cordoue. Songeant à s'affermir dans sa petite souveraineté, le rebelle écrivit à Soliman el Arabi pour l'engager à faire cause commune avec lui. La proposition déplut, on ne sait pourquoi, à Soliman, qui la rejeta avec dédain. Abd el Rahman ben Habib s'en tint pour offensé, et il s'ensuivit entre les deux émirs une guerre, ou, pour mieux dire, un combat, dont celui de Barcelone sortit victorieux [1].

(1) MS. ar. 706. 2e partie.

Le rôle de Soliman dans cette querelle eut toute l'apparence de celui d'un fidèle serviteur du roi Abd el Rahman, et ce fut peut-être en récompense de cet acte de fidélité qu'il fut envoyé du gouvernement de Barcelone à celui de Saragosse. Il est sûr du moins qu'il passa à ce dernier commandement, qu'il ne tarda pas à s'y rendre influent, et finit par s'y conduire d'une toute autre manière qu'il n'avait fait à Barcelone.

Son voyage en Gaule et sa visite à Charlemagne furent des actes hardis, et comme le manifeste de ses nouveaux desseins. Il ne se rendit pas seul à la cour du monarque frank; il y parut avec plusieurs compagnons. La précieuse chronique de Moissac nous en fait connaître deux qu'elle donne, l'un pour le gendre, l'autre pour le fils du fameux Ioussouph ben Abd el Rahman[1]. Les historiens arabes ne disent rien du premier; quant à l'autre, ce doit être Mohammed Aboulasouad, l'un des deux fils qu'Ioussouph avait livrés pour otages à l'ommiade quand il avait fait la paix avec lui, et qui, long-temps captif dans la forteresse de Cordoue, avait fini par s'en échapper et par courir le monde, en quête des occasions et des moyens de venger la mort de son père et ses propres infortunes[2].

(1) Chronic. Moissiac. ad an. 777. — Adonis Chronic. — Annal. Francor. Pleb.

(2) Voir Conde, tom. I. p. 203, qui raconte avec détail, d'après je ne sais lequel des historiens arabes, l'évasion d'Aboulasouad de la tour de Cordoue, où il avait été enfermé.

Il y a tout lieu de croire que les autres Arabes venus en Gaule avec Soliman, pour traiter avec Charlemagne, étaient comme ces deux-là d'anciens ennemis d'Abd el Rahman qui, proscrits par son ordre, s'étaient ralliés, pour conspirer contre lui, à Soliman el Arabi. Outre ces conjurés qui l'avaient suivi en-deçà des Pyrénées, Ibn el Arabi avait dans diverses villes de l'Espagne orientale d'autres adhérents avec lesquels il s'était concerté pour l'exécution de ses plans. De ce nombre étaient Hussein ben Yahia[1], personnage peu connu, mais, à ce qu'il paraît, puissant à Saragosse; Abou-Thaur, l'émir de Pampelune, et probablement aussi le chef arabe de la Cerdagne, le fils d'un certain Belaskout, dont il paraît que le père avait eu avec Charles Martel des relations que l'histoire a laissées dans une grande obscurité[2].

Il serait intéressant de savoir comment, une fois introduits auprès de Charlemagne, Soliman et ses compagnons lui peignirent la situation de l'Espagne, et quel portrait ils lui firent d'Abd el Rahman ben Mouayia. Les chroniques frankes ne rapportent point leurs discours, mais on peut toutefois s'en faire quelque idée d'après ce qui est dit d'Abd el Rahman dans une de ces chroniques, qui ne peut guère être là-dessus que l'écho plus ou moins fidèle

(1) MS. ar. 706. 2[e] partie.

(2) Voir Marca, Marca Hispan. p. 237.

des bruits répandus en Gaule par Soliman lui-même et par ses compagnons, ou par les réfugiés espagnols, qui ne devaient pas manquer en Septimanie.

Or, suivant la chronique dont il s'agit, Abd el Rahman ben Mouayia était le plus cruel de tous les chefs musulmans qui eussent jusque là gouverné l'Espagne, dont il avait fait un séjour de désolation et de misère. Non content d'avoir immolé ses adversaires, sa férocité s'était étendue jusqu'aux membres de sa famille; un de ses frères avait été brûlé par son ordre, après avoir eu les pieds et les mains coupés. Il avait réduit, à force d'exactions et d'impôts, les juifs et les chrétiens d'Espagne à un tel état d'exaspération et de détresse que la plupart d'entre eux quittaient le pays, après avoir précipité dans les flammes leurs propres enfants et leurs esclaves[1].

Ces rumeurs absurdes trouvaient aisément croyance parmi les chrétiens de la Gaule, franks ou gallo-romains, et peut-être auprès de Charlemagne lui-même. L'on ne peut guère douter qu'elles ne valussent à Soliman une sorte d'intérêt populaire favorable à ses desseins.

Maintenant, quels étaient ces desseins, et sous quel aspect furent-ils présentés à Charlemagne? Eginhart, qui est pourtant, de tous les chroniqueurs carlovingiens, le plus positif sur ce point particulier, se contente de dire que Soliman el Arabi se

(1) Chronic. Moiss. ad an. 793.

soumit à Charlemagne, lui et les villes dont le roi des Sarrazins lui avait conféré le commandement[1]. Pour avoir une idée un peu moins vague du fait, il faut le dégager, autant que possible, de la formule convenue sous laquelle il est comme déguisé.

Soliman n'avait pas à Saragosse, ni dans les villes circonvoisines, l'autorité nécessaire pour mettre immédiatement en possession de ces villes qui que ce fût, à qui il les aurait données. Tout ce qu'il pouvait proposer sérieusement à Charlemagne au sujet de ces mêmes villes, c'était de les conquérir; et tout ce qu'il pouvait faire pour le décider à cette conquête, c'était de la lui représenter comme facile, c'était de lui exposer, et sans doute de lui exagérer les forces du parti dont il était l'organe et le chef.

Quant au motif personnel et secret par lequel agissaient Soliman et ses adhérents, il n'y a pas de doute que ce ne fût de s'assurer la domination des pays qu'ils offraient à Charlemagne. Ils se persuadaient aisément qu'un seigneur étranger très éloigné, et qu'ils se seraient donné à eux-mêmes, serait plus indulgent pour eux qu'un seigneur national, voisin, agissant en vertu de droits établis, et d'ailleurs animé contre eux de ressentiments personnels. Du reste ils se flattaient de pouvoir toujours, au

(1) Saracenus quidam, nomine Ibn el Arabi, cum aliis Saracenis, sociis suis, dedens se ac civitates quibus eum Rex Saracenorum præfecerat. Eginhart. Annal.

besoin, opposer l'un de ces seigneurs à l'autre, et les braver ainsi tous les deux.

Dire que ce furent les rapports, les offres, les promesses de Soliman qui décidèrent Charlemagne à descendre avec une armée aux bords de l'Ebre, ce serait sans doute trop dire; mais il est permis de croire qu'il fut très frappé de ces offres et de ces rapports, et tout autorise à présumer qu'il y vit des motifs de presser l'exécution des projets plus anciens qu'il pouvait avoir relativement à l'Espagne. Aussitôt après s'être entendu avec les chefs arabes, il les renvoya chez eux, disposer toute chose pour le succès de l'entreprise convenue[1].

Je suppose, sans pouvoir l'affirmer, que Soliman avait déjà terminé sa négociation avec Charlemagne et s'attendait à le voir bientôt à Saragosse, lorsque se passèrent les choses que je vais raconter en peu de mots d'après l'historien anonyme, mais généralement bien informé, que j'ai déjà cité plusieurs fois[2]. Désormais bien convaincu de la trahison et de la rébellion de Soliman, Abd el Rahman envoya contre lui une armée commandée par Thaalaba ben Obeid. Arrivé devant Saragosse, Thaalaba en trouva les portes fermées et fut obligé d'y mettre le siége; ce siége avait déjà duré quelques jours et menaçait de

(1) Persuasione prædicti Saraceni spem capiendarum quarumdam in Hispaniâ civitatum haud frustrà concipiens, congregato exercitu profectus est. Astronom. an. 778.

(2) MS. ar. 706. fol. 95, 96.

traîner en longueur; Soliman songea à s'en délivrer par un coup hardi. Ayant épié le moment où l'ennemi serait le moins sur ses gardes, il fondit brusquement sur lui; une fois dans le camp des assiégeants il se porta avec impétuosité sur la tente la plus apparente, où il trouva Thaalaba désarmé qu'il fit prisonnier. Ceux des assiégeants qui ne furent pas tués sur la place prirent la fuite et se dispersèrent de tous côtés.

La suite du récit est embarrassante et difficile à concilier avec quelques-unes des circonstances capitales et les mieux constatées de l'événement. D'après ce récit, Soliman el Arabi, ayant pris le général qui était venu l'assiéger dans Saragosse, l'envoya à Charlemagne; il n'est pas dit en quelle qualité ni pourquoi, si ce fut comme messager, porteur de paroles, ou simplement comme prisonnier et pour faire hommage de sa victoire au monarque. Ce que le narrateur dit expressément, c'est que ce fut à cette occasion que Charlemagne fut pris du désir de s'emparer de Saragosse et voulut faire une expédition dans ce but. En ce cas, Soliman ne serait allé en Gaule que postérieurement au siége de Saragosse ou n'y serait point allé du tout; et il n'aurait eu, en effet, aucun besoin d'y aller, si la présence ou les discours de son envoyé avaient déjà décidé Charlemagne à son expédition.

Il y a indubitablement dans ce passage de l'historien anonyme quelque chose d'inexact ou d'incomplet, et s'il est vrai que Soliman envoya au mo-

parque frank le général du roi ommiade, il ne dut le lui envoyer qu'en conséquence d'arrangements déjà conclus avec lui et qui supposent le voyage antérieur d'Ibn el Arabi en Gaule, voyage impossible à révoquer en doute, mais peut-être inconnu à l'auteur arabe.

Quoi qu'il en fût des menées, des intrigues de Soliman à Saragosse, Charlemagne était en mouvement, au printemps de 778, avec toutes ses forces militaires. Elles consistaient en deux grands corps d'armée séparés : le premier composé d'Austrasiens, de Neustriens, de Burgondes, de Bavarois et d'autres Germains ; le second formé par les peuples des Etats méridionaux de Charlemagne, par les Provençaux, les Septimaniens et les Lombards, sous le nom desquels il faut comprendre diverses populations italiennes[1]. Au dire de maint chroniqueur, ces forces étaient innombrables[2] ; il est du moins probable que nul roi frank n'en avait encore commandé de si nombreuses.

Ces deux armées se mirent en marche des deux bouts de l'empire, par différentes routes. Les Lombards, successivement grossis en chemin par les Provençaux et les Septimaniens, devaient pénétrer en Espagne par les défilés orientaux des Pyrénées. A la tête des Austrasiens et de ses autres milices du

(1) Annal Metens. an. 778.

(2) His innumerabilibus legionibus Hispania tota contremuit, *Ibid*.

Nord, Charlemagne passa la Loire, traversa toute l'Aquitaine et se rendit à Cassineuil, résidence et forteresse royale, à l'angle formé par le confluent du Lot et de la Garonne; là il fit halte pour célébrer les fêtes de Pâques[1].

Jusque là Charlemagne était venu accompagné de la reine Hildegarde, sa femme. Ne pouvant la conduire plus loin dans l'état de grossesse avancée où elle était, il la laissa à Cassineuil et poursuivit sa route vers les Pyrénées à travers la Vasconie. Il mettait pour la première fois le pied dans cette contrée, et pour la première fois aussi il allait se trouver personnellement en relation avec le chef qui la gouvernait. C'était toujours ce même Loup II, fils de Vaifre, que nous avons vu, en 769, enlever audacieusement à Loup Ier, son cousin, le duché de Vasconie, duché dont il était depuis neuf ans en possession par la tolérance forcée plutôt que du gré de Charlemagne.

Il y a donc beaucoup d'apparence que le roi carlovingien et le duc mérovingien se rencontrèrent avec plus de défiance que de plaisir; cependant tous les deux dissimulèrent. Charlemagne, préoccupé d'un grand dessein, ne pensa pas ou n'eut pas l'air de penser à se venger d'une vieille offense, et Loup II se montra probablement très docile au monarque, auquel il jura de nouveau ou pour la pre-

(1) Annal. Tilian. ad an. 779.

mière fois soumission et fidélité [1]. Mais l'événement prouva bientôt que ce n'était point sans ombrage, ni sans tous les ressentiments d'un digne fils de Vaifre, qu'il voyait les Franks et le fils de Pepin si près de lui.

Poursuivant paisiblement sa route, Charlemagne descendit par le port et la vallée de Roncevaux sur Pampelune, capitale de cette partie de l'ancien pays des Vascons qui commençait dès lors à prendre le nom de Navarre. Cette ville, alors soumise aux Arabes, était, comme j'ai dit, gouvernée par un émir nommé Abou Thaur, un des adhérents de Soliman el Arabi; aussi ce chef s'empressa-t-il de livrer sa ville au roi des Franks et de lui donner des otages. Le conquérant entra donc pacifiquement à Pampelune, qu'il traita comme une ville déjà à lui [2]. De la Navarre il descendit aux bords de l'Ebre, dont il suivit le cours jusqu'à Saragosse.

Ici tout devient confusion, obscurité, incertitude dans l'histoire de cette fameuse expédition. Les meilleurs historiens arabes n'en disent plus rien que de très vague; les chroniqueurs chrétiens guère plus rien que d'inexact, de faux ou de tronqué. Le peu qu'il y a de positif dans les premiers et de vrai dans les autres ne peut s'entendre et se concilier

(1) Simulanter atrox nepos (Lupus II) sacramentum glorioso avo nostro Carolo multiplex dicabat, solitam ejus majorumque suorum perfidiam expertus. Charte d'Alaon.

(2) Chronic. Moissiac. — Annal. Tiliani. — Astronom.

qu'au moyen de quelques éclaircissements préliminaires.

Le parti arabe contraire au roi Abd el Rahman ben Mouayia, si fort qu'il pût être sur la frontière des Pyrénées, n'y dominait cependant pas sans contradiction; plusieurs émirs de cette frontière, et entre autres ceux d'Osea et de Lérida, étaient fidèles à l'ommiade. A Saragosse même et dans les autres villes où Soliman el Arabi avait de l'autorité, cette autorité n'allait pas jusqu'à décider les Musulmans opposés à Abd el Rahman à reconnaître la domination d'un Frank, d'un infidèle comme Karilah; c'est ainsi que les Arabes andalousiens nommaient Charlemagne.

Ce dernier devait, à ce qu'il semble, trouver des auxiliaires parmi les populations chrétiennes de la vallée de l'Ebre soumises aux Arabes, et je noterai tout à l'heure un fait dont il résulte qu'il en trouva en effet un grand nombre; mais il faut supposer que ces auxiliaires agirent avec peu de concert ou de vigueur, puisque l'histoire n'offre pas le moindre indice de leur coopération dans une guerre entreprise pour eux.

Quant aux peuplades chrétiennes des Pyrénées occidentales indépendantes des Arabes, il n'y a point d'incertitude sur la manière dont elles furent affectées par l'expédition de Charlemagne. Leurs sentiments seront démontrés par des faits; mais ces faits ont leur raison dans diverses circonstances dont il n'est pas inutile d'avoir une idée.

Toutes les peuplades dont il s'agit étaient basques et formaient alors trois groupes principaux sous trois gouvernements divers. Les plus occidentales, celles dont le pays reçut plus tard le nom de Biscaye, appartenaient au comté de Castille, qui faisait lui-même partie du royaume des Asturies, et à la tête de ce comté de création récente se trouvait un seigneur de race gothique, Don Rodrigo Fruela. Ceux des descendants des anciens Vascons qui avaient échappé à la conquête arabe étaient gouvernés par un chef du nom d'Inigo ou Eneco Garsias, qui prenait dès lors ou à qui l'on a donné depuis le titre de roi de Navarre. Les Basques des Pyrénées gauloises appartenaient à la Vasconie et se réconnaissaient pour les sujets de Loup II.

Encore plus qu'à demi sauvages, étrangères au christianisme qui n'était encore pour elles qu'un mot nouveau, promptes à se révolter contre tout ce qui avait l'air de menacer leur indépendance, ennemies de toute race conquérante et plus particulièrement des Franks, toutes ces peuplades ne pouvaient que s'effaroucher de l'apparition de Charlemagne au milieu d'elles. Peut-être néanmoins l'auraient-elles laissé passer et repasser paisiblement leurs montagnes, sans les intrigues et les instigations de Loup II. Mais ce duc n'eut pas plutôt vu les Franks au-delà des Ports qu'il résolut de venger sur eux les désastres de sa race; il remua, il intrigua et fit tant qu'il décida, à ce qu'il paraît, Fruela et Garsias à se joindre à lui pour exterminer

l'armée de Charlemagne à sa seconde traversée des montagnes[1].

L'intérêt de Loup et des deux autres chefs basques, dans cette conspiration, était parfaitement d'accord avec celui des Arabes de la frontière espagnole, qui répugnaient encore plus qu'eux à la domination de Charlemagne; cependant l'histoire ne dit point si les chefs basques et les Arabes s'entendirent pour agir de concert contre l'ennemi commun. On n'a, pour croire à cette alliance des deux partis ou des deux peuples, d'autre autorité que celle de traditions populaires recueillies dans les romans épiques du moyen-âge; mais ces traditions, bien que surchargées de fables, n'ont rien que de très vraisemblable et ne sont pas à dédaigner. Nous verrons plus d'une fois par la suite les Basques se liguer avec les Arabes contre les Franks, et je suis porté à présumer qu'ils se liguèrent, pour la première fois, en cette occasion. Je crois maintenant pouvoir reprendre le fil des opérations de Charlemagne.

Il se porta, comme nous avons vu, de Pampelune à Saragosse, où l'attendait Soliman. L'occupation de cette ville importante était le vrai but de son expédition, et de la conduite qu'elle tiendrait envers lui dépendait celle des autres villes du pays. Il espérait que les portes allaient lui en être ouvertes à son approche, comme Soliman le lui

(1) Marca. Hist. de Béarn.

avait promis; il se flattait du moins que, dans le cas où il lui faudrait attaquer la place, le crédit et les menées de son allié la lui feraient bientôt rendre.

Toutes ces espérances furent trompées; les chroniques carlovingiennes s'accordent à dire que Soliman lui envoya des otages en marque de soumission et de fidélité[1]; mais ce fut là tout ce qu'il put faire pour son allié. Les Arabes de Saragosse résolurent, en dépit de lui, de fermer leurs portes aux chrétiens et de se défendre. Les Franks entourèrent la place et la tinrent bloquée quelques jours. Mais, dans cet intervalle et tandis que les assiégés leur résistaient vaillamment, les populations musulmanes du Bas-Ebre et de l'Espagne orientale se levaient, s'armaient, se réunissaient aux ordres de leurs émirs et marchaient au secours de Saragosse.

Les historiens arabes qui parlent de cette guerre disent expressément que les Musulmans attaquèrent et battirent les chrétiens[2]; mais il est difficile de prendre ce témoignage à la lettre. Il est fort douteux que, réduits à leurs seules forces, les Arabes de l'Espagne orientale fussent en état de livrer bataille à une armée telle que l'on doit supposer celle des Franks, pour le nombre comme pour la bravoure. Réduit à son expression la plus plausible, le fait est que Charlemagne, une fois déçu dans les

(1) Annal. Tiliani. — Astronom. — Chronic. Moissiac.

(2) MS. ar. 706. — Conde. II. p. 201.

espérances qu'il avait fondées sur ses alliés musulmans et chrétiens, ne se trouva plus en état de poursuivre son expédition ; il leva donc le siége de Saragosse et reprit, pour retourner en Gaule, le même chemin par lequel il en était venu.

J'ai parlé d'un corps de l'armée de Charlemagne, composé des milices du Midi, et qui avait dû entrer en Espagne par les Ports orientaux. La plupart des chroniqueurs ne font aucune mention de ce corps, et d'après eux l'on ne saurait pas où il rejoignit ni même s'il rejoignit la principale armée. Un seul, entre eux tous, semble dire que Saragosse était le lieu de rendez-vous assigné à ces milices méridionales, et que leur jonction avec celles du Nord se fit effectivement sous les murs de cette place, durant le peu de jours où elle fut investie[1]. Cela étant, Charlemagne se mit en retraite avec toute la masse de ses forces, et sans avoir fait jusque là de grande perte en hommes.

De retour à Pampelune, il en fit abattre les fortifications et les murs qu'il avait épargnés à son premier passage ; il n'avait plus de raisons pour ménager cette place. De là, poursuivant sa marche, il entra dans les gorges des Pyrénées, et franchit dans leur longueur les vallées d'Engui et d'Erro, pour descendre dans celle de Roncevaux. L'armée marchait, partagée en deux grandes divisions dont l'une formait l'avant-garde, à un intervalle assez

(1) Annal. Metens. an. 778.

considérable de la seconde, qui la suivait peu lestement, avec peu d'ordre, encombrée de bagages, et de ce qu'elle avait pu sauver du butin de l'expédition.

La première, après avoir gravi le Port d'Ibayetta, un des points de la crête centrale des Pyrénées, descendit dans la vallée de la Nive, sans avoir rencontré d'obstacle. Cependant les Basques étaient embusqués sur son passage, parmi les rochers et dans les forêts qui dominent le fond septentrional de la vallée de Roncevaux; mais l'embuscade les laissa passer. Elle attendit le reste de l'armée, plus facile à exterminer, embarrassé et en désarroi comme il l'était dans sa marche. Ce fut moins un combat qu'un carnage. De cette nombreuse arrière-garde franke, pas un seul homme n'échappa, et les Basques n'eurent guère d'autre fatigue que celle de rouler sur elle les rochers sous lesquels elle fut écrasée.

Le biographe de Charlemagne, Eginhart, est le seul des écrivains du temps qui raconte avec un certain détail ce mémorable incident de la vie de son héros. Le revers lui semblait trop grand pour être passé sous silence ou pour être décrit tout entier; aussi en parle-t-il avec un certain mélange de véracité et de réserve, de candeur et d'embarras, à travers lesquels on devine assez bien la gravité du mal.

« Charles, dit-il, ramena ses troupes saines et « sauves. A son retour cependant, et dans les Pyré-

« née même, il eut à souffrir un peu de la perfidie « des Basques[1]. L'armée défilait sur une ligne étroite « et longue, comme l'y obligeait la conformation « du terrain resserré. Les Basques se mirent en em- « buscade sur la crête de la montagne qui, par l'é- « tendue et l'épaisseur de ses bois, favorisait leur « stratagème. De là, se précipitant sur la queue des « bagages et sur l'arrière-garde destinée à protéger « ce qui la précédait, ils la culbutèrent au fond de « la vallée, tuèrent après un combat opiniâtre tous « les hommes jusqu'au dernier, pillèrent les bagages, « et protégés par les ombres de la nuit qui déjà « s'épaississaient, s'éparpillèrent en divers lieux « avec une extrême célérité.

« Les Basques avaient pour eux, dans cet engage- « ment, la légèreté de leurs armes et l'avantage de « leur position. La pesanteur des armes et la diffi- « culté du terrain rendaient au contraire les Franks « inférieurs en tout à leurs ennemis. Egghiard, maî- « tre d'hôtel du roi, Anselme, comte du palais, Rot- « land, commandant de la frontière de Bretagne, et « plusieurs autres périrent dans cette occasion. Le « souvenir de ce cruel échec obscurcit grandement « dans le cœur du roi la joie de ses exploits en « Espagne. »

Le duc Loup II espérait sans doute que sa perfidie resterait ignorée de Charlemagne, puisqu'il ne se cacha pas ou se cacha mal au second passage

(1) Vasconicam perfidiam *parumper* contigit experiri.

du monarque. Il fut arrêté et pendu sur-le-champ, sans autre cérémonie ou autre forme de procès[1]. Mais dans cette vengeance même, et dans toute la vivacité de sa colère contre cette race basque et vascone, irréconciliable ennemie de la sienne, Charlemagne se crut obligé à des ménagements et n'osa point donner à la Vasconie des leudes carlovingiens pour seigneurs immédiats. Loup II avait laissé deux fils, l'un nommé Adalric et l'autre Loup Sanche; le premier était probablement l'aîné, mais tous les deux étaient encore en bas-âge et également hors d'état d'agir par eux-mêmes. Charlemagne partagea la Vasconie entre eux, mais, à ce qu'il est permis de conjecturer, en deux portions fort inégales, dont la moindre fut celle d'Adalric[2].

Après ces divers actes de souveraineté, sinon les premiers, du moins les plus énergiques qu'un roi des Franks eût jamais faits en Vasconie, Charle-

(1) Il est étrange que nulle chronique franke ne dise un mot de cette vengeance de Charlemagne, qu'il n'est pourtant pas possible de révoquer en doute, car elle est positivement attestée par la charte d'Alaon et par des faits qui en furent la conséquence immédiate, tel que le partage des Etats de Loup entre ses deux fils mineurs. Non-seulement Eginhart ne dit rien du châtiment du duc Vascon; mais il semble vouloir expliquer pourquoi justice ne fut point faite d'une trahison si insigne, en disant qu'il fut impossible de découvrir le moindre vestige des traîtres. Ce rapprochement porterait à soupçonner que la mort de Loup II ne fut pas tout-à-fait aussi publique et aussi solennelle que l'on devrait le supposer d'après l'assertion officielle de la charte d'Alaon.

(2) Charte d'Alaon.

magne continua sa retraite sur Cassineuil, où il avait dessein de s'arrêter quelque temps. Bientôt après lui, et comme sur ses traces, l'on vit accourir en Septimanie et dans les autres parties de la Gaule voisines des Pyrénées des chrétiens espagnols, et même des Arabes, qui venaient chercher un refuge en-deçà des montagnes. C'étaient les plus compromis des partisans de Charlemagne, livrés par sa retraite précipitée aux persécutions du parti victorieux et fuyant pour s'y soustraire. Leur postérité subsista long-temps dans le midi de la Gaule, distincte du reste de la population et l'objet spécial de la protection des rois carlovingiens[1].

Arrivé à Cassineuil, Charlemagne y trouva la reine Hildegarde, récemment accouchée de deux fils jumeaux, auxquels il voulut que l'on donnât les noms mérovingiens de Louis (Clovis) et de Lothaire. Après ce premier soin, il put se livrer tout entier aux graves réflexions que lui suggérait l'issue de son expédition en Espagne.

(1) Ce fait est attesté par un diplôme de Charlemagne, de l'an 812, qui en rappelle un autre de plus de trente ans antérieur. Ce diplôme est un ordre adressé à huit comtes d'autant de villes du Midi, relativement à des Espagnols réfugiés dans ces villes, qui avaient porté plainte à l'empereur des injustices et des violences auxquelles ils étaient exposés de la part des officiers impériaux. Or, il résulte clairement du diplôme que les réfugiés dont il y est question étaient ceux-là même ou les fils de ceux qui avaient suivi Charlemagne dans sa retraite d'Espagne. On voit par leurs noms qu'il y avait parmi eux, outre les descendants des Espagnols latinisés, des Goths et des Arabes.

Cette expédition, la plus grande et la plus brillante qu'il eût entreprise jusque là, n'avait répondu en rien à son espérance ni à ses projets. Tout autorise à présumer qu'il avait, relativement à l'Espagne, un plan plus ou moins arrêté, et qui se liait, en quelque manière, à celui qu'il avait adopté à l'égard des peuples barbares du Nord et de l'Est. De même qu'il voulait convertir, organiser et civiliser ces derniers, pour les fixer et arrêter le flot de leurs invasions; il y a toute apparence qu'il se proposait d'assurer au midi les frontières de la Gaule contre les Arabes, de refouler l'islamisme aussi loin qu'il pourrait dans l'intérieur de la Péninsule, ou tout au moins jusqu'au-delà de l'Ebre, et de restituer au christianisme les contrées qu'il avait perdues, entre ce fleuve et les Pyrénées.

Les intrigues de Soliman el Arabi lui avaient ouvert inopinément, de ce côté, la chance d'établir presque d'un seul coup son autorité dans la belle et spacieuse vallée de l'Ebre. L'entreprise était manquée; mais les causes même qui l'avaient fait manquer, loin d'être pour Charlemagne un motif d'y renoncer, étaient au contraire une raison de plus d'y persister, sauf à s'y prendre autrement pour le succès.

L'anarchie qui, depuis vingt-cinq ans avait paralysé toute l'énergie conquérante de l'islamisme, approchait de sa fin. Vainqueur de ses compétiteurs et de ses ennemis, Abd el Rahman ben Mouayia achevait de fonder en Espagne une monarchie plus

ou moins régulière; et les forces du pays jusque là éparses entre une multitude de petits chefs indisciplinés, désormais concentrées en une seule main, allaient être employées dans un but national. Tout annonçait que cette lutte entre l'Orient et l'Occident, entre le christianisme et l'islamisme, engagée depuis plus d'un demi-siècle au pied des Pyrénées, et qui restait comme suspendue depuis la conquête de Narbonne par Pepin, allait être reprise et poursuivie avec une ardeur nouvelle.

Ce n'est, je crois, point faire trop d'honneur à Charlemagne que de supposer qu'il prévoyait une crise si manifeste; il devait sentir que sa tâche, comme champion des croyances et de la civilisation de l'Occident, allait devenir plus laborieuse, et il était on ne peut plus simple que l'idée lui vint de destiner et d'approprier spécialement à cette tâche une portion de ses forces. Or cette destination appartenait naturellement aux contrées au-delà de la Loire, à raison non-seulement de leur position géographique, mais de plusieurs autres convenances.

Ces contrées avaient à opposer aux milices arabes des milices à peu près égales en nombre, non moins braves, généralement armées de même à la légère, de même accoutumées à la guerre de postes et d'embuscades, dans des pays montueux, coupés et difficiles, et, pour dernière analogie, composées d'hommes presque aussi zélés pour leurs croyances religieuses que les Arabes andalousiens pour les

leurs. Ces hommes n'avaient pas perdu toute mémoire de la glorieuse résistance de leurs pères aux premières irruptions des Arabes, et ne pouvaient qu'être fiers d'être solennellement appelés à poursuivre et compléter leur tâche.

D'un autre côté, Charlemagne ne pouvait pas ne pas connaître l'humeur mobile, indocile et fière des Aquitains, leur antipathie pour les mœurs et la domination des Franks. Ces considérations le déterminèrent aisément à traiter l'Aquitaine comme il avait traité l'Italie, à en faire ce qu'il avait fait de celle-ci, un royaume particulier, portion intégrante de l'empire, mais y ayant une existence personnelle, une destination propre, celle de résister aux invasions des Arabes andalousiens et de les resserrer le plus possible sur le sol de la Péninsule. C'était là, en quelque sorte, rendre à ce pays sa tâche première comme duché indépendant; c'était avoir trouvé le moyen le plus naturel et le plus sûr de faire des Aquitains des sujets utiles, en laissant un certain jeu à leur vanité nationale, à leur prétention de former un peuple à part, et même à l'espoir de redevenir tôt ou tard un peuple indépendant.

L'existence du nouveau royaume fut proclamée aussitôt que résolue, dans le cours même de l'année 778, et Charlemagne commença dès lors et continua durant quelques années à s'occuper de son organisation.

De retour d'Aquitaine à Aix, il y passa environ un an, au bout duquel il mena à Rome ses deux

fils Pepin et Louis, pour les faire tous les deux couronner par le pape Adrien. Pepin, âgé de cinq ans, fut sacré roi d'Italie, et Louis, qui en avait à peine trois, roi d'Aquitaine. Revenu de Rome en Austrasie, Charlemagne envoya aussitôt ce dernier prendre possession de son royaume. Des bords de la Meuse à Orléans, Louis fut porté dans son berceau; mais, une fois sur la Loire, cette manière de voyager ne lui convenait plus; ses conducteurs voulaient que son entrée dans ses Etats eût une apparence virile et guerrière. On le revêtit d'armes proportionnées à sa taille et à son âge, on le mit et le tint à cheval, et ce fut dans cet attirail qu'il entra en Aquitaine. Il venait accompagné des officiers qui devaient former son conseil de tutelle, en tête desquels figurait, sous le titre spécial de gouverneur du petit roi, un des leudes franks nommé Arnold, personnage inconnu d'ailleurs.

Les bases de la nouvelle organisation et de la nouvelle destination de l'Aquitaine comme royaume séparé, avaient déjà été posées par Charlemagne, durant son séjour à Cassineuil. Outre l'Aquitaine proprement dite et la Vasconie, ce royaume comprit la Septimanie, qui en devint la marche ou la frontière relativement à l'Espagne orientale, et prit en conséquence le nom de marche ou marquisat de Gothie.

La Vasconie fut divisée en deux parties, dont la plus vaste, celle qui embrassait les plaines et les

cantons cultivés, garda le titre de duché; la lisière montagneuse du pays, depuis les sources de la Garonne jusque vers celles de la Bidassoa, reçut le nom de marche de Vasconie et devint un commandement militaire important dans les vues de Charlemagne. Chacune de ces trois provinces ou grandes divisions du royaume d'Aquitaine demeura du reste, comme auparavant, sous-divisée en comtés, et rien ne fut changé dans la circonscription de ces derniers.

Le nouveau royaume n'eut point, à proprement parler, de capitale en titre. A l'imitation des rois franks, celui de l'Aquitaine devait séjourner dans diverses parties de ses Etats. Il avait quatre palais à peu près aux extrémités opposées du pays, et devait passer de l'un à l'autre à des époques déterminées, s'arrêtant parfois, et selon les circonstances, tantôt dans une ville, tantôt dans l'autre. Mais Toulouse était toujours la plus considérable de ces villes et jouissait encore d'une espèce de suprématie, à raison de son ancienne renommée, d'abord comme grande cité romaine, puis comme chef-lieu de l'empire des Visigoths, et enfin du royaume passager d'Aquitaine sous Charibert. Elle était encore la ville de l'Aquitaine où le nouveau roi devait avoir le plus d'occasions et de motifs de se montrer, celle où se tenait le plus souvent le Champ-de-Mai du nouveau royaume, et de fait la capitale de ce royaume.

L'Aquitaine proprement dite, depuis la conquête que Pepin en avait faite, était gouvernée ou censée l'être par des comtes de race franke; mais il y a lieu de présumer qu'en 778 Charlemagne trouva beaucoup de changements et de désordre dans toute cette ancienne organisation du pays; aussi sa première opération, une fois qu'il eut résolu de constituer l'Aquitaine en royaume, fut-elle d'y mettre partout de nouveaux comtes. Il les choisit, comme avait fait Pepin, parmi les leudes franks, mais, à ce qu'il paraît, avec plus de soin que lui et dans l'intérêt spécial de sa nouvelle institution.

Le biographe astronome de Louis-le-Débonnaire, le plus complet et le mieux informé des chroniqueurs carlovingiens en ce qui touche l'Aquitaine à l'époque où nous en sommes, donne à entendre que Charlemagne chercha, pour gouverner les villes de ce pays, des hommes distingués, non-seulement pour la bravoure et la fermeté, mais pour l'adresse, et tels qu'il les fallait pour n'être ni trompés ni effrayés par les populations rusées, mobiles et turbulentes auxquelles ils allaient avoir affaire. On ne connaît pas tous les nouveaux comtes alors institués par Charlemagne; mais le biographe déjà cité nous a conservé le nom de plusieurs, en y ajoutant celui de leurs villes respectives. Bourges fut donné à Humbert, remplacé bientôt après par Sturmio; Poitiers à Abbon, et Périgueux à Widbod. Bulil eut le comté du Vélai, Corson celui de Toulouse,

Sigwin celui de Bordeaux, Aimon celui d'Albi, Rother celui de Limoges, et Ithier celui des Arvernes[1].

Il y a quelques observations à faire sur ce dernier; c'était l'un des trois fils de ce même Hatton, duc d'Aquitaine, à qui son frère Hunald avait fait crever les yeux au moment d'abdiquer. On se rappellera qu'il avait été, ainsi qu'Adalghier, son second frère, envoyé par Vaifre en otage à Pepin, la première année de la guerre d'Aquitaine. J'ai énoncé ailleurs le soupçon de quelque connivence secrète entre Hatton, leur père, et le roi des Franks; il y a encore plus d'apparence qu'Ithier et Adalghier furent eux-mêmes très avant dans la faveur de Pepin et honorés par lui de quelque office considérable en Aquitaine, quand il organisa cette contrée après l'avoir conquise.

Charlemagne les trouva donc, selon toute apparence, déjà en pouvoir, et n'eut qu'à les y maintenir ou à les y avancer. En même temps qu'il donnait à Ithier le comté des Arvernes, il conférait à Adalghier le commandement de la marche de Vasconie. Tout porte à regarder ces deux frères comme les chefs d'une faction aquitaine dévouée aux monarques franks et sur laquelle nous verrons par la suite ceux-ci s'appuyer dans leur lutte contre le

(1) Astronom. an. 778. — Vita S. Genulfi, int. Scriptor. rer. francicar.

parti aquitain proprement dit, celui qui agissait dans les intérêts ou selon les affections du pays.

Le clergé aquitain avait toujours, comme nous l'avons vu, participé à la répugnance du pays pour la domination des Franks ; Charlemagne voulut pourvoir à cet inconvénient. Le biographe déjà cité affirme qu'il en vint à bout en s'y prenant comme il fallait, dit-il, sans autre explication ; il ajoute seulement que des abbés et beaucoup d'autres officiers, de ceux que l'on appelle ordinairement des vasses ou des vassaux de race franke, furent de même alors établis dans toute l'Aquitaine [1].

Ce passage est obscur, mais il est important et mérite d'être éclairci. Il n'y a pas de doute qu'il ne faille entendre ici par abbés des chefs militaires, tonsurés ou non, auxquels on assignait en bénéfice ou en salaire de leurs services des terres appartenant à des églises ou à des monastères.

Toutes ces choses réglées, il en restait encore une à faire, et une essentielle, dans les plans de Charlemagne, pour compléter l'organisation du nouveau royaume et comme pour en déterminer la tâche politique; il restait à marquer à ses habitants leur destination militaire spéciale. L'Espagne leur fut désignée pour le but fixe de leurs marches et de leurs expéditions de guerre, comme pour champ clos

(1) Ordinavit per totam Aquitaniam comites, abbatesque, necnon alios plurimos quos vassos vulgò vocant, è gente Francorum, quorum prudentiæ et fortitudini nullâ calliditate, nullâ vi obviare fuerit tutum. Astron. an. 778.

obligé [1]; ils furent postés en face des Arabes andalousiens comme l'armée qui allait avoir à rendre compte d'eux au reste de l'Europe chrétienne.

Ils avaient eu déjà cette responsabilité sous le commandement de leur brave duc Eudon, et y avaient glorieusement répondu jusqu'à la funeste bataille de Bordeaux; mais depuis lors, toujours en garde ou toujours en guerre contre les Franks, ils avaient été contraints d'abandonner à ces derniers la tâche de lutter contre l'islamisme. Reconstituée en Etat séparé, l'Aquitaine allait rentrer dans cette noble tâche, qui était naturellement la sienne, et allait y rentrer avec plus de moyens que jamais de la remplir, c'est-à-dire agrandie de la Septimanie, ayant pour chefs militaires des braves du choix de Charlemagne et appuyée au besoin sur toutes les forces des Franks.

Nous allons voir comment elle s'acquitta de cette tâche, de 781 à 814, intervalle de la durée du règne de Louis-le-Débonnaire, comme roi particulier d'Aquitaine; c'est une période intéressante de l'histoire du midi de la Gaule. Je vais tâcher d'en indiquer l'ensemble et d'en faire ressortir les traits principaux.

(1) Qui trans Ligerem manent, atque Hispaniam proficisci debent, montes Pyræneos marcham sibi esse cognoscant. Capitul. Anni. XII.

XLI.

SOULÈVEMENT DES VASCONS. — GUILLAUME DUC DE TOULOUSE. — INVASIONS DES ARABES. — BATAILLE D'ORBIEU. — SIÉGE ET PRISE DE BARCELONE PAR LES AQUITAINS. — AUTRES EXPÉDITIONS AU-DELA DES PORTS. — NOUVEAUX MOUVEMENTS DES BASQUES ET DES VASCONS. — TRÈVE AVEC LES ARABES.

Il nous faut d'ici retourner quelques moments dans la vallée de l'Ebre, pour voir ce qui s'y était passé depuis la retraite des Franks. Délivré de Charlemagne, ce pays n'était pas pour cela rentré sous le gouvernement du souverain ommiade; Pampelune était restée le siége d'une petite seigneurie musulmane indépendante; une partie des Basques espagnols continuait à être libre dans les montagnes; la Cerdagne était toujours au pouvoir de ce même fils de Belaskout que nous avons déjà rencontré parmi les chefs arabes, partisans de Charlemagne.

A Saragosse, Hussein ben Yahia, le complice de Soliman ben el Arabi, brouillé, l'on ne sait pourquoi, avec celui-ci, l'avait fait assassiner dans une mosquée bientôt après la retraite de Charlemagne, et s'était déclaré le seigneur unique de la ville et du pays circonvoisin. Issoun, un des fils de Soliman,

craignant sans doute d'être enveloppé dans la catastrophe de son père, s'était réfugié précipitamment à Narbonne[1].

Dans cet état de choses, Abd el Rahman ben Mouayia avait senti la nécessité de faire un effort décisif pour réduire enfin sous son obéissance ces villes et ces pays, les seuls de la Péninsule qui lui résistaient encore. Il avait résolu d'y faire une expédition dans ce but, et, en attendant qu'elle fût prête, il avait ordonné à ceux des émirs des Pyrénées qui lui restaient fidèles de poursuivre vivement et de soumettre ou d'exterminer les chrétiens de ces montagnes. Ces émirs avaient essayé, à ce qu'il semble, à diverses reprises, d'exécuter ses ordres; ils y avaient mal réussi et s'en étaient excusés sur l'impossibilité d'atteindre, à travers leurs rochers, leurs forêts et leurs torrents, des hommes qu'ils peignaient comme des sauvages vêtus de peaux d'ours, et ne possédant autre chose au monde que la hache et la massue qui leur servaient d'armes[2].

Bientôt après, Abd el Rahman avait marché en personne vers les Pyrénées; il s'était dirigé droit sur Saragosse, l'avait investie et forcée à se rendre à lui. Hussein ben Yahia avait reconnu son autorité et lui avait donné son fils en otage. De Saragosse Abd el Rahman avait mené ses troupes à Pampelune

(1) C'est de l'histoire anonyme de la conquête d'Espagne, MS. 706, que j'ai tiré ces particularités.

(2) Conde, tom. I. p. 202.

qu'il avait aussi prise et soumise. Tout ce qu'il avait pu faire contre les Basques indépendants avait été de ravager les parties accessibles de leur territoire. De là, redescendant le long de l'Ebre, il s'était détourné à gauche vers la Cerdagne, où Belaskout lui avait juré fidélité et livré ses enfants pour otages. Enfin, au bout de quelques semaines, ou tout au plus de quelques mois de campagne dans l'Espagne orientale, Abd el Rahman était retourné à Cordoue, laissant partout derrière lui les plus belles apparences d'ordre et de soumission[1].

Comme cette expédition n'était, de la part du monarque arabe, qu'une expédition de police intérieure, elle n'alarma point le nouveau royaume d'Aquitaine; elle n'eut au moins aucune influence appréciable sur les relations encore mal établies de ce royaume avec l'Espagne musulmane ou chrétienne.

En 785, Charlemagne eut la curiosité de voir son fils Louis alors dans sa huitième année, et le manda à Paderborn, où il avait résolu de tenir le Champ-de-Mars de cette année. Le biographe astronome de Louis-le-Débonnaire assigne à cette résolution de Charlemagne des motifs politiques, le désir de faire un acte de souveraineté sur les Aquitains dont il suspectait toujours l'humeur indocile et mobile,

(1) Aucun des historiens arabes traduits par Conde ne fait mention de cette expédition d'Abd el Rahman; ce que j'en dis ici est tiré de l'histoire anonyme du MS. 706.

et l'intention de s'assurer que son fils n'avait contracté en Aquitaine aucune habitude étrangère[1]. Le premier de ces deux motifs pouvait bien se présenter à l'esprit de Charlemagne; quant au second, le fait y aurait, je crois, répondu assez mal.

En effet, Louis parut devant son père sous un vêtement étranger, sous le vêtement vascon, avec le manteau court et rond, la casaque à manches bouffantes, les braies amples, l'éperon aux bottines et un javelot à la main. Il était venu accompagné d'une troupe d'enfants de son âge, Aquitains ou Vascons, et tous vêtus comme lui[2]. La portion de l'armée aquitaine qui n'était point à la garde des frontières avait suivi son roi à ce Champ-de-Mai; elle y figura à côté des Franks, mais distincte d'eux par l'équipement, par les armes, et par l'ordonnance aussi bien que par les armes.

La vieille inimitié des deux peuples l'un pour l'autre n'avait pas cessé; mais sous la main vigoureuse de Charlemagne elle n'avait point la liberté de se manifester, et l'Aquitaine soumise et paisible paraissait assez bien disposée à remplir la destination pour laquelle elle avait été organisée en royaume séparé. La Vasconie seule répugnait de toute sa force à faire partie d'un royaume dirigé par un Frank, par le fils de Pepin.

(1) Cavens ne aut Aquitanorum populus propter ejus longum abscessum insolesceret, aut filius in tenerioribus annis peregrinorum aliquod disceret morum. Astronom. Ludov. vita. III.

(2) *Id.* loc. cit.

Cette répugnance éclata en 785 par une sédition et par des troubles dont il importerait de mieux connaître la cause et les détails. Il y a beaucoup d'apparence qu'elle se rattachait de quelque manière à la vengeance prise par Charlemagne de la fameuse embuscade de Roncevaux.

En 778, époque de cette vengeance, Adalric et son frère Sanche n'étaient encore, on s'en souviendra, que des enfants. On ignore comment la Vasconie avait été partagée entre eux, et si chacun d'eux avait gouverné la part qui lui était échue, ou si, comme il est plus probable, elle avait été gouvernée en leur nom par des agents de Charlemagne. On ignore de même si, en 787, Sanche était en âge de vouloir et d'agir par lui-même; pour Adalric, il n'y a pas de doute qu'il ne fût déjà capable d'actions fortes et hardies; il en fit une, il se révolta contre le gouvernement aquitain. Malheureusement l'histoire ne rapporte ni les motifs ni l'objet de cette révolte, et l'on est réduit là-dessus à des conjectures; mais entre toutes celles que l'on peut faire, il y en a du moins une fondée sur une donnée historique assez positive.

Il est constaté qu'Adalric et son frère Sanche ne se ressemblèrent ni dans leurs affections, ni dans leur conduite. Docile aux volontés de Charlemagne, élevé peut-être dans son palais, Sanche devint de bonne heure l'objet de la prédilection du monarque. Plus semblable à ceux de sa race, Adalric au contraire détesta toujours Charlemagne et lui fut toujours

suspect. Le peu que l'on sait de la vie des deux frères autorise à présumer qu'ils furent constamment ennemis et de partis contraires; l'un du parti de la domination franke, l'autre de celui de l'indépendance vascone. Cela posé, je croirais volontiers que l'acte par lequel Adalric se brouilla, en 787, avec le gouvernement aquitain et avec Charlemagne fut de s'approprier de force le duché de Vasconie, au préjudice de son frère Sanche.

Corson, comte de Toulouse, l'un des plus proches et des plus puissants voisins du rebelle, reçut des tuteurs du roi Louis l'ordre de le réduire à l'obéissance. Corson passa la Garonne avec toutes les milices qu'il put réunir et marcha contre Adalric; celui-ci, loin de se cacher, s'avança fièrement à sa rencontre. Il y eut entre les Vascons et les Franks aquitains un combat dans lequel ceux-ci furent complètement battus et Corson fait prisonnier. Le vainqueur lui proposa de le remettre en liberté, à condition qu'il jurerait de ne plus porter à l'avenir les armes contre les Vascons. Corson prêta le serment exigé et fut renvoyé libre à Toulouse, où il reprit l'exercice de ses fonctions. Exaltée par ce succès, l'arrogance des Vascons ne connut plus de bornes[1].

Piqué de l'insulte qui venait de lui être faite, le gouvernement aquitain convoqua pour cette même année (788), en un lieu aujourd'hui inconnu, alors

(1) Astron. Ludov. vita, V.

nommé la Mort des Goths, un plaid où Adalric fut sommé de comparaître pour rendre compte de sa conduite. Adalric déclara qu'il ne se rendrait point à la sommation, à moins que l'on ne lui donnât des otages pour sa sûreté, et les gouverneurs du pays eurent la faiblesse de lui en accorder autant qu'il en demanda. Sûr alors de l'impunité, le rebelle comparut fièrement au plaid d'Aquitaine, où personne n'osa élever la voix pour l'accuser. Bien loin de là, on crut prudent de l'adoucir; on le combla de caresses et de présents, et il sortit en triomphe du plaid tenu pour son châtiment.

Charlemagne, informé de l'évasion du révolté, en fut indigné. Outre que l'affaire était par elle-même assez grave, elle se compliquait avec d'autres plus graves encore, et qui étaient déjà pour le monarque un sujet de souci. Il se passait alors en Espagne des choses d'une haute importance, et dont les suites menaçaient d'être funestes pour le royaume naissant d'Aquitaine.

Abd el Rahman ben Mouayia était mort en 787, laissant après lui trois fils, Soliman, Hecham et Abdalla. Au premier, qui était l'aîné, et au troisième, le plus jeune des trois, il avait donné deux provinces à gouverner, et fait reconnaître pour son successeur Hecham, alors âgé d'environ trente ans[1]. Hecham était un prince doué de maintes belles qualités, réfléchi et ferme dans ses desseins, passionné pour

(1) Conde. tom. I. p. 243.

la justice, affable, humain, d'un esprit élégant et cultivé. Austère et zélé Musulman, dès le premier jour de son règne il se voua tout entier à la gloire de l'islamisme, et au projet de lui rendre l'énergie conquérante qu'il semblait perdre, ou avoir déjà perdue dans la Péninsule.

Et son pouvoir ne paraissait pas au-dessous d'un tel projet. Aussitôt après la mort de leur père, ses deux frères mécontents avaient pris les armes contre lui pour le détrôner; mais il en avait bientôt triomphé. Il avait d'abord conclu une paix séparée avec Abdalla, lui permettant de rester comme simple particulier aux environs de Tolède; à peu de jours de là il avait battu Soliman pour la seconde fois et l'avait contraint à se réfugier en Afrique[1]. Dès ce moment tout lui avait obéi d'un bout de la Péninsule à l'autre, et avec son règne avait commencé, pour l'Espagne arabe, une période d'unité, de vigueur et d'éclat que son père avait préparée, mais dont il n'avait vu que l'aurore.

Débarrassé de ses deux frères, Hecham s'était livré à de grands apprêts d'*el gihed* ou de guerre sainte contre la Gaule. Tous les Musulmans de la Péninsule avaient été exhortés à concourir à cette guerre, soit comme combattants, soit par des dons d'argent, d'armes et de chevaux. Le plan de Hecham n'était de rien moins que de soumettre le nord de l'Espagne et de compléter ainsi la conquête de la

(1) Conde, tom. I. 2e partie. cap. 25 et 26.

Péninsule; il voulait, en même temps, reconquérir Narbonne et tout le reste de la Septimanie jusqu'au Rhône. Ses préparatifs avaient commencé avec son règne; Charlemagne en avait été informé dans le courant de 788, et s'attendait dès lors, d'un jour à l'autre, à voir les frontières de l'Aquitaine franchies par les Arabes. Il en avait témoigné son inquiétude dans une lettre au pape Adrien qui, pour le rassurer, n'avait pu faire autre chose que lui promettre de prier Dieu pour le succès de ses armes[1].

Ce fut au moment même où Charlemagne avait de telles inquiétudes qu'il reçut la nouvelle de l'évasion triomphante d'Adalric et de l'insolente joie qu'en montraient les Vascons. Les Arabes pouvaient paraître à chaque instant dans les parties méridionales de l'Aquitaine, et, s'ils y paraissaient dans l'état actuel des choses, ils allaient y trouver un duc révolté, plus enclin à traiter avec eux qu'à se réconcilier avec la domination franke, un général perdu de renommée et un gouvernement nouveau encore faible et incertain dans son action. C'étaient autant de chances sinistres ajoutées accidentellement à celles d'une invasion, et qu'il fallait écarter au plus vite pour ne pas doubler le péril de celle-ci.

Charlemagne indiqua Worms pour le lieu où serait tenu le Champ-de-Mai de 789; il y manda son

(1) Adriani Papæ Epistola ad Carol. Magnum. Scriptor. rer. francicar. tom. V.

fils Louis, mais il le manda seul et sans aucun cortége militaire. Dans la crainte imminente où l'on était toujours d'une invasion arabe, tous les hommes de guerre de l'Aquitaine devaient rester à la garde des frontières; il y cita Adalric et sans doute aussi le comte Corson, bien que, sur ce dernier point, l'on ne trouve aucune indication expresse.

Adalric n'osa point désobéir à Charlemagne, ou peut-être ne craignit-il point de répondre à sa sommation; il comparut au plaid de Worms, devant les deux rois, et dit, pour se justifier, des choses que nulle chronique n'a répétées; il n'y réussit pas et fut condamné à un exil perpétuel. A dater de cette condamnation les historiens ne parlent plus de lui, et de leur silence on serait tenté de conclure que l'indocile Vascon, étant parti de Worms même pour le lieu inconnu de son exil, y mourut peu de temps après dans la misère et l'abandon. Mais son sort ne fut point si triste; il devait vivre encore long-temps, il devait mourir dans ses montagnes natales et les armes à la main contre la race de Pepin. En attendant, son frère Sanche fut, à ce qu'il paraît, mis en possession de toute la Vasconie.

Après la sentence d'Adalric, il restait à prononcer celle de Corson. Il fut déposé du comté de Toulouse et remplacé par ce Guillaume, depuis surnommé le Pieux, qui se fit, par son zèle belliqueux contre les Musulmans d'Espagne, une renommée qui s'est mieux conservée dans les traditions poétiques de la Gaule méridionale que dans les chroniques. Il

était, d'après une biographie déjà imbue de ces traditions poétiques, fils d'un comte nommé Thierry. Entré fort jeune dans le palais de Charlemagne, il s'y était distingué dans divers offices : il fut envoyé à Toulouse avec le titre de duc, investi d'un commandement fort étendu, témoignage glorieux de l'espoir que Charlemagne avait mis en lui[1]. Ces mesures prises pour la sûreté de l'Aquitaine, le monarque crut pouvoir exécuter sans inconvénient le projet qu'il avait formé de marcher cette même année contre les Slaves[2].

Arrivé à Toulouse, le duc Guillaume apprit que les Vascons exaspérés au dernier point de la sentence d'exil qui venait d'être portée contre leur duc Adalric, persistaient avec plus de violence que jamais dans leur révolte contre les gouverneurs franks de l'Aquitaine. Chargé de les soumettre, il fut obligé de leur faire une guerre dont les détails ne nous sont point parvenus. Le biographe astronome de Louis-le-Débonnaire se contente de nous informer que « Guillaume les soumit promptement, tant par la force que par la ruse, et leur imposa la paix[3]. » Cette guerre commencée en 789 devait être déjà terminée en 790, à l'époque où fut tenu à Toulouse le plaid général du royaume d'Aquitaine;

(1) Vita S. Willelmi Ducis, Auctor. anonymo. — Scriptor. rer. francicar. V. p. 470.

(2) Eginhart. Annal. an. 789.

(3) Quos (Vascones) tam astu quàm viribus brevi subegit. Vita Ludov. V.

et l'incident le plus notable de ce plaid paraît avoir un certain rapport avec cette même guerre de Guillaume contre les Vascons.

Les chefs arabes de la frontière espagnole, parmi lesquels on nomme seulement Abou Tahir, envoyèrent au plaid dont il s'agit des messagers avec des présents pour le roi Louis, et chargés de demander la paix qui leur fut accordée. Leur message prouve clairement que jusque là l'on avait été en guerre avec eux, mais il reste à savoir pour qui, et pourquoi ils avaient guerroyé. On ne peut supposer que ce fut pour le roi Hecham, car il n'y a point d'apparence qu'ils eussent demandé la paix à l'Aquitaine précisément au moment où ce dernier se disposait à faire à celle-ci une guerre terrible. Il ne reste que deux suppositions vraisemblables; les chefs arabes avaient fait la guerre dont il s'agit, ou pour leur propre compte ou comme auxiliaires des Vascons, d'abord contre Corson, et puis contre le duc Guillaume. La coïncidence des deux guerres et des deux pacifications me porte à supposer entre ces deux événements quelque rapport de causes et de motifs[1].

Quoi qu'il en soit, les troubles intérieurs dont l'Aquitaine était agitée depuis trois ans furent apaisés dans le courant de 790, et toutes les forces du pays disponibles pour la défense de la frontière menacée.

(1) Id. loc. cit.

Il en était temps; les préparatifs de guerre sainte qui se faisaient de l'autre côté des Pyrénées étaient terminés. Deux armées avaient été levées et organisées, l'une de quarante mille hommes, destinée à agir contre les chrétiens du nord de l'Espagne, et, selon l'occasion, contre ceux de la Vasconie. La seconde, dont on ignore le nombre, mais très probablement la plus forte des deux, devait entrer par les Ports orientaux dans la Septimanie. Ces deux armées avaient pour généraux Abd el Wahid ben Mougeith, et Abdalla ben Abd el Melik, guerriers que l'on comparait à ceux des premiers temps de l'islamisme; elles entrèrent en campagne au printemps de 791.

Les historiens arabes s'accordent passablement dans le compte général qu'ils rendent de cette guerre sainte; ils y comprennent tous diverses expéditions qui, consécutives ou simultanées, eurent toutes lieu dans le cours des années 791, 792 et 793. Quant aux particularités de ces expéditions, les mêmes historiens diffèrent davantage dans leur manière d'en rendre compte; toutefois les différences dont il s'agit tiennent moins à des contradictions formelles sur le fond même des faits qu'à l'arbitraire et au vague d'une narration beaucoup trop sommaire et d'ailleurs plus oratoire ou déclamatoire qu'historique. Ainsi donc, il n'y a aucun motif spécial de contester leurs témoignages sur ce moment intéressant de leur histoire, en tant que ces témoignages sont vraisemblables, positifs, précis et

d'accord entre eux. J'en donnerai plutôt le résultat que les détails.

Dans la première campagne de la guerre sainte dont il s'agit, c'est-à-dire dans celle de 791, Abd el Wahid, à la tête de ses quarante mille hommes, entra dans le royaume des Asturies et poussa jusqu'aux environs d'Astorgue et de Luke, mettant tout à feu et à sang sur son passage. C'était le roi Don Bermude Ier qui régnait alors dans les Asturies, et les chroniques chrétiennes du pays parlent vaguement d'une guerre soutenue par ce roi contre les Maures, sans dire un mot du résultat de cette guerre[1]. C'est un indice qu'elle ne fut pas à l'avantage des Asturiens, et ce silence vient à l'appui d'un historien arabe qui dit positivement qu'il y eut dans cette campagne, entre Abd el Wahid et Bermude Ier, une rencontre où celui-ci fut défait[2]. Ce qui est encore mieux constaté que cette victoire, et ce qui en fournirait au besoin une nouvelle preuve, c'est que les Arabes se retirèrent lentement, avec un grand butin et des foules de prisonniers.

Abd el Melik, de son côté, traita la Septimanie exactement comme Abd el Wahid les Asturies, à cela près que, n'ayant point rencontré d'ennemi armé, il n'eut point de bataille à gagner. Il y a bien une chronique arabe d'après laquelle il aurait, dans le cours de son expédition, subjugué des popu-

(1) Lorente, Provincias vascongadas, tom. I.

(2) Ahmed el Mocri, MS. 704, fol. 86.

lations chrétiennes[1]; mais ces populations ne sont ni nommées ni indiquées, et l'on ne saurait où les prendre. On ne peut donc s'arrêter à un témoignage si fugitif.

Tout ce que les armées arabes avaient fait en 791 contre les chrétiens des Pyrénées, elles le recommencèrent l'année suivante, au moins dans les Pyrénées occidentales; car il n'est nulle part question de leur seconde entrée en Septimanie. Abd el Wahid qui, l'année précédente, avait poussé son incursion et ses ravages jusqu'au cœur des Asturies, entra en 792 dans le pays des Basques espagnols; et, selon des témoignages exprès qui n'ont rien d'invraisemblable, il s'avança jusque dans la terre de Afrandj, c'est-à-dire sans doute jusqu'en Vasconie. Les historiens arabes qui ont parlé de cette invasion se sont bornés à décrire l'épouvante qu'elle jeta parmi les peuples qui la subirent. « Ces peuples, disent-ils, fuyant les villes et les villages, se cachèrent dans les cavernes des bêtes féroces[2]. »

Tandis que les Arabes andalousiens signalaient d'une manière si vive et si terrible ce brusque retour de l'ancienne ferveur musulmane, où était et que faisait le gouvernement aquitain? En 791, précisément au moment où éclatait la guerre sainte à laquelle il s'attendait de la part des Arabes, Charlemagne partait pour aller guerroyer sur le Danube

(1) Conde, tom. I, p. 224.

(2) Conde. loc. cit.

contre les Abares, et le roi d'Aquitaine, son fils Louis, l'accompagnait par son ordre. Mais l'absence du jeune roi n'explique point l'inaction des milices aquitaines. Ces milices n'avaient point suivi Louis; elles étaient restées à la garde de la frontière, sous le commandement du duc Guillaume. Il faut donc croire que les Arabes avaient combiné et mesuré leurs irruptions de manière à ne pas laisser à ce brave chef le temps d'accourir pour les repousser.

Dans l'automne de 792, Charlemagne renvoya Louis de Germanie en Aquitaine; mais il l'y renvoya avec des ordres funestes pour le nouveau royaume, avec des ordres si intempestifs qu'il ne put guère les donner que dans l'ignorance absolue de l'état des choses sur la frontière des Pyrénées. Le fils aîné du monarque, Pepin, roi d'Italie, étant en guerre avec le duc de Bénévent, avait besoin de renforts et venait d'en demander à Charlemagne. Celui-ci, ayant pour le moment toutes ses forces engagées dans le Nord, avait alors renvoyé en Aquitaine le jeune Louis, lui enjoignant de mener au plus vite en Italie, au secours de son frère Pepin, toutes les milices de son royaume, sauf probablement la garde permanente des défilés.

Malgré tout ce que Louis et ses conseillers, de retour en Aquitaine, durent y voir et y apprendre des attaques et des projets des Arabes, ils ne songèrent qu'à exécuter le plus promptement possible les ordres de Charlemagne. Louis repartit dans le courant de cette même automne, suivi de son ar-

mée; il descendit en Italie par le Mont-Cénis, se trouva à Ravenne pour y célébrer les fêtes de Noël, et y resta jusqu'au moment de marcher avec son frère contre les Béréventins[1].

La nouvelle du départ des troupes aquitaines parvint indubitablement aux gouverneurs arabes de la frontière orientale des Pyrénées, et les faits attestent qu'elle apporta des modifications à leurs plans de guerre ultérieurs.

Ce ne fut que dans l'automne de 793 que les Musulmans entrèrent dans les Asturies pour la troisième fois, depuis la proclamation de la guerre sainte par Hecham. Après tous les pillages, toutes les dévastations et tous les incendies des deux précédentes années, ils y trouvèrent de quoi dévaster, piller et brûler encore. Mais leur retraite ne fut pas si heureuse cette fois que les autres; ils tombèrent dans une grande embuscade des Asturiens, où ils furent taillés en pièces et perdirent l'élite de leurs braves. Il n'est pas inutile de remarquer en passant, que les historiens arabes sont les seuls qui parlent de cette défaite, et qu'ils en parlent de manière à n'en pas dissimuler la gravité[2]. Les choses se passèrent mieux pour eux à l'autre extrémité des Pyrénées.

De Saragosse et des deux bords de l'Èbre, les Andalousiens, conduits par Abd el Melik, se portè-

(1) Anon. Astron. Ludov. vita. V.

(2) Conde. tom. I. p. 227.

rent contre les chrétiens de l'Aquitaine, avec un surcroît d'ardeur et d'audace qui annonçait de leur part des projets plus sérieux que leurs dernières irruptions. Girone, qui appartenait dès lors à la marche d'Aquitaine, fut la première ville chrétienne qui se rencontra sur leur passage. Ils l'enlevèrent d'assaut, en passèrent au fil de l'épée la population armée, et y firent butin de tout. De là, et encore tout échauffés de ce premier carnage, ils franchirent rapidement les défilés orientaux et se précipitèrent comme un torrent sur Narbonne.

A en croire les historiens arabes, cette malheureuse ville fut traitée comme Girone; elle fut de même prise, de même saccagée et noyée dans le sang. Le glaive musulman, dit l'un deux, fit un si grand carnage des défenseurs de cette ville que Dieu seul qui les avait créés peut en savoir le nombre. Cette hyperbole musulmane, de quelque manière que l'on cherche à la tempérer, ne laisse pas de donner l'idée d'un grand carnage; c'était peut-être, de la part des vainqueurs, une vengeance réfléchie de l'ancienne trahison par laquelle les Narbonésiens avaient livré leur ville aux Franks.

Quoi qu'il en soit, cette seconde conquête de Narbonne était pour les Arabes andalousiens un événement glorieux, une sorte de triomphe inespéré; aussi leurs anciens historiens, d'ordinaire si brusques et si vagues dans leurs récits, ont-ils parlé de cette conquête avec un certain détail et en ont-ils rapporté des particularités qui ont ici leur place

marquée. Voici d'abord ce que dit du butin fait à Girone et à Narbonne celui de ces historiens dont Conde a pris et traduit la notice qu'il donne de cet événement. « Les dépouilles de ces deux villes furent « si abondantes en or, en argent et en étoffes pré- « cieuses, que le cinquième, qui en revenait au roi « El Hecham pour sa part, fut de quarante-cinq « mille mitcals d'or. Quand ces richesses arrivèrent « à Cordoue avec la nouvelle d'expéditions si « heureuses, il en fut par toute la ville mené grandes « réjouissances; le roi destina son cinquième du « butin à la construction de la grande mosquée de « Cordoue[1]. »

Ibn el Kauthir rapporte plus sommairement et peu diversement la même chose. « Du temps du roi Hecham, dit-il, Abd el Wahid, fils de Mougeith, prit Narbonne, et de son cinquième du butin de cette ville Hecham fit bâtir le pont et la grande mosquée de Cordoue[2]. »

Un autre historien arabe donne sur la seconde entrée des Arabes à Narbonne d'autres détails plus singuliers. « Du temps du roi Hecham, dit cet historien, fut prise la fameuse ville de Narbonne, à laquelle furent imposées les mêmes conditions qu'aux populations soumises de la Galice. Entre les plus dures de ces conditions fut le transport d'un certain nombre de charges des débris des

(1) Conde. tom. I. p. 225.

(2) Ibn el Kauthir. MS. ar. n° 706, fol. 18.

murs de la ville prise, qu'il fallut charrier jusqu'à la porte du palais de El Hecham à Cordoue. Ce roi fit employer ces débris dans la construction de la mosquée qui est en face de la porte des jardins (publics). »

Une condition pareille imposée aux habitants d'une ville prise de force a sans doute quelque chose d'étrange et qui touche à l'invraisemblable; mais, d'un autre côté, elle semble convenir à merveille à la fierté un peu fantasque d'un gouvernement arabe, ayant à se venger sur des vaincus d'une vieille offense. Du reste, fût-elle une fiction mal à propos accueillie par les historiens, cette particularité ne serait pas une preuve suffisante de la fausseté du fait principal auquel elle se rattache. Rien de plus commun dans l'histoire que les détails faux surajoutés aux faits les plus vrais.

De Narbonne les Arabes se portèrent aussitôt du côté de Carcassonne, soit qu'ils eussent l'intention d'attaquer aussi cette ville, soit qu'ils ne voulussent que battre, épouvanter et ravager le pays. Mais à peine avaient-ils passé la rivière d'Orbieu, un peu au-dessous de son confluent avec l'Aude, qu'ils se trouvèrent en face d'une grande armée chrétienne conduite par les comtes des principales villes du royaume d'Aquitaine, aux ordres du duc Guillaume. En considérant que cette armée s'était avancée dans la direction précise de Narbonne, dont elle n'était plus qu'à trois ou quatre heures de marche quand elle avait rencontré les Arabes, on est tenté de

supposer qu'elle accourait à la défense de cette ville. En ce cas, elle arrivait trop tard, et tout ce qu'elle avait à faire, c'était de battre l'ennemi qui venait de la prendre.

Malheureusement les chances de la victoire n'étaient pas pour elle; ce n'était probablement pas le nombre des combattants qui lui manquait; mais ces combattants ne pouvaient guère former qu'une masse indisciplinée, brusquement arrachée aux travaux de la campagne ou des villes, et peu propre à la guerre. Les vraies milices du pays étaient bien loin de là; elles parcouraient en tout sens la Basse-Italie, cherchant un ennemi qu'elles ne connaissaient pas, tandis que leur véritable ennemi, celui qu'elles avaient mission de combattre prenait leurs villes et ravageait leurs campagnes. L'armée arabe n'était vraisemblablement pas si nombreuse, mais elle était composée d'hommes dont la bravoure naturelle, exaltée par l'enthousiasme religieux, avait quelque chose d'irrésistible. Ces hommes combattirent comme avaient combattu leurs ancêtres, aux jours de Tarik et de Moussa. Les milices chrétiennes ne tinrent pas contre eux; elles prirent la fuite, entraînant avec elles les chefs qui les avaient amenées. Guillaume seul, à la tête de quelques troupes animées par son exemple, tint long-temps le champ de bataille, et se signala par des actes de bravoure dont il resta de glorieux souvenirs, bientôt grossis et embellis de fictions poétiques. Une chronique assez ancienne, mais déjà peut-être imbue de ces fictions,

parle d'une foule de mécréants et d'un roi maure tués de sa main dans cette grande mêlée[1].

Mais quoi, que Guillaume pût faire, il lui fallut céder la victoire aux Arabes; il se retira sur Carcassonne avec les faibles débris de son armée, sans être poursuivi par les vainqueurs. C'est un indice que ceux-ci avaient trop souffert dans la bataille pour songer à pousser cette fois leur incursion plus loin; quant à la perte des chrétiens, elle fut certainement très considérable. Je soupçonne que l'auteur arabe, dont j'ai rapporté tout à l'heure une expression hyperbolique sur le carnage de la prise de Narbonne, avait en vue, dans l'expression citée, non-seulement ce carnage particulier, mais encore celui de la bataille d'Orbieu, et que tous ces morts, qu'il assure que Dieu seul pouvait compter, étaient les morts confondus de deux faits d'armes, très rapprochés de temps, de lieu et de motifs, mais pourtant distincts. Ce serait là sans doute, pour un historien arabe, une étrange manière de mentionner et de célébrer la victoire d'Orbieu; mais le fait est que nul autre historien musulman ne parle de cette victoire d'une manière plus explicite ou plus distincte. Tous semblent s'être accordés à considérer la seconde conquête de Narbonne comme le fait dominant de la campagne de 793 en Septimanie, comme le fait dont tous les autres ne furent que des incidents ou des accessoires.

(1) Chronic. breve S. Gall. Script. rer. franc. tom. V. p. 360.

C'est l'omission inverse qu'ont faite les auteurs des chroniques chrétiennes; toutes ces chroniques, à l'exception d'une seule dont je parlerai tout à l'heure, font mention à leur manière de la bataille d'Orbieu, dont elles avouent également la perte pour les chrétiens. Pas une ne dit mot de la prise de Narbonne, pas une n'a l'air de soupçonner qu'à la date donnée il se soit passé quelque chose de semblable à cet événement; c'est une contradiction assez bizarre entre les historiens des deux peuples et des deux croyances. Mais, entre l'omission pure et simple des chroniques frankes, coutumières d'omissions pareilles ou plus graves encore, et l'affirmation expresse et sincère, détaillée et variée des historiens arabes, je ne crois pas devoir hésiter, et c'est à ces derniers que je donne mon assentiment.

La chronique qui fait exception aux précédentes et dont je dois parler séparément, c'est celle de Moissac, qu'il faudrait louer et presque admirer toutes les fois qu'on la compare à la plupart des autres, particulièrement en ce qui concerne les guerres des chrétiens de la Gaule avec les Arabes d'Espagne. Cette chronique parle d'une attaque de Narbonne par ces derniers en l'année 793; elle dit quelque chose de plus positif et de plus précis, elle dit que les faubourgs de cette ville furent brûlés par les assaillants; mais elle se borne là, elle ne parle point expressément de la prise de la ville. Elle contredit donc ou semble contredire sur ce

point le témoignage des historiens arabes[1]; mais du moins n'a-t-elle pas l'air de méconnaître ou d'ignorer totalement le fait attesté par ces derniers; elle ne fait qu'en donner une version différente, et cette version pourrait bien être la plus exacte des deux. L'est-elle? Quelles sont à cet égard les probabilités; les apparences? C'est une seconde

(1) Je ne connais, sur l'invasion de 793, qu'un seul document chrétien qui, sans être littéralement d'accord avec les relations arabes, se concilie jusqu'à un certain point avec elles. Ce document, c'est la vie anonyme de saint Guillaume de Gellone, lequel n'est point autre que notre duc Guillaume. Le biographe du saint, parlant d'une manière générale et sans aucune date précise des diverses irruptions des Sarrazins dans la Gaule, de 791 à 793, en trace un tableau très général, qu'il termine par cette phrase: Ils (les Sarrazins) envahissent les états de Charlemagne, font partout un grand carnage des chrétiens, remportent plusieurs victoires, enlèvent des dépouilles, emmènent des prisonniers serrés de liens, et occupent au loin et au large le pays pour le posséder à perpétuité (præoccupant longè latèque terram, quasi jure perpetuo possidendam). — Si l'on pouvait affirmer que ce dernier trait s'applique bien véritablement à l'époque dont il s'agit pour nous, il faudrait en conclure qu'à cette époque les Arabes andalousiens possédèrent, dans la Septimanie, non-seulement Narbonne, mais d'autres places; car, occuper un pays, avec les apparences de l'occuper à perpétuité, c'est, en d'autres termes, occuper les villes et les forteresses. Mais déduire du document en question une conséquence si précise, ce serait prendre ce document trop au sérieux; la vie de Guillaume de Gellone est beaucoup plus curieuse pour tout ce qu'elle a de romanesque et de fabuleux qu'importante par ce qu'elle a d'historique.

question plus embarrassante à décider que la première.

Après y avoir réfléchi, et non sans avoir hésité, je me suis encore une fois décidé pour les chroniques arabes contre celle de Moissac, et voici rapidement quelques-unes de mes raisons pour me décider de la sorte : 1° Les anciens historiens arabes de la conquête musulmane de l'Espagne manquent, aussi fréquemment que nos chroniqueurs contemporains, de critique, de précision, d'exactitude. Ils n'ont guère plus de savoir, ni des notions plus justes sur l'objet et la méthode de l'histoire ; ils se trompent tout aussi souvent dans les détails des faits ; mais ils sont généralement plus véridiques et plus sincères. Ils avouent plus franchement les désastres et les mécomptes des leurs ; le dogme de la fatalité leur rend ces aveux faciles ; il y a plus, ils parlent généralement avec plus de détail et de précision de leurs défaites que de leurs victoires. Ainsi donc, en cas de contradiction entre eux et les chroniqueurs chrétiens, et à vraisemblance égale, c'est leur témoignage qui mérite la préférence.

2° Le fait particulier dont il s'agit ici, le fait affirmé par les auteurs arabes, est un fait public, éclatant, sur lequel il n'y a pas lieu à supposer qu'ils aient pu ignorer la vérité. Si donc le fait était faux, leur assertion serait quelque chose de plus qu'une erreur, qu'une méprise ; ce serait une imposture volontaire et calculée. Or, l'on prouverait aisément au besoin que les chroniques chrétiennes sont plus

sujettes aux réticences que celles des Musulmans à l'imposture.

3° Les mêmes historiens arabes qui rapportent la seconde conquête de Narbonne en rapportent aussi, comme nous le verrons bientôt, la seconde perte. Les deux notices se fortifient réciproquement par leur corrélation; la seconde ne peut être vraie sans que la première ne le soit aussi; et les supposer également fausses toutes les deux serait une supposition violente et forcée.

4° S'il faut noter encore quelque chose pour rendre le silence des chroniques chrétiennes sur la prise de Narbonne plus facile à expliquer, j'ajoute et à excuser, c'est le court espace de temps que cette ville resta, cette seconde fois, au pouvoir des Arabes; les auteurs de ces chroniques purent croire qu'une perte si passagère ne méritait pas d'être mentionnée.

Mais il est temps de mettre fin à une discussion qui ne méritait peut-être pas tant d'étendue, et je reprends le fil de ma narration. Louis, ayant terminé sa campagne de 793 contre les Bénéventins, se rendit aussitôt en Bavière, où il devait passer près d'un an auprès de Charlemagne. Leurs premiers entretiens durent être graves et tristes; ils eurent à se parler des affaires de l'Aquitaine, de la sanglante défaite de Guillaume sur l'Orbieu, du second établissement des Arabes à Narbonne et des terreurs croissantes de la Septimanie, de nouveau menacée d'être faite musulmane. Il y avait dans de tels événements un sujet de réflexions sérieuses

pour Charlemagne; s'il n'eût pas été déjà bien convaincu que le vrai rôle, que la destination propre de ce royaume d'Aquitaine récemment fondé par lui, était de soutenir la lutte contre les Musulmans andalousiens, et que les forces de ce royaume ne pouvaient sans péril être employées à des guerres lointaines, les dernières nouvelles de l'Aquitaine le lui auraient appris.

On ne peut pas douter que Charlemagne ne fût très pressé de rejeter les Arabes au-delà des Pyrénées; mais il fallait pour cela un effort que les circonstances ne lui permirent pas de faire tout de suite. La conspiration de son fils Pepin l'occupa gravement en 794, et l'année subséquente il lui fallut marcher contre les Saxons. Heureusement pour les Aquitains, les Arabes, ayant à se refaire de leurs pertes récentes dans la Septimanie et surtout de la sanglante déroute qu'ils venaient d'essuyer dans les Asturies, ne pouvaient poursuivre leur guerre sacrée avec autant de vigueur qu'ils l'avaient commencée; ils laissèrent donc respirer un peu les populations de l'Aquitaine. En 796 les circonstances redevinrent plus favorables à ces populations, et leur courage, quelque temps abattu, acheva de se relever.

Cette année de 796 fut, pour Charlemagne, une année de triomphes et de gloire. Tandis qu'il battait les Saxons aux bords de l'Elbe, Tudun, ce même roi des Huns, auquel il avait fait la guerre, se convertissait au christianisme et recevait le baptême

avec une nombreuse partie de son peuple. Ce n'était pas tout; un grand personnage musulman attendait à Aix le retour du monarque frank, pour lui faire des confidences et des propositions qui devaient lui plaire.

Le roi El Hecham venait de mourir, laissant pour successeur son fils unique El Hakem, âgé de vingt-deux ans. C'est à celui-ci que les chroniques chrétiennes donnent constamment le nom d'Aboulaz, qui n'était qu'un de ses surnoms.

A l'avénement de ce jeune homme, l'ambition des deux frères de El Hecham, de Soliman et d'Abdalla s'était réveillée, et ils étaient revenus à leur ancien projet de s'emparer du trône. Soliman était en Afrique, où il se mit à lever, en toute diligence, des soldats d'aventure, avec lesquels il devait passer le détroit quand il en serait temps et venir joindre son frère Abdalla. Celui-ci habitait toujours dans le voisinage de Tolède, où il avait beaucoup de partisans prêts à se lever à sa voix; mais il ne voulut rien tenter avant de s'être entendu avec Charlemagne; car le monarque frank était devenu le point d'appui naturel de tous les mécontentements et de toutes les ambitions privées de la Péninsule.

Il partit sur-le-champ pour la Gaule et se rendit à Aix seul, ou peut-être avec le jeune roi d'Aquitaine; il est sûr, du moins, que ce dernier se trouva à Aix en même temps que le prince arabe, et l'on ne voit pas qu'il y eût été, cette année-là, appelé

par son père[1]. Charlemagne eut alors avec Abdalla plusieurs entretiens, dont les historiens ne rapportent ni l'objet ni les termes, mais dont les faits immédiatement subséquents sont le résultat direct et certain ; or, ces faits prouvent clairement que le monarque chrétien et le prince arabe convinrent entre eux de faire la guerre à El Hakem, chacun pour son compte et chacun de son côté, sans autre objet convenu que de contraindre l'adversaire commun à partager ses forces.

Il semble que la visite, les paroles et les négociations d'Abdalla firent quelque sensation dans la Gaule et y répandirent l'espoir d'un triomphe prochain du christianisme sur l'islamisme, au-delà des Pyrénées. On a des vers de Théodulfe à Charlemagne, dans lesquels cet espoir semble dominer jusqu'à la joie qu'inspirait la conversion des Huns.

« Elles arrivent, disait l'évêque à l'empereur, elles « arrivent prêtes à adorer le Christ, les nations que « de ta main pressante tu appelles à lui. Voici d'abord « venir le Hun aux cheveux tressés, lui naguère si « farouche et maintenant humble à la foi. Qu'après « le Hun vienne l'Arabe, autre peuple chevelu ; « mais qu'ils viennent, l'un les cheveux tressés, « l'autre les cheveux flottants. Hâte-toi, Cordoue, « d'envoyer les trésors longuement amassés au roi « à qui sied toute noble chose. De même que sont « venus les Abares, venez, Arabes ! Maures, venez !

(1) Anon. Astron. vita Ludov. — Eginhart. Annal. an. 797.

« Fléchissez devant le roi du cœur et du genou[1]. »

Au commencement de l'année 797 Charlemagne congédia Abdalla, enjoignant à son fils Louis, qu'il renvoyait en même temps en Aquitaine, d'accompagner le prince musulman jusqu'aux Pyrénées, ce qui fut fait[2]. De ces montagnes, Abdalla courut aux bords du Tage, et à peine y fut-il arrivé qu'il donna à ses partisans le signal du soulèvement projeté. La ville de Tolède lui fut aussitôt livrée, et son frère Soliman ne tarda pas d'y entrer avec les nombreuses bandes qu'il avait levées en Afrique. Trois autres forteresses du midi de la Péninsule se rendirent de même à ses partisans, et beaucoup d'aventuriers prirent les armes en sa faveur[3].

Le péril était grand pour El Hakem; cependant le jeune roi ne se déconcerta pas. La guerre que son père aimait comme un moyen d'illustrer et de propager l'islamisme, lui l'aimait pour elle-même et pour le plaisir de la faire; il assembla promptement ses troupes et marcha aussitôt sur Tolède, se flattant de terminer la guerre d'un seul coup par la prise de cette ville, où ses deux oncles avaient concentré leurs forces; mais il fut à peine aux bords du Tage qu'il reçut de la frontière orientale la nouvelle d'événements plus graves encore que la révolte de ses deux oncles.

(1) Theodulfi Carmina. lib. III. Carm. 1.

(2) Anon. Astr. vita Lud. — Eginh. Annal. an. 797.

(3) Conde. tom. I. parte II. 30.

Charlemagne avait tenu la parole donnée à Abdalla d'attaquer, de son côté, le roi El Hakem en Septimanie; il avait ordonné à l'armée d'Aquitaine, à laquelle il avait, selon toute probabilité, envoyé quelques renforts de troupes frankes, de se mettre en mouvement et de s'avancer aussi loin qu'elle pourrait par-delà les Ports[1]. Les ordres de Charlemagne furent exécutés avec promptitude, et l'armée entra en campagne, commandée, à ce que l'on peut croire, par l'infatigable et intrépide adversaire des Musulmans, par le duc Guillaume.

Il est assez singulier de trouver plus de détails sur les opérations et les succès de cette armée dans les chroniques arabes que dans les chrétiennes; c'est une preuve qu'il y a dans celles-ci des omissions de toute espèce. C'est par les premières que nous savons que les Franko-Aquitains reprirent alors Narbonne, la quatrième année de sa seconde occupation par les Arabes. Ayant passé les Ports, ils reprirent de même Girone; deux chefs musulmans de la frontière, Bahloul et Aboutahir se réunirent pour tâcher de les arrêter; ils furent battus, contraints de chercher un refuge dans leurs montagnes, et l'armée aquitaine poursuivit sa marche le long de la côte, vers l'embouchure de l'Ebre[2].

L'apparition d'une grande force chrétienne, jointe à la nouvelle du soulèvement de Soliman et

(1) Chronic. Moiss.

(2) Conde. tom. I. part. II. 30.

d'Abdalla à Tolède, produisit dans l'Espagne orientale un effet singulier, mais d'ailleurs assez facile à prévoir; c'était pour les émirs particuliers des principales villes de la contrée une occasion de recourir à la tactique qui leur devenait de plus en plus familière, de se soumettre en apparence aux chrétiens, pour se dispenser de l'être au souverain musulman de l'Espagne, sauf à revenir à celui-ci dans le cas où les chrétiens, prenant leurs promesses à la lettre, voudraient exercer sur eux une domination réelle. Ainsi, l'armée aquitaine ayant marché sur Lerida et de là sur Oska, les émirs de ces deux villes se reconnurent pour les sujets du roi Louis, et, sans lui rendre immédiatement ces mêmes villes, déclarèrent les tenir sous son obéissance[1]. Sur cette protestation, l'armée se retira de devant les deux places, les réputant ou feignant de les réputer conquises. L'émir de Pampelune suivit l'exemple de ceux d'Oska et de Lerida, par les mêmes motifs et avec le même effet[2].

A Barcelonne aussi il se passa quelque chose d'analogue; mais ici l'événement en lui-même avait plus d'importance et devait avoir des suites plus graves. Il paraît que, dans le trouble occasionné par l'approche des chrétiens et par les nouvelles de Tolède, un Arabe entreprenant, nommé Zaidoun, réussit à s'emparer du gouvernement de cette ville.

(1) Conde. loc. cit. — Eginhart. Annal. an. 789.

(2) Cela résulte avec certitude de faits subséquents.

Pour se donner le temps de s'y affermir, il protesta aux généraux de l'armée chrétienne n'avoir occupé cette place que pour la rendre au roi Louis dès que celui-ci la réclamerait; il poussa même beaucoup plus loin les démonstrations de sa bonne volonté à cet égard; il se rendit auprès de Charlemagne, auquel il déclara se soumettre lui et sa ville, et à dater de ces diverses protestations de soumission le roi d'Aquitaine tint Barcelonne pour une de ses villes[1].

Toutes ces choses se passaient entre l'Ebre et les Pyrénées, tandis que le roi El Hakem faisait le siége de Tolède. Les premières nouvelles qui lui en vinrent furent celles de la prise de Narbonne et de Girone, et de la marche de l'armée aquitaine sur Lerida. Il prit sur-le-champ son parti; il envoya Foteis ben Soliman, un de ses généraux, avec une partie de ses troupes, pour renforcer la frontière orientale, tandis que lui-même poursuivrait le siége de Tolède. Ben Soliman partit aussitôt; mais quelque diligence qu'il pût faire, il arriva trop tard; Pampelune, Oska, Lerida étaient déjà perdues pour El Hakem, et l'armée aquitaine était encore dans l'Espagne orientale, poursuivant le cours de ses succès; ce fut là ce que Ben Soliman écrivit de Saragosse à El Hakem[2].

A ces nouvelles, celui-ci, transporté de colère,

(1) Eginhart. Annal. an. 797.

(1) Conde. loc. cit.

abandonne le siége de Tolède aux émirs de Cordoue et de Merida, et prend la direction des Pyrénées à la tête de sa cavalerie d'élite. Arrivé à Saragosse, il y concentre ses forces et marche à la recherche des chrétiens; ceux-ci s'étaient déjà retirés ou n'osèrent pas l'attendre, car il n'y eut point de choc entre les deux armées; mais le roi El Hakem força tous les valis qui venaient de se déclarer sujets des rois franks à reconnaître de nouveau sa souveraineté. Il reprit Girone, passa les Ports orientaux, fondit sur la Septimanie et s'avança jusqu'à Narbonne, faisant, disent les auteurs arabes, trancher la tête à tous les infidèles qui tombaient entre ses mains; et n'emmenant en captivité que les femmes et les enfants

Ces fréquentes irruptions des Musulmans en Septimanie (celle-ci était la quatrième depuis 791) avaient renouvelé dans tout le pays l'ancienne terreur des invasions des Moussa, des El Samah, et cette terreur se manifestait, comme autrefois, par des reflux de population de la plaine et des côtes vers les montagnes. Ce fut dans cette période des guerres de El Hakem et de son père El Hecham que mainte solitude des Cévennes fut découverte et peuplée par des fugitifs de toute condition, de tout sexe et de tout âge, qui s'y établirent, trop heureux de trouver des lieux si cachés et si sauvages, qu'ils pussent s'y croire à l'abri des Sar-

(1) Conde. loc. cit.

razins. Alors, entre autres, le désert de Conques en Rouergue devint le refuge d'une population assez nombreuse, dont j'aurai, par la suite, l'occasion de reparler.

Les brillantes représailles que venait de prendre le roi El Hakem de l'invasion des Aquitains lui valurent le surnom de Modzafer, de victorieux ; mais elles lui furent plus glorieuses que profitables. Tandis qu'il passait et repassait les Pyrénées, le parti de ses deux oncles se renforçait dans le midi de l'Espagne; il fut obligé, en 798 et 799, d'employer toutes ses forces contre eux et d'abandonner l'Espagne orientale à elle-même. Le gouvernement aquitain profita de la diversion.

Au commencement de 798 le roi Louis tint à Toulouse le plaid général de son royaume. Des députés d'Alphonse Ier, roi des Asturies, y parurent avec des présents, et pour resserrer les nœuds de l'amitié entre les deux Etats, qui, unis d'intérêt contre les Musulmans, avaient déjà l'un avec l'autre des relations habituelles et régulières [1].

On vit aussi à ce plaid les messagers de Bahloul, de ce même chef arabe qui, dans la dernière campagne, avait été battu par les Aquitains en essayant de les arrêter sur la frontière; ils y vinrent demander la paix pour leur seigneur, et, selon toute apparence, faire de sa part des offres de soumission et de service au roi Louis. Si ces offres ne furent pas

(1) Anonym. Astron. Ludov. vita.

immédiatement et publiquement acceptées, elles durent l'être bientôt après en particulier; car il est certain que Bahloul passa, cette année même, du parti arabe au parti aquitain, dans lequel nous le verrons bientôt jouer un rôle fort actif et assez important, à raison duquel il mériterait d'être plus connu [1].

Il avait, comme on l'a vu, un commandement militaire sur l'extrême frontière [2], mais on ne sait pas précisément sur quel point de cette frontière; c'était peut-être dans la Cerdagne, ou peu loin de là.

Je ne vois pas clairement si ce fut dans cette même occasion qu'un autre chef arabe, Hassan, émir d'Oska, transmit au roi Louis les clefs de cette ville en signe de soumission, en promettant de lui livrer la ville même à la première circonstance favorable; mais cette promesse n'était que la ruse ordinaire des gouverneurs arabes de la frontière pour se maintenir indépendants entre les monarques de la Gaule et ceux de la Péninsule.

Une grande expédition de guerre au-delà des Ports, qui suivit de près ce même Champ-de-Mars, y avait indubitablement été résolue; on n'en a point les détails, mais on en connaît le résultat, qui est important et doit être marqué comme faisant époque dans la lutte des Franko-Aquitains contre les Mu-

(1) *Id.* loc. cit.

(2) Locis montuosis Aquitaniæ proximis principabatur. Astron. loc. cit.

sulmans d'Espagne. Jusque là les premiers n'avaient point songé à prendre pied sur le sol des autres; leurs expéditions s'étaient bornées à des invasions rapides et passagères, où il n'avait été question que de pillage et de dégât, nullement de conquête ni d'établissement; ils avaient occupé, par intervalles plus ou moins longs, la ville de Girone; mais cette ville, assise au pied méridional des Pyrénées, ne formait à l'entrée de l'Espagne qu'un poste militaire isolé et facile à surprendre. Pour la première fois, en 798, le gouvernement aquitain se crut en mesure de se maintenir au-delà des monts et songea à s'y faire, pour des conquêtes ultérieures, quelque établissement qui en fût comme le noyau.

Plusieurs des anciennes villes de la Tarraconaise orientale avaient été détruites et abandonnées lors des premières invasions des Arabes, il y avait près d'un siècle. Le roi Louis fit relever les murs de quelques-unes des plus fortes ou des mieux situées de ces villes[1], y plaça des garnisons et y appela des populations chrétiennes qui, à la condition de contribuer à les défendre contre les Arabes, furent organisées en petites corporations municipales, investies de divers priviléges. Ainsi, l'usage établi à l'occident de la Péninsule, dans les Asturies et en Galice, fut introduit de tout point dans le nord-

(1) Ausonam, Cardonam, Castroserram et reliqua oppida olim deserta munivit (Ludovic.), habitari fecit... Eginhart. Annal. an. 798.

est, où il avait encore plus d'occasions d'être appliqué et plus de chances de succès.

On ne connaît pas toutes les places de l'Espagne orientale qui, dès 798, furent ainsi relevées et repeuplées. Les chroniqueurs nous avertissent qu'ils ne les ont point toutes nommées; ils en nomment seulement quatre, en y comprenant Girone, savoir : Ausone (aujourd'hui Vic), Castro-Serres (aujourd'hui Caserres), et Cardone. Conjointement avec le district qui leur fut attribué, ces différentes places formèrent une seigneurie dépendante de la marche de Gothie, dont elle devint comme un appendice. Cette seigneurie, le roi Louis la donna à un Frank nommé Borel et qualifié de comte, ce qui autorise à présumer qu'elle fut instituée sous le titre de comté; mais sous ce titre ou sous tout autre, la seigneurie dont il s'agit fut le noyau primitif de ce vaste et puissant comté de Catalogne, destiné à jouer un rôle si remarquable durant tout le moyen-âge. Elle fut, au-delà des Pyrénées, la première terre chrétienne reconquise par les Franko-Aquitains sur les Arabes; c'était un premier pas que le royaume d'Aquitaine venait de faire vers son but.

Barcelonne ne fut point pour lors comprise dans cette nouvelle seigneurie, dont elle était cependant la capitale naturelle. Zaidoun, qui s'était emparé de cette ville, avait bien promis de la rendre quand il en serait requis; mais c'était une promesse qu'il ne songeait nullement à tenir. En l'an 800, il était encore seigneur absolu et plus absolu que jamais de

Barcelonne. Le roi Louis, voulant savoir enfin à quoi s'en tenir sur sa bonne foi, fit une expédition dont il paraît que le but principal était de la mettre à l'épreuve; il s'avança avec son armée jusqu'à Barcelonne, et somma Zaidoun de lui remettre cette place, selon l'engagement qu'il en avait pris. Zaidoun vint le trouver dans son camp et lui réitéra ses démonstrations accoutumées de soumission et de respect, mais il ne rendit point la ville; il s'en excusa par des raisons que l'histoire ne rapporte pas[1].

Frustrés dans leur attente, les Aquitains voulurent du moins laisser sur la terre musulmane quelques traces de leur passage; ils ravagèrent les environs d'Oska et de Lerida[2], mais ce n'était là qu'un chétif dédommagement d'avoir manqué Barcelonne et de la nécessité désormais reconnue de prendre cette ville de force. L'année était déjà trop avancée, et d'ailleurs l'armée aquitaine n'était point assez nombreuse pour en commencer le siége dans cette campagne même; il fallut ajourner l'entreprise.

Le Champ-de-Mai du royaume d'Aquitaine pour l'année 801 se tint comme le précédent à Toulouse; il y fut traité de diverses choses importantes, mais malheureusement les historiens se contentent d'en dire quelques mots obscurs ou d'y faire allusion en passant, comme à la dérobée. Tout ce que peut

(1) Astron. anon. vit. Lud. pii. X.

(2) *Id.* loc. cit.

faire aujourd'hui la critique, c'est d'essayer de développer un peu le sens implicite de ces mots obscurs, et d'insister sur ces allusions pour tâcher d'en extraire les faits auxquels elles ont rapport.

Loup Sanche, le plus jeune fils de Loup II, et le frère d'Adalric, assistait à cette assemblée, et c'est la première fois que son nom paraît dans l'histoire attaché à un fait précis. L'historien qui parle de lui le qualifie de prince des Vascons, et le représente traitant des affaires ou des intérêts de sa nation, et comme bien supérieur à ses ancêtres par son bon sens autant que par sa fidélité[1]. A s'en tenir à ce fait et à ces témoignages, on devrait croire que Loup Sanche était pour lors l'unique et paisible seigneur de la Vasconie entière, et qu'il était par conséquent débarrassé de ce frère turbulent, de cet Adalric condamné, il y avait dix ans, par Charlemagne, à un exil perpétuel.

Cependant tout autorise à présumer qu'en 801 Adalric était non-seulement retourné en Vasconie, mais qu'il en gouvernait dès lors, comme nous verrons qu'il faisait plus tard, une portion considérable, toute la portion occidentale comprise entre les Pyrénées et le cours de l'Adour. La seigneurie de Don Sanche, à l'époque dont il s'agit, ne s'étendait donc très probablement qu'à une partie des Vascons, aux Vascons romanisés de la plaine. Ceux des hautes vallées se maintenaient in-

(1) Ermoldi Nigelli Carmen I. v. 129. sqq.

dépendants, et en état de révolte contre Charlemagne et contre le gouvernement aquitain qui le représentait. Et les Vascons même de la plaine, ceux qui, plus rapprochés de la Garonne, se trouvaient par-là plus accessibles au gouvernement de la conquête franke, continuaient à lutter contre ce gouvernement, et leur soumission était encore alors, comme aux temps des Mérovingiens, plus nominale que réelle. On en a la preuve dans un événement qui fit grand bruit à ce plaid de 801.

Burgondion, comte de Fezensac, étant mort, le gouvernement franko-aquitain lui avait donné pour successeur un des leudes du roi Louis, nommé Liutard. Il est à présumer, malgré l'apparence germanique de son nom, que Burgondion était Vascon de race ou du moins l'enfant adoptif du pays; Liutard était Frank. On ne sait pas si les Vascons de Fezensac avaient, pour repousser ce Liutard, quelque motif particulier, ou s'ils l'abhorraient seulement à cause de sa qualité d'étranger et de Frank; mais, quelle qu'en fût la raison, ils ne voulurent pas l'avoir pour leur comte, et témoignèrent leur répugnance pour lui d'une manière qui fait assez voir à quel extrême elle allait. Ils assaillirent violemment Liutard, emmenèrent prisonniers les hommes attachés à son service et les firent périr tous, les uns par le fer, les autres dans les flammes; ils furent aussitôt cités à un plaid, mais ils refusèrent d'y comparaître. L'affaire en était là au moment de la tenue du Champ-de-Mai de 801, et fut, comme on

le présume bien, une de celles que l'on y traita[1].

A travers le vague des notices ou des allusions relatives à cette affaire, on en démêle assez bien les principales circonstances. On délibéra sur la conduite à tenir vis-à-vis des Vascons de Fezensac, et il fut proposé d'envoyer contre eux une force militaire suffisante pour en faire justice. Les coupables étaient des sujets de Loup Sanche, qui se trouvait ainsi dans une situation fort délicate, entre la crainte de déplaire au gouvernement aquitain et celle de faire quelque chose d'odieux aux Vascons. Il se décida en faveur de ceux-ci et déclara qu'il ne marcherait point contre eux, si l'on prenait le parti de les soumettre par les armes[2]. Rien n'indique précisément si l'expédition proposée eut lieu; mais, quoi qu'il en fût à cet égard, il y eut des Vascons de Fezensac qui tombèrent au pouvoir du gouvernement aquitain, et celui-ci, usant envers eux de représailles barbares, en condamna plusieurs aux flammes[3]. De pareils actes ne réconciliaient pas les Vascons avec la domination franke.

Mais, de toutes les résolutions arrêtées au Champ-de-Mai de l'an 801, la plus importante fut celle d'envoyer à Barcelonne une armée suffisante pour en faire et tenir le siége jusqu'à la reddition ou la destruction de la place.

(1) Anon. Astronom. vita Lud. pii. XII.

(2) Ermold. Nigelli Carm. I. v. 129. sqq.

(3) Pœnas debitas pro talibus ausis dederunt, ita ut quidam talionis lege igni conflagrarent. Anon. Astr. vita Lud. pii. XIII.

Barcelonne avait conservé sous la domination musulmane une bonne partie de son ancienne richesse, de son ancien commerce et de sa population chrétienne. La force de ses remparts, ouvrage des Carthaginois ou des Romains[1], sa position géographique, les ressources de divers genres dont elle abondait, en avaient fait une ville des plus importantes dans la lutte militaire des chrétiems de la Gaule et des Arabes. Elle était à la fois le point d'appui de ceux-ci dans toutes leurs expéditions contre la Septimanie, et le boulevard de l'Espagne orientale contre les invasions des premiers. Aussi les Aquitains en convoitaient-ils ardemment la possession. Plusieurs des généraux du roi Louis avaient tenté de la prendre de force ou par surprise, et tous avaient échoué[2]; le duc Guillaume lui-même y avait mené plus d'une fois ses milices, et en était revenu comme les autres. Les faits semblent indiquer que la partie chrétienne de la population, affectionnée ou fidèle à la population dominante, faisait volontiers cause commune avec elle contre les chrétiens d'outre-monts.

Indépendamment des expéditions de guerre proprement dites, que les Franko-Aquitains faisaient de temps à autre contre Barcelonne, ils exécutaient aussi régulièrement qu'ils pouvaient,

(1) ..... Insigni murorum pondere fulta, marmore præduro structa vetusta nimis. Ermold. Nig. I. 81.

(2) *Id.* loc. cit.

chaque année, deux descentes sur le territoire de cette ville pour le dévaster. Ils arrivaient vers les commencements de juin, et, parcourant en tout sens les campagnes d'alentour, ils brûlaient les blés qui achevaient de mûrir. Au mois de septembre, c'était le tour des vignes; les mêmes bandes armées qui avaient incendié les moissons venaient détruire la vendange, et s'en retournaient un peu consolées de n'avoir point pris Barcelonne. Les habitants de celle-ci cherchaient à se dédommager par leur commerce de ces dévastations périodiques de leur territoire, en prenaient de temps à autre leur revanche à la guerre et persistaient à repousser toute domination chrétienne[1].

Telles il paraît qu'avaient été, depuis la création du royaume d'Aquitaine, les relations de ce royaume avec Barcelonne. Les intrigues de Zaidoun et ses promesses, après qu'il se fût emparé de cette ville, de la livrer au roi Louis, avaient quelque temps suspendu les tentatives habituelles des Aquitains pour s'en rendre maîtres; mais la perfidie de ces promesses avait été enfin reconnue, et pour tous les chefs du gouvernement aquitain, il restait bien constaté que Barcelonne ne pouvait être conquise que par un effort persévérant et bien dirigé de toutes les forces du royaume.

Les messages royaux pour la convocation de ces forces furent expédiés en toute hâte par le comte

(1) Ermol. Nigel. Carmen. I. v. 82. sqq.

Bego, un des leudes favoris du roi Louis, que regardait cet office. Par l'ordre médiat ou immédiat de Charlemagne, les milices de la Burgondie et de la Provence furent appelées à prendre part à l'entreprise de l'Aquitaine[1]. Il fut décidé que ces troupes partiraient des divers points de la Gaule méridionale qui devaient les fournir, aux époques convenables pour arriver toutes sur les frontières de la Gothie à peu près en même temps, c'est-à-dire vers les commencements de septembre, époque du déclin des chaleurs de l'été, et où l'on pouvait se flatter que les fatigues du siége ne seraient point agravées par la saison.

Ces ordres furent exécutés avec précision. Vers la mi-septembre de l'année 801, toutes les milices de la Gaule méridionale étaient réunies sous les murs de Barcelonne; le roi Louis, lui seul avec un détachement de troupes, était resté en-deçà des Ports, dans l'antique ville de Ruskino, déjà dès lors nommée Roussillon et complètement déchue de son état premier. Comme le siége que l'on allait commencer était réputé une entreprise hasardeuse, on avait jugé que le jeune roi ne devait y figurer en personne qu'à dater du moment où toute chance d'échouer serait écartée[2].

(1) Chronic. Moiss. 803.

... per campos stabulat diffusa juventus.
Francus, Wasco, Getha sive Aquitana Cohors.
Ermold. Nig. I. v. 278.

(2) Chronic. Moiss.

Les préparatifs et la marche des chrétiens n'avaient point été si secrets que le seigneur de Barcelonne, Zaidoun, n'en fût informé, et il était redevenu dès lors Arabe intrépide et musulman zélé, résolu à tout braver pour défendre cette ville contre les chrétiens. Avant l'arrivée de ceux-ci, il avait eu le temps de faire ses préparatifs, ses approvisionnements de toute espèce, et d'écrire au roi El Hakem pour le prévenir du péril de Barcelonne et lui demander des secours. El Hakem en avait promis, et avait commencé dès lors à lever une armée pour l'Espagne orientale[1].

Les chefs de l'expédition chrétienne, d'après la connaissance qu'ils avaient du caractère belliqueux de ce jeune roi, ne doutaient pas qu'il ne fît des efforts pour secourir à temps une ville telle que Barcelonne. En conséquence, ils divisèrent la masse de leurs forces en deux armées, dont l'une, sous le commandement de Rostaing, comte de Girone, s'établit sous les murs de la place pour en commencer le siége. L'autre, probablement la plus forte, sinon par le nombre, au moins par le choix des milices et commandée par le duc Guillaume, se porta en avant, entre Lerida et Tarragone, pour arrêter tout renfort qui viendrait de Cordoue ou toute armée qui marcherait pour délivrer la place assiégée[2].

(1) Ermold. Nigel. I. — Conde. I. parte II. 32.

(2) Anon. Astron. vita Lud. pii XIII.

Bahloul, ce chef arabe qui avait passé depuis deux ans au parti et au service des Aquitains, se trouvait dans ce corps d'armée du duc Guillaume, où il faisait une figure remarquable et singulière[1]. Les écrivains de sa nation le représentent comme le chef d'avant-garde, comme le guide des chrétiens; il avait sous son drapeau des bandes nombreuses d'aventuriers de toute race et de toute croyance, avec lesquelles il guerroyait au besoin et dans l'occasion pour son compte. Ce qui faisait le fond et le nerf de ces bandes, c'étaient des chrétiens, des montagnards des Pyrénées, sobres et infatigables soldats, et, selon toute probabilité, soldats par goût et par métier comme les Vascons. Dans cette pointe en avant qu'il fit avec l'armée du duc Guillaume, Bahloul s'empara par un coup de main de Tarragone, d'où il fit mainte excursion sur le territoire musulman.

Selon les historiens arabes, El Hakem n'envoya point de secours à Barcelonne, ceux qu'il avait promis ne s'étant trouvés prêts à marcher qu'après la reddition de la place[2]. Le biographe astronome de Louis-le-Débonnaire affirme au contraire qu'il partit de Cordoue des troupes chargées de secourir Barcelonne, que ces troupes vinrent jusqu'à Saragosse; mais que là, informées qu'une puissante armée de chrétiens postée en avant de la ville assiégée leur

(1) Conde. I. parte II. 33.

(2) Conde. I. loc. cit.

en barrait le chemin, et ne se trouvant pas en force pour lui passer sur le corps, elles remontèrent la vallée de l'Ebre et se jetèrent sur les Asturies, où elles eurent d'abord quelques avantages, mais d'où elles furent ensuite repoussées avec perte. Ce récit me paraît plus vraisemblable en lui-même, et se lier mieux à l'ensemble des événements que celui des Arabes avec lequel d'ailleurs il n'est pas en contradiction formelle[1].

Comme qu'il en soit, le duc Guillaume ne quitta son poste en avant de Tarragone qu'après s'être bien assuré qu'il n'y avait, pour le moment, rien à craindre du côté de Cordoue; il ramena alors sous les murs de Barcelonne la portion des forces chrétiennes qu'il en avait d'abord distraites, et ces forces, désormais réunies en une seule masse, poursuivirent avec un redoublement de vigueur les opérations du siége[2].

Il serait curieux d'avoir un tableau exact de la composition de cette armée, beaucoup moins pour évaluer le nombre d'hommes qui en faisaient partie, que pour les notions de statistique et d'histoire qu'impliquerait nécessairement un tel tableau; mais les historiens ne sont pas plus précis sur ce point que sur tant d'autres encore plus essentiels. Les Burgondes et les Provençaux ne figuraient là que comme auxiliaires étrangers; le gros, la partie

(1) Anon. Astron. vita Lud. pii. XIII.

(2) *Id.* loc. cit.

aquitaine se composait de quatre populations, on pourrait dire de quatre peuples distincts, de Franks, de Vascons, de Goths et d'Aquitains proprement dits.

Indépendamment des Franks qui, à titre de leudes ou de comtes, avaient des commandements dans cette armée, il pouvait s'y trouver quelques détachements peu nombreux d'hommes de guerre de cette race. Les Vascons, en grande partie rebelles au gouvernement aquitain, ne pouvaient guère non plus y être en grand nombre. Si sous le nom de Goths on comprend, comme je crois qu'il le faut, les populations de la Septimanie et les chrétiens de l'Espagne orientale, ces Goths devaient former une portion considérable des assiégeants; mais, toutefois, c'étaient indubitablement les Aquitains proprement dits qui en faisaient le plus grand nombre.

Quant aux chefs de cette armée, l'histoire en nomme neuf ou dix, tous ducs ou comtes; mais ce ne sont guère que de purs noms, que des noms morts, autour d'un seul vivant, d'un seul auquel s'attachent encore quelques réminiscences d'une gloire jadis populaire, de celui du duc Guillaume; c'était principalement lui qui avait provoqué cette grande expédition, qui la commandait en chef, qui en était le rude et pieux héros [1].

Le premier travail des assiégeants, une fois postés sous les murs de Barcelonne, avait été d'abattre

(1) Ermold. Nig. I. passim.

aux environs du bois pour les machines de guerre; ils en eurent bientôt construit plusieurs; mais soit que le terrain en rendît l'usage trop difficile, soit qu'ils ne fussent point assez habiles à s'en servir, leurs premières attaques, bien que vives et hardies, furent aisément repoussées par les Arabes et pour quelque temps suspendues [1]. Les assiégeants se flattèrent d'effrayer ou d'affamer la place par un blocus rigoureux; mais les chances de manquer de vivres étaient bien plus menaçantes pour eux, campés sur un territoire mal cultivé et habituellement dévasté, que pour les assiégés qui avaient des navires, des matelots et la mer libre; aussi furent-ils les premiers à souffrir de la disette.

Un des historiens de ce siége décrit un Maure insultant, du haut des remparts de Barcelonne, aux Franks affamés dans leur camp. « Quelle folie est la vôtre, ô Franks! Pourquoi vous fatiguer à battre nos murs? Il n'y a point de stratagème pour prendre cette ville. Nous avons de la nourriture en abondance, de la viande et du miel, et vous! vous avez la famine. » Le même historien met dans la bouche du duc Guillaume une réponse à ces bravades: « Ecoute, Maure superbe; écoute de dures paroles, qui ne te plairont pas, mais qui sont vraies : Vois-tu ce cheval tigré sur lequel j'observe de loin vos remparts? Eh bien! ce cheval sera déchiré, broyé sous mes dents avant que notre armée quitte vos

(1) Ermold. Nig. I. v. 350, 380.

murailles ; ce qui a été commencé s'achèvera. » En entendant ces paroles, le Maure frappe de son poing noir sa noire poitrine et déchire son brun visage de ses ongles ; le malheureux tombe sur la face, le cœur frappé de terreur[1].

Tout ce colloque et le trait par lequel il se termine peuvent bien n'être qu'un ornement poétique par lequel l'historien versificateur aurait voulu embellir son récit ; mais on peut du moins lui supposer l'intention de ne faire dire au duc que des choses dans le caractère connu de celui-ci, et dès lors la réponse qu'on lui prête et l'effet de cette réponse ne sont pas sans intérêt historique.

Au bout de quelques jours les chances tournèrent ; les vivres devinrent moins rares dans le camp et manquèrent dans la ville. Maures ou chrétiens, les Barcelonnais furent réduits aux plus misérables expédients que puisse suggérer la famine ; quelques-uns, dit-on, se précipitèrent du haut de leurs murs et de leurs tours, pour trouver une mort plus prompte et moins affreuse que celle de la faim[2] ; mais l'excès de cette détresse ne fut probablement que passager et n'amena point la reddition de la place.

Plusieurs mois s'étaient écoulés dans ces alternatives de souffrance, de fatigues et de périls à peu près égales pour les deux partis. L'automne était

(1) *Id.* loc. cit.

(2) Anon. Astron. vita. Lud. pii. XIII.

passée et l'on touchait aux mois rigoureux de l'année. Les Arabes se flattèrent alors que les Aquitains, accoutumés à de courtes campagnes de printemps et d'automne, allaient lever leur camp et repasser les montagnes. Ils furent bientôt détrompés; ils virent de leurs créneaux les chrétiens, la scie et la hache à la main, occupés à dresser des cabanes, des huttes, des abris contre les vents et la pluie, et ne doutèrent plus dès lors de l'intention des assiégeants; ils virent que le siége de leur ville allait être continué durant l'hiver et que la résolution était prise de s'en emparer à tout prix[1].

Un signe non moins sûr de cette résolution, c'était que les chefs de l'armée chrétienne, bien instruits sans doute de l'état de la place et n'ayant plus d'incertitude sur l'issue de leur entreprise, avaient envoyé un message à Roussillon au roi Louis, pour l'engager à se rendre au siége qu'ils voulaient lui laisser l'honneur de terminer. Le roi Louis était arrivé, et sa présence au milieu de l'armée se manifestait par un redoublement général de confiance, de courage et d'ardeur[2].

Dans cet état de choses, le cœur était prêt à faillir aux assiégés. Zaidoun seul les rassurait encore; c'était lui, c'était ce brave chef qui, par sa constance, sa valeur et son habileté, avait jusque là heureusement défendu Barcelonne; il ne désespé-

(1) *Id.* loc. cit.

(2) *Id.* loc. cit.

rait pas encore de la sauver et avait résolu en lui-même de tenter pour cela un dernier effort. Il comptait toujours sur les secours de Cordoue et ne concevait pas qu'ils pussent se faire attendre si long-temps; il se flattait, s'il était libre de voir un instant le roi El Hakem et de lui parler, de lever tous les obstacles qui avaient causé ce funeste retard et pouvaient le prolonger. Ayant du haut des remparts observé le camp des assiégeants, il y avait remarqué un espace où le mouvement et le bruit étaient beaucoup moindres que partout ailleurs et où s'élevaient à peine çà et là quelques cabanes ou quelques tentes à de longs intervalles l'une de l'autre; il crut pouvoir, à la faveur de l'obscurité, s'échapper par-là de la ville sans être aperçu des assiégeants, et sur cet espoir il fonda tout son plan [1].

Il nomma, pour commander en son absence, un de ses parents sur la bravoure et la foi duquel il comptait, fit part à ses compagnons d'armes de la résolution où il était de se rendre à Cordoue à travers le camp ennemi, pour presser l'arrivée des secours attendus; il les exhorta à se défendre vaillamment jusqu'à son prompt retour, mais sans tenter de sortie; enfin il les conjura, dans le cas où il viendrait à être pris par les chrétiens, et où ceux-ci leur proposeraient de sauver sa tête par la reddition de la ville, de ne point accepter la condition, de

(1) Ermoldus Nigellus est l'unique historien du siége de Barcelonne qui en rapporte cet incident intéressant.

ne point rendre la place et de continuer à la défendre jusqu'à la dernière extrémité. Les siens lui promirent de suivre, en toute chose, ses généreuses instructions.

La nuit venue, Zaidoun monta sur le plus vite de ses chevaux, se fit ouvrir une des portes de Barcelonne et s'avança, au pas le plus sourd de son cheval, à travers la partie du camp chrétien qu'il avait reconnue de loin pour la moins fréquentée; il l'avait presque franchie et touchait à la plaine campagne, lorsque tout à coup son cheval se met à hennir. A ce bruit, les sentinelles du camp s'émeuvent et se dirigent de plusieurs côtés vers le lieu d'où il est parti; déjà enveloppé par tous ces soldats effarouchés qui s'approchent et tremblant d'être découvert, Zaidoun s'arrête, tourne bride et pousse droit devant lui, comme pour regagner la ville; mais il tombe dans un gros d'ennemis, est arrêté et conduit à la tente royale.

Au point du jour, toute l'armée apprit, en s'éveillant, qu'un Sarrazin inconnu avait été surpris au milieu du camp, où l'on ne savait quel dessein l'avait attiré. Peu de moments après, la nouvelle vint de la tente du roi et se répandit rapidement de tous côtés, que ce Sarrazin n'était autre que le chef ennemi lui-même, le traître Zaidoun qui avait tenté d'aller à Cordoue solliciter du secours contre les chrétiens. Ce fut alors, dans tout le camp, une joie bruyante dont la cause fut bientôt connue dans Barcelonne, où elle répandit la consternation. Quel-

ques moments après commença une scène singulière.

Le roi Louis, voulant tirer parti de la capture de Zaidoun, le remit entre les mains du duc Guillaume, en enjoignant à celui-ci de l'amener au pied des murs de Barcelonne, afin qu'il pût de là s'entretenir avec ceux des siens qu'il verrait sur les remparts, et leur donner l'ordre d'ouvrir leurs portes aux chrétiens. Zaidoun fut traîné par le duc sous les remparts de la place, une main libre et l'autre chargée de liens, et quand il fut assez proche pour se faire entendre de ses amis : « Ouvrez les portes, amis, leur dit-il; rendez la ville; elle a résisté trop long-temps. » Mais, tout en parlant de la sorte, il ployait les doigts de la main qu'il avait libre et les serrait fortement contre la paume; c'était un signe par lequel il voulait dire aux siens de garder la ville et démentait l'ordre d'ouvrir que ses gardiens le forçaient de donner de vive voix. Le duc Guillaume, s'apercevant de la ruse, le frappa durement du poing, et entre la colère et l'admiration qu'il avait de la constance et de la généreuse ruse du Sarrazin : « Crois-moi, Zaidoun, lui dit-il, si je n'étais retenu par l'amour et la crainte du roi, ce jour serait ton dernier jour. »

Du haut des remparts les amis de Zaidoun avaient d'autant mieux compris le signe que celui-ci leur avait fait de la main de ne point rendre la place, qu'ils étaient déjà prévenus là-dessus par ses paroles et par ses instructions expresses; ils se montrèrent

dignes de leur chef, ils lui obéirent et s'apprêtèrent à de nouveaux efforts pour la défense de Barcelonne.

De leur côté, les assiégeants, irrités d'une résistance si opiniâtre, se préparent à donner à la place un assaut qui soit le dernier. Toutes les machines de guerre sont poussées à la fois contre les murs qu'elles battent à coups redoublés; une grêle sans fin de flèches et de cailloux tombe sur la ville, et déjà les chrétiens y pénètrent de tous côtés, par les portes croulantes, par les brèches des remparts. Bien qu'exténués de faim et de fatigue, privés de leurs meilleurs chefs et de leurs plus vaillants guerriers, les assiégés résistent encore long-temps; mais le moment est venu où il faut qu'ils cèdent.

L'historien de ce siége mémorable, dont j'ai pris le récit pour base du mien, honore indirectement et sans le vouloir la bravoure et la ténacité des Arabes, en regardant le parti qu'ils prirent de se rendre comme l'effet d'un prodige. Parmi tant de flèches chrétiennes lancées contre la ville musulmane dans ce dernier assaut, une flèche partie d'un arc plus puissant que tous les autres, après un long trajet dans les airs, vient tomber au milieu de la ville sur un bloc de marbre dans lequel elle pénètre profondément. A cette vue les Maures sont troublés; ils ne se sentent plus en état de résister à la force miraculeuse qui a lancé cette flèche et demandent à traiter; c'était de la main du roi Louis que la flèche était partie. Ce trait de légende a bien

pu être inventé par le moine qui le raconte ; cependant il me paraît plus naturel de le regarder comme un de ces prodiges que les soldats eux-mêmes imaginaient et croyaient facilement dans des guerres soutenues pour leur foi[1].

Réduits à capituler, les Arabes de Barcelonne cédèrent leur ville au roi d'Aquitaine, à la seule condition de pouvoir se retirer où bon leur semblerait. Ils se dispersèrent en divers lieux, et il paraît qu'il ne resta dans la ville que la population chrétienne pour recevoir l'armée victorieuse qui y entra au printemps de 802, après un siége de sept mois. Elle ne s'y arrêta pas; les différents peuples dont elle était composée étaient pressés de retourner dans leurs foyers.

Louis se hâta d'envoyer à Charlemagne, par le comte Bego, la nouvelle de la prise de Barcelonne, une part du butin de guerre fait sur les Sarrazins et le malheureux Zaidoun chargé de chaînes. Arrivé à Lyon, Bego y rencontra Charles, le frère aîné de Louis, à la tête d'une armée de Franks. Charlemagne, inquiet de l'issue du siége de Barcelonne, envoyait cette armée au secours de celle d'Aquitaine[2]; elle n'alla pas plus loin et reprit, sur les traces de Bego, la route de l'Austrasie. Le messager aquitain trouva Charlemagne de retour du voyage qu'il venait de faire à Rome, et où il avait été couronné empereur

(1) Ermold. Nig. I. v. 515. sqq.

(2) Anon. Astron. vita Ludov. pii. XIII.

d'Occident par le pape Adrien. Le monarque fut d'autant plus charmé du progrès des armes des Aquitains au-delà des Pyrénées qu'il s'y était, à ce qu'il semble, moins attendu. Il traita Zaidoun comme il aurait traité un vassal infidèle; il le condamna à l'exil; on ignore ce que devint le pauvre Arabe.

Barcelonne était une conquête précieuse; c'était un boulevard pour la partie déjà conquise des pays entre le bas Ebre et les Pyrénées-Orientales; c'était de plus un poste avancé d'où il serait facile de pousser des excursions, soit le long des côtes jusqu'à Tortose, soit à l'intérieur vers Lerida, Saragosse et Oska. Louis donna le commandement de cette place au comte Bera, qui s'y établit avec une garnison de Goths, disent les chroniques, c'est-à-dire de chrétiens du pays, tant Espagnols que Visigoths[1]. A dater de ce moment, je donnerai le nom de comté de Barcelonne à la partie de la future Catalogne dès lors conquise sur les Musulmans et ajoutée à la marche de Gothie ou à la Septimanie.

Maintenant, pour revenir encore un instant sur la conquête de Barcelonne, il est impossible de ne pas s'étonner de la lenteur avec laquelle le roi El Hakem prépara l'expédition destinée à secourir cette place, et de n'y pas supposer des motifs dont l'histoire n'a pas rendu compte. Lorsqu'il fut enfin prêt à partir de Cordoue à la tête de son armée, il était déjà trop tard pour sauver Barcelonne; il n'en par-

(1) Anon. Astron. vita. Lud. pii. XIII.

tit pas moins; mais il se dirigea sur Saragosse, où il s'arrêta peut-être quelques jours, et d'où il se porta, le long de l'Ebre, jusque vers Tarragone. Là il rencontra Bahloul, avec ses bandes d'aventuriers maures et chrétiens, qui osa lui disputer le passage; il y eut entre lui et le rebelle maints combats acharnés, dans l'un desquels celui-ci fut à la fin battu, pris et décapité[1]. A la suite de cette victoire, El Hakem reprit Tarragone, dont le rebelle avait fait sa place d'armes; il retourna de là à Cordoue, sans inquiéter davantage les Franko-Aquitains dans la possession de leurs conquêtes récentes.

Tel était, en 804 (la vingt-sixième année de la fondation du royaume d'Aquitaine), le résultat d'une lutte acharnée de quinze ans entre les Arabes et les Franko-Aquitains, sur cette portion de la chaîne des Pyrénées qui appartenait à la marche de Gothie. La même lutte avait eu lieu dans la marche de Vasconie, à l'ouest et au centre de la chaîne. J'en ai rapporté ailleurs quelques incidents, et je voudrais maintenant en donner une idée plus complète; mais il s'agit ici d'une guerre obscure entre des bandes de soldats ou de paysans plutôt qu'entre des armées, une petite guerre de postes et de surprises, dans d'étroites vallées, parmi les rochers et les bois, guerre d'ailleurs mêlée d'intrigues entre les chefs arabes et les chrétiens, et dans laquelle les populations

(1) Conde. I. p. 240.

belligérantes, plus ou moins indépendantes des gouvernements respectifs auxquels elles sont censées appartenir, agissent maintes fois pour leur compte et pour des intérêts particuliers ou locaux, dont l'histoire n'a point eu révélation ou n'a point daigné tenir note.

Le premier commandant de la marche de Vasconie, ce cousin du duc Vaifre que nous avons vu successivement dans la faveur de Pepin et de Charlemagne, Adalghier était mort, on ne sait à quelle époque, et sans avoir fait chose que l'on sache. Il avait été remplacé par un Gallo-Romain, par Auréole, fils de je ne sais quel Felix, comte de Périgueux. Il mourut en 809[1], et ce n'est guère que sur quelques notices accidentellement attachées à son nom que l'on peut se faire une idée vague de la manière dont les commandants de la marche de Vasconie avaient rempli leur tâche personnelle contre les Musulmans. Ces notices nous apprennent qu'Auréole faisait sa résidence au-delà des Pyrénées, dans la direction d'Oska et de Saragosse[2]. Il résidait par conséquent dans le voisinage de Iaca, peut-être à Iaca même. Nous savons de plus qu'il avait sous sa seigneurie divers châteaux du même côté des Pyrénées, entre Oska et ces montagnes. Or, cette contrée n'appartenait point primitivement

(1) Annal. Francor. an. 709.

(2) Monach. Engol. vita. Caroli Magni. an. 806.

à la Vasconie gauloise; elle avait donc été conquise par les Franko-Aquitains sur les Arabes, qui en avaient été les maîtres.

Les châteaux dont il s'agit n'étaient sans doute ni considérables ni nombreux, le territoire qui en dépendait n'était pas étendu; mais, si resserré qu'on le suppose, ce territoire n'en mérite pas moins d'être signalé comme le premier noyau du futur royaume d'Aragon. Tout annonce qu'il avait été conquis pied à pied; que chaque roc, au sommet duquel les chrétiens avaient pu bâtir une tour, une chapelle, une cabane, avait été pris d'assaut, était le prix d'une victoire. Ainsi donc les commandants de la marche de Vasconie, de même que ceux de la marche de Gothie avaient reculé leur frontière, pris poste sur la terre musulmane, et combattaient journellement pour s'affermir ou s'étendre dans le petit domaine qu'ils avaient conquis.

Une circonstance particulière contribuait à relever l'importance de ce poste de commandant de la marche de Vasconie. Cet officier était immédiatement en relation avec les émirs d'Oska, de Pampelune et de Saragosse, c'est-à-dire de cette partie de l'Espagne arabe à laquelle avaient appartenu presque tous les chefs musulmans que nous avons vus jusqu'ici intriguer avec Charlemagne contre les souverains ommiades de la Péninsule. Ces chefs de frontière se trouvaient de la sorte les intermédiaires naturels et pour ainsi dire obligés de ces intrigues, qu'il était de la politique franke d'encourager.

L'époque où nous en sommes offre un nouvel exemple de ces négociations aventureuses entre les gouvernements chrétiens de la Gaule et les conspirateurs musulmans d'Oska ou de Saragosse. Les habitants de cette dernière ville, toujours ombrageux et remuants, n'avaient pas tardé à être mécontents du roi el Hakem, et il se trouvait toujours parmi eux quelque ambitieux prêt à tirer parti de leur mécontentement. En 808, le commandement de Saragosse et celui d'Oska étaient, à ce qu'il semble, réunis dans la main d'un seul vali, et les chroniques chrétiennes donnent au personnage chargé de ce commandement le nom d'Amoroz. C'est sans doute Amrou que ces chroniques ont voulu dire, et dans ce cas il s'agit peut-être d'un Amrou qui, déjà sept ans auparavant, avait été vali de Saragosse, puis de Tolède, où il avait fait couper en une seule nuit quatre cents têtes des plus illustres, et qui de cette dernière ville aurait de nouveau passé au gouvernement de l'Espagne orientale.

Une chronique franke donne à entendre que cet Amrou, vali d'Oska et de Saragosse en 809, eut alors sur la frontière de Vasconie un entretien particulier avec Charlemagne, entretien dans lequel il aurait pris l'engagement de se soumettre au monarque et de lui livrer les villes de son gouvernement[1]. Prise à la lettre, la notice est ridiculement fausse. Charlemagne ne passa les Pyrénées qu'une

(1) Annal. Francor. an. 809, 810.

fois en sa vie; mais elle est on ne peut plus vraisemblable si on la prend dans une certaine latitude, et si l'on suppose qu'Amrou eut sur la frontière de Vasconie une conférence avec quelque agent de Charlemagne ou du roi d'Aquitaine, peut-être avec le commandant de la marche lui-même, avec cet Auréole dont il était question tout à l'heure. Sans chercher à préciser l'objet de cette conférence, on peut affirmer vaguement qu'il y eut, de la part du chef arabe, des offres de soumission au monarque et des assurances de protection données, au nom de ce dernier, au chef étranger.

Les choses en étaient là quand Auréole vint à mourir (en 809). Une chronique dit, et le passage est remarquable, qu'Amrou s'appropria l'office du défunt, qu'il s'empara de ses châteaux et les munit de garnisons[1]. On ne sait si ces actes étaient conformes aux conventions antérieures; mais, en supposant qu'ils ne le fussent pas, Amrou crut les justifier suffisamment par un message à Charlemagne, dans lequel il lui renouvela la promesse de le reconnaître pour souverain dès l'instant où la chose serait possible. On ne lui laissa pas le temps de tenir parole; ses menées avec les chrétiens furent éventées; Abd el Rahman, le fils de el Hakem, qui se trouvait pour lors à Saragosse avec des pouvoirs extraordinaires, contraignit Amrou à s'enfuir de cette ville et à se réfugier à Oska (en 810)[2]. L'histoire

(1) Annal. Francor. loc. cit.

(2) *Id. Ibid.*

ne dit pas, mais il est probable qu'il fut repoussé de même de cette dernière place; du moins est-il sûr que, lorsque les Aquitains en firent le siége (en 812), ils n'y trouvèrent point un chef d'intelligence avec eux.

Le fil des événements nous ramène au-delà des Pyrénées orientales; c'était là que continuaient à se porter les grands coups de la guerre. Depuis la prise de Barcelonne, Tortose était devenue le but principal des expéditions et des attaques des chrétiens. Cette ville, aujourd'hui située sur la rive gauche de l'Ebre à vingt milles ou environ de son embouchure, était alors en grande partie assise sur la rive droite de ce fleuve; c'est du moins ce qui semble résulter de plusieurs incidents de la guerre subséquente. Aussitôt après la prise de Narbonne, Tortose était devenue pour les Arabes andalousiens une place importante, plus importante que jamais depuis la perte récente de Barcelonne; aussi avait-elle été fortifiée avec un grand soin, et renfermait-elle une garnison considérable, commandée par des chefs de bravoure et d'expérience; la place ne promettait donc pas aux chrétiens une conquête aisée. Leurs diverses expéditions contre cette place sont du petit nombre des événements militaires sur lesquels les chroniques frankes, si incomplètes qu'elles soient au fond, ont donné par exception quelques détails intéressants et pittoresques.

La première de ces expéditions date des années 807 ou 808, selon les historiens arabes, de 809,

selon les chroniques chrétiennes, plus exactes, je pense, sur ce point de chronologie[1]. Le rendez-vous des milices aquitaines était à Barcelonne; réunies, elles formèrent une armée nombreuse qui se porta en une seule masse à Sainte-Colombe, à deux marches à l'ouest de Barcelonne, dans la direction de Lerida. Là elle se divisa en deux corps, dont l'un, le plus nombreux et commandé par le roi Louis en personne, descendit rapidement sur Tarragone, dans les campagnes de laquelle elle fit du butin, des prisonniers, et répandit l'épouvante; de là, continuant à marquer sa route par le fer et par le feu, elle arriva sous les murs de Tortose, qu'elle investit.

Revenons maintenant au second corps de l'expédition. Tout ce qui regarde ce corps, sa composition, sa destination et sa marche, a quelque chose de frappant et de singulier, et se présente comme une sorte de problème historique. J'ai dit que ce corps était de beaucoup le moins fort des deux; j'ajouterai qu'il devait être très peu nombreux, de deux ou trois mille hommes au plus, et peut-être seulement de quelques centaines. Cependant, suivant le chroniqueur original qui ne nomme pas un seul des chefs de l'armée principale, il se trouvait dans ce détachement quatre comtes, tous les quatre grands personnages[2]; c'étaient Isembard et Hade-

(1) Anon. Astron. vita Lud. pii. XIV.

(2) *Id.* loc. cit.

mar, deux des principaux leudes franks du roi Louis, Borel, comte de Barcelonne, et Bera, comte particulier de la ville de ce nom. Tant de chefs, et de chefs de ce rang, pour commander si peu d'hommes, font déjà pressentir que ces hommes devaient être des guerriers d'élite, chargés de quelque entreprise difficile. Ce corps détaché partit de Sainte-Colombe, en même temps que le gros de l'armée; il continua à se diriger à l'ouest vers la Segra et l'Ebre, mais en usant de toutes les précautions possibles pour n'être pas découvert, sans bagage, ne marchant que de nuit, s'arrêtant le jour dans les bois ou dans les lieux déserts, et n'allumant nulle part du feu de peur d'être trahi par la fumée. Avec tant de précautions, leur marche ne pouvait être rapide; ils mirent six nuits entières à faire un chemin d'environ cinquante milles, et à l'aube du septième jour ils arrivèrent aux bords de l'Ebre, un peu au-dessous de Mequinenza et de l'endroit où ce fleuve reçoit la Segre grossie des flots de la Cinca. Là ils passèrent l'Ebre à la nage et se trouvèrent sur sa rive droite, dans le pays qui fut depuis la moitié méridionale du royaume d'Aragon, entre les deux rivières de Guerra et de Guadalope, qui, après un cours à peu près parallèle, se jettent toutes les deux dans l'Ebre, la première à Saragosse, et l'autre un peu au-dessous de Caspe.

Ce district de l'Espagne est un des plus fertiles. Il paraît que la population arabe s'y était concentrée

et multipliée de bonne heure, qu'elle y avait bâti plusieurs villes assez considérables, et qu'elle s'y était élevée à un degré remarquable de prospérité. C'était pour fondre sur ce pays à l'improviste et le surprendre sans défense que le détachement de l'armée franko-aquitaine avait mis jusque là tant de patience et de soin à cacher sa marche; il avait réussi. Il trouva les habitants de toute cette partie de la rive droite de l'Ebre paisiblement livrés à leurs occupations ordinaires, tant dans les campagnes que dans les villes, et n'ayant pris aucune mesure pour prévenir une calamité à laquelle ils ne s'attendaient pas[1].

Deux ou trois jours suffirent au détachement franko-aquitain pour dévaster toute cette riche et riante contrée, et plus particulièrement, à ce qu'il paraît, les bords du Guadalope et du Martine, pour y enlever tout, bétail et vivres, or et argent; mais la facilité avec laquelle il avait rempli sa tâche faillit à lui devenir funeste. N'apercevant encore dans le pays aucun apprêt de résistance armée, il crut avoir le temps de porter un peu plus loin la dévastation et le pillage.

Du même massif de montagnes d'où part la vallée de Guadalope, se dirigeant vers le nord, descend dans la direction contraire une autre vallée, au fond de laquelle coule la rivière d'Alamra, qui a reçu son nom d'une ville bâtie sur ses bords par

(1) *Id.* loc. cit.

les Arabes. A l'époque où nous en sommes, cette ville était une des principales du pays et renommée pour les richesses qu'elle renfermait. Les Franko-Aquitains y firent une descente, et y doublèrent leur butin en tout genre[1]; mais déjà les populations du pays, revenues de leur première terreur et de leur première surprise, prenaient les armes de tous côtés. Elles se portèrent rapidement sur les traces des dévastateurs, dans la vallée de l'Alamra, et se mirent en embuscade dans un endroit où le fond de celle-ci, à peine assez large pour un sentier, était de toutes parts dominé par des roches escarpées, du haut desquelles quelques hommes auraient facilement écrasé une armée. Les Franko-Aquitains n'avaient aucun soupçon de l'embuscade; mais embarrassés, comme ils l'étaient, de leur butin, ils trouvèrent de la difficulté à s'en retourner par où ils étaient venus, et prirent une route plus ouverte et plus commode, peut-être celle de Teruel à Villa-Hermosa. La levée arabe les suivit; ils ne s'en épouvantèrent pas; laissant leur butin en avant, ils firent volte-face, battirent et dispersèrent ceux qui les poursuivaient, et continuant leur route ils rejoignirent à Tortose le gros de l'armée chrétienne, après une séparation de vingt jours[2].

Toutes les particularités de cette expédition démontrent jusqu'à l'évidence qu'elle ne tenait en

(1) *Id.* loc. cit.

(2) *Id.* loc. cit.

rien à l'ensemble des opérations purement militaires que pouvait exiger le siége de Tortose; que le pillage de la rive droite de l'Ebre, entre Mequinenza et Saragosse, en était le but immédiat et direct; mais le mode de ce pillage démontre avec la même évidence qu'il ne se faisait point dans un intérêt privé, dans celui d'un chef ou d'une bande quelconque, mais bien dans l'intérêt général de l'expédition et de l'armée. S'il m'est permis de préciser ma conjecture à cet égard, je dirai que l'objet propre de l'expédition partielle de ce détachement d'élite était de piller sur la terre ennemie une partie au moins des subsistances nécessaires à l'armée qui allait assiéger Tortose. Dans le mode de guerre ordinaire de cette époque, les hommes, obligés au service militaire, étaient aussi tenus de pourvoir à leur subsistance en campagne; mais dans une lutte aussi animée que celle qui avait lieu dans les marches du royaume d'Aquitaine, entre les Arabes et les chrétiens, dans une lutte où la masse des populations était souvent en marche et devait être toujours prête à marcher, la nécessité pour chaque homme de guerre de pourvoir à sa subsistance aurait été beaucoup trop onéreuse, et aurait fréquemment rendu impossibles les grands mouvements militaires commandés tantôt par la défense, tantôt par l'attaque. D'un autre côté, il n'y a pas moyen de supposer à ces époques un service de vivres régulièrement organisé pour les armées en campagne.

Dans cet état de choses il était, ce me semble, assez naturel que le pillage des subsistances, à la guerre, devînt une partie essentielle de la guerre même, la tâche glorieuse des plus expérimentés et des plus braves. Je reviens au récit du siége de Tortose. Le chroniqueur que j'ai suivi jusqu'à présent termine ce récit beaucoup plus brusquement que ne l'annonçait son début; mais les historiens arabes nous fournissent de quoi suppléer à son silence et de quoi l'expliquer.

Au moment où le roi el Hakem fut informé de la marche des Franko-Aquitains sur Tortose, il était en Galice, sérieusement aux prises avec les chrétiens des Asturies. Il écrivit à son fils Abd el Rahman, qui se trouvait pour lors à Saragosse, et lui ordonna de réunir ses troupes à celles de l'émir de Valence et de marcher aussi vite que possible à la délivrance de Tortose. Ces ordres furent exécutés avec autant d'intelligence que de vigueur; l'armée musulmane attaqua les chrétiens dans leur camp, les battit et les força à lever le siége; mais elle se contenta de ce succès et ne songea point à poursuivre les fuyards ni à dévaster les environs de Barcelonne[1].

Il n'y avait pas encore eu, dans la guerre des Musulmans de la Péninsule avec les chrétiens de la Gaule et des Asturies, d'époque où les deux partis

(1) Conde. I. parte II. 35.—Un historien arabe, parlant de cette défaite des chrétiens, dit qu'ils étaient commandés par le roi Louis en personne. Ahmed el Mocri. MS. ar. 704.

eussent combattu avec tant d'ardeur et sur tant de points à la fois, qu'à celle où nous en sommes. Ils combattaient d'une mer à l'autre, en Galice, dans les Asturies, dans tous les défilés, ou, comme disaient les Arabes, aux quatre portes des Pyrénées et sur les bords de l'Ebre.

Au printemps de 810, une nouvelle armée d'Aquitains se rassembla à Barcelonne pour marcher de nouveau sur Tortose. Mais il paraît que Charlemagne, piqué sans doute du peu de succès de la précédente expédition, se mêla davantage et plus directement de celle-ci; il envoya pour la commander un officier de son choix, un de ses leudes nommé Ingobert[1].

Le premier soin d'Ingobert, aussitôt que l'armée se trouva réunie à Barcelonne, fut d'assembler un conseil militaire pour délibérer sur le plan de campagne, et particulièrement sur les moyens de passer l'Ebre; d'où l'on peut conclure que la précédente expédition avait rencontré à ce passage des obstacles et des dangers dont il n'est pas question dans l'histoire.

Il fut décidé que le gros de l'armée irait droit de Barcelonne à Tortose, sous la conduite d'Ingobert. De ce corps principal se détacha, comme l'année d'auparavant, un bataillon d'élite, chargé de même de pourvoir par la rapine aux besoins de l'ex-

(1) Astronom. vita Lud. pii. XV.

pédition. L'identité du but est démontrée par celle des moyens. Le second détachement fut commandé par les mêmes chefs que le premier, il marcha dans la même direction, avec les mêmes précautions, c'est-à-dire de nuit, se cachant le jour dans les forêts, évitant toute habitation et se passant de feu[1]. Il devait seulement être un peu plus embarrassé dans sa marche que ne l'avait été le premier, qui avait passé l'Ebre à la nage. Celui-ci portait, pour traverser le fleuve, un certain nombre de pièces de charpente fabriquées à Barcelonne pour être ajustées en forme de barques. Il marcha trois nuits entières, se rapprochant toujours de la rive gauche de l'Ebre, qu'il atteignit à la quatrième, sans que rien annonce ou porte à soupçonner qu'il eût été découvert dans sa marche, circonstance singulière, et qui, pour le dire en passant, suppose un pays presque désert.

Les Franko-Aquitains passèrent l'Ebre dans leurs barques portatives, on ne sait sur quel point, mais très probablement au-dessous de la Segra, et une fois sur la rive droite du fleuve il semblerait qu'ils n'eurent plus qu'à s'occuper de pillage; mais les sentinelles d'un détachement arabe, envoyé de Tortose pour y observer cette rive, s'aperçurent de leur passage et de leur approche, et, se rejetant avec promptitude sur le gros du détachement, lui don-

(1) *Id.* loc. cit.

nèrent l'éveil. Celui-ci se porta aussitôt à la rencontre des Franko-Aquitains, et il y eut entre les deux troupes un combat très vif, dans lequel il paraît que les chrétiens furent victorieux; mais tout ce qu'ils gagnèrent à vaincre fut de pouvoir rejoindre leur armée sous les murs de Tortose. Ils n'y apportèrent ni butin, ni vivres, et ce fut peut-être là une des raisons pour lesquelles le siége fut levé au bout de quelques jours et l'expédition manquée [1].

L'obstination des chrétiens à attaquer Tortose semblait croître à mesure que les difficultés de la prendre étaient mieux constatées; ils y marchèrent pour la troisième fois en 811, avec plus d'appareil encore que les deux premières, et avec un puissant renfort de troupes frankes, que Charlemagne leur avait envoyées. Les écrivains arabes ne parlent pas de cette expédition, et parmi les chroniqueurs chrétiens il n'y a que le biographe astronome de Louis-le-Débonnaire qui en fasse mention; il dit que la place fut cette fois tellement battue du bélier et de toute sorte de machines de guerre, pendant quarante jours, que les habitants, perdant tout espoir de la défendre plus long-temps, en rendirent les clefs au roi Louis, qui les porta à son père; il ajoute que cette reddition fit craindre aux Sarrazins et aux Maures de voir toutes leurs villes éprouver le même sort [2]. Si ces notices ont quelque fondement, du

(1) *Id.* loc. cit.

(2) Vita Lud. pii. XVI.

moins ne faut-il pas les prendre à la lettre. Bien des années se passèrent encore avant que Tortose tombât au pouvoir des chrétiens, et si les Arabes de cette ville remirent alors leurs clefs au roi Louis, ce fut certainement à condition qu'il n'en ferait aucun usage et n'en prétendrait aucune autorité sur eux.

L'année suivante (812) l'armée franko-aquitaine ne poussa pas jusqu'à l'Ebre, elle fut retenue plus près des Pyrénées par des événements qu'il serait intéressant de bien connaître; ils sont malheureusement du nombre de ceux sur lesquels les auteurs des chroniques ne se sont pas souciés d'être précis et clairs, eux qui ont tant de peine à l'être lors même qu'ils en ont la volonté. On s'en apercevra trop aux doutes, aux conjectures, aux discussions dont je vais être obligé d'entrecouper mon récit.

Depuis l'année 790, où des chefs arabes des Pyrénées avaient fait la guerre au gouvernement aquitain en même temps que les Basques, et probablement d'accord avec eux, jusqu'à 802, l'histoire n'offre plus aucun indice d'alliance ou d'intelligence entre ces deux peuples; mais à cette dernière époque le roi El Hakem fit dans la vallée de l'Ebre l'expédition dont j'ai parlé, et dont l'objet était de raffermir dans la contrée son pouvoir compromis par la conquête que les chrétiens venaient de faire de Barcelonne; il remonta jusqu'à Pampelune, qu'il occupa, et où il paraît qu'il s'arrêta quelque temps. Ce fut très probablement alors que les populations

basques de la Navarre, sans en excepter celles qui s'étaient jusque là maintenues indépendantes, entrèrent dans l'alliance de El Hakem et firent cause commune avec lui contre le royaume d'Aquitaine; je ne vois du moins aucune autre époque où l'on puisse placer si convenablement une alliance de cette espèce, constatée par plusieurs chroniques frankes, et ultérieure à 806. Ce que firent les Basques de Navarre comme alliés des Musulmans, l'histoire ne le dit pas, mais la guerre était alors très vive sur toute la frontière et il est difficile de croire qu'ils n'y prirent aucune part.

Jamais les Basques ne s'étaient déclarés aussi expressément que cette fois pour les Arabes contre les Franks; ils ne s'étaient jamais aussi ouvertement compromis vis-à-vis le gouvernement aquitain. Comme l'adversaire naturel des Musulmans de la Péninsule, ce gouvernement allait se trouver dès lors plus sérieusement que jamais intéressé aux mouvements des peuplades basques et à les empêcher d'agir contre lui ou de le contrarier dans son action; or, c'est ce qu'il ne pouvait guère faire autrement qu'en soumettant ces peuplades par la force des armes. Menacés par les Aquitains, les Basques espagnols entrèrent plus décidément que jamais dans l'opposition habituelle des Basques et des Vascons de la Gaule à la domination franke.

A quelque époque et de quelque manière qu'elle eût commencé, cette alliance des Basques navarrais avec les Arabes fut rompue en 806. Les Navarrais

revinrent alors au gouvernement aquitain à titre d'alliés ou de sujets; c'est un point que les chroniques ne précisent nullement; elles ne nous apprennent pas non plus si ce changement fut spontané de la part des Basques ou la suite de quelque expédition dans laquelle ils auraient été battus ou effrayés par les Franko-Aquitains, et réduits à leur promettre soumission et fidélité; cette dernière supposition est la plus probable. Enfin l'on ne sait pas positivement si les Basques de la Gaule avaient pris part à ces divers mouvements de leurs frères d'outre-mont; mais il y a, comme nous le verrons tout à l'heure, des raisons de présumer qu'ils n'y avaient pas été étrangers.

Les Basques de la Navarre ne restèrent pas bien long-temps dans les relations, quelles qu'elles fussent, où ils étaient entrés en 806 avec le gouvernement aquitain; on ne sait pas pourquoi, ni même au juste quand ils se détachèrent de nouveau de l'Aquitaine; ce fut très probablement en 811, et cette fois il n'y a pas de doute que leur défection ne fût concertée avec les Basques et une partie des Vascons de la Gaule. Le biographe astronome de Louis-le-Débonnaire, le seul des chroniqueurs qui parle de cette nouvelle défection, ne la rattache pas à la précédente, dont il ne savait peut-être rien, ou du moins dont il ne parle pas expressément; son récit renferme toutefois quelques légers indices de la connexion des deux événements.

La délibération sur la conduite des Basques fut

l'affaire la plus grave du plaid général du royaume d'Aquitaine tenu au printemps de 812. Le roi Louis, dit le biographe de ce roi, annonça à son peuple qu'une certaine partie des Vascons, dont la soumission avait été précédemment acceptée, ayant prémédité une défection, était actuellement en révolte, et que l'utilité publique exigeait que l'on allât contre eux pour réprimer leur insolence[1]. La proposition fut approuvée, une expédition fut résolue, bientôt prête, et partit.

Sa marche nous apprendra d'une manière positive où et quels étaient ces Vascons de nouveau révoltés en 812 à la suite d'une première soumission plus ou moins courte. Ayant passé la Garonne, l'armée franko-aquitaine s'avança droit sur Dax. Cette ville, bâtie sur la rive gauche de l'Adour, était alors l'une des principales de cette portion occidentale de la Vasconie qui conservait l'usage de la langue basque; là était le foyer de la révolte que les Aquitains venaient réprimer. Cette révolte avait un chef; les chroniques ne le nomment pas et n'ont peut-être pas voulu le nommer; mais un document authentique, et dont j'ai déjà fait fréquemment usage, nous le fait connaître avec certitude[2]. Ce chef des Vascons occidentaux alors révoltés était ce même Adalric qui, en 787, avait soulevé la Vasconie contre l'Aquitaine, et été condamné en 790 à

(1) Vita Ludov. pii. XVIII.

(2) Charte d'Alaon.

un exil perpétuel. D'où et quand était-il revenu en Vasconie? comment y avait-il recouvré son pouvoir? Ce sont là des questions auxquelles n'ont pas répondu des historiens tels que les nôtres.

Il est extrêmement probable qu'Adalric n'avait pas tardé à rompre son ban d'exilé, qu'il était depuis plusieurs années de retour dans la Vasconie occidentale, où il se maintenait en dépit du gouvernement aquitain, et que le démêlé qu'il avait pour lors avec ce gouvernement n'était pas le premier depuis sa rentrée en Vasconie. Il résulte expressément du texte du chroniqueur astronome que ces mêmes Vascons de Dax, dont l'armée franko-aquitaine venait en 812 châtier la rébellion, avaient déjà été réduits quelque temps auparavant à offrir leur soumission qui avait été acceptée[1]. Or, cette soumission, à supposer que l'histoire en renferme quelque indice, ne peut guère être que celle même dont les chroniques parlent comme ayant eu lieu en 806. Dans cette hypothèse, les Basques de la Gaule et ceux de l'Espagne, auraient fait leur paix en même temps avec le gouvernement aquitain; d'où il est assez naturel de conjecturer qu'ils l'avaient faite de concert, comme complices de la même défection et de la même alliance avec les Arabes. Nul chef basque ou vascon n'avait autant

(1) ..... Quædam Vasconum pars jam pridem in deditionem suscepta, nunc defectionem meditata, in rebellionem assurgeret. Anon. Astron. XVIII.

d'intérêt qu'Adalric à une pareille alliance, et l'on ne saurait douter de son empressement à la provoquer ou à l'accepter. Je reviens maintenant à la nouvelle défection des Basques.

L'armée aquitaine arrivée à Dax, où se trouvaient les chefs des révoltés, Louis les somma tous de se présenter devant lui pour être jugés selon leurs œuvres; ceux-ci, probablement enfermés dans la ville et ne craignant pas d'y être forcés, refusèrent d'obéir. Les Franko-Aquitains se répandirent alors au large et au loin dans la campagne, pour y mettre tout à feu et à sang et y ravager les cultures. Les chefs des Vascons, ne voulant pas laisser dévaster tout leur territoire, se présentèrent au camp royal pour demander leur pardon, qui leur fut accordé par clémence. Voilà tout ce que dit notre chroniqueur de cette partie de l'expédition aquitaine dirigée contre les Vascons de Dax et des cantons environnants[1]. La prétendue soumission de ces peuples n'était, selon toutes les apparences, qu'une ruse de guerre.

Se flattant d'avoir fait rentrer dans le devoir les rebelles de la Vasconie gauloise et assuré leurs derrières, les Franko-Aquitains poursuivirent leur route et descendirent par le Port de Roncevaux jusqu'à Pampelune[2]; c'était le terme de l'expédition, et il n'y a pas de doute que l'objet de celle-ci

(1) *Id.* loc. cit.

(2) *Id.* loc. cit.

ne fût de remettre par la force des armes les Basques de la Navarre, sinon proprement sous la domination, du moins sous l'influence aquitaine, résultat qui exigeait la prise ou la soumission de Pampelune.

Le biographe de Louis-le-Débonnaire se contente de nous dire qu'après avoir passé au-delà des Pyrénées tout le temps qu'il jugea à propos, et après y avoir ordonné tout ce qu'exigeait l'utilité publique ou particulière, il reprit le chemin de ses États. Une manière si vague de marquer le succès d'une expédition militaire a quelque chose de suspect; et l'on peut tenir pour sûr que celle dont il s'agit n'avait pas été des plus heureuses; mais nous voici au moment caractéristique, à la catastrophe de cette même expédition. Je la rapporterai d'abord dans les termes de notre chroniqueur astronome.

« Lorsque fallut, dit-il, repasser les défilés des « Pyrénées, les Basques, au moment où ils cherchaient à faire usage de la perfidie qui leur est naturelle, furent découverts par une sage ruse, observés avec précaution, évités avec adresse. En « effet, l'un de ceux qui s'étaient avancés pour les « provoquer ayant été pris et pendu, on enleva à « presque tous les autres leurs femmes ou leurs enfants, jusqu'à ce que les nôtres parvinssent à un « endroit où leurs piéges ne pouvaient plus nuire « ni au roi ni à l'armée[1]. »

(1) Loc. cit.

Ces détails peuvent être vrais, comme se rapportant à des circonstances accessoires de la retraite des Aquitains, mais ils tournent autour de l'événement principal sans l'atteindre et comme pour l'éluder. Les Aquitains rencontrèrent en effet des Basques ou les Vascons embusqués sur les hauteurs de Roncevaux, probablement au même endroit où avait péri, il y avait vingt-quatre ans, une moitié de l'armée de Charlemagne. C'étaient des Vascons ou des Basques gaulois, de ceux-là même avec lesquels on venait de traiter à Dax; ils étaient commandés par Adalric en personne, secondé par deux fils d'âge viril, nommés l'un Skimin ou Sigwin, l'autre Centulhe.

Le souvenir de la première embuscade de Roncevaux aida sans doute les Franks-Aquitains à surmonter le péril de celle-ci; mais il ne dépendait pas d'eux de l'éviter; il y eut un combat où ils furent probablement victorieux, mais qui dut être sanglant à en juger par la perte des Vascons. Le duc Adalric y fut tué avec Centulhe, le plus jeune de ses deux fils; ils firent ainsi tous les deux une fin digne de leurs pères[1].

Cette victoire et ces morts imprévues donnèrent au roi d'Aquitaine plus de prise sur les affaires de la Vasconie qu'il n'en avait pu raisonnablement espérer. Toutefois il n'était pas en son pouvoir d'imposer à ce pays des ducs d'une autre race que celle

(1) Toutes ces particularités sont fondées sur la Charte d'Alaon.

d'Eudon; il se contenta de partager le territoire sur lequel avait dominé Adalric entre Skimin, le fils aîné de celui-ci, et Loup III, fils mineur de ce même Centulhe qui venait de périr à Roncevaux, et ce fut du moins là, pour lui, une nouvelle occasion d'être solennellement reconnu souverain nominal de la Vasconie. Quant à Sanche, fils de Loup Ier, on ignore s'il vivait encore à l'époque où nous en sommes, et si les pays qui lui avaient appartenu entrèrent dans le partage fait entre les enfants d'Adalric.

C'est là tout ce que les documents historiques nous apprennent concernant la défection des Basques en 812; nous ne savons point positivement si cette défection fut la suite d'une nouvelle alliance avec les Musulmans, mais il est naturel de le conjecturer. Dans leur position actuelle, presque également pressés par les Franks et par les Arabes, les populations des Pyrénées ne pouvaient guère se soulever contre les uns sans s'appuyer sur les autres.

Mais si les Basques ne servirent point alors les Arabes volontairement et en qualité d'alliés, leur défection n'en fut pas moins accidentellement utile à ceux-ci. Obligé d'envoyer des forces considérables contre les Navarrais, le gouvernement aquitain n'en eut plus de suffisantes pour tenter quelque chose de sérieux contre les Musulmans, ni même pour se mettre à l'abri d'une attaque de leur part. Les milices disponibles qui lui restaient, il les envoya

mettre le siége devant Oska; elles le mirent et le levèrent, sans avoir fait d'autre mal à la ville que de brûler les champs, les arbres et les maisons d'alentour[1].

Tandis que les Franko-Aquitains perdaient leur temps et leurs peines sous les murs d'Oska, les Arabes, ayant à leur tête, les uns disent le roi El Hakem en personne, d'autres disent Abd el Rahman, son fils, envahirent le nouveau comté de Barcelonne, traversèrent les Pyrénées-Orientales et pénétrèrent jusqu'à Narbonne, faisant partout du dégât, du butin et des prisonniers, mais sans attaquer les places fortes ni chercher à s'établir dans le pays[2].

C'était avec ces brusques alternatives de menaces et d'alarmes, de victoires et de défaites, d'invasions tentées ou souffertes, que se poursuivait la lutte des chrétiens de la Gaule méridionale avec les Arabes d'Espagne, sans aucun indice encore assuré du résultat. Une seule chose était évidente, que la lutte serait longue et que les combattants auraient plus d'une fois besoin de reprendre haleine.

Ils en avaient déjà besoin en 812; au point où les choses en étaient dès lors, il était à peu près sûr que, si l'un des deux partis proposait une paix ou une trêve, l'autre l'accepterait. Les chroniques frankes disent toutes que ce fut le roi El Hakem

(1) Astron. vita Ludov. pii. XVII.

(2) Conde. I. p. II. 35.

qui, frappé de la grande renommée de Charlemagne, lui adressa directement des députés à Aix pour lui demander la paix; mais il est probable que les premières propositions et le premier traité eurent lieu entre le gouvernement aquitain et le prince Abd el Rahman, fils de El Hakem, et que Charlemagne ne fit que ratifier et confirmer à Aix une convention déjà arrêtée ailleurs. Elle se borna à une trève de trois ans, à l'expiration desquels chaque partie contractante pourrait en demander la prolongation ou reprendre les hostilités. Cette trève fut conclue vers la fin de 812.

Il y avait déjà eu auparavant des négociations entre Charlemagne et les souverains ommiades de l'Espagne, mais l'histoire n'en a point gardé souvenir positif. La trève de 812 est la première entre les Arabes andalousiens et les chrétiens de la Gaule, dont il soit fait une mention précise et pour ainsi dire officielle, et à ce titre elle fait événement dans l'histoire des ux peuples.

L'année où elle fut conclue était la vingt-quatrième révolue de la fondation du royaume d'Aquitaine. En supposant que l'intention formelle du fondateur n'eût pas été de faire de ce royaume une force spéciale exclusivement destinée à agir offensivement ou défensivement contre les Musulmans de la Péninsule, la nécessité de cette destination spéciale pour ce royaume aurait été démontrée par les événements. Charlemagne ne se permit que deux ou trois fois d'employer les forces de l'Aquitaine en

Germanie ou en Italie; on a vu le mal qui en arriva, et de peu s'en était fallu que ce mal ne fût beaucoup plus grand. . . . .

A tout prendre et malgré bien des échecs ou des revers partiels, le royaume d'Aquitaine avait glorieusement rempli sa tâche durant cette première période de son existence. Les conquêtes par lui faites au-delà des Pyrénées, sans être considérables ni même bien assurées, étaient néanmoins un encouragement à en tenter de nouvelles; il était au contraire à peu près démontré, par l'issue de la guerre sacrée entreprise par El Hecham et poursuivie par El Hakem, que l'islamisme n'avait plus désormais la vigueur de repasser les Pyrénées, et qu'il n'y avait plus de chance, pour les Musulmans, de dominer dans la Gaule. A dater du règne de El Hakem, les Arabes andalousiens ne faisaient plus, contre les Franko-Aquitains, qu'une guerre purement défensive et de nécessité; ils semblaient même avoir perdu tout projet de compléter la conquête de leur Péninsule. Un de leurs historiens, parlant de leurs guerres avec les chrétiens des Asturies, en 814 ou 815, dit formellement « qu'ils faisaient ces guerres pour se « maintenir dans leurs frontières actuelles, non dans « la vue d'étendre les bornes de leur empire, ni « dans l'espoir de faire un riche butin, les chré- « tiens de ces pays n'étant que de pauvres monta- « gnards sans la moindre intelligence du commerce « ni des beaux-arts[1]. » Ce dédain tardif n'était qu'un

(1) Conde. I. p. II. 36.

aveu d'impuissance; Moussa, Tarik et leurs successeurs immédiats, ne s'étaient guère informés du degré de politesse et de culture des peuples qu'ils avaient rencontrés sur leur chemin; tous leur avaient paru mériter la peine d'être vaincus et soumis à la domination musulmane.

XLII.

SITUATION INTÉRIEURE DU ROYAUME D'AQUITAINE. — RÉFORME DU CLERGÉ. — GOUVERNEMENT.

Si peu d'attrait que pût offrir au lecteur une série monotone d'expéditions de guerre, que de grossiers chroniqueurs, chrétiens ou musulmans, n'ont décrites qu'en ces traits généraux par lesquels elles se ressemblent toutes, je n'ai cependant point voulu interrompre ce tableau; je n'ai point essayé d'y entremêler les notices relatives à l'organisation et à l'état intérieur du royaume d'Aquitaine. De ces notices, les plus intéressantes sont postérieures en date à la trève de 812 avec les Arabes, et je n'étais pas libre d'en parler avant cette époque. Les autres sont en si petit nombre, si incertaines ou si obscures, qu'il n'en serait pas résulté une variété bien intéressante dans les récits d'expéditions et de ravages militaires, à travers lesquels j'aurais pu les jeter. J'ai cru mieux faire, pour la clarté et l'objet de cette histoire, de grouper en un seul tout et sous un seul regard les notions plus ou moins posi-

tives qui nous sont parvenues des actes de Louis-le-Débonnaire, comme roi d'Aquitaine.

Nous avons vu jusqu'à présent Charlemagne diriger assidûment la marche et l'action du gouvernement aquitain, décider pour lui de la guerre et de la paix, intervenir directement ou par ses envoyés dans toutes les affaires de ce gouvernement pour peu qu'elles offrissent quelque chose de difficile ou d'imprévu; en un mot, remplir toutes les fonctions importantes attachées à ce titre de roi d'Aquitaine qu'il avait donné à un enfant.

Mais ce ne fut peut-être pas uniquement à raison de la minorité de son fils Louis ni par pur amour du pouvoir que Charlemagne prit d'abord une part si grande et si directe au gouvernement de l'Aquitaine; ce fut, je crois, par un motif plus spécial et plus digne de lui. Il connaissait les Aquitains, pour lesquels il semble qu'il avait une répugnance particulière; il se défiait de leur humeur vaniteuse et turbulente, il semblait prévoir qu'ils échapperaient à la domination franke dès qu'ils ne la sentiraient plus en des mains aussi fermes que les siennes.

Quoi qu'il en fût, les fonctions de Louis comme roi d'Aquitaine s'étaient bornées long-temps à présider les plaids nationaux ou Champs-de-Mai du royaume, et à prêter son nom aux actes de ses tuteurs en titre ou des agents spéciaux de son père. Mais à mesure que celui-ci, en vieillissant, avait perdu de son énergie et de son aptitude aux affaires,

et que Louis lui-même avait approché de l'âge mûr, sa part individuelle au gouvernement de l'Aquitaine était devenue de plus en plus réelle; elle avait fini par y être tout-à-fait prépondérante, et c'est bien son esprit qui domine dans les derniers actes de son règne.

Les plus connus de ces actes en sont aussi les plus importants et les plus caractéristiques, ceux qui mériteraient le plus d'être tirés du vague où l'histoire les a laissés; ce sont ceux relatifs à la réforme du clergé tant séculier que régulier, qui s'opéra sous lui. Ce fut en effet par-là que l'influence et les bons effets de son gouvernement se prolongèrent fort au-delà de sa durée réelle. Parmi les raisons diverses qui peuvent expliquer le rôle si remarquable, et jusqu'ici néanmoins si peu remarqué que nous verrons le clergé aquitain jouer aux dixième, onzième et douzième siècles, dans les grandes révolutions sociales de ces époques, parmi ces raisons, dis-je, il ne faut pas oublier les efforts que fit Louis-le-Débonnaire au neuvième siècle pour rendre à ce clergé sa liberté, sa dignité et sa discipline, perdues ou grièvement compromises. Il importe donc de tenir de ces effets un compte aussi précis que possible; or, pour cela, il est indispensable de remonter vers les premiers temps de la conquête franke, afin d'y démêler rapidement les principes et les antécédents de l'état de choses que je dois décrire en Aquitaine. Je me décide à ce parti d'autant plus volontiers qu'il me fournira l'oc-

casion de toucher au moins en passant à quelques considérations qui tiennent de près aux motifs, au but et au cadre de cette histoire.

J'ai montré ailleurs avec quel empressement et quel zèle le clergé gallo-romain offrit aux conquérants barbares, surtout aux Franks, son crédit, ses lumières et sa puissante intervention entre eux et les vaincus. J'ai indiqué les avantages réciproques de cette intervention; mais la conduite du clergé dans une situation si nouvelle et si difficile eut pour lui-même de graves conséquences dont je n'ai point encore parlé, et dont il convient que je dise ici quelques mots. Ces conséquences s'étaient manifestées dès la conversion de Clovis; elles ne firent plus que se développer dans les périodes subséquentes de la conquête.

Clovis combla le clergé de faveurs, de bienfaits et de priviléges; il lui donna des terres, et les lui donna comme il les avait prises, en grand, en conquérant, sans compter ni mesurer. Or, dans les idées de Clovis et des Franks, partager les terres conquises par eux avec qui que ce fût d'étranger, c'était au fait partager avec lui les droits et les honneurs de la conquête. Il y a, dans un diplôme par lequel Clovis confère à l'abbé et au monastère de Mici près Orléans la propriété de divers fonds de terre, un passage extrêmement remarquable par l'orgueilleuse et rude franchise avec laquelle cette idée y est exprimée. « Cessez, dit le conquérant aux moines favorisés, en les apostrophant d'un ton de

protection et de toute puissance, cessez d'être étrangers parmi les Franks, et que les possessions qui vous viennent de nous vous tiennent lieu de patrie[1]. »

Ayant ainsi prétendu élever par la possession territoriale les prêtres au rang des conquérants, il voulut que ce privilége fût reconnu et confirmé par la loi même de ceux-ci; il ordonna que les violences ou les offenses envers les prêtres seraient compensées au même taux que celles envers les Franks. Enfin, non content d'avoir enrichi les églises existantes, il en fonda beaucoup de nouvelles, et leur attribua à toutes le droit d'asile, droit démesuré aux temps dont il s'agit.

Certes! c'étaient là de grandes faveurs, c'étaient là d'immenses bienfaits; mais ces bienfaits venaient d'un pouvoir barbare, orgueilleux, violent, sans lumières; ils cachaient des traverses et des dangers pour ceux qui jouissaient d'en être comblés. Clovis, à qui les prêtres avaient tant dit que son pouvoir était illimité, inviolable, d'origine divine, se persuada aisément qu'un tel pouvoir lui donnait le droit d'intervenir dans le gouvernement intérieur et la discipline du clergé; il choqua dès lors ceux des chefs de ce clergé qui sentaient leur dignité et le besoin de maintenir leur pouvoir distinct du pouvoir politique; ces chefs laissèrent voir leur répugnance pour les prétentions du conquérant.

(1) Vos ergo... desinite inter Francos esse perigrini; et sint vobis loco patriæ in perpetuum possessiones quas donamus...

Si mal que nous sachions l'histoire de Clovis, nous avons néanmoins un témoignage aussi frappant que certain d'un grave commencement de discorde entre lui et le clergé gallo-romain, qui en avait reçu tant de faveurs en échange de tant de services. Parmi les lettres qui nous restent de saint Remi, évêque de Reims, il s'en trouve une très remarquable; c'est une réponse adressée à trois évêques qui lui avaient écrit pour l'accuser d'avoir violé la discipline ecclésiastique, en ordonnant prêtre je ne sais quel personnage gallo-romain, nommé Claude, traité par eux d'homme sacrilége et qui ne pouvait être ordonné sans scandale. Saint Remi ne nie point le fait qui lui est imputé, il convient de même que le fait est répréhensible; mais il s'en excuse sur les ordres de Clovis. « J'ai, dit-il, « ordonné Claude prêtre, non que j'aie été corrompu par des récompenses, mais sur le désir de « notre excellent roi, qui n'est pas seulement le « partisan de la foi catholique, mais son défenseur. « Ses ordres n'étaient point canoniques, dites-vous! « Mais le chef des provinces, le gardien de la patrie, « le triomphateur des nations l'a commandé. Vous « m'attaquez avec tant d'amertume que vous n'avez « aucun égard pour le garant de votre épiscopat[1]. »

Il y a loin de cette humble apologie de saint Remi,

(1) Ego Claudium presbyterum feci, non corruptus præmio, sed præcellentissimi regis testimonio, qui erat non solum prædicator fidei catholicæ, sed defensor. Scribitis canonicum non fuisse quod

à l'apostrophe impérieuse : « Baisse la tête, fier Sycambre ! » apostrophe que le même évêque avait, dit-on, adressée à Clovis en le baptisant.

Le fait était significatif, c'était un germe qui promettait des fruits; il les donna. Les fils et les autres descendants de Clovis l'imitèrent en cela comme en tout; ils continuèrent à donner des terres au clergé et à le désorganiser, en se mêlant de son régime intérieur. L'unique différence qu'il y eût à cet égard entre le conquérant et les héritiers de la conquête, ce fut que, sous ces derniers, les concessions d'avantages temporels en faveur des églises allèrent rapidement en décroissant et finirent par être incomparablement moindres que sous le premier, tandis qu'au contraire les violences attentatoires à la dignité morale et religieuse du clergé se multiplièrent et s'agravèrent. Je ne veux ni ne puis, dans un aperçu aussi sommaire que celui-ci, entrer dans les développements de ce fait; mais pour en indiquer au moins certains côtés principaux, je dirai d'abord quelques mots de l'élection des évêques, l'un des points capitaux de la discipline ecclésiastique.

Il n'y eut plus de mode fixe et régulier pour cette élection; elle se faisait tantôt par les rois, sans le concours du clergé ni du peuple, tantôt par ceux-

jussit. Summo fungamini sacerdotio, regionum præsul, custos patriæ, gentium triumphator injunxit. Tanto in me prorupistis falle commoti, ut nec episcopatus vestri detuleritis auctori.

ci, sauf la confirmation définitive des rois; mais de l'un et de l'autre mode résultait à peu près le même mal pour le clergé. Le premier souci des rois mérovingiens avait été de se faire un trésor, un monceau d'or qu'ils pussent dire à eux, dont ils pussent disposer comme de leur bien propre. Pour eux, gouverner et régner n'avait guère été d'abord autre chose que grossir ce monceau le plus possible, n'importait comment; ce fut dans ce but qu'ils vendirent dès le principe les offices de duc, de comte, et bientôt après les évêchés et toutes les dignités ecclésiastiques.

C'était pour eux chose assez indifférente de nommer directement et arbitrairement les évêques, ou de ne faire que les confirmer, pourvu que la confirmation leur rapportât autant que l'élection. Ce qu'ils faisaient parfois de plus louable, en pareil cas, c'était de prendre l'argent de plusieurs enchérisseurs et de donner le siége brigué à quelqu'un qui ne l'eût pas marchandé. Avitus, évêque de Clermont, fut élu de la sorte[1].

Les plus courageux ou les plus instruits des chefs du clergé gallo-romain essayaient de temps à autre de repousser cette funeste intervention des rois franks dans l'organisation et la discipline ecclésiastiques; mais ils ne faisaient que s'attirer des persécutions qui effrayaient les évêques moins scrupuleux ou moins intrépides qu'eux, et empêchaient

(1) Greg. Tur. Hist. IV. 35.

de la sorte l'opposition du clergé aux violences de l'autorité politique de devenir générale, unique chance qu'elle eût d'être efficace. Les exemples de ce que je veux dire ne manquent pas dans Grégoire de Tours; on n'a qu'à y voir comment l'évêque de Verdun, Desiderius, fut traité par Thierry, et Prætextat, celui de Rouen, par Chilpéric[1].

Nul doute qu'en violant journellement, comme ils faisaient, les droits ecclésiastiques, les descendants de Clovis n'agissent avec une certaine bonne foi, nul doute que leur ignorance et la rudesse barbare de leur caractère ne fussent pour beaucoup dans leurs torts envers le clergé; mais il se glissait aussi peu à peu dans leurs sentiments et dans leur conduite envers les puissances ecclésiastiques quelque chose de semblable à la haine et à la jalousie, une sorte de rivalité. Ce que Grégoire de Tours rapporte des opinions et des propos de Chilpéric sur le clergé de son époque est singulier et curieux au-delà de toute expression.

Ce roi bel-esprit ne se contentait pas de se mêler à tort et à travers des affaires intérieures du clergé gallo-romain, il aspirait avec l'outre-cuidance la plus pédantesque à en expliquer les dogmes; il écrivait des traités de théologie et des pièces de poésie liturgique; il avait subi jusqu'au ridicule toutes les influences des traditions de la culture romaine. Grégoire de Tours nous apprend qu'il af-

(1) *Id. Ibid.* III. 34. — IV. 19.

fectait une extrême préoccupation des intérêts et des honneurs de l'église; mais ce n'était là, selon l'évêque historien, que mensonge et hypocrisie. « En son particulier, ajoute aussitôt Grégoire, Chilpéric calomniait incessamment les évêques du Seigneur; ils étaient l'objet perpétuel de ses dérisions et de ses moqueries. Il appelait celui-là inconséquent, celui-ci orgueilleux; l'un bavard, l'autre luxurieux; car il ne détestait rien tant que l'Église. Voilà, disait-il souvent, que notre fisc est appauvri et que nos richesses ont été transférées aux églises. Ce sont les évêques qui règnent aujourd'hui, c'est aux évêques des cités qu'a passé notre dignité[1]. » Devinerait-on à de tels sentiments que le roi qui les professait était un des petits-fils de Clovis?

Sans doute ces idées n'étaient ni générales ni populaires, mais à coup sûr elles n'étaient pas venues au seul Chilpéric; il y a des indices certains, et qui se découvriront mieux par la suite, qu'elles étaient assez répandues dans les classes élevées, parmi les hommes puissants qui gouvernaient les villes et les provinces. Il importe dès lors d'en observer les raisons et les conséquences.

Puisque les évêchés étaient achetés, on concevra aisément qu'ils devaient l'être d'ordinaire par des hommes qui en étaient peu dignes et ne pouvaient guère y figurer que d'une manière disgracieuse pour l'épiscopat. Cet abus jetait dans le clergé

(1) Histor. VI. 46.

deux sortes d'hommes, dont chacune (sauf des exceptions honorables, mais selon toute apparence assez rares) tendait à le compromettre et à le dégrader par des vices opposés, à peu près également pernicieux.

Parmi les hommes qui obtenaient l'épiscopat à prix d'argent, il y avait des Gallo-Romains qui ne pouvaient guère y porter que l'égoïsme et la corruption d'une civilisation dégradée et livrée à toutes les influences de la barbarie; toutefois le risque que courait le clergé à se recruter de cette espèce d'hommes n'était pas le plus grave auquel il fût exposé sous le régime de la conquête franke. L'épiscopat et en général les dignités ecclésiastiques étaient, aux époques dont il s'agit, l'un des pouvoirs et même le plus grand des pouvoirs qui restaient aux vaincus; or ce pouvoir, il était tout simple, il était dans la nature des choses que les Franks cherchassent à se l'approprier, comme ils s'étaient approprié tous les autres pouvoirs généraux de la société.

Une circonstance particulière devait exalter encore dans les Franks l'ambition et l'orgueil qui les portaient à convoiter les dignités ecclésiastiques. Ces terres dont les premiers Mérovingiens avaient été si libéraux au clergé, c'étaient les Franks qui les avaient conquises; elles étaient pour eux une partie et une partie considérable du prix de la victoire; ils croyaient en avoir été frustrés, et toutes les manières de les reprendre leur semblaient autant de moyens également justes de recouvrer un bien

perdu. Or, de toutes les manières de reconquérir ces terres, la plus avantageuse et la plus honorable, c'était de les reprendre avec les dignités auxquelles elles avaient été attachées. En définitive et en réalité, l'occupation de ces dignités ecclésiastiques n'était, pour les hommes de la conquête franke, que le complément de cette conquête.

Cette occupation, on le sent bien, ne pouvait être que lente et graduelle, mais elle commença de bonne heure; dès la première moitié du sixième siècle, il entra dans le clergé gallo-romain des hommes de race germanique, surtout des Franks. Or, cette intrusion ne pouvait pas être sans influence sur le clergé; elle devait en affecter de quelque manière la discipline, la dignité morale, la vocation religieuse, et ne les affecta que trop; elle y fit pénétrer les mœurs, l'esprit et les idées germaniques, à des époques où ces idées, ces mœurs et cet esprit étaient encore fortement empreints de la barbarie primitive; elle y jeta des hommes cupides, d'humeur féroce, dépourvus de tout savoir et incapables d'étude, qui devaient nécessairement porter dans l'exercice d'un pouvoir moral et spirituel qu'ils ne comprenaient pas toute l'âpreté du gouvernement barbare. On peut se faire une idée de la manière dont ces hommes entendaient et exerçaient l'épiscopat, par ce que dit Grégoire de Tours d'un certain Badegesile, évêque du Mans, vers l'an 585, et plus Germain encore de sentiments et de mœurs que de nom.

« C'était, dit notre historien, un homme très cruel au peuple, qui enlevait et pillait injustement les biens des uns et des autres; il ne se passait pas un jour, pas un moment où il ne s'occupât soit à susciter des querelles, soit à dépouiller les citoyens. Il siégeait tous les jours infatigablement avec les juges, pour juger les procès, et se livrait tous les jours à des offices séculiers, sévissant contre ceux-ci et maltraitant ceux-là. Il en frappait beaucoup de ses propres mains, en disant : Est-ce donc que, parce que je suis clerc, je ne me vengerai pas de mes injures[1]? »

Il n'y a pas beaucoup d'apparence qu'un tel évêque eût été élu par le peuple et le clergé du Mans, et il faut, bon gré mal gré, supposer qu'il avait conquis son siége à prix d'argent; mais de quelque manière qu'il l'eût obtenu, le trait de Grégoire de Tours qui le concerne est une vive expression de ce que risquait le clergé gallo-romain à se grossir d'hommes de la conquête. Du reste, tant que ces hommes furent épars et en petit nombre dans le corps de ce clergé, ils purent n'y figurer que comme des exceptions accidentelles et passagères, qui n'en altérèrent point sensiblement l'esprit général, qui lui laissèrent à peu près tout ce qu'il pouvait avoir alors de savoir, de considération et de popularité. Quelques Germains, que l'on y voyait çà et là comme des aventuriers dépaysés, n'y pouvaient avoir as-

(1) Histor. VIII. 39.

sez d'influence pour l'empreindre de leur esprit.

Mais les choses n'en devaient pas rester là; je l'ai déjà dit, les Franks comptant les honneurs et les pouvoirs ecclésiastiques au nombre des bénéfices de leur conquête, ils y aspiraient sans relâche, comme à des avantages auxquels ils avaient droit. Il ne serait donc pas indifférent, pour l'histoire de cette conquête, de savoir jusqu'à quel point ni comment les conquérants réussirent dans leur prétention, ni d'avoir quelque idée de la proportion des Franks aux Gallo-Romains dans les dignités ecclésiastiques, aussi long-temps que la distinction des deux peuples persista nette et tranchée.

Mais on n'a malheureusement, pour cet aperçu, d'autres données que des listes d'évêques plus ou moins incomplètes, appartenant à diverses époques de la période de temps dont il s'agit. On distingue bien au premier coup d'œil, dans ces listes, les noms germaniques des noms latins ou grecs; mais cette distinction facile et certaine des noms n'est pas une donnée également certaine pour distinguer les personnes et les races. Et d'abord, il n'est pas sûr, bien que je n'en connaisse ni n'en puisse citer d'exemple, que les Franks ne prissent jamais des noms latins. D'un autre côté, il est on ne peut mieux constaté que les Gallo-Romains, par des motifs qu'il ne s'agit pas d'exposer ici, prenaient assez fréquemment des noms germaniques.

Toutefois ce dernier cas lui-même, et à plus forte raison le premier, si l'on veut aussi l'admettre, sont

indubitablement des cas exceptionnels, et l'on peut affirmer, comme un fait général, qu'aux cinquième, sixième et septième siècles les noms latins ou latinisés désignent des Gallo-Romains et les noms germaniques des Germains. Cela convenu, la proportion numérique de ces derniers aux autres peut signifier quelque chose. Voici donc, pris en ce sens, le résultat de quelques listes d'évêques des sixième et septième siècles.

En 506, au concile d'Agde, assistèrent trente-quatre évêques ou prêtres; tous leurs noms sont latins ou grecs sans exception.

En 511, le concile d'Orléans fut souscrit par trente-deux évêques, dont tous les noms sont, comme les précédents, latins ou grecs, sauf un qui paraît être germanique (Gildaredus).

En 585 fut tenu à Mâcon un concile auquel souscrivirent soixante-trois ecclésiastiques, évêques ou simples prêtres. Sur leurs soixante-trois noms, il y en a six de germaniques; tous les autres sont latins.

Diverses listes appartenant à des époques intermédiaires aux précédentes en confirment toutes le résultat, savoir : Que, vers les commencements du sixième siècle, il n'y avait presque pas de Germains dans le clergé gallo-romain, et que vers la fin du même siècle il n'y en avait encore que fort peu.

Dès le milieu du septième siècle, la proportion est brusquement renversée. Dans un diplôme de l'an 653, souscrit par Clovis-le-Jeune, se trouvent

quarante-cinq autres souscriptions qui n'offrent plus que cinq noms romains; tout le reste est germain.

De ces rapprochements on peut, je crois, conclure avec assurance que, dès le milieu du septième siècle, c'étaient des hommes de race germanique, et, pour préciser davantage, de race franke, qui formaient la majorité, sinon du clergé entier, au moins du haut clergé; on pourrait donc dire que, dès cette époque, le clergé gallo-romain était plus qu'à demi germanisé quant aux personnes; reste à savoir s'il l'était au même point quant à l'esprit et aux mœurs.

Que tous ces Franks, qui avaient peu à peu et d'une manière ou d'autre conquis dans la Gaule une si grande partie des dignités ecclésiastiques, ne fussent pas tous des Badegesiles, je l'admets sans hésiter; j'admets davantage; je ne doute pas que plusieurs ne fussent des hommes d'étude et de savoir, de mœurs graves et pacifiques, ne manquant de rien de ce qu'il leur fallait pour faire respecter en eux le titre et le pouvoir d'évêques, des hommes enfin qui, en adoptant les traditions et les restes de la civilisation romaine, en se faisant Romains autant qu'il dépendait d'eux, fortifiaient d'autant le parti vaincu, où ils étaient entrés par le simple fait de leur prétention à un peu de culture et de savoir.

Mais il n'y a pas moyen de supposer davantage. En combinant sur ce point les faits et les vraisemblances, on ne se persuadera jamais que tous ces Franks qui, du milieu du sixième siècle au milieu

du septième, avaient envahi une partie si considérable des dignités de l'église gallo-romaine, fussent tous ou même la plupart des hommes de paix, de science et de piété. Puisque les abbayes et les évêchés s'étaient vendus, il faut bien croire que les hommes qui les avaient achetés n'y avaient guère eu de meilleur titre que le prix qu'ils y avaient mis. Tout le monde sait ou peut apprendre aisément qu'aux époques dont il s'agit les Franks n'étaient encore chrétiens que de nom ; que les privilèges et les droits de la conquête avaient plutôt exalté qu'amorti en eux les vices et les passions de l'état barbare. Nul doute que, dans une telle condition et dans un pareil état de choses, la plupart des Franks qui étaient entrés dans les rangs supérieurs du clergé n'y fussent entrés sans autre vocation que celle de l'ambition, de l'orgueil, de la cupidité; or, ce n'était pas de tels hommes que ce clergé avait alors besoin. Déjà fort déchu en toute chose par l'effet indirect et général de la conquête, ce n'était pas sous l'influence directe et personnelle des conquérants qu'il avait des chances de se relever, de recouvrer ce qu'il avait perdu en piété, en dignité, en capacité d'intervenir comme conciliateur désintéressé dans les querelles qui naissaient ou se prolongeaient de toutes parts entre les diverses fractions d'une société de plus en plus bouleversée.

Si, comme je l'ai dit, et comme il me paraît difficile d'en douter, le désir de recouvrer la riche portion des terres conquises qui avait été donnée au

clergé gallo-romain fut pour quelque chose dans les motifs qui portèrent les Franks à rechercher trop tôt les dignités ecclésiastiques, on en conclura sans doute que ce clergé eut gagné quelque chose à rester plus pauvre et à se défier un peu plus de ces concessions de terres qui l'avaient assimilé aux conquérants; mais le mal qui lui était jusque là venu de ce côté n'était rien en comparaison de celui qui devait lui en venir encore.

Dans ce que j'ai eu à dire de Charles Martel, j'ai énoncé des faits qu'il me suffira de rappeler ici en peu de mots. J'ai tâché de marquer le moment critique où ce chef se trouva dans l'alternative, ou de manquer à sa destinée politique, ou de ravir au clergé une grande partie des terres qui lui avaient été données par les Mérovingiens. J'ai montré comment, dans l'intention de masquer un peu cette grande spoliation, il ne fit que la rendre plus pernicieuse, comment il désorganisa le clergé, pour ne pas se donner l'air de l'appauvrir. Au lieu d'ôter franchement à ce clergé les terres qu'il voulait donner à des hommes nouveaux, il jeta ces hommes nouveaux dans le clergé, ou, pour mieux dire, sur ces terres qui leur étaient destinées et dont les églises n'eurent plus que la propriété nominale. Dès ce moment l'ordre ecclésiastique fut complètement désorganisé et tomba aussi bas qu'il pouvait tomber sans être anéanti.

Il suffit, pour concevoir ce résultat, de savoir quels étaient ces hommes nouveaux auxquels ve-

naient d'être livrées du même coup les terres et les dignités ecclésiastiques; c'étaient non-seulement des Germains et des Franks, mais ce qu'il y avait parmi les Franks et les Germains de plus sauvage, de plus antipathique au sacerdoce chrétien. C'étaient les leudes de Charles Martel, ses compagnons de guerre et de victoire, de vrais Franks retrempés à son service dans la rudesse primitive des mœurs barbares; c'étaient des guerriers aventureux appelés par un second Clovis à une seconde conquête de la Gaule, et menaçant d'y effacer jusqu'aux derniers vestiges de l'ancienne condition et de l'ancienne culture.

Or, que devait être, que pouvait devenir sous de tels chefs un clergé déjà si fort au-dessous de sa mission? Ce fut pour le coup que les mœurs, les idées et les passions barbares s'y trouvèrent à l'aise et y dominèrent librement. Le savoir, l'amour de l'ordre, l'esprit de paix, le sentiment religieux des choses du monde et de la vie n'y furent guère plus que des accidents, que des réminiscences d'un temps heureux qui n'était plus.

C'est là un fait général en preuve duquel les conciles, les hagiographes, les légendistes, les écrivains ecclésiastiques de tout genre et de tout ordre fourmillent de témoignages. J'en ai déjà rapporté ou indiqué plusieurs, auxquels il me suffira d'en ajouter ici quelques autres.

Il y avait vers l'an 738, à la tête du célèbre et riche monastère de Saint-Vaast à Arras, un abbé

nommé Guido, allié par le sang à Charles Martel, dont il avait été le leude. Or, voici le portrait que fait de cet abbé un ecclésiastique contemporain. « C'était, dit cet écrivain, un des clercs séculiers, toujours ceint du glaive et portant au lieu de cape le sayon. Il n'observait guère la discipline ecclésiastique, car il avait une meute de chiens avec laquelle il était toujours à la chasse, excellant à tirer de l'arc au point d'abattre les oiseaux de ses flèches. »

C'était là en effet la vie habituelle de ces guerroyeurs affublés de titres ecclésiastiques; le temps qu'ils ne passaient point à la guerre, ils le passaient en vrais chefs germains, dans les forêts, avec chiens et faucons à la poursuite des bêtes-fauves. Et même hors des forêts, même dans leurs cloîtres, dans leurs églises, personne ne les eût pris pour des évêques, pour des abbés, sous leurs baudriers étincelants d'or et de pierreries, sous leurs vêtements mondains, à leurs pieds armés de l'éperon.

Or, quand de tels hommes étaient à la tête du clergé et les gardiens de sa discipline, que pensera-t-on que fussent les prêtres, les moines, les simples clercs qui en faisaient la masse? On le devinerait jusqu'à un certain point, à défaut de documents positifs; mais on n'irait peut-être jamais de soi-même jusqu'à soupçonner tout ce que font soupçonner ces documents. Voici d'abord un passage d'un auteur ecclésiastique dont j'ai rapporté le texte, et auquel j'ai déjà fait allusion dans un autre en-

droit de cette histoire; j'en donnerai ici une traduction fidèle. Le passage se rapporte, comme on verra, aux temps de Charles Martel, à Charles Martel lui-même et à un de ses leudes nommé Milon, qui eut deux évêchés pour sa part du pillage des dignités ecclésiastiques.

« En ce temps, dit l'écrivain anonyme, d'horribles guerres intestines, des luttes parricides « s'élevèrent dans cette province (de Trèves), lors« que le tyran Charles donna les évêchés aux laïques « et enleva aux évêques toute leur autorité. En com« pagnie de ce Charles, le susdit Milon s'en alla en « guerre, n'ayant rien du cléricat que la tonsure, irré« ligieux de mœurs et d'habitudes. Charles étant re« venu victorieux lui donna les évêchés de Trèves et « de Reims, et dans ce temps misérable ces (deux) « églises et ces (deux) évêchés perdirent beaucoup « de leurs propriétés; les maisons religieuses furent « détruites, la discipline ecclésiastique fut anéantie, « au point que les clercs, les prêtres, les moines et « les religieuses vivaient sans aucun frein ecclésias« tique, et se réfugiaient en des lieux non per« mis[1]. »

Quels étaient ces refuges, et ce qu'y faisaient ces clercs sans discipline, l'auteur se borne à le laisser deviner ou soupçonner. Maintenant il y a un capitulaire de Charlemagne qui, sans éclaircir ces soupçons, les aggrave singulièrement, en les détaillant

(1) Gesta Episcopor. Trevirens.

un peu, et oblige à supposer des choses étranges sur l'état de dégradation où était tombé l'ordre ecclésiastique. Voici ce mystérieux capitulaire.

« Il faut fuir et interdire ces prêtres qui, vivant sans évêque, selon leur propre fantaisie, ameutent des défenseurs séculiers contre les évêques, rassemblent les peuples à l'écart et exercent leur ministère erroné, non dans l'église, mais dans les lieux agrestes et parmi les chaumières, portant ainsi le trouble dans l'Église[1]. »

Ce singulier capitulaire est résumé et confirmé par un autre qui lui est de peu postérieur, et portant sommairement que nul prêtre ne doit célébrer les saints mystères ailleurs que dans les lieux consacrés par un évêque.

Tous ces désordres résultaient, en grande partie, de l'intrusion violente des chefs de l'ordre guerrier dans l'ordre ecclésiastique, et les successeurs de Charles Martel sentirent vivement le mal de cette intrusion; mais il était plus facile de le sentir que de le corriger. L'exposition précise et détaillée de ce que tentèrent successivement Pepin, Carloman et Charlemagne pour restituer aux églises les biens qui leur avaient été enlevés, et pour écarter les hommes de guerre des dignités ecclésiastiques, ne

(1) Quod illi presbyteri qui sine episcopo, proprio arbitrio viventes, seculares defensores contrà episcopos, et seorsum populos congregant, eorumque erroneum ministerium non in ecclesiâ sed per agrestia loca et mansiunculas agunt et ecclesiam conturbant, vitandi et honore proprio sunt privandi. Capitul. VI. 106.

serait assurément pas la partie la moins curieuse et la moins caractéristique de l'histoire de la conquête franke; mais une telle exposition dépasserait de beaucoup les bornes d'un aperçu aussi général que celui-ci, et je suis forcé de m'en tenir à l'énoncé rapide de quelques résultats.

Les diverses tentatives faites par Pepin et Carloman, dans la vue de restaurer la discipline ecclésiastique, et de soustraire le clergé à l'influence désorganisatrice des mœurs et des idées qu'y avaient introduites les hommes de l'ordre guerrier, ces diverses tentatives, dis-je, n'aboutirent à rien. Le mal persista; il n'y avait à ce mal de vrai remède que le temps et la civilisation progressive des conquérants.

Charlemagne avança cette civilisation de plusieurs manières, surtout par l'espèce de restauration des lettres latines qui eut lieu sous ses auspices et par ses efforts, restauration qui eut, à ce qu'il semble, autant de prise et d'effet sur les Germains que sur les Gallo-Romains, et donna au clergé quelques hommes qui lui firent honneur par leur culture littéraire, par leur science et la dignité de leurs mœurs. D'un autre côté, Charlemagne, suivant l'exemple de son père et de son oncle Carloman, maintint le clergé au degré de considération morale et de puissance sociale et politique auquel l'avaient élevé ces deux derniers chefs, en compensation du tort que lui avait fait, dans ses intérêts matériels, leur père Charles Martel.

Toutefois, il est certain que, malgré ces diverses réformes, la discipline du clergé ne fut que très imparfaitement rétablie sous Charlemagne; il est certain que la portion franke de ce clergé était restée fortement empreinte de l'esprit turbulent, de l'ambition et de la cupidité qu'y avaient portés les premiers Franks qui s'y étaient jetés comme de force.

Telles, considérées d'une manière très générale, avaient été pour le clergé gallo-romain les conséquences de ses relations primitives avec les chefs du gouvernement mérovingien; du reste, ces conséquences, bien qu'elles eussent été au fond les mêmes dans la Gaule entière, n'avaient pas laissé d'offrir une certaine inégalité dans les différentes parties du pays. L'espèce d'opposition et d'antipathie qui ne tarda pas à poindre, et à s'élever du fond de ces relations d'abord si intimes des évêques avec les descendants de Clovis, fut plus vive encore et plus générale dans le midi de la Gaule que dans le nord, et cette différence se conçoit aisément. Le clergé du Midi avait conservé jusque vers la fin du huitième siècle la supériorité d'organisation, de savoir et d'influence qu'il avait eue dès l'origine sur celui du Nord; il avait d'ailleurs presque constamment participé à la répugnance plus ou moins active du pays pour la domination franke. Il était donc naturel qu'il sentît un peu plus vivement que ce dernier ses intérêts et ses droits, et qu'il fît plus d'efforts pour les défendre contre les violences et les caprices de cette domination.

Aussi est-ce à la Gaule méridionale qu'appartiennent les faits qui constatent et caractérisent le mieux les suites de l'intervention des rois mérovingiens dans les affaires du clergé, et plusieurs de ces faits viendront ici à propos pour éclaircir et appuyer les considérations générales qui précèdent et qui les amènent.

Dans le Midi, comme dans le Nord, les descendants de Clovis vendirent les évêchés et les autres dignités ecclésiastiques, et ils les vendirent de même aux plus offrants, c'est-à-dire généralement aux hommes les plus faits pour y porter le scandale et le désordre, à des laïques étrangers à tout savoir ecclésiastique ou même profane. Rien ne constate mieux à cet égard la généralité et le dommage du fait, que les cas notés çà et là comme y faisant exception. Ainsi, par exemple, les rois mérovingiens se trouvèrent parfois, à ce qu'il semble, dans la nécessité de jurer qu'ils n'éliraient point de laïques aux évêchés vacants. Cet étrange serment, Clotaire II l'avait fait en faveur, sinon de tout son clergé, du moins de celui de la Novempopulanie; c'est Grégoire de Tours qui le dit, mais qui le dit tout exprès pour signaler une violation outrageuse de ce même serment. Il raconte que Laban, évêque d'Eause dans la Novempopulanie, étant venu à mourir, un laïque, nommé Didier, se présenta avec une forte somme pour acheter le siége. Placé entre l'appât de l'or et le parjure, Clotaire n'hésita pas; il prit l'or et nomma le laïque évêque; sur quoi Gré-

goire de Tours, recourant à l'improviste et pour plus de solennité à Virgile, s'écrie : « Oh ! que ne peut la soif exécrable de l'or[1] ! »

Mais des traits plus détaillés prouveront encore mieux ce qu'il s'agit de prouver. En voici donc un par lequel on jugera de la violence brutale et recherchée avec laquelle les descendants de Clovis traitaient les prétentions du clergé méridional à l'indépendance et au maintien de sa discipline.

Peu de temps avant de mourir, Clotaire Ier avait élu à l'évêché de Saintes un prêtre nommé Emerius, et l'évêque métropolitain étant pour lors absent, le roi ordonna de son chef que le nouvel élu serait sacré par un autre évêque, ce qui était contre toutes les règles de l'église. Sur ces entrefaites, Clotaire mourut, et Léonce, évêque de Bordeaux, métropole de Saintes, étant de retour à son siége, trouva Emerius à la tête de cette dernière église. Ne croyant pas devoir tolérer l'infraction arbitraire de ses droits d'évêque métropolitain, il déposa Emerius, et nomma, suivant les règles établies, à sa place, Héraclius, prêtre de Bordeaux.

Il ne s'agissait plus que de faire approuver cette nomination par Charibert, qui venait de succéder à Clotaire, et Léonce lui députa un prêtre du pays, Nuncupatus, chargé de lui exposer tout ce qui s'était passé, en le priant de confirmer l'élection d'Héraclius. Maintenant je laisserai Grégoire raconter

(1) Histor. VIII. 22.

lui-même la suite de l'histoire; je me borne à le traduire.

« En grande colère, dit-il, le roi ordonna que Nuncupatus fût arraché de sa présence, jeté dans un chariot rempli d'épines et conduit en exil : « Ne savais-tu donc pas, lui dit-il, qu'il y a au-dessus de vous autres (prêtres) un des fils du roi Clotaire pour maintenir ce qu'a fait son père ?... » Et aussitôt ayant envoyé des ecclésiastiques dans le pays, il fit rétablir Emerius sur le siége de Saintes; il dépêcha aussi quelques-uns des officiers de son palais qui contraignirent le métropolitain Léonce à lui payer mille pièces d'or, et qui imposèrent aux autres évêques une amende proportionnée à leurs facultés, et de la sorte fut vengée l'injure du prince! »

Le trait qui termine ce récit de Grégoire n'en est peut-être pas le moins curieux. Pour concevoir comment le pieux évêque applaudissait si naïvement aux caprices tyranniques de Charibert, il faut supposer les rois déjà bien accoutumés à gouverner les affaires de l'église, et le clergé déjà bien résigné à ce gouvernement; mais il faut aussi noter qu'il y avait, dans le Midi, au moins quelques évêques qui sentaient leurs droits, et qui, dans l'impossibilité physique de les faire valoir, les proclamaient du moins par de périlleuses tentatives.

Si les rois mérovingiens tenaient peu de compte de la liberté et de la dignité morale du clergé du Midi, leurs agents, leurs leudes, leurs comtes et leurs ducs ne respectaient pas davantage ses in-

térêts temporels; il n'est question, dans tous les documents de l'histoire ecclésiastique des sixième et septième siècles, que des usurpations et des ravages des terres des églises méridionales par les hommes du pouvoir. Si j'avais le loisir de citer des exemples de ce désordre, je ne serais embarrassé que du choix; mais ce qui est beaucoup plus important à observer que ce désordre, si grand qu'il fût, ce sont ceux bien plus grands encore qui en découlèrent comme de leur principe. Cette guerre de cupidité et d'avarice, allumée entre les puissances gouvernantes et les puissances religieuses, ne pouvait s'enfermer dans le cercle des intérêts matériels dans lequel elle avait commencé; elle s'étendit bien vite à presque toutes les relations politiques et sociales des hommes d'église avec les hommes de gouvernement, et devint une véritable guerre de castes, dont on aurait de la peine à s'exagérer la violence et l'obstination, et dont il est indispensable d'avoir une idée pour bien comprendre les événements auxquels elle se rattache. Grégoire de Tours en cite des traits qui ne sont pas les moins précieux de ceux par lesquels il caractérise si admirablement la société de son époque.

Je rappellerai d'abord ce qu'il dit d'un certain Leudaste, comte de la ville de Tours, dans le temps où lui-même en était évêque; c'était un turbulent personnage avec lequel il était sans cesse en démêlé et qui finit par l'accuser de trahison auprès du roi Chilpéric. Grégoire a raconté assez au long toute

cette querelle; mais je n'en veux noter que certains traits qui marquent plus nettement l'opposition du guerrier violent et du prêtre. « Leudaste, dit notre historien, n'entrait jamais dans la demeure épiscopale que couvert de sa cotte de mailles, le casque en tête et la lance à la main. Quand il siégeait comme juge, il vomissait les injures contre les citoyens et faisait entraîner les prêtres les mains liées. »

Mais ce sont surtout les relations du clergé du Midi avec les hommes de l'ordre politique et guerrier qu'il s'agit de caractériser ici; or, entre tous ceux que Grégoire fournit pour cela, nul ne va mieux au but que l'histoire d'un certain Nantin, comte d'Angoulême; je la rapporterai donc en entier. Marachaire, après avoir été long-temps comte d'Angoulême, s'en était fait élire évêque, et avait rempli les devoirs de ce poste avec plus de zèle et de régularité que n'avait semblé le promettre son brusque passage du gouvernement politique au sacerdoce; il était mort la septième année de son épiscopat, empoisonné à l'instigation d'un certain Fronton, dont la qualité n'est point marquée, mais qui était probablement le comte qui l'avait remplacé dans le gouvernement de la ville. Après sa mort, Héraclius, prêtre de Bordeaux, fut élu à sa place évêque d'Angoulême.

Or, Marachaire avait laissé un neveu nommé Nantin, et ce neveu se crut obligé de venger la mort de son oncle. Dans cette vue, il sollicita et

obtint le comté de la ville; maintenant je me bornerai à traduire la narration de Grégoire.

« Ayant obtenu le comté, Nantin fit subir à l'évêque beaucoup d'outrages. Il lui disait : « Tu gardes auprès de toi les assassins qui ont fait périr mon oncle... L'inimitié croissant entre eux, il se mit peu à peu à envahir de vive force les domaines que Marachaire avait donnés à l'église par testament. Après avoir mis à mort quelques laïques, il ordonna de saisir un prêtre, et, l'ayant fait lier, le perça d'un coup de lance. Comme il vivait encore, il lui fit attacher les mains derrière le dos; on le suspendit à un poteau, et là il chercha à lui faire avouer s'il avait eu part à cette affaire. Le prêtre le niait; mais cependant le sang sortait avec abondance de sa blessure et il rendit l'esprit.

« L'évêque irrité interdit au comte les portes de l'église et convoqua les évêques dans la ville de Saintes. Quand ils se furent assemblés, Nantin demanda à se réconcilier avec l'évêque en promettant de restituer tous les biens de l'église dont il s'était injustement emparé, et de se montrer respectueux envers les évêques. Héraclius, cédant aux prières de ses confrères, accorda à Nantin tout ce qu'il demandait, et, recommandant la cause des prêtres au Dieu tout-puissant, il consentit à se rapprocher du comte par les liens de la charité. Nantin alors (avant de restituer les maisons qu'il avait envahies) les dépouilla de tout, les abattit et les rasa. « Puisque

l'église reprend ces biens, dit-il, qu'elle les reprenne comme les voici. » L'évêque irrité l'excommunia de nouveau[1]. »

Qu'une telle discorde ne fût pas un simple fait particulier, isolé, résultat accidentel et momentané de haines individuelles, c'est de quoi il est important de se convaincre et ce qui n'est pas difficile. Les renseignements historiques abondent pour cela, et ceux fournis par le seul Grégoire de Tours suffiraient au besoin pour dissiper toute incertitude à cet égard. Ses divers ouvrages, son histoire surtout, fourmillent de traits analogues au précédent, et qui tous attestent de la manière la plus expresse que la querelle entre l'évêque Héraclius et le comte Nantin, dont il vient d'être question, n'était qu'un cas local et particulier d'une querelle beaucoup plus générale, d'une lutte journalière entre les chefs de l'ordre religieux et ceux de l'ordre politique et guerrier, d'une vraie lutte de castes, comme je l'ai dit.

Mais deux castes, ou si l'on veut deux classes qui, comme celles dont il s'agit, constituaient deux pouvoirs distincts, deux grands pouvoirs, ayant, bien que par divers côtés, une prise presque égale sur la société, ne pouvaient pas être en discorde entre elles sans que la société ne fût plus ou moins troublée de cette discorde, n'y prît part de quelque manière; il était impossible qu'il n'en résultât pas des dissensions, des guerres municipales. C'est un

(1) Hist. V. 37.

point sur lequel on a le témoignage de Grégoire de Tours qui, parlant des démêlés de Parthenius, évêque de Javouls, avec Palladius, comte de la même ville, ajoute que ces démêlés donnaient lieu à de violents conflits parmi le peuple[1].

Ce n'était pas tout, et ces querelles municipales petites ou grandes se ralliaient aisément, au moins dans le midi de la Gaule, à des querelles plus sérieuses et plus générales. En effet, des deux partis opposés, l'un représentait l'intérêt public, c'est-à-dire celui du gouvernement des conquérants, et l'autre l'intérêt local ou gallo-romain, partout plus ou moins contraire à ce gouvernement. En général, c'étaient les évêques qui, à raison, soit de leur caractère religieux, soit de leurs attributions curiales, agissaient comme les représentants et les patrons naturels des populations vaincues; d'un autre côté, c'étaient d'ordinaire les comtes qui, investis de la force de la conquête, l'exploitaient de leur mieux dans leur intérêt personnel ou dans celui des gouvernants. Les choses étant ainsi, on conçoit sans peine comment des discordes particulières, des débats d'avarice et de cupidité entre ces deux ordres d'hommes pouvaient et devaient se rallier plus ou moins directement à la grande lutte sociale et politique entre les conquérants et les vaincus.

Voilà ce que j'ai cru devoir indiquer des relations

(1) Orta intentio inter ipsum (Palladium) et Parthenium episcopum valde populum conlidebat. Histor. IV. 40.

du clergé gallo-romain du Midi avec le gouvernement mérovingien. Il ne serait sans doute pas facile d'apprécier au juste l'effet de ces relations sur la liberté, l'instruction, le caractère religieux et la puissance morale de ce clergé; mais il serait plus difficile encore de ne pas reconnaître au moins vaguement et en somme que l'effet ne put être que déplorable.

Le moment d'anarchie complète qui marqua la transition de la domination mérovingienne avilie et déchue à la domination nouvelle des Carlovingiens fut des plus funestes pour le clergé gallo-romain en général, et plus particulièrement pour celui du Midi. On n'avait pas encore vu si bien que l'on put le voir alors, à quel point les hommes de race franke ou germanique, qui avaient jusque là fait irruption dans le clergé, y avaient porté, au lieu de science, de piété et d'esprit de paix, de rude ambition et d'humeur aventureuse et guerrière. C'est en effet à cette période qu'appartient ce Savaric dont j'ai parlé ailleurs, cet évêque d'Auxerre qui, devenu tout d'un coup conquérant, essaya sérieusement de transformer son évêché en royaume, et périt foudroyé, comme par miracle, au milieu de ses conquêtes.

Ce fut alors que plusieurs églises du Midi furent dépouillées et ruinées au point d'être passagèrement, non pas seulement désorganisées, mais détruites; ce fut ce qui arriva à celles de Lyon et de Vienne. Les Franks qui, bien qu'en petit nombre,

se trouvaient dès lors dans le pays, s'approprièrent violemment toutes les possessions de ces deux églises et les réduisirent en tel état que leurs évêques n'eurent rien de mieux à faire qu'à déserter leur poste et à se sauver où bon leur sembla, aussi loin qu'ils purent des dévastateurs. Vuilicarius, celui de Vienne, se réfugia à Saint-Maurice dans le Valais; quant à celui de Lyon, il se cacha probablement encore mieux et plus loin, mais il n'est point dit où.

Pour ce qui est de la condition du clergé méridional sous les divers chefs du pays devenus indépendants, et particulièrement sous les ducs mérovingiens de l'Aquitaine, il n'y a qu'un seul fait de bien constaté; ce sont les dommages matériels qui résultèrent pour lui des invasions des Arabes. Les monastères eurent particulièrement à souffrir de ces invasions; plusieurs, brûlés ou renversés de fond en comble, furent abandonnés jusqu'à l'époque où les irruptions des Arabes en-deçà des Pyrénées, de plus en plus rares et amorties, cessèrent d'être un sujet journalier d'inquiétudes populaires.

Quant aux relations de ce même clergé avec les ducs de la race d'Eudon, on n'en sait rien de positif ni d'important; mais le peu que l'on en sait autorise à croire que ces relations avaient été bienveillantes et paisibles, et que les droits et la discipline ecclésiastiques s'étaient généralement mieux trouvés du gouvernement des Mérovingiens usurpateurs que de celui des Mérovingiens légitimes. On

trouverait, je crois, assez de renseignements et de données pour établir que, vers le milieu du huitième siècle, le clergé aquitain était encore la portion du clergé gallo-romain la moins déchue en tout genre.

Ce fut la conquête de l'Aquitaine par Pepin qui porta dans ce pays le dernier coup à l'ordre ecclésiastique; ce fut alors que là, comme dans le Nord, les terres et les dignités ecclésiastiques devinrent la proie des leudes, des hommes de guerre, et que le clergé fut tout d'un coup désorganisé et germanisé. J'ai déjà touché à cette révolution, quand elle s'est présentée comme l'une des conséquences immédiates de la conquête carlovingienne; mais c'est ici le cas d'en parler d'une manière plus expresse. Voici donc d'abord comment le biographe astronome de Louis-le-Débonnaire caractérise cette révolution par ses résultats, en dépeignant le clergé aquitain au moment où Louis, frappé de la désorganisation qu'il y observa, entreprit de le réformer.

« Dès sa première jeunesse, mais surtout vers cette époque (812) Louis fut excité par sa piété à s'occuper du culte divin et de l'exaltation de la sainte église, tellement que ses œuvres le proclamaient prêtre plutôt que roi; car avant de lui être confié, le clergé aquitain, régi comme il l'était par des tyrans, plus qu'au service divin s'adonnait à l'équitation, à la chasse, aux exercices guerriers, à lancer des flèches[1]. »

(1) Anon. Astron. Vita Ludov.

C'est exactement là le clergé tel que nous avons vu que l'avait fait Charles Martel, et tel que Pepin, Carloman et Charlemagne lui-même furent obligés de le garder, sous peine de n'avoir plus de leudes pour guerroyer sous eux et pour eux. Louis-le-Débonnaire, dominé par d'autres considérations, n'hésita pas à tenter sérieusement de refaire du clergé aquitain un ordre religieux, éclairé et pacifique; et voici comment son biographe, poursuivant le passage qui précède, s'exprime à propos de cette réforme.

Par les soins du roi, dit-il, on fit de tous côtés venir des maîtres de lecture, de chant et de littérature, tant sacrée que profane. Toutes ces études refleurirent plus vite que l'on ne saurait croire; mais son affection la plus vive était pour ceux qui, renonçant à toutes choses pour l'amour du Seigneur, s'adonnaient à la vie spéculative. Avant qu'il ne vînt au gouvernement de l'Aquitaine, l'ordre monastique était grandement déchu dans le pays; mais il le restaura pleinement par ses soins, si bien que lui-même, désireux d'imiter l'exemple de son aïeul Carloman, fut sur le point d'embrasser la vie contemplative. Ce qui l'en empêcha, ce fut l'ordre de son père, ou, pour mieux dire, l'ordre de Dieu, qui voulut qu'une ame d'une piété si haute ne fût pas entièrement absorbée dans le soin de son propre salut, mais aidât au salut de beaucoup d'autres. Plusieurs monastères de ses Etats furent par lui restaurés et réparés, d'autres bâtis à neuf, lesquels

sont aujourd'hui autant de flambeaux dont le royaume d'Aquitaine est illuminé. A son exemple, non-seulement plusieurs évêques, mais des laïques en grand nombre, relevaient les monastères ruinés ou en faisaient bâtir de nouveaux, ainsi que tout le monde peut le voir[1].

Il est dommage que notre biographe anonyme ne soit pas entré dans quelques détails sur la réforme particulière du clergé séculier, à la fois plus difficile et plus importante que celle du clergé régulier; mais le moins que l'on puisse supposer qu'il fit à cet égard, ce fut d'écarter peu à peu des dignités ecclésiastiques les hommes de guerre, les leudes orgueilleux et turbulents, tous ceux qui y avaient porté le goût et l'habitude des choses mondaines. Nous verrons mieux par les développements ultérieurs des faits que cette réforme n'était pas une réforme uniquement et purement religieuse, qu'elle était par divers côtés éminemment sociale, et mérite d'être comptée, comme je l'ai dit d'avance, au nombre des causes qui devaient, du sein même de la conquête barbare, faire naître dans le midi de la Gaule une civilisation nouvelle.

Bien qu'à un moindre degré, le clergé régulier devait aussi concourir à cette révolution, et cela suffit pour donner une certaine importance à tous les renseignements qui peuvent rendre plus positive l'idée de cette espèce de restauration de la vie mo-

(1) *Id.* loc. cit.

nastique qui eut lieu dans le royaume d'Aquitaine, sous le règne et les auspices de Louis-le-Débonnaire. Dans cette vue, je crois devoir dire quelques mots d'un document assez curieux qui figure dans le grand recueil des monuments originaux de l'histoire de France[1].

Il s'agit d'une espèce de notice statistique des principaux monastères de l'empire frank (à l'exception de ceux de l'Italie), notice qui se rapporte à la troisième année du règne de Louis-le-Débonnaire comme empereur, et comprend de la sorte le résultat de la réforme de l'ordre monacal déjà opérée par lui en Aquitaine, comme roi de ce pays.

D'après cette notice, il y avait, dans toute l'étendue de l'empire frank, quatre-vingt-trois monastères principaux divisés en trois classes, à raison de leurs obligations envers l'empereur. La première classe était celle des monastères qui devaient à ce dernier des présents et un service militaire; la seconde classe comprenait les monastères qui ne devaient à l'empereur que des présents et point de service à la guerre; la troisième enfin ceux qui n'étaient tenus ni à des présents ni à des services; mais seulement à des prières.

De ces quatre-vingt-trois monastères, il y en avait vingt-trois outre Rhin, dans la Germanie franke, vingt-quatre dans la Gaule franke, à l'exception de l'Aquitaine, et trente-six dans cette der-

(1) Scriptor. rer. Franc. VI.

nière seule, ce qui faisait un tiers de plus que dans chacune des deux autres parties de l'empire; comprenant à elles deux une étendue de territoire cinq ou six fois plus grande; encore faut-il noter que, des vingt-quatre monastères de la Gaule franke, les principaux et les plus célèbres appartenaient à la partie méridionale de cette division de l'empire qui ne faisait point partie de l'Aquitaine. Or, comme aux époques dont il s'agit l'intervention ecclésiastique dans les intérêts généraux de la société était à la fois un signe et un moyen de civilisation, le nombre et le degré d'influence de ces monastères ne sont pas des circonstances indifférentes, quand il s'agit d'estimer par approximation la culture relative des diverses portions du territoire soumis à la conquête carlovingienne. C'est une observation qui deviendra plus claire à mesure que nous avancerons davantage vers les époques caractéristiques de l'histoire du moyen-âge dans le Midi; jusque là je suis forcé de m'en tenir sur ce sujet à quelques indications rapides et très générales.

Les monastères de l'Aquitaine, et généralement les monastères du Midi, se divisaient naturellement en deux classes, à raison des époques où ils avaient été bâtis et des motifs pour lesquels ils l'avaient été. Ceux dont la fondation première remontait à des temps de sécurité et de paix, à des époques prospères pour le christianisme, avaient été le plus souvent construits aux bords de la mer ou des rivières, dans les villes ou dans leur voisinage, dans

des lieux de facile accès, sur la voie ou à portée des communications établies. A l'époque que j'ai maintenant en vue, la plupart des monastères de cette classe étaient devenus de petits foyers d'activité commerciale; ils s'étaient faits les colporteurs privilégiés de la plupart des marchandises d'une consommation générale dans la Gaule, et en particulier de celles de l'Orient, dont l'arrivage dans les ports du Midi n'avait jamais totalement cessé.

Les monastères de la seconde classe étaient ceux qui avaient été bâtis à des époques de bouleversement et de terreur, durant les invasions des Barbares ou durant celles des Arabes; ceux-là, leurs fondateurs les avaient construits, on pourrait dire cachés, dans les gorges les plus écartées des montagnes, dans les repaires les plus sauvages; ils y étaient promptement devenus comme autant de noyaux de population agricole, dont chacun, à force de travail et d'industrie, avait fertilisé et rendu habitables pour des hommes des lieux qui n'avaient été encore que des refuges d'animaux sauvages.

Enfin, de tous ces divers monastères, il en est quelques-uns, au moins trois, dont l'histoire particulière se rattache d'une manière plus positive et plus directe à l'histoire générale du pays; ce sont les seuls dont je dirai encore quelques mots. Ces trois monastères sont celui de Conques, celui d'Aniane, et celui de Saint-Guillem-du-Désert.

J'ai raconté ailleurs comment, à la suite des grandes irruptions des Arabes en Septimanie (de

791 à 795), des populations effrayées avaient fui de toutes parts avec ce qu'elles avaient pu sauver de leurs biens, et s'étaient retirées de la plaine dans les montagnes. Un de ces groupes de fugitifs, traversant plusieurs branches des Cévennes, s'était porté jusqu'au fond d'un vallon désert, nommé Conques, non loin du confluent du Lot avec le torrent de Dordun. Parmi eux se trouvait un nommé Datus ou Dado, qui était devenu comme leur chef, et qui vers 801 fonda là une chapelle, érigée un peu plus tard en monastère par la faveur de Louis-le-Débonnaire. Ce monastère fut celui de Conques, destiné, comme nous le verrons, à devenir célèbre dans l'histoire littéraire du Midi aux onzième et douzième siècles.

Le monastère d'Aniane, de quelques années plus ancien que celui de Conques, fut aussi bien plus célèbre dans l'histoire de l'église. Je me bornerai à indiquer les deux traits de son histoire qui ont le plus d'importance ou le plus de rapport avec mon objet.

Ce monastère fut fondé vers l'an 782, dans la vallée de l'Hérault, à quelques milles au-dessus de la ville d'Agde, par le fils d'un comte de Maguelone de race visigothe. Ce fondateur, nommé d'abord Witiza, prit ensuite le nom de Benoît, sous lequel il est devenu célèbre comme réformateur de l'ordre monastique en Occident.

Il ne reste plus rien aujourd'hui du monastère d'Aniane, pas même de ruine, ce qui est d'autant

plus à regretter que sa fondation présente quelques particularités intéressantes pour l'histoire de l'art dans le midi de la France. Il y a tout lieu de croire que le cloître et surtout l'église d'Aniane furent construits avec l'intention d'en faire des monuments remarquables dans leur genre, et d'un style nouveau. L'abbé Benoît demanda pour cela à Charlemagne l'autorisation de prendre à Nîmes les colonnes et les marbres dont il avait besoin pour orner sa construction; il obtint cette permission et prit à Nîmes autant de marbres et de colonnes qu'il voulut; resterait à savoir s'il se contenta de les prendre parmi des ruines déjà faites, ou si, pour les avoir plus à son gré, il détruisit des monuments encore debout[1].

Quant au système d'architecture employé dans la construction de l'église d'Aniane, on n'en peut juger que par celle de Saint-Guillem-le-Désert, bâtie dans le voisinage, presque vers le même temps, et, à ce que l'on suppose avec beaucoup de vraisemblance, sur le même plan; or, ce qu'il y a dans celle-ci de plus remarquable, c'est une abside décorée à l'extérieur de pleins cintres appuyés à des colonnettes. Si, comme la chose est plus que probable, ce genre d'ornement, l'un des caractères que l'on attribue au système d'architecture bien ou mal qualifié de byzantin, si, dis-je, ce genre d'orne-

(1) Chronic. Anianense, dans l'Histoire génér. de Langued. tom. I. preuv. p. 19.

ment fut employé dans l'église d'Aniane, c'est le plus ancien exemple que l'on en puisse citer dans la Gaule avec une date à peu près fixe.

Je viens de parler de l'église et du monastère de Saint-Guillem-le-Désert par une sorte d'anticipation que je n'ai point cherché à éviter, y trouvant peu d'inconvénient; mais il me faut revenir ici d'une manière plus expresse à l'histoire de ce monastère, pour indiquer au moins le côté par lequel elle se rattache à celle de l'Aquitaine.

Depuis la prise de Barcelonne, en 801, je n'ai plus eu l'occasion de prononcer le nom de Guillaume-le-Pieux, du brave chef qui avait présidé au siége de cette place. Les exploits par lesquels il se distingua à ce siége fameux furent ses derniers exploits. Depuis quelque temps il méditait de se retirer du monde et du pouvoir, pour ne plus s'occuper que de pensées et d'actions pieuses. Dès l'année 806, il avait obtenu de Louis-le-Débonnaire et de Charlemagne la permission de déposer le commandement militaire de l'Aquitaine et de vivre selon ses vœux; son idée favorite était celle de bâtir un monastère où il pût passer ses derniers jours dans l'oubli de toute vanité et de toute gloire, même de celle acquise à guerroyer contre les infidèles.

Le premier usage que le duc Guillaume fit de sa liberté fut de se mettre en quête d'un lieu convenable pour y bâtir son monastère projeté; il voulait ce lieu en rapport avec son imagination austère et sauvage; il le trouva dans les Cévennes, au dé-

bouché de la petite vallée de Gelone dans celle de l'Hérault. C'est une gorge étroite et profonde, de toutes parts dominée par d'âpres montagnes, par des roches aiguës, par des ravins couverts de bois, et au fond de laquelle l'Hérault, le paisible fleuve des riches campagnes de la plaine d'Agde, n'est encore qu'un gros torrent qui se brise en mugissant contre les rochers dont son lit est bordé ou parsemé. Outre le mérite de son aspect merveilleusement sauvage, ce lieu en avait pour Guillaume un autre qui n'était pas moins grand; il n'était éloigné que de quatre ou cinq milles du monastère d'Aniane, avec le fondateur duquel le duc était déjà lié d'amitié et se proposait de se lier spirituellement, comme avec le meilleur guide qu'il pût choisir dans sa nouvelle carrière.

Son monastère bâti avec toutes ses attenances et peuplé par une colonie de moines d'Aniane, Guillaume partit pour le nord de la Gaule; il voulait, avant de quitter à jamais le monde, voir encore une fois Charlemagne et recevoir son congé et ses adieux. Ce vœu satisfait, il repartit aussitôt pour l'Aquitaine et pour son beau désert de Gelone. Passant par Brives, il s'y arrêta pour visiter le fameux monastère de Saint-Julien, où il déposa pieusement, comme une offrande à Dieu, ses armes, son casque, son épée et son bouclier. Il paraît qu'au onzième et au douzième siècle ce bouclier figurait encore dans le trésor de l'abbaye de Saint-Julien comme une de ses curiosités les plus précieuses, attestant encore

par ses dimensions et par son poids que celui qui l'avait porté devait avoir la taille et la force d'un géant.

De Saint-Julien, Guillaume revint droit à son monastère de Gelone, où il prit aussitôt l'habit de moine et en commença la vie; il la mena si bien et si complètement que ses biographes n'ont pas eu à dire de lui la moindre chose, le moindre trait, qui n'allassent au plus humble de ses moines tout aussi bien qu'à lui. Ardon, le disciple et le biographe de saint Benoît d'Aniane, a aussi parlé du duc Guillaume, qu'il avait beaucoup connu dans le cours de sa vie monacale; il raconte avec une certaine émotion qu'il l'avait vu souvent dans la plaine d'Aniane, au temps de la moisson, allant et venant parmi les moissonneurs du monastère, monté sur un âne, et portant en croupe un grand vase de vin qu'il présentait tour à tour à chaque moissonneur pour le désaltérer et le refaire de la chaleur du jour; c'est là le trait le plus saillant de sa vie de moine; et, à vrai dire, ce devait être une chose touchante de voir si humblement et si charitablement occupé l'homme qui avait livré tant de combats aux Sarrazins et les avait forcés à parler souvent de lui.

Guillaume mourut en 812, laissant dans le monde une nombreuse famille et plusieurs fils, dont l'aîné, Bernard, était sur le point de jouer un rôle capital dans les événements de son époque.

Après cet aperçu trop long peut-être, bien qu'incomplet, de l'histoire du clergé aquitain sous Louis-

le-Débonnaire, il me reste encore à parler du gouvernement et de l'état matériel du pays; mais là-dessus du moins je serai court malgré moi.

En ce qui tient aux bases fondamentales de la société, à la législation générale, les pays dont se composait le royaume d'Aquitaine, non plus que les autres parties du Midi, n'avaient subi aucun changement formel. Dans l'ordre civil, c'était toujours le code théodosien, abrégé et modifié dans celui d'Anien, que suivait la population gallo-romaine, c'est-à-dire la population entière, à l'exception d'un faible reste de Visigoths et du très petit nombre de Franks isolés, qui possédaient des bénéfices ou exerçaient des offices publics dans le pays.

Pour ce qui estdu régime municipal, les villes n'en avaient encore point d'autre que celui de la curie romaine à peine modifié par le code d'Anien; il est seulement très probable que, par un effet naturel de l'ignorance et de la barbarie toujours croissantes, ce régime curial allait de plus en plus s'altérant dans son organisation et ses attributions; il y a toute apparence que, de jour en jour moins bien compris ou moins respecté, il était aussi de jour en jour moins bien pratiqué. Il y a surtout lieu de croire que les comtes et les autres officiers du gouvernement de la conquête s'étaient dès lors attribué maints pouvoirs et maintes fonctions qui avaient primitivement appartenu aux magistratures curiales; c'est un fait que je me borne à indiquer ici, devant y revenir ailleurs d'une manière spéciale et

avec des données positives qui n'existent pas pour l'époque où j'en suis.

C'était principalement dans l'état économique et politique des provinces aquitaines que devaient se manifester les influences de la conquête carlovingienne et du gouvernement dans lequel cette conquête s'était organisée; mais malheureusement les indices de cette influence sont beaucoup trop rares pour en donner une idée précise.

Quelque chose à noter à cet égard, c'est ce qui concerne les terres fiscales du royaume, c'est-à-dire les terres échues en propriété directe au gouvernement carlovingien en vertu de son droit de conquête; c'étaient principalement celles qui, à un titre quelconque, avaient appartenu aux ducs d'Aquitaine, ou à ceux de leurs adhérents qui avaient pu être entraînés dans leur chute. Une partie de ces terres avait dû être distribuée en bénéfices, d'abord par Pepin, immédiatement après la conquête du pays, puis par Charlemagne, lors de la fondation du royaume d'Aquitaine. Une partie était restée disponible pour les besoins du nouveau royaume et de son roi; mais cette dernière fut bientôt, comme le reste, distribuée ou abandonnée à des officiers, à des leudes franks ou aquitains. Nul doute que, sinon la totalité, du moins la grande masse de ces terres n'eût été, selon le principe germanique, concédée temporairement à des conditions de service militaire ou politique; mais ces conditions avaient

été on ne peut plus mal observées. Dans le court espace de temps écoulé de la conquête de l'Aquitaine à l'an 795, toutes ces terres distribuées comme bénéfices étaient restées la propriété pure et simple de ceux qui les avaient obtenues; c'était à peine si les quatre grandes résidences ou métairies royales de Cassineuil, de Théoduad, d'Audiac et d'Ebreuil, avaient été exceptées de cette espèce d'usurpation.

Par cet abus, le roi des Aquitains se trouvait spolié, non-seulement des moyens de subsister avec une magnificence royale, mais d'une portion réelle d'autorité. Il avait perdu à la fois et les services dont les terres usurpées avaient été originairement le prix, et le fonds avec lequel il aurait pu en payer de nouveaux; il paraît qu'il avait été obligé d'affecter à son entretien personnel l'impôt en nature de certaines provinces; l'Albigeois, par exemple, lui fournissait, en tout ou en partie, le vin et le blé qu'il consommait.

Charlemagne, informé du fait et scandalisé de ses résultats, décida que toutes les terres usurpées sur le domaine royal d'Aquitaine y seraient de nouveau réunies et de nouveau affectées aux besoins publics; mais, comme la mesure était rigide et devait déplaire à de puissants personnages, Charlemagne aima mieux en prendre le risque et l'odieux sur lui que d'y exposer son fils. Il envoya donc en Aquitaine, pour l'exécuter, deux commissaires spéciaux, un évêque et un comte, qui, au dire du bio-

graphe astronome, réussirent complètement dans cette opération délicate[1].

Plusieurs dispositions où Louis montra son humanité furent la suite de ce succès; il déchargea les habitants du comté d'Albi de l'impôt en vin et en blé qu'ils avaient payé jusque là. Une autre mesure qui fut réputée un bienfait plus général encore que la précédente, ce fut la suppression d'un autre impôt désigné par le terme de *foderum*. Cet impôt consistait en une certaine quantité de subsistances, et particulièrement de blé, assignée aux gens de guerre[2]. Mais à quelle classe de gens de guerre, dans quelle proportion et en quels cas? Voilà ce qu'il ne faut pas demander aux chroniqueurs et ce que l'on ne peut deviner.

Aux époques dont il s'agit, un roi devait rendre la justice en personne; il était le juge suprême de son royaume, celui devant lequel on appelait également de tous les jugements à réformer et de tous les dénis de justice. Répondre à ces appels était une des tâches les plus laborieuses et les plus graves de la royauté; c'était celle dont Louis s'acquittait le plus religieusement; il y donnait trois jours par semaine. Aussi son biographe astronome affirme-t-il que l'on aurait vainement cherché dans le royaume un homme ayant à se plaindre d'un déni de justice ou d'une iniquité. A ce témoignage important et for-

(1) Vita Lud. Pii. VII.

(2) *Id.* loc. cit.

mel, il entremêle quelques paroles plus vagues, où il semble avancer comme un fait que l'Aquitaine jouissait d'une grande prospérité sous le gouvernement de son pieux et jeune roi.

Il est dommage que ce biographe, qui était Aquitain et devait connaître son temps et son pays, ait traité d'un manière si implicite et si fugitive un point si capital. Il eût été d'autant plus intéressant d'avoir de lui quelques détails à l'appui de son assertion générale, que cette assertion a quelque chose d'inattendu et dont l'imagination s'étonne un peu. A ne se figurer l'état de l'Aquitaine que d'après l'histoire, il est difficile de se le figurer autrement que triste, sombre et misérable à l'excès.

Il semble en effet qu'après trois siècles continus de guerres, d'invasions, de pillages, de bouleversements de tout genre, ces contrées devaient avoir perdu jusqu'à l'ombre de ce qu'elles avaient été sous les Romains. Si l'on songe à leurs villes jadis si florissantes et décorées de tant de magnifiques monuments, on conçoit à peine que, si souvent assiégées, si souvent prises et ravagées, elles pussent être alors autre chose que des amas de ruines et de masures. S'il s'agit de leurs campagnes tant de fois désolées par le fer et le feu, on est tenté de croire qu'elles devaient manquer de laboureurs; si l'on y cherche des restes de leur ancien commerce, on ne sait sur quelle côte, sur quel rivage, dans quel abri se les figurer.

Ces impressions, ces conjectures résultent, il est

vrai, du premier aperçu de l'histoire des contrées dont il s'agit; mais elles s'adoucissent à un examen plus attentif de cette histoire. Le fait est que la portion du midi de la Gaule dont se composait le royaume carlovingien d'Aquitaine, si déchue qu'elle fût indubitablement de son ancien état, en conservait néanmoins plus de restes que l'on ne l'imagine d'abord en songeant à tout ce qu'elle avait souffert. Le fait est que toutes les traces de la puissance et de la grandeur romaines n'y étaient point aussi effacées qu'il semblerait au premier aperçu qu'elles devaient l'être; enfin l'on s'assure que ce pays n'était point une terre sauvage, dépourvue de tout commerce et de toute industrie.

Ces assertions, qui seront prouvées et développées par des recherches ultérieures, peuvent être dès à présent justifiées par quelques témoignages qui, pour n'être point empruntés des chroniqueurs de profession, n'en ont que plus d'autorité. J'en citerai un curieux à plus d'un égard; c'est celui de Théodulfe, le célèbre évêque d'Orléans.

Au commencement du neuvième siècle, en 802, à ce qu'il paraît, Charlemagne envoya dans toutes les parties de la Gaule des commissaires chargés d'y inspecter la conduite des juges et d'y assurer l'exercice de la justice. Théodulfe fut l'un de ces commissaires, et sa mission s'étendit à une portion considérable du Midi, à la Provence et à toute la partie du royaume d'Aquitaine comprise entre les bouches du Rhône et l'extrémité orientale

des Pyrénées. Théodulfe, l'un des hommes les plus lettrés de son époque, composa une très longue pièce de vers intitulée : *Exhortation aux juges*, laquelle n'est qu'une sorte de compte rendu de sa mission judiciaire; or, il a jeté çà et là dans cette pièce des traits curieux par lesquels il caractérise sommairement les villes et les lieux où l'appelait sa mission, et ses expressions attestent en plus d'un endroit qu'il avait été frappé de la beauté des plus célèbres de ces cités. Ce qu'il dit de Nîmes suppose une ville alors plus vaste et plus riche en monuments qu'elle ne l'est aujourd'hui. Il donne à Toulouse l'épithète de belle; il célèbre Arles comme une ville opulente, l'emportant sur une multitude d'autres, mais le cédant à celle de Narbonne, dont il a l'air de faire ainsi la première ville de la Gaule, une ville qu'il salue d'un titre équivalent à celui de noblement décorée. Cette ville n'avait donc pas été alors complètement dévastée, elle n'avait donc pas encore perdu jusqu'au dernier ces nobles monuments dont on ne voit plus aujourd'hui que de rares débris, et dont on ne sait plus ni le nom, ni la destination, ni la place.

Mais les traits les plus intéressants de la pièce de Théodulfe sont ceux dont on peut déduire quelques notions sur l'état industriel et commercial du pays. Il résulte clairement de divers passages qu'il y avait dans ce pays une abondante circulation de monnaies étrangères, particulièrement de monnaies italiennes et arabes; les marchandises étrangères

n'y manquaient pas non plus, surtout celles provenant des Arabes d'Espagne ou des autres parties de l'Orient. Théodulfe mentionne expressément les peaux apprêtées de Cordoue, les unes blanches, les autres rouges; il parle de riches manteaux de soie fabriqués en Arabie, et ornés de broderies de diverses couleurs, représentant des figures d'oiseaux et d'animaux. Il y a des auteurs arabes qui donnent de ces manteaux, nommés *morrahel*, une description de tout point conforme à celle de Théodulfe.

A coup sûr ces monnaies, ces marchandises ne s'introduisaient pas dans un pays qui n'eût pas des produits à donner en échange des unes et des autres. Il y avait donc dans ce pays quelque commerce, quelque industrie; il y avait donc entre les Arabes et les Aquitains d'autres relations que des relations de guerre, et le commerce rapprochait ceux que divisaient les croyances religieuses et les intérêts politiques.

A l'appui de ces faits et de ces considérations, je puis rappeler ce que j'ai indiqué plus haut du commerce que faisaient divers monastères et diverses églises qui, par concession royale, entretenaient sur les fleuves principaux et sur leurs affluents un nombre déterminé de bateaux, dans lesquels ils transportaient, pour les vendre tout le long de ces rivières, des denrées ou des marchandises d'une consommation générale, telles que le sel, l'huile, le vin et les épiceries.

Si incomplets qu'ils soient, ces renseignements

expliquent néanmoins et confirment jusqu'à un certain point les vagues indications du biographe astronome de Louis-le-Débonnaire, sur la prospérité que le bon gouvernement de ce roi avait faite aux Aquitains.

APPENDICE.

I.

PRIVILEGIUM ERECTIONIS MONASTERII B. MARIÆ DE ALAON.

E collectione maximâ Conciliorum omnium Hispaniæ, studio J. S. de Aguirre. Tom. III, p. 131–138.

In nomine sanctæ et individuæ Trinitatis, Carolus, Dei gratiâ Francorum Rex. Dignum est sanctæ ecclesiæ loca auctoritate regali stabilire, et justis monachorum divini cultûs amore ad nos peragrantium precibus favere. Idcircò notum sit fidelibus sanctæ Dei ecclesiæ, tam presentibus quàm futuris, quòd religiosus vir Obbonius abbas, de partibus Hispaniæ veniens, de illâ nempè Gothici regni Marcâ, Francorum regibus olim, nostroque nunc præcepto subjectâ, et auspiciis genitoris nostri, Augusti Ludovici, à Sarracenorum squalore præservatâ, obtutibus nostris adiit. Eum ad serenitatem præsentiæ nostræ ducens venerabilis ac fidelis noster Berarius, primæ sedis Narbonensis urbis archiepiscopus, nobisque palàm fecit, quòd præclarus quondàm Vandregisilus comes, consanguineus noster, ac homo Ligius, quem post patris sui Artalgarii comitis mortem, genitor noster super Vasconiam, quæ est trans Garumnam flumen, limitaneum constituit; quum Dei et militum suorum auxilio, inter alia à Sarracenis, et ab Amarvano Cæsaraugustano duce eripuit, totum illud territorium in dictæ Vasconiæ montanis locis situm, quod est ultrà et circà flumen Balicram, nomine Alacoon.

Et quòd dictus Vandregisilus comes, cum præclarâ uxore Ma-

riâ comitissâ, in prædicto loco monasterium in Dei Genitricis honorem antè decennium sumptibus propriis exstruxit, de consilio et consensu filiorum suorum, videlicet Bernarthi, ad præsens ejusdem Vasconiæ comitis, et totius limitis custodis, cum uxore suâ comitissâ Theudâ; et Athonis, nunc Palliarensis comitis, cum Eynzelinâ uxore, necnon Antonii, hodiè vice-comitis Biterrensis, cum uxore suâ Adoyrâ, itidemque Asinarii, nunc etiam Lupiniacensis ac Solensis vice-comitis, cum Gerbergâ uxore suâ. Qui omnes de infidelium spoliis monasterium suscitârunt, et clericos *monachos secundùm regulam S. Benedicti conversantes, ex sancti Petri Apostoli Sirasiensi monasterio*, cum eodem Obbonio abbate, ad illud contulerunt. Et quòd monasterium constructum ac dedicatum fuit de licentiâ et consensu venerabilis quondàm Bartholomæi, primæ sedis Narbonensis tunc archiepiscopi, et venerabilis Sisebotus Orgellitanus episcopus, de cujus spiritualitate locus est, juxtà ordinationem piissimi genitoris nostri Augusti Ludovici opus laudavit et ecclesiam prædicti monasterii benedixit, præsentibus venerandis Ferreolo episcopo de Jaccâ, et Involato Convenarum episcopo : necnon Oddoario Sirasiensi abbate, Hermengaudo abbate Sancti-Zachariæ, Fortunio Leigerensi abbate, Dondone abbate Sancti-Savini, Varino abbate Alti-fagiti, Attilio abbate Cellæ-fragilii, et Transirico S.-Joannis Oriolensis abbate, cum aliis clericis et eremitis, et Stodilo abbate S.-Aredii Attanensis, qui ex Lemovicensi S. Salvatoris basilicâ tunc comportavit ad novam ecclesiam B. Mariæ lipsanas Hatthonis quondàm Aquitaniæ ducis, ac filii sui Artalgarii comitis, patris videlicet, et avi prædicti Vandregisili comitis, cum cæteris fidelibus : de quibus omnibus autographum dedit.

Similiterque obtulit nostræ serenitati testamentum, seu placitum prædictorum Vandregisili comitis et conjugis Mariæ comitissæ, in quo, de consensu omnium filiorum suorum, dictus Vandregisilus eidem monasterio et clericis monachis, secundùm regulam Sancti Benedicti in eo conversantibus, tàm præsentibus quàm futuris reliquit. Imprimis omne jus quod ad se perti-

nere dixit, super monasterium de Rodi insulâ, quod olim in honorem B. Mariæ ædificavit Ludo, Aquitaniæ dux, cum uxore suâ bon. mem. Valtrudâ, Valchigisi ducis, de nostrâ progenie, filiâ, et ubi prædictus Ludo sepultus est. Et omnes terras, ecclesias, et jura, quæ ad prædictum Vandregisilum comitem pertinere asserabat de patrimonio suo in totâ Aquitaniâ; et præcipuè in pago Tolosano, Cadurcensi, Pictaviensi, Agennensi, Arelatensi, Sanctonensi, et Petragoricensi, quæ fuerunt dicti Ludonis Aquitaniæ ducis, et fratris sui Imitarii, et eorum genitori Boggiso duci Dagobertus rex concessit post mortem fratris sui Ilderici Aquitaniæ regis. . . . . . . Itidemque omnia monasteria in totâ Aquitaniâ et Vasconiâ, seu jura eorum omnium, quæ fuerunt Ludonis Aquitaniæ ducis, et ejus genitori Boggiso duci Dagobertus rex concessit, post necem fratris sui Ilderici Aquitaniæ regis, ut suprà dictum est.

Necnon omnia bona quæ Amandus dux in Vasconiâ dedit filiæ suæ Giselæ reginæ, et posteà reliquit nepotibus suis Boggiso duci, et suo fratri Bertrando, quos Haribertus rex habuit ex Giselâ uxore. Similiterque legavit præfato monasterio jura quæ dixit habere in pago Lemovicensi, Pareiaeo, Nulliaco, Podentiniaeo, et aliis quæ fuerunt Jadregisili quondàm Aquitanorum ducis, Vandradæ comitissæ matris sui progenitoris, et ad eam pertinebant jure sanguinis. Deniquè de consensu principali filii sui Asinarii vice-comitis Lupiniacensis ac Solensis, qui territorium de Alacone pro hæreditate sortitus fuerat, dedit monasterio et monachis præfatis ecclesias locorum de Aretinus, de Sancto-Stephano de Malleo, de Auleto, de Rochetâ, de Vinialio de Zalverâ, et utrâque Zopeirâ, de Pardinieliâ, de Castannariâ, et Cornudieliâ, et omnia aloda eorum, scilicet lavandarias, et parietes. Juxtàque donavit ecclesiam castri nomine Vandres, quod ipse ædificavit contrà Mauros de Jaccâ, in redemptione suâ, et domos de Jaccâ, et omnes hæreditates et prædia quæ comitissa Maria habuit à patre suo quondàm Asinario comite, post captam civitatem; cum aliis campis et pagis in prædicto testamento seu placito nominatis et contentis, et à prædicto monasterio pos-

sessis post mortem jam dicti Vandregisili comitis, et ejus uxoris Mariæ comitissæ, qui in eâdem ecclesiâ tumulati sunt.

De quibus omnibus præfatus Obbonius abbas suo monasterio sibique regiæ auctoritatis decretum fieri postulavit. Ut jam dictas villas, ecclesias, monasteria, et cæteras hæreditates sub unius præcepti conclusionem nominatim inserens in perpetuum confirmemus; ut cum omnibus facultatibus suis, et nunc subjectis, et moderno in tempore subjiciendis, sub nostrâ defensione et immunitatis tuitione consistere faceremus. De quibus omnibus habito consilio cum nostræ curiæ optimatibus, et cum archiepiscopis, episcopis, abbatibus, ducibus, et comitibus nobiscum, tum apud Carisiacum congregatis propter solennitatem ad nostras felicissimas nuptias cum gloriosâ dominâ Hermentrude, sublimi reginâ honorandas; recognovimus quòd in totum non possumus ejusdem abbatis precibus aures accommodare utpotè nostræ regali celsitudini et multorum juri adversantibus.

Quià prædictus Vandregisilus comes minimè facultatem habuit legandi seu donandi villas, ecclesias, monasteria, et cæteras hæreditates per Aquitaniam et Vasconiam constitutas. Quià de posteriori lineâ seu generatione Boggisi et Ludonis ducum erat. Nam quæ Dagobertus rex olim donavit suis, et Hariberto fratri, nepotibus Boggiso et Bertrando, post necem, ut dicitur, eorum fratris Ilderici, Aquitaniæ regis, jure hæreditario ab Ludone Boggisi filio possessæ fuêre : et post illius mortem à primogenito Hunaldo et Vifario nepote, qui Aquitaniæ ducatu positi sunt, nomine tamen Francorum regum. Sed cùm Vifarius dux toties sacramenta fidelitatis inclyto proavo nostro Pipino regi violaverit; ab eo sæpiùs devictus fuit; et post eum apostata Hunaldus, dum Aquitaniam novâ rebellione præoccupare conatus est, à magno Carolo avo nostro devicti, atque rebelles dicti fuêre.

Propter quod Aquitania tota cum Vasconiâ, et cum omnibus juribus suis, juxtà Francorum leges, ad Carolum Augustum devoluta est, qui illam cum regali titulo excellentissimo Ludovico genitori nostro donavit. A quo omne jus regaleque dominium super integram Aquitaniam ad nos pervenit. Quod et de

totâ Vasconiâ, Deo auxiliante, similiter actum fuit. Nam magnus avus noster Carolus, fidelissimo Lupo duci, qui ex secundâ Ludonis lineâ seu generatione primogenitus fuit; nempè Nattonis ducis, major natu, et denuò magni Caroli se imperio subjecit; totam Vasconiæ partem beneficiario jure reliquit. Quàm ille omnibus pejoribus pessimus, ac perfidissimus suprà omnes mortales, operibus et nomine Lupus, latro potiùs quàm dux dicendus, Vifarii patris scelestissimi, avique apostatæ Hunaldi improbis vestigiis inhærens, arripuit; jure (ut ajebat) Adelæ matris, fidelissimi nostri ducis Lupi filiæ.

Attamen dùm simulanter atrox nepos sacramentum glorioso avo nostro Carolo multiplex dicebat, solitam ejus, majorumque suorum perfidiam expertus est in reditu ejus de Hispaniâ : dùm cum scarâ latronum comites exercitûs sacrilegè trucidavit; propter quod posteà jam dictus Lupus captus, miserè vitam in laqueo finivit : ejus filio Adalarico misericorditer Vasconiæ portione ad decenter vivendum relictâ. Qui misericordiâ abutens, similiter ut pater, cum Scimino et Centullo filiis, adversùs piissimum genitorum nostrum arma sumens, ejusque hostem in montanis adorsus, cum Centullo filio in prælio occubuit. Sed genitor noster, solitâ suâ pietate, Vasconiam inter dictum Sciminum et Lupum Centulli, demortui Centulli filium, iterùm divisit. Quàm et Lupus Centulli, et Garsimirus, Scimini genitus, posteà propter infidelitatem amiserunt. Garsimiro, sicut et pater Sciminus, in rebellione occiso, et Lupo Centullo propter tyrannidem exsulato, et à principatu remoto.

Tunc enim præexcelsus genitor noster, iterùm Vasconiâ totâ vindicatâ, et regio dominio conjunctâ, illam è manibus nepotum Ludonis in perpetuum eruit et aliorum ex nostro sanguine gubernaculis commisit. Nam Vasconiæ ducamen Totilo duci primò dedit, et post eum Sigihino Mostellanico, qui illud nunc habet; exceptis tamen illis ditionibus quas tenuerunt cum Arvernensi comitatu Icterius, et cum Agennensi Ermiladius, avunculus et frater prædicti Vandregisili comitis. At enim de monasterio Sanctæ Mariæ de Rodi insulâ, cùm à Nortmannis jam dudùm incessum

ac dirutum exstet, nihil de ejus restauratione speratur : et ità de eo non loquitur, cæterùm de villis et hæreditatibus quas dux Amandus primùm reginæ Giselæ filiæ, et posteà Boggiso duci, suoque fratri Bertrando, nepotibus, reliquit, cum eis quæ à matre Amantiâ, et à Serepo, quondàm Aquitaniæ duce, avo, tenuit prædicta Gisela regina, nullatenùs possumus in toto vel in parte illas confirmare. Nam post inaugurationem in Hispaniâ filiorum Garsimiri comitis citerioris Vasconiæ supranominati (juxtà eorum donationem regio diplomate munitam) omne jus super eas, et præcipuè super Bigorritanum et Benearnensem comitatus, ad Donatum Lupum, et Centulupum, prædicti Lupi Centulli ducis filios, devolutum est. Quod à genitore nostro et nobis confirmatum duplici exstat præcepto. Nunc et illas tenent dictus Donatus Lupus comes et Centullus; jam dicti Centulupi Benearnensis vice-comitis filius, sub Auriæ matris regimine.

Bona verò quæ Jadregisili ducis fuère, in nostrâ potestate non sunt. Nam Dagobertus rex, propter filiorum in patre vindicando ignaviam, juxtà leges Romanas, illis paternas possessiones abstulit, et sanctis martyribus Dyonisio, Rustico, et Eleutherio devotè distribuit : quorum possessionem, et nefas erit disrumpere, et apostolica, imperialia, et regalia præcepta violare. His summotis, et in perpetuum ad silentium redactis, ob Dei amorem et Deiparæ reverentiam, in cæterum placuit celsitudini nostræ prædicti Obbonii abbatis petitionibus annuere. Visis præsertim patentibus literis, quas ad nos misit humiliter super hoc rogans nobilis ac fidelis noster Asinarius Lupiniacensis et Solensis vice-comes, jam dicti territorii dominus, et propter bona servitia quæ nobis fecit contra Mauros de Corsicâ, et alios adversarios Francorum, nobilis consanguineus noster Burchardus dux, prædictæ vice-comitissæ Gerbergæ pater; et præcipuè ex petitione et hortatu gloriosæ conjugis nostræ Hermentrudis sublimis reginæ : hoc itidem nobis suggerente præfato metropolitano Berario archiepiscopo, cum aliis fidelibus nostris, placitum nostrum regale petentibus et acclamantibus. Propter quod, et hoc nostræ auctoritatis immunitatisque præceptum ergà prædic-

tum Obbonium abbatem et idem monasterium facere decrevimus.

Itaquè decernimus atque jubemus, ut idem Obbonius abbas prædictum monasterium, dùm ipse in carne vixerit, quià de ipso benedictionis electionem suscepit, habeat in manu et potestate suâ, regulariter secundùm regulam S. Benedicti sibi commissam illud gubernans, et studiosè lucris animarum invigilans : et post suum decessum monachi et conventus monasterii potestatem habeant alterum ex eis in abbatem elegendi. Et ipse Obbonius abbas nunc, et cæteri abbates pro tempore successores, ad nullum regem, ducem, comitem, seu potestatem respiciant, nisi ad regem Franciæ immediatè, uti Aquitaniæ et Vasconiæ regem, *et secundùm regulam Sancti Benedicti regulariter vivant*, animas Deo verbis et factis lucrantes, ut ex ovibus suæ curæ commendatis æternæ mercedis gratiam habere mereamur. Et præcipuè quòd prædictum monasterium habeat et possideat res omnes, quas de consensu omnium filiorum suorum, et præcipuæ Asinarii vice-comitis, pater eorum Vandregisilus cum comitissâ Mariâ uxore, eidem legavit et donavit. Et sub istius præcepti conclusionem nominatim inserimus, scilicet ecclesias locorum de Arennus, de S.-Stephano de Malleo, de Auleto, de Rochetâ, de Viniallo, de Zalverâ, de utrâque Zopeirâ, de Pardiniellâ, de Castannariâ, de Cornudiellâ, et omnia aloda eorum, id est lavandarias et parietes. Similiterque ecclesiam loci de Vandres, domos de Jaccâ, et hæreditates quas comitissa Maria habuit à patre suo Asinario comite; cum cæteris campis et pagis in prædicto testamento contentis : exceptis tamen rebus illis quas suprà à præcepto nostro excludimus, et proptèr caussas jam dictas confirmare non valemus.

Quæ tamen approbamus sub hoc nostro institutionis decreto sublimiter ordinato et legaliter statuto, jure quieto et inviolabiliter prædictum monasterium, absquè ullâ contradictione, sub monasticæ dignitatis reverentiâ habeat ac sine fine possideat, et cum totâ integritate omnia dicta quæ obtinet pacifica et immota permaneant; et quicquid prædictum monasterium nunc habet, vel quæcumque in postmodum, Deo auxiliante, habiturum sit

in dictis et non dictis locis, vel quodcumque, Deo comitante, in posterum ubicumquè acquirere sibi valuerit, omnia firmiter semper gaudeat. Insuper per hoc nostrum excelsum præceptum ordinamus et statuimus, quòd nullus dux, comes, vice-comes, seu vicarius, sive ullus exactor judiciariæ potestatis, in ecclesias prædictas, aut loca, vel agros, vel alaudes, seu reliquas possessiones, quas prædictum monasterium retinet, vel quas in tempus in jure ac potestate ipsius divinâ misericordiâ augere potuerit, ad caussas audiendas, seu gestium dandum, vel feuda et telonea exigenda, aut feramina capienda, aut mansiones, seu paratas faciendas, seu fideijussores tollendos, aut homines ipsius monasterii, tàm ingenuos quàm servos, distringendos, aut ullas redhibitiones, aut illicitas occasiones requirendas, nostro tempore, vel juniorum, seu successorum nostrorum, ingredi audeat.

Nec curtes præfati monasterii penetrare, vel ea quæ suprà enumerata sunt, penitùs præsumat exigere, sive comes sit, aut vice-comes, aut vicarius, aut graffio, aut gastaldus, aut telonarius, sive alius justitiariæ potestatis. Sed liceat Obbonio abbati memorato, suisque successoribus, sub nostrâ defensione permanere, nostroque solo, et juniorum, aut successorum nostrorum in temporalibus immediatè parere imperio. Et quicquid jus fisci indè poterat exigere, nos propter Dei et B. Mariæ reverentiam, remittimus monasterio prædicto, et etiam ei nostrâ regali licentiâ et potestate relaxamus, et concedimus quòd nullum unquàm censum persolvant; nisi tantùm censum spiritualem ei impositum pro animabus Vandregisili comitis, et Mariæ uxoris, suorumque parentum ac filiorum, et totius stirpis Vandregisilæ in perpetuum. Et etiam pro nostrâ et conjugis nostræ, et juniorum seu successorum nostrorum salute, et totius regalis regiminis, à Deo nobis et illis pro suâ misericordiâ commissi incolumitate orare quotidiè teneatur. In cæterum nullum tributum, vel debitum, de omnium rerum suarum possessionibus alicui persolvat: sed liberè et tranquillè omnes hæreditates suas hâc nostrâ legali absolutione possideat: et nullo unquàm duci, vel comiti, vel vice-comiti, vel vicario, aut graffioni, seu alio domino, sed so-

lum nostræ et juniorum seu successorum nostrorum in temporalibus subditum sit potestati immediatè. At verò in spiritualibus metropolitano archiepiscopo Narbonensi, et Orgellitano episcopo diœcesano, qui nunc sunt, vel pro tempore fuerint, obediat, juxtà ordinationem, seu præceptum genitoris nostri piissimi Ludovici Augusti. Reservamus tamen omnium locorum prædictorum, et prædicti monasterii advocatiam, seu abbatiam cum medietate decimarum omnium gageriæ titulo, ad dictum vicecomitem Asinarium, præfati territorii dominum, suosque ad successores et hæredes, vel ad alios qui ab eo, seu hæreditariâ, seu emptivâ, vel dotalitiâ ratione jus habuerint, dummodò præfato Orgellitano episcopo, qui nunc est, vel pro tempore fuerit, ab eo vel à successoribus suis arcuitæ persolvantur. Cæterùm si quis dux, aut comes, seu vice-comes, seu vicarius, aut graffio, vel potestas terrestris, vel judex, vel alius è nostris fidelibus in futurum huic regiæ dignitatis sive auctoritatis præcepto, litem vel aliquam controversiam, aut interpretationem, seu dubium inferri tentaverit astu malignitatis, sanctæ et individuæ Trinitatis iram incurrat, et offensam B. Mariæ sustineat, et in districto ac tremendo æterni judicii examine, eam adversariam inveniat, sitque anathema; atque reus Divinæ majestatis atque humanæ judicetur : et temeritatis suæ pœnas exindè persolvat, et congruâ omni pœnitentiâ, secundùm ecclesiasticas leges, Deo et B. Mariæ Virgini in sexduplum satisfaciat. Et ut hæc nostræ præceptionis auctoritas à fidelibus omnibus sanctæ Dei ecclesiæ et nostris, in istis regni Francorum partibus, et in illis citerioris Hispaniæ et regni Gotthici finibus, nostro imperio subjectis et subjiciendis, veriùs et firmiter credatur et diligentiùs observetur, eam manu propriâ subscripsimus, et annuli nostri impressione signari jussimus. Signum ✠ Caroli gloriosissimi regis. Rangenfredus notarius ad vicem Ludovici abbatis recognovit. Data duodecimo kalendi Februarii, anno quinto regni præstantissimi Caroli regis, indictione octavâ. Actum in Compendii palatio regali, in Dei nomine feliciter. Amen.

Confirmatio I, Anno DCCCLXII.

Ego Asinarius Solensis ac Lupiniacensis vice-comes, cum uxore meâ vice-comitissâ Gerbergâ, et filiis nostris Asinario et Bouchardo et Arnaldo, et Faquilenâ, hoc præceptum domini nostri Caroli gloriosissimi regis, anno quintò regni sui et nono post obitum charissimi genitoris nostri Vandregisilii, quondàm comitis, factum laudo et firmum habeo. Tibique venerabili patri spirituali Brandilæ abbati, et monachis in tuâ societate Deo servientibus statuo in seculum; ac filiis et successoribus nostris iram Dei, et B. Virginis Mariæ et omnium sanctorum cum pœnâ anathematis et maledictionis nostræ, si in toto, vel in aliquo interrumpere audent, in æternum relinquo. Datum hoc laudationis et contestationis rescriptum die vicesimo Julii, anno vicesimo secundo regnante Carolo præstantissimo rege, indict. nonâ. Venerabilibus dominis Fredolo archipræsule in Narbonnensi ecclesiâ existente, B. Orgellitano episcopo. S. Asinarii vice-comitis, signum Gerbergæ vice-comitissæ, signum Asinarii ejus filii, signum Bouchardi filii, signum Arnaldi filii, signum Faquilenæ filiæ. Actum in monasterio B. Mariæ, quandò venimus ad sepeliendam infantulam nostram, Richensa. In Dei nomine feliciter. Amen.

Confirmatio II, Anno DCCCLXXXIII.

Ego Asinarius vice-comes Solensis ac Lupiniacensis, dominus in toto Barrabis, et in Benasco et in Arano, cum uxore meâ vice-comitissâ Centullâ, et filiis nostris Lupo Asinario, et Artaldo et Centullo, et Athone et Amitâ, hoc præceptum quondam gloriosissimi Caroli regis à patre meo domno Asinario et à me laudatum, denuò laudo et firmum habeo. Tibique venerando patri spirituali domno Centullo abbati et monachis tecum Do-

mino Deo et B. Mariæ in prædicto monasterio servientibus, statuo in seculum; et filiis ac successoribus nostris, et meam et genitoris mei maledictionem in æternum relinquo, si in aliquo vel toto illud interrumpere tentaverint. Datum hoc laudationis et attestationis decretum, pridiè nonas Julii, anno tertio præstantissimi Carlomanni regis, indictione decimâ-quintâ, sanctissimo Siggebodo archiepiscopo primæ sedis Narbonensis urbis, Nigoberto episcopo Orgellitano existente. Signum Asinarii vice-comitis, sign. Centullæ vice-comitissæ, signum Lupi Asinarii filii eorum, signum Artaldi filii, signum Centulli filii, signum Athonis filii, signum Amitæ filiæ. Actum in castro de Vandres feliciter. Amen.

Confirmatio III, Anno CMXI.

Ego Lupus Asinarius Solensis ac Lupiniacensis vice-comes, dominans in Barrabis et in Benasco, cum uxore meâ Audisendâ, vice-comitissâ, et filiolo nostro Athone, hoc rescriptum à patre nostro bon. mem. Asinario vice-comite et à me laudatum et firmatum, iterùm laudo et affirmo. Et tibi patri spirituali domno Frugellio abbati, et monasterio Deo et B. Mariæ servientibus, in perpetuum confirmo, ac filiis, ac hæredibus meis iram Dei ac meam et parentum meorum maledictionem in æternum relinquo, si in toto vel in aliquo hoc factum infringere voluerint. Datum hoc laudationis et contestationis scriptum, etc., etc.

Confirmatio IV, Anno CMLXXIII.

Ego Atho Ripa-Curtiæ comes, unâ cum uxore meâ Mariâ comitissâ, et filiis nostris Athone vice-comite Solensi et Garsiâ vice-comite Lupiniacensi, necnon et avunculo meo domno Athone episcopo Tolosano, qui præsens est, hanc chartam à pa-

tre meo venerandæ memoriæ Lupo Asinario vice-comite, laudatam et firmatam, iterum laudo et confirmo; et in perpetuum valituram jubeo, tibique patri spirituali domno Oriulpho abbati et monachis tecum in prædicto monasterio Deo et B. Mariæ servientibus, in æternum confirmo, et meam et omnium parentum meorum maledictionem in perpetuum cum irâ Dei relinquo, si in toto vel in aliquo eam violare tentaverint. Facta charta in Athares, etc., etc.

Suivent cinq autres confirmations de la même charte d'Alson par les descendants des seigneurs qui ont souscrit les quatre précédentes.

La première de ces cinq autres confirmations est d'un vicomte de Soule du nom d'Athon, et porte la date de l'an 1002.

La deuxième, de l'an 1015, est souscrite par Garsias, fils de Loup, seigneur de Tenne.

La troisième, de l'an 1034, est donnée au nom d'Athon, fils du précédent Garsias.

La quatrième est d'Aznar, fils du précédent, et porte la date de 1039.

La dernière est souscrite par Raimond-Guillaume, vicomte de Soule, sous la date de 1040.

II.

OBSERVATIONS SUR LA CHARTE PRÉCÉDENTE.

I. Malgré l'importance toute particulière de la charte précédente, connue sous le nom de charte d'Alaon, je n'avais point d'abord songé à en reproduire ici le texte, encore moins à en discuter l'authenticité. Ce n'est pas que je ne susse que de savants hommes ont manifesté quelques doutes relativement à cette charte, y ont observé des formules et des expressions suspectes. Mais je savais aussi que les doctes et judicieux Bénédictins, auteurs de l'histoire de Languedoc, ont examiné ces doutes, discuté ces objections; et je pensais, je l'avoue, qu'ils ont éclairci les uns et réfuté les autres de manière à rassurer complètement la conscience historique la plus timorée, sur l'authenticité du document qui les avait provoqués. Ils avaient du moins rassuré la mienne, et je ne supposais pas que le cas pût advenir pour moi où je fusse obligé de discuter, à mes propres risques, la valeur de ce document.

Mais ayant eu plus d'une fois, durant l'impression de cet ouvrage, l'occasion de discourir de la charte d'Alaon avec les savants les plus versés dans la diplomatique, hommes d'ailleurs de jugement et de savoir, je les ai, à ma grande surprise, et, pour tout dire, à mon grand regret, trouvés d'une autre opinion que moi sur la charte en question: je les ai trouvés convaincus de sa fausseté, en dépit de toutes les raisons données par don Vaissette pour la démontrer authentique. Suivant eux, cette même charte aurait été forgée dans le courant du treizième siècle, ou au plus tôt dans la seconde moitié du douzième. C'est surtout M. Guérard, professeur à l'école des chartes et mon collègue à la bibliothèque du roi, que j'ai trouvé ferme

dans cette opinion, et sur un tel sujet, je l'avoue, nulle autre opinion n'était plus faite pour intimider la mienne[1].

Des objections deM. Guérard contre le diplôme d'Alaon, il ne s'ensuit pas directement que les notices historiques puisées dans ce diplôme soient fausses, pas même celles qui ne sont fondées que sur l'autorité de ce même document; car dans un document faux on peut employer des données exactes et des faits vrais. Néanmoins, s'il était reconnu que la charte d'Alaon a été composée au treizième siècle, je n'aurais guère osé, je l'avoue, y recourir pour attester des faits du huitième et du neuvième. C'est dans ma persuasion pleine et entière de son authenticité que je m'en suis servi avec confiance, et que je n'ai négligé aucune des notices qu'elle m'offrait.

Une fois averti de la mauvaise opinion qu'avaient de la charte d'Alaon des hommes dont je respecte également la science et le caractère, le moins que j'aie pu faire a été de revenir à l'examen de cette pièce et de voir de bonne foi si ma première conviction survivrait à ce nouvel examen. C'est ce que j'ai fait; et l'ayant fait, j'ai persisté dans l'opinion où j'étais déjà que la charte d'Alaon est un document aussi authentique qu'il est important et curieux pour l'histoire du midi de la France. Il ne me reste plus qu'à mettre le lecteur en état de décider si j'ai eu tort ou raison de persister dans ma conviction, et dans cette vue je vais exposer, avec autant de suite et de clarté que je le pourrai, les motifs de cette conviction. Je dirai d'abord ce que l'on sait de l'histoire de la charte d'Alaon; je présenterai ensuite les diverses objections qui ont été faites contre elle, sans

(1) Puisque je nomme ici, parmi mes maîtres en ce genre, celui dont l'opinion m'est le plus contraire, qu'il me soit permis d'en désigner aussi un parmi ceux que j'ai trouvés de mon avis; c'est un autre de mes collègues à la bibliothèque du roi, M. La Cabanne, qui à des connaissances étendues et variées de notre histoire nationale, connaissances puisées en grande partie dans les documents inédits, joint une critique sûre et exercée. Si je réussissais à défendre mon opinion sur la charte d'Alaon, je le devrais surtout à ses renseignements et à ses indications.

en dissimuler ni en atténuer volontairement aucune; enfin je tâcherai de répondre à ces objections en les prenant dans l'ordre où je les aurai présentées.

Notre-Dame d'Alaon, d'Alcoon ou d'Alagon, est une ancienne abbaye, encore aujourd'hui subsistante dans le Haut-Aragon, un peu au-dessous du confluent de la Baliera, et de la branche de la Noguera dite Ribagorçana. Elle fut fondée dans la première moitié du neuvième siècle, par des seigneurs franko-aquitains qui avaient conquis tout ce pays sur les Arabes. Nous verrons tout à l'heure quels étaient ces seigneurs.

II. Ce monastère d'Alaon, situé dans une contrée montagneuse, déserte et pauvre, n'avait pas la chance de devenir célèbre. Ses transactions furent, à ce qu'il paraît, très limitées, et ne purent donner lieu qu'à un petit nombre d'actes et de diplômes, dont le principal est celui même dont il s'agit ici. C'est une charte donnée en 845, à Compiègne, par Charles-le-Chauve, en confirmation de diverses autres chartes qu'elle rappelle ou résume, mais aujourd'hui perdues ou inconnues.

III. Cette charte d'Alaon n'a été publiée qu'assez tard; ce fut le cardinal d'Aguirre qui la donna le premier, en 1687, dans son recueil des conciles de l'Espagne, d'où elle a passé depuis dans une multitude d'autres collections qu'il serait superflu d'indiquer. Il sera, je crois, plus intéressant et plus utile de suivre les vestiges qui sont restés de l'existence de ce document, et remontant de l'époque de sa publication à son origine.

D. Diego, J. Dormer, historiographe du règne d'Aragon, contemporain et ami du cardinal d'Aguirre, connaissait trois copies de la charte d'Alaon; il avait vu les deux premières entre les mains de deux moines dont il parle comme de deux individus de sa connaissance. Quant à la troisième, il l'avait trouvée parmi les pièces d'une histoire inédite de la Catalogne, compilée vers la fin du seizième siècle par Francisco Compte. Il est constaté, par le témoignage même de ce compilateur, qu'il avait eu accès dans les archives épiscopales d'Urgel; là il avait trouvé une copie de la charte d'Alaon, soit détachée, soit faisant partie du cartulaire de l'évêché, et l'avait transcrite textuellement, parmi

les documents de son histoire. Elle était restée là comme ensevelie jusqu'en 1687, époque où le cardinal d'Aguirre en tira la copie publiée dans son recueil des conciles de l'Espagne. Pour ce qui est des deux autres copies citées comme appartenant à deux moines, on tient pour probable qu'elles avaient été faites sur celle de Compte; mais l'on n'en a pas la certitude.

On ne saurait non plus dire avec assurance si, en 1687, la copie de la charte d'Alaon qui avait servi d'exemplaire à Compte était restée ou non dans les archives épiscopales d'Urgel. Mais il est sûr qu'elle y était encore en 1665, vingt-deux ans seulement avant la publication du recueil des conciles de l'Espagne. Il en est fait mention dans un catalogue des évêques d'Urgel, rédigé à cette époque par Melchior de Palau, qui occupait alors ce siége, et qui adressa le catalogue dont il s'agit aux frères de Sainte-Marthe. C'est à propos de Sisebut I, le dix-neuvième (dans l'ordre chronologique) des évêques d'Urgel, que la charte d'Alaon y est mentionnée. Melchior de Palau se fonde sur l'autorité de cette charte pour présenter Sisebut I comme l'évêque par lequel fut consacrée l'église de Notre-Dame d'Alaon; c'est effectivement ce qui est constaté par la charte dont il s'agit, et c'est une particularité d'autant plus intéressante à noter qu'elle n'est pas sans importance pour l'histoire du document. C'était comme ayant consacré l'église d'Alaon, que les évêques d'Urgel prétendaient avoir un droit spécial à la juridiction de ce monastère; or, la charte en question étant l'unique preuve du fait sur lequel ce droit était fondé, cette même charte devenait précieuse pour l'église d'Urgel, qui eut plus d'une fois l'occasion d'y avoir recours.

Elle y recourut en 1101; on institua à cette époque un siége épiscopal à Barbastre, qui venait d'être pris sur les Sarrazins. La nouvelle église réclama la juridiction sur le monastère d'Alaon, et il fut question de la lui attribuer. Mais Othon, alors évêque d'Urgel, intervint pour la défense des droits de son église. Il fit faire de la charte d'Alaon une copie qui fut envoyée à Rome, au pape Pascal. Celui-ci, à l'inspection du document, maintint l'église d'Urgel dans son ancien droit.

Et ce service n'était pas le premier de ce genre que le même document eût déjà rendu à la même église. En 1040, plusieurs églises, du nombre desquelles se trouva être aussi celle d'Alaon, furent soustraites à la juridiction épiscopale d'Urgel. Héribald, alors évêque de cette ville, se rendit auprès du roi don Ramire, pour réclamer contre ce démembrement de son diocèse, et il obtint justice sur la présentation d'une copie de la charte d'Alaon.

Au-delà de 1040 je ne trouve plus aucun indice historique certain de l'existence de la charte d'Alaon; mais c'est probablement encore à cette même charte qu'il est fait allusion dans un diplôme donné, en 871, par Bernard, marquis de Toulouse, en faveur de ce même monastère d'Alaon. Marca, ayant trouvé cet acte dans les archives de Barcelone, le publia le premier parmi les pièces de son ouvrage intitulé : *Marca Hispanica.* C'est un diplôme par lequel Bernard déclara confirmer le monastère dans la libre et entière jouissance de ses biens et de ses priviléges. Or, dans ce même diplôme, il est fait mention de Charles-le-Chauve, d'une manière un peu vague, il est vrai, mais qui a néanmoins grande apparence de se rapporter à quelque charte de ce roi en faveur dudit monastère. Or, s'il en est ainsi, la charte en question ne peut être autre que celle même de 845, la seule connue de Charles-le-Chauve en faveur du monastère d'Alaon.

IV. Maintenant cette charte mentionnée comme existante et comme connue en 871 (?), en 1040, 1101, à la fin du seizième siècle et en 1665, est-elle identiquement la même que celle publiée en 1687 par le cardinal d'Aguirre? L'étroite connexion qu'ont entre eux les faits à propos desquels cette charte fut citée autorise, oblige même à le penser. Y a-t-il des raisons plausibles de nier cette identité? Peut-on, sans heurter violemment toutes les vraisemblances, regarder le diplôme dont il s'agit comme fabriqué au treizième siècle, ou à toute autre époque plus récente ou plus ancienne? Enfin, n'y a-t-il pas des réponses satisfaisantes à faire aux objections opposées au document dont il s'agit? c'est là ce qu'il faut examiner.

Voici donc d'abord les objections à résoudre, présentées aussi nettement que j'ai pu les saisir.

1° La forme générale de la charte d'Alaon est une forme tout-à-fait insolite dans les actes de ce genre. La généalogie des fondateurs du monastère y est exposée avec une précision minutieuse, et entremêlée de traits d'histoire qui lui donnent l'apparence d'une chronique plutôt que d'un diplôme.

2° La famille des fondateurs du monastère d'Alaon est donnée dans la charte pour une famille mérovingienne; et cependant plusieurs individus de cette famille sont désignés par des noms qui, loin d'être des noms usités par les Mérovingiens, sont à peine des noms germaniques. Tels sont entre autres ceux de Boggis ou de Boggiso, de Ludo, Asinarius, etc.

3° La charte en question suppose des offices, des dignités inconnus à l'époque à laquelle elle se rapporte. Par exemple, elle parle de vicomtes de Soule, de vicomtes de Béziers, dans un temps antérieur à la création de cet office.

4° Le même document cite comme faisant partie de la loi romaine des dispositions tout-à-fait inconnues dans cette loi.

5° Il s'y rencontre un assez grand nombre d'expressions et de termes latins inusités dans les documents diplomatiques du neuvième siècle, et ne se trouvant que dans ceux du douzième et du treizième, où ils figurent comme caractéristiques. Voici, par exemple, quelques-uns de ces termes notés pour étranges dans la charte d'Alaon :

Nempè, au lieu de *scilicet*.

Lipsanæ, au lieu de *reliquiæ*.

Ad præsens, au lieu de *Nunc*, etc.

6° Enfin, il s'y trouve diverses locutions, diverses formules spécialement appropriées à des institutions, à des usages du treizième siècle, et totalement inconnus au neuvième. Voici, entre ces locutions et ces formules, quelques-unes de celles qui se présentent comme les plus choquantes et les plus insoutenables :

Homo ligius.

Primogenitus.

Dominium regium.

Patentes litteræ.

Gageriæ titulo.

Regem Franciæ immediatè.

Gestium dandum, etc.

V. Je vais tâcher de répondre successivement à ces diverses objections, les seules que je sache avoir été faites contre la charte d'Alaon.

1° Quant à cette forme de tableau généalogique ou de chronique qui se fait remarquer dans la charte citée, il n'est pas certain qu'elle soit exclusivement propre à ce document. Il faudrait, pour affirmer qu'il ne se rencontre nulle autre part de charte de cette même forme, avoir épuisé des recherches qui sont encore loin de l'être. Mais c'est déjà une chose très remarquable que nul autre exemple de cette particularité ne se soit jusqu'ici présenté aux hommes les plus versés dans la connaissance des diplômes. Il faut donc reconnaître franchement que, quant à sa forme générale, la charte d'Alaon peut passer pour un document extraordinaire et jusqu'à présent unique en son genre. Au premier coup d'œil, et prise ainsi d'une manière vague et générale, cette singularité peut être un motif de suspecter l'authenticité de la charte en question. Mais si l'on trouvait dans l'objet même et dans les motifs de cette charte une raison simple et directe de cette forme insolite, on donnerait par là de son authenticité une des preuves les plus décisives qu'il soit possible d'en donner. Or, la raison dont il s'agit, je crois la voir et vais tâcher de l'exposer.

Le monastère d'Alaon avait été fondé par des seigneurs de race mérovingienne ou se prétendant tels; il possédait, tant en-deçà qu'au-delà des Pyrénées, beaucoup de propriétés provenant des donations de ces fondateurs ou de divers personnages de leur famille. Ce que l'abbé du monastère était venu demander à Charles-le-Chauve à Compiègne, c'était la confirmation de toutes ces donations et des autres privilèges du monastère. Or, cette confirmation qui dans les cas ordinaires était une formalité des plus simples entre les moines qui la sollicitaient et les rois qui l'accordaient, se trouvait n'être pas une chose si

ordinaire dans le cas particulier dont il s'agit ici. Charles-le-Chauve avait des motifs personnels pour hésiter à donner cette confirmation qu'on lui demandait.

Et d'abord, les donations, les concessions qu'il s'agissait de confirmer avaient été faites par des personnages auxquels Charles-le-Chauve ne reconnaissait pas le droit de les faire. Elles avaient été faites par des chefs d'une race ennemie de la sienne, dont il lui répugnait de reconnaître la domination et d'approuver les actes. Il regardait tous les droits des descendants de Charibert comme éteints par ce qu'il nommait la révolte de Hunald et de Vaifre contre Pepin et Charlemagne; il était persuadé que ces droits avaient passé à son père, à Louis-le-Débonnaire, et de son père à lui. D'après cela, Vandregesile, le fondateur du monastère d'Alaon, l'homme dont ce monastère tenait la meilleure partie de ses terres, de ses biens et de ses priviléges, avait donné ce qu'il n'avait pas le droit de donner, ce qu'il ne possédait pas légitimement. Telles sont les prétentions énoncées par Charles-le-Chauve dans les considérants de la charte d'Alaon. Il ne s'agit pas ici d'apprécier la valeur et l'à-propos de ces prétentions; il s'agit uniquement de savoir s'il était vraisemblable ou non que Charles-le-Chauve pensât de la sorte. Or, c'est sur quoi il n'y a pas moyen d'avoir des doutes.

Une seconde raison, plus spéciale encore et plus positive que la précédente, gênait Charles-le-Chauve et l'empêchait de confirmer purement et simplement à l'abbaye la possession de ses biens : une partie de ces biens avait primitivement appartenu au duc Sadregesile (Jadregesile dans la copie de la charte) or, ce duc s'étant autrefois révolté contre Dagobert, toutes ses terres avaient été confisquées, et plusieurs données au monastère de Saint-Denis, qui était, à ce qu'il paraît, entré dès lors en possession de quelques-unes et réputé le légitime propriétaire de toutes.

Tout cela étant, il n'est pas étrange que Charles-le-Chauve, ou, pour mieux dire, son chancelier, voulant motiver sur le passé les réserves et les restrictions à apporter à la confirmation demandée par l'abbé d'Alaon, ait donné au document rédigé dans

cette vue des formes de chronique et d'histoire. Il est tout simple que, fondant sur les trahisons réelles ou prétendues de Hunald et de Vaifre la déchéance de leurs descendants de tout droit sur l'Aquitaine, il ait cherché à établir avec précision la généalogie de ces descendants; qu'il ait minutieusement rappelé leurs guerres, leurs rébellions contre les princes de race karlovingienne.

Enfin le cas de l'abbaye d'Alaon vis-à-vis de Charles-le-Chauve étant un cas tout particulier, il est également tout simple que la charte qui en est résultée présente aussi quelque chose de particulier, quelque chose d'insolite dans sa forme. Ainsi expliqué, cet air de table généalogique et de chronique qui distingue le diplôme d'Alaon entre tous les autres, non-seulement n'y a plus rien d'étrange, mais il y devient un trait caractéristique d'authenticité.

2° Venant maintenant à la seconde objection tirée des noms propres par lesquels sont désignés les descendants de Charibert, elle me semble si peu sérieuse que je m'étonne que l'on ait pu s'y arrêter. Il est d'abord constaté que les populations du Midi, particulièrement celles des Pyrénées, tant basques que vascones, altérèrent singulièrement ceux des noms germaniques qu'elles adoptèrent parfois pour leurs propres chefs, ou par lesquels elles désignèrent les chefs de race franke avec lesquels elles furent en relation. Or, il n'y a pas même ici d'altération bien remarquable à justifier.

Ludo, nom par lequel le fameux duc Eudon est constamment désigné dans la charte d'Alaon, n'est à proprement parler ni mérovingien ni germanique. Ce n'est, selon toute probabilité, que l'altération du nom *Eudo*, altération qui a pu facilement résulter de la forme de l'*e*, très allongé dans l'écriture mérovingienne, et assez semblable à un *l* que quelque lecteur inexpert y aura substitué. Boggis est une forme abrégée de Bodegesile, nom germanique. Il n'est pas plus singulier de voir des chefs mérovingiens se nommer Boggis ou Bertrand que Charibert, que Chramne, que Theobald, comme l'ont été d'autres princes de race mérovingienne. Il n'y a point dans l'histoire de famille franke chez laquelle l'usage habituel de certains noms favoris

exclue absolument l'usage de certains autres plus rares et comme exceptionnels.

3° On objecte contre la charte d'Alaon de faire des vicomtes de Béziers, de Soule, de Béarn, dans un temps où l'on assure que ce titre de vicomte n'existait pas, ou du moins ne désignait pas une seigneurie déterminée. Mais est-on bien fondé dans cette assurance? Il paraît bien que le titre et l'office de vicomte furent effectivement très rares dans la première moitié du neuvième siècle, mais il n'est point prouvé qu'ils y fussent totalement inconnus. M. de Marca prétend qu'ils étaient usités dans les provinces du Midi voisines des Pyrénées, sous le règne de Louis-le-Débonnaire comme empereur, et il cite à l'appui de son opinion deux chartes, l'une de 832, l'autre de 843, offrant toutes les deux le titre de vicomte. On trouverait aussi dans les chroniques des témoignages de l'existence des vicomtes dans la première moitié du neuvième siècle.

4° La charte d'Alaon cite comme faisant partie de la loi romaine une disposition qui condamne les fils à être dépouillés de leurs honneurs pour avoir manqué à venger la mort de leur père. Il est vrai que cette disposition ne se rencontre point dans la loi romaine; elle n'est même dans aucune des lois barbares, ni dans la salique, ni dans les autres. C'est à un point d'honneur privé que tenait, dans les mœurs frankes, l'opinion traitée de loi par le notaire rédacteur de la charte d'Alaon; mais un notaire de Charles-le-Chauve a pu facilement commettre cette méprise; elle ne prouve autre chose que son ignorance et sa bonne foi. Un faussaire aurait évité une erreur tenant à une assertion dont il n'avait pas le moindre besoin.

5° On a trouvé dans la latinité de la charte d'Alaon des traits qui ont paru étrangers au style ordinaire de ces monuments au neuvième siècle; tels sont les termes que j'ai déjà cités de *lipsanæ* au lieu de *reliquiæ*, *nempè* au lieu de *scilicet*, et *ad præsens* au lieu de *nunç*. J'avoue franchement que je n'ai point lu un assez grand nombre de chartes du neuvième siècle pour affirmer expressément ce que je ne puis néanmoins m'empêcher de croire, qu'il n'y a dans celle d'Alaon rien, en fait de

latinité, dont on ne trouvât des exemples dans beaucoup d'autres. Si je me suis dispensé d'éclaircir ce doute par quelques recherches et quelques rapprochements, c'est, je l'avoue, faute d'en avoir senti la nécessité. Je ne me suis pas figuré que personne pût regarder sérieusement le diplôme d'Alaon comme suspect ou supposé par le seul fait des variantes de latinité dont j'ai parlé.

6° Mais voici contre ce diplôme quelque chose de plus sérieux; il s'y trouve des expressions d'un autre genre qui tiennent non plus à la latinité, mais aux usages, au système politique, des expressions consacrées aux douzième et treizième siècles pour caractériser les idées et les coutumes féodales de ces époques, et qui n'ont pu être employées convenablement au neuvième siècle où ces coutumes n'existaient pas encore. J'ai déjà cité plusieurs de ces expressions, il serait superflu de les citer de nouveau.

L'objection est grave, je le répète, et je conviens que don Vaissette y a répondu trop légèrement, en se contentant de regarder les expressions dont il s'agit comme de pures fautes de copiste faites au onzième siècle. « Il y a en effet, dit-il, quelques fautes de copiste, comme il est aisé de s'en apercevoir. »

1° Ces fautes sont de nature à ne pouvoir être prises pour de simples méprises de copiste;

2° Il est fort douteux que plusieurs de ces fautes aient pu être commises au onzième siècle, et que certaines de ces expressions suspectes fussent déjà dès lors en usage.

Ces fautes ne sont certainement pas de pures distractions de copiste; ce sont des formules familières au copiste, mal à propos substituées à des formules plus anciennes, que ce copiste n'entendait pas ou qu'il craignait que n'entendissent pas les personnes qui devaient faire usage de sa copie. Il n'y a guère moyen de les concevoir autrement; il faut presque nécessairement supposer que les formules notées comme impropres dans le texte imprimé de la charte d'Alaon sont des formules interpolées qui ont dû se glisser dans les copies de cette charte faites dans l'intervalle du treizième siècle à la fin du seizième. Mais,

encore une fois, de telles interpolations ont toute l'apparence d'avoir été volontaires et réfléchies de la part de celui ou de ceux qui se les sont permises les premiers.

Maintenant ces interpolations reconnues sont-elles une raison suffisante pour regarder le fond de la charte comme supposé?

La falsification n'ayant guère pu être faite que dans l'intervalle du treizième au seizième siècle, aurait-elle eu dans cet intervalle un but, un motif que l'on puisse découvrir?

Aurait-elle été possible?

Enfin, laquelle des deux opinions se présente comme la plus vraisemblable, de celle qui suppose la charte d'Alaon radicalement fausse et fabriquée de toute pièce antérieurement au seizième siècle, ou de celle qui la tient seulement pour légèrement interpolée, et sur des points accessoires de rédaction et de forme, dans l'intention d'en rendre l'intelligence et l'usage plus faciles?

Ce sont de nouvelles questions auxquelles je vais tâcher de répondre.

Les chartes falsifiées ou fausses ne sont pas rares, et les motifs pour lesquels elles ont été forgées ou altérées peuvent être assez divers; c'est, le plus ordinairement, dans l'intention de les faire valoir comme titres de propriété ou de généalogie. Mais l'on n'est en droit de soupçonner une charte quelconque d'avoir été forgée par des motifs privés de cupidité, de vanité ou de toute autre espèce, que dans le cas où l'on peut signaler ces motifs et l'intérêt auquel ils tendent; autrement il n'y aurait pas de charte, de diplôme, de document que l'on ne pût trouver et déclarer faux. Un soupçon purement arbitraire, impossible à motiver d'une manière ou d'autre, ne saurait être mis sérieusement en avant, ni pour ni contre une opinion quelconque.

Cela posé, quel est, dans la charte d'Alaon, l'indice d'un intérêt privé dans lequel on puisse raisonnablement supposer ou soupçonner que cette charte ait été fabriquée? Il ne s'en présente pas un, pas un seul, si vague et si obscur que l'on soit disposé à l'accepter. Et certes, ce n'est pas la place, ce n'est pas

l'espace qui ont manqué à cet intérêt privé pour se manifester ou se laisser entrevoir. Le document dont il s'agit est d'une longueur inusitée; il est plus volumineux que bien des chroniques du même siècle.

Seraient-ce les moines d'Alaon qui auraient fabriqué eux-mêmes ce document? Mais pourquoi cette imposture, et qu'y auraient-ils gagné? La charte dont il s'agit confirme bien au monastère ses anciennes possessions; mais, loin d'y rien ajouter, elle exprime que cette confirmation n'a été accordée que comme une faveur toute spéciale; elle révoque en doute la légitimité primitive des donations faites au monastère par ses fondateurs. Il n'y aurait pas eu, pour les moines d'Alaon, le moindre inconvénient à se passer d'une telle confirmation.

Mais si la charte d'Alaon n'a pu être forgée dans un intérêt monacal, n'aurait-elle pas pu l'être dans l'intérêt d'une famille ou d'un individu? Il n'y a pas plus d'apparence à cette supposition qu'à la précédenté. On chercherait en vain dans cet énorme document un seul mot sur lequel aucune personne, aucune famille du Midi, ait pu sensément fonder quelque droit à la propriété du moindre coin de terre ou de la plus chétive masure.

Quant aux motifs de vanité, l'hypothèse n'est pas plus facile et ne serait pas plus heureuse. Il n'y a pas dans tout le Midi une seule famille qui ait jamais songé ni pu songer à tirer quelque avantage personnel des indications généalogiques données par la charte d'Alaon. La maison Montesquiou de Fezenzac, la seule qui ait jamais manifesté la prétention de descendre des Mérovingiens par Charibert, n'a jamais fondé cette prétention sur la charte d'Alaon qu'elle n'a connue que fort tard, après sa publication par d'Aguirre. Elle n'a jamais prétendu faire remonter sa généalogie au-delà de Sanche Mitarra, dont il n'est point parlé dans la charte d'Alaon, et dont la descendance des enfants de Charibert est une chose fort incertaine. Pour quel autre motif privé la charte d'Alaon aurait-elle été forgée? Que quelqu'un veuille bien le dire, car, pour moi, je ne sais point

l'imaginer, quelque bonne volonté ou quelque subtilité que j'y mette.

Toutefois supposons, j'y consens, supposons qu'à l'époque que l'on voudra, au treizième siècle ou au seizième, il y ait eu en France ou en Aragon quelqu'un ayant eu à fabriquer la charte d'Alaon un intérêt mystérieux, impossible à mettre en paroles; cela ne suffit pas encore pour en expliquer l'existence; il a fallu quelqu'un capable de la fabriquer telle que nous l'avons. Or ce quelqu'un, était-il si facile de le trouver, et une telle fabrication n'eût-elle pas été quelque chose de merveilleux, complètement impossible à concevoir au seizième siècle comme au treizième?

Pour pouvoir répondre à ces questions, il nous faut considérer d'un peu plus près les diverses parties de cette charte, les différentes données qui sont entrées dans sa contexture. Et d'abord elle rappelle, d'une manière sommaire, l'histoire de la fondation du monastère et de la consécration de son église sous l'invocation de la Vierge; elle nomme les grands personnages laïques ou ecclésiastiques qui assistèrent au cérémonial de cette consécration ou qui y prirent part d'une manière quelconque. Ces derniers étaient :

1° L'archevêque métropolitain de Narbonne;

2° L'évêque du diocèse, celui d'Urgel;

3° L'évêque d'Jacca;

4° L'évêque de Comminges;

Sans compter neuf ou dix abbés.

Or, tous ces évêques intervenus dans la consécration de l'église de Sainte-Marie-d'Alaon, la charte les désigne tous par leurs noms. Il y a quelques-unes de ces désignations qu'il est impossible de vérifier, parce que les abbayes et les monastères auxquels appartenaient les personnages nommés dans la charte ayant été détruits, les documents par lesquels leurs noms auraient pu nous être transmis ont péri; mais toutes celles qu'il est possible de vérifier aujourd'hui sont parfaitement justes. Les noms donnés dans la charte aux personnages dont il s'agit

sont bien les noms assignés par les documents aux dignitaires ecclésiastiques cités comme ayant assisté à la consécration de l'église d'Alaon.

Or, pas un des documents d'où ces noms ont été tirés n'avait été publié au treizième siècle ni même au seizième; tous étaient encore épars, encore enfouis dans une multitude d'archives où personne ne les savait ni ne les cherchait. Comment veut-on qu'un notaire, qu'un légiste, qu'un savant du treizième ou du seizième siècle ait connu tous ces noms? De deux choses l'une: ou il les a devinés, ou il est allé les déterrer dans les archives d'Aragon et de France où ils étaient cachés. On n'insistera pas sans doute sur la première hypothèse; mais la seconde est-elle beaucoup plus admissible? Personne n'aurait voulu, pour toutes les reliques et toutes les terres du monastère d'Alaon, se charger de lui faire une charte à la condition de la faire telle que celle dont il s'agit.

Ce n'est pas tout; j'ai déjà noté que la charte d'Alaon renferme beaucoup d'articles qui seraient plus convenablement placés dans une chronique que dans un diplôme; les trahisons et les méfaits des descendants de Charibert envers les rois karlovingiens y sont racontés avec à peu près autant de détail que l'étaient généralement alors les événements historiques. Si ces faits, si leurs auteurs n'étaient connus que par la charte d'Alaon, ceux qui suspectent cette charte d'avoir été forgée par quelque motif privé auraient beau jeu pour contester la vérité de ces mêmes faits. « Comment, diraient-ils avec une apparence de raison, comment ajouter foi à une charte si suspecte, quand elle rapporte des événements inconnus à toutes les chroniques? »

Mais tel n'est point ici le cas, c'est le cas inverse; la plupart des faits imputés par la charte d'Alaon aux descendants de Charibert sont rapportés à peu près de la même manière par diverses chroniques karlovingiennes. Les plus importants de ces faits sont connus à Frédégaire, à Éginhart, à l'astronome anonyme, à Reginon, à l'auteur de la Vie de saint Hubert, publiée par les bollandistes, à l'auteur de la Chronique de Sigebert,

à celui de l'Histoire de la Conversion de saint Hubert, publiée dans le recueil des Historiens de Duchêne, et à d'autres encore dont il n'importe pas d'avoir la liste complète. Maintenant il est arrivé, pour ces documents historiques, quelque chose de parfaitement analogue à ce qui est arrivé pour les chartes et les documents de tout genre qui contenaient les noms des dignitaires ecclésiastiques assistant à la consécration de l'église d'Alaon. Au treizième siècle et au seizième, ces chroniques étaient encore inédites, encore éparses dans une foule de monastères; il n'en existait qu'un petit nombre de copies, et la première condition pour songer à les recueillir, c'eût été de savoir qu'elles existaient; or c'est ce que certainement personne ne savait alors. Comment donc concevoir ces notices historiques dans une charte rédigée, au treizième ou au seizième siècle, dans un intérêt privé et par un homme privé, de quelque condition qu'on le suppose? Dans une charte fabriquée de toute pièce, de telles notices seraient un accessoire non-seulement insolite, mais gratuit, mais superflu. Or, comment, aux époques indiquées, imaginer quelqu'un qui, pour ajouter à une charte apocryphe des accessoires inutiles, se serait imposé une tâche d'une difficulté supérieure à toutes les ressources scientifiques de l'époque? J'avoue que je ne le sais point, quelque effort que j'y fasse; et si je voulais désigner une charte du neuvième siècle comme impossible à faire au treizième, c'est précisément celle d'Alaon que je désignerais.

A ces considérations je pourrais en ajouter beaucoup d'autres; je m'en abstiens, dans l'espoir d'en avoir dit assez pour motiver l'usage que j'ai fait de la charte d'Alaon et justifier la confiance que j'y ai mise.

FIN DE L'APPENDICE DU TOME TROISIÈME.

TABLE DES CHAPITRES

CONTENUS DANS CE VOLUME.

APPENDICE.

FIN DE LA TABLE DU TOME TROISIÈME.

ERRATA

DU TOME TROISIÈME.

Page 25, ligne 21, sans savoir quelle, *lisez* sans savoir laquelle.
— 48, — 10, et d'être, *lisez* à être.
— 94, — 20, durant cette intervalle, *lisez* durant cet intervalle.
— 134, — 4, *après* guerres de Charles-Martel contre eux, *supprimez* les deux lignes qui suivent.
— 170, — 11, Grippon, *lisez* Griffon.
— 171, — 9, *même rectification.*
— 359, pour chiffre de chapitre, au lieu de XXXI, on a mis XLI, en continuant l'erreur jusqu'au dernier chapitre, qui porte ainsi le chiffre L au lieu de XL qu'il devrait porter.
— 451, — 28, falle, *lisez* felle.



